

AUTOPSIE
D'UN
ASSASSINAT

Alger : 15 Mars 1962

Edition originale – Editions Tiresias, Michel Reynaud, Paris - 1992 - sous
le titre *l'Assassinat de Château-Royal, Alger : 15 Mars 1962.*

*« L'amour de la vérité n'est pas le besoin
de certitudes et il est bien imprudent de
confondre l'un avec l'autre. »*

André Gide, « Journal »,
21 octobre 1929.

© Entreprise Algérienne de Presse - ENAP - ALGER.
N°219 A 94
Entreprise Nationale du Livre - ENAL - ALGER.
N° 03.94.02.09.

A la sortie de ce livre, l'auteur reçut de M. Pierre Vidal - Naquet une lettre datée du 14-09-92. En voici le contenu.

... Trente ans se sont écoulés depuis cette journée dont vous retracez l'avant, le pendant et l'après. D'un seul coup, vous m'avez replongé dans un monde que, plus ou moins confusément, j'espérais avoir oublié. La guerre d'Algérie n'a pas manqué d'événements horribles. Les deux parties au conflit y ont contribué. Français, j'estime toujours que les crimes français sont plus anciens, plus nombreux et en dernière analyse, plus graves. Les crimes de l'O.A.S. sont aussi nos crimes. Dans un texte que vous citez, François Mauriac écrivait : « Cette boucherie répond à un calcul. Elle a été conçue par une réflexion lucide ». Germaine Tillion, elle, parlait des « calculs imbéciles des singes sanglants qui font la loi à Alger ». Hélas, ces singes, nous ne pouvons pas les désavouer. Vous le montrez admirablement,

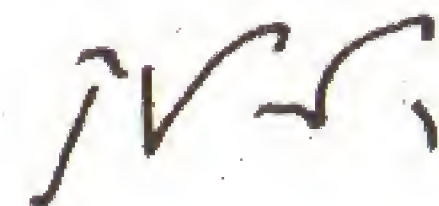
l'attaque contre les Centres sociaux est venue de l'armée, et notamment du général Massu qui fut en pratique préfet d'Alger pendant un peu plus de trois ans. Cette attaque s'est développée dans les propos des accusés, tous acquittés d'ailleurs, du procès des barricades. Le colonel Gardes, par exemple, avait désigné les hommes des Centres sociaux comme des ennemis à abattre. Quant à Jacques Soustelle, mon ancien collègue des Hautes Etudes en Sciences Sociales, et qui aurait pu tenir à honneur d'avoir fondé ces Centres, il s'est tu. Les tueurs du 15 mars ont agi aussi en son nom.

Parmi ces hommes, il y avait votre père, Salah Ould Aoudia. Vous le décrivez prenant tranquillement ses lunettes, sous l'œil courtois et attentif des tueurs, le lieutenant Degueldre et ses amis. Qu'un homme cherche à savoir comment est mort son père, qu'il cherche à le savoir jusque dans les plus infimes détails, jusque dans le plus minuscule enchaînement des événements, je ne puis que le comprendre, en homme qui voudrait désespérément en savoir autant pour ses propres parents. Vous avez mené l'enquête avec une probité et un sérieux admirables. Vous avez mis le doigt sur l'absence singulière à la réunion de Château-Royal de René Petitbon, directeur du Service de formation de la jeunesse en Algérie et qui était, à l'époque, en négociation avec les tueurs de l'O.A.S. A-t-il été averti ? C'est une question qu'on peut se poser, que vous posez avec discrétion.

Trois jours après le meurtre, Lucien Paye, ministre de l'Education nationale, prononçait aux obsèques une allocution. Je viens, grâce à vous, de la relire avec émotion. Parmi les paroles officielles qui ont été prononcées pendant ces longues années de guerre, elle est une des rares qui m'avait ému. Elle sonnait juste au milieu des conventions et des mensonges. Mais il faut bien le dire, ces paroles n'ont pas été suivies d'effets. Personne n'a été inculpé pour avoir tué Max Marchand, Salah Ould Aoudia, Mouloud Feraoun, Robert Aimard, Marcel Basset, Ali Hammoutène. Roger Degueldre a été condamné à mort et exécuté sans que ce crime-là figure à son dossier. Et vous montrez qu'on a pu écrire sans rire que cet assassinat n'a pas été cautionné par le général Salan. A l'heure où ce sont les bourreaux qui accusent et les victimes qui sont passées par profits et pertes, il est bon de rappeler ce que fut

l'assassinat de Château-Royal. Merci de l'avoir fait. Merci d'être fidèle.

Croyez à toute mon amicale sympathie.



Pierre VIDAL-NAQUET

Germaine Tillion a écrit, immédiatement et dans la nuit après l'assassinat de Château-Royal, cet article qui est paru en première page du journal *Le Monde* du 18 Mars 1962.

La bêtise qui froidement assassine

Mouloud Feraoun était un écrivain de grande race, un homme fier et modeste à la fois, mais quand je pense à lui, le premier mot qui me vient aux lèvres c'est le mot : bonté...

C'était un vieil ami qui ne passait jamais à Paris sans venir me voir. J'aimais sa conversation passionnante, pleine d'humour, d'images, toujours au

plus près du réel — mais à l'intérieur de chaque événement décrit il y avait toujours comme une petite lampe qui brillait tout doucement : son amour de la vie, des êtres, son refus de croire à la totale méchanceté des hommes et du destin.

Certes, il souffrait plus que quiconque de cette guerre fratricide, certes, il était inquiet pour ses six enfants — mais, dans les jours les plus noirs, il continuait à espérer que le bon sens serait finalement plus fort que la bêtise...

Et la bêtise, la féroce bêtise l'a tué. Non pas tué : assassiné. Froidement, délibérément !...

Cet honnête homme, cet homme bon, cet homme qui n'avait jamais fait de tort à quiconque, qui avait dévoué sa vie au bien public, qui était l'un des plus grands écrivains de l'Algérie, a été assassiné... Non pas par hasard, non pas par erreur, mais appelé par son nom, tué par préférence, et cet homme qui croyait à l'humanité a gémi et agonisé quatre heures — non pas par la faute d'un microbe, d'un frein qui casse, d'un des mille accidents qui guettent nos vies, mais parce que cela entraînait dans les calculs imbéciles des singes sanglants qui font la loi à Alger...

Entre l'écrivain Mouloud Feraoun, né en Grande-Kabylie ; Max Marchand, Oranais d'adoption et docteur ès lettres ; Marcel Basset, qui venait du Pas-de-Calais (exactement de Fousquières-lès-Lens) ; Robert Aimard, originaire de la Drôme ; le catholique pratiquant Salah Ould Aoudia et le musulman Ali Hammoutène il y avait une passion commune : le sauvetage de l'enfance algérienne — car c'était cela leur objectif, l'objectif des Centres Sociaux : permettre à un pays dans son ensemble, et grâce à sa jeunesse, de rattraper les retards techniques qu'on appelle « sous-développement ». Dans un langage plus simple cela veut dire : vivre.

Apprendre à lire et à écrire à des enfants, donner un métier à des adultes, soigner des malades — ce sont des choses si utiles qu'elles en paraissent banales : on fait cela partout, ou, à tout le moins, on a envie de le faire.

Dans les Centres Sociaux on rendait ce programme efficace grâce à quelques ambitions particulières : tout d'abord on ne scolarisait pas « des enfants », on avait calculé comment scolariser, vite, tous les enfants, filles et garçons ; ensuite on voulait coordonner le programme de cette scolarisation trop élémentaire, trop hâtive, avec ceux de l'école primaire, afin que tous les enfants doués puissent accéder en masse à la complexe hiérarchie de l'enseignement. On voulait aussi que l'enfant instruit ne soit pas un phénomène étranger dans sa famille, et pour cela on avait mis au point des formules d'éducation globale (dite « de base ») ; enfin on y cherchait à augmenter le

niveau général de la santé, les activités (donc les ressources) de chaque communauté villageoise où s'était implanté un Centre Social...

Et c'était de quoi s'entretenaient ces six hommes, à 10 heures du matin, le 15 mars 1962...

[Les Centres Sociaux ont été créés en octobre 1955 par Germaine Tillion ; ses cadres étant recrutés non seulement parmi les milieux français, mais aussi algériens, musulmans ou autres. Cette particularité alerta les divers services de la sûreté, civile et militaire, qui ne ménagèrent pas ce service de l'Education nationale, voué à la lutte contre l'analphabétisme, mais refusant de participer à la « mise en condition » de la population musulmane.

Une première arrestation eut lieu en 1955 : celle d'une jeune femme de nationalité suisse, dont l'activité politique se situait de toute évidence hors du service.

En juillet 1957, au plus fort de la bataille d'Alger, seize membres des Centres Sociaux passèrent devant le tribunal militaire d'Alger : deux furent condamnés avec sursis, un jeune musulman fut frappé d'une peine d'un an de prison, treize acquittements furent prononcés. Au cours de cette première affaire, un jeune musulman, nommé Saïd Ayadi, disparut dans les locaux de l'armée et n'a plus été revu.

L'émotion soulevée dans les milieux touchant à l'Education nationale incita certains fonctionnaires à porter plainte. Il s'ensuivit une campagne d'intimidation, au cours de laquelle un jeune garçon, enlevé par deux hommes habillés en parachutistes, disparut à son tour.

En mai et juin 1959, une vingtaine de personnes, appartenant au service des Centres Sociaux, furent arrêtées et six écrouées. Le 19 décembre 1959, le tribunal correctionnel d'Alger prononça deux condamnations à trois mois de prison, et deux autres à huit mois (il s'agissait de deux moniteurs et de deux membres du personnel occasionnel).]

Préface

Le 15 mars 1962, à la veille du cessez-le-feu en Algérie, on apprenait en France une nouvelle révoltante : le massacre à El-Biar, près d'Alger, de six enseignants, trois algériens et trois français, par un commando de l'O.A.S. Pourquoi une telle émotion, même parmi des partisans de l'Algérie française et même parmi des militants de l'O.A.S., comme le révèle le Docteur Jean-Philippe Ould Aoudia au terme de cette minutieuse enquête, alors que chaque jour la guerre en Algérie amoncelait des cadavres dans les djebels, les campagnes et les villes ? C'est qu'on savait alors la haute valeur morale et professionnelle des victimes, six hommes détachés dans une institution nouvelle, due à l'initiative de Germaine Tillion, pour apporter enfin aux populations les plus déshéritées (80 % d'analphabètes sur tout le territoire !) une assistance inspirée des méthodes qu'appliquait l'UNESCO dans certains pays comme le Pérou, l'Uruguay, le Mexique pour ne citer que les exemples que j'ai connus. Pour cette œuvre éducative et humanitaire, on recrutait des enseignants par volontariat avec une direction générale installée dans les locaux de Château-Royal, autour d'un grand édifice qui n'avait de royal que le nom.

Tout le personnel actif comprenait des personnes dévouées à une tâche généreuse entre toutes, au cœur même d'un conflit de plus en plus exaspéré.

Il est temps de dire que l'auteur de cette enquête est le fils d'une des victimes, Salah Ould Aoudia qui, tout comme Mouloud Feraoun, était pour moi un ami fraternel.

C'est non seulement la piété filiale qui a engagé l'auteur dans cette tâche longue et difficile mais aussi la volonté de découvrir les causes les plus secrètes, les complicités et les préparatifs de cette exécution barbare.

On nous rappelle d'abord que tout au long de la guerre, une campagne de dénigrement fut entreprise contre les Centres Sociaux Educatifs à l'instigation de certains chefs militaires. Une telle campagne devait provoquer dans

le bled une hostilité non exempte de persécutions, alors que les activités de ces enseignants concordaient en tout point avec les idéaux de la République.

Le complot qui aboutit à l'effroyable tuerie du 15 mars, le Docteur Ould Aoudia en dénonce les auteurs et en reconstitue les rouages. Au long de cette enquête exemplaire, on suit avec un mélange de révolte et de pitié le destin de six hommes de paix, victimes de leur dévouement à une grande et noble cause.

Emmanuel Roblès
de l'Académie Goncourt.

En décembre 1961 et en janvier 1962, le gouvernement français négocie secrètement avec le G.P.R.A. ¹ les futurs accords d'Évian qui conduiront à l'indépendance de l'Algérie : cet épisode de l'Histoire est désormais mieux connu.

Exactement aux mêmes dates, un représentant du gouvernement de la France négocie avec l'O.A.S. ², dans Alger, un projet de partition de l'Algérie : cette péripétie demeure ignorée.

Or le nom du représentant français qui parlemente avec l'Organisation criminelle est aussi celui de la septième personne appelée ce matin tragique du 15 mars 1962, au Château-Royal à Alger, en même temps que six autres, par des tueurs de l'O.A.S.

Quelques instants plus tard ces six fonctionnaires de l'Éducation nationale :

Robert	AIMARD
Marcel	BASSET
Mouloud	FERAOUN
Ali	HAMMOUTENE
Max	MARCHAND
Salah	OULD AOUDIA

membres des Centres Sociaux Educatifs, sont abattus avec une savante cruauté.

Mais celui qui avait été appelé le dernier, et qui avait entretenu des relations dissimulées avec l'Organisation extrémiste, deux mois avant cet assassinat collectif, était absent ce matin là...

Existe-t-il une relation entre les Jeux de l'Etat et ce crime inexpiable ?

1. Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, établi à Tunis, représentant les algériens qui luttèrent au sein du F.L.N. ou Front de Libération National, pour l'indépendance de leur pays.

2. Organisation de l'Armée Secrète : structure de combat la plus brute des extrémistes de l'Algérie Française.

Trente ans après, l'attentat commis contre les Centres Sociaux Educatifs par le plus meurtrier des mouvements terroristes, soulève encore l'indignation.

En effet, les six victimes ont été délibérément choisies car elles dirigeaient un service de l'Education nationale dont la vocation était la lutte contre l'analphabétisme des plus pauvres de l'Algérie. L'O.A.S. assassinait donc, par calcul, des Inspecteurs chargés de l'enseignement, singeant les fascistes qui sortaient leur revolver en entendant le mot culture.

Parce que ce crime a revêtu le formalisme d'une exécution ordonnée aussi pour faire échec à la PAIX entre l'Algérie et la France : l'O.A.S. voulait donc, à travers ces six hommes, assassiner la réconciliation entre deux peuples.

Quels individus pouvaient se déshonorer en portant atteinte à de telles valeurs ?

Pour ces six Enseignants, qui ont payé de leur vie le courage impavide de rester à leur poste malgré tous les dangers, la VERITE doit être dite.

Pour ces six Enseignants, hommes de culture, de paix et de fraternité la VERITE doit être dite.

Rappeler leur destin tragique c'est rappeler les valeurs qu'ils ont enseignées, c'est défendre leurs idéaux qui sont les nôtres et pour lesquels la « bête immonde » les a assassinés le 15 mars 1962.

I

L'exécution

La reconstitution d'un crime est le fondement de toute enquête : c'est ce que nous avons accompli grâce aux témoins courageux qui ont accepté de revivre ces instants de cauchemar.

Il convient au préalable de rappeler les événements qui se déroulent pour apprécier les faits par rapport au contexte historique de l'époque.

LA FRANCE s'est décidée à mettre un terme à sept ans de guerre en engageant des négociations avec le G.P.R.A.

En ALGERIE, l'O.A.S. manifeste son opposition à toute négociation — dont elle rejette le principe même — et le général Raoul Salan, chef suprême de l'Organisation extrémiste rédige son instruction n° 29 en date du 25 février 1962 :

« L'irréversible est sur le point d'être commis... j'envisage de casser la manœuvre de l'adversaire... création de zones insurrectionnelles dans les campagnes... accroissement à l'extrême du climat révolutionnaire dans les grands centres urbains... »

« Il serait souhaitable qu'entre le 15 mars et le 20 mars, l'ensemble du territoire soit jalonné et carroyé par des zones insurrectionnelles... »

A ALGER, cet appel à fomenter des troubles, connaît une application immédiate.

Samedi 25 février : entre 13 et 17 heures, dans les rues du quartier européen de Bab-El-Oued, dix-neuf algériens sont assassinés et quatre blessés, soit plus d'une victime toutes les quinze minutes au cours d'une « ratonnade ». L'usage quotidien du mot « raton » l'avait en quelque sorte légitimé et la ressemblance entre ratonnade et chasse au rat avait déshumanisé ce qui était une chasse à l'homme, ignoble, le faciès arabe justifiant la perte de la

notion de visage ; et c'est ainsi que la ratonnade — autrement dit le meurtre d'un arabe au seul motif qu'il est arabe — est devenu l'acte naturel des tueurs de l'O.A.S. comme l'écrit l'un d'entre eux :

« Comme chaque matin à neuf heures, nous allons nous livrer à notre ratonnade quotidienne. C'est le meilleur moment de la journée... Durant les derniers jours qui ont précédé mon arrestation, il m'arrivait de tuer trois, quatre personnes au cours de la même matinée... »¹

Ces défenseurs de l'Algérie française oubliaient cependant que ces hommes et ces femmes qu'ils tuaient par discrimination étaient par naissance français ! Seulement « sujets » français, et pas citoyens français, mais français tout de même. Et pour marquer cette différenciation on utilisera les appellations : « indigènes », musulmans, arabes, algériens-musulmans, voire F.S.N.A. (français de souche nord-africaine) tant il apparaissait difficile de désigner des hommes qu'on ne savait pas nommer².

L'écrivain Mouloud Feraoun, qui faillit être la victime d'une chasse à l'homme décrit ce qu'il a vécu.

28 février :

« Ce jour là, à 11 h 05, face au Monoprix, foule, mitraille, fuite désordonnée des passants. A côté de moi, sur la chaussée, des gendarmes en jeep, passent à une allure de piétons, imperturbables, le dos tourné aux assassins. L'un des assassins est juste à mon niveau sur le trottoir qui me fait face, mais lui aussi me tourne le dos... Il tire, très courroucé et je vois une silhouette qui tombe, une autre fuit... les assassins ont suivi le fuyard et je vois au bout de la rue, ils sont deux ou trois... Je m'en vais, la peur dans le ventre, la sueur au front. »³

Chaque jour, des témoignages irrécusables de la passivité des « forces de l'ordre » devant les crimes commis sous leurs yeux indignent les algériens :

« Le consul des Etats-Unis a vu abattre, sur sa pelouse, des musulmans poursuivis par des tueurs de l'O.A.S. : un camion militaire arrive derrière, l'officier voit la scène et fait demi-tour sans intervenir » rapporte un membre de l'Exécutif Provisoire⁴.

1. Pierre-Dominique Giacomoni, *J'ai tué pour rien*, Fayard 1974, pp. 299 et 7, qui a commis 52 assassinats et de nombreux plasticages. Spécialiste du meurtre des petits commerçants.

2. L'appellation « beur » recèle les mêmes ambiguïtés qu'il convient de dénoncer car l'usage des mots est parfois assassin.

3. Mouloud Feraoun, *Journal*, Le Seuil, 1962, p. 346.

4. Vincent Monteil, *Soldat de fortune*, Grasset, 1966, p. 221.

4 mars 1962 : Paris et Tunis publient un communiqué annonçant l'ouverture des négociations à Evian, ville frontalière franco-suisse. L'O.A.S. réplique instantanément : dans la nuit du 4 au 5 mars, 120 à 130 explosions de plastic secouent Alger entre 4 heures 40 et 7 heures du matin⁵ soit une destruction par minute environ de voitures, de magasins ou d'appartements dont les propriétaires sont algériens ou français soupçonnés d'être hostiles à l'O.A.S.

Face à cette criminelle détermination, le pouvoir civil, selon une fâcheuse habitude observée tout au long de la guerre d'Algérie, s'en remet aux militaires : *« Il faut dire que l'on comptait de tous côtés beaucoup sur elle »*⁶ (l'Armée).

Les autorités civiles qui ont en charge l'Algérie, savent qu'elles devront laisser la place à de nouvelles personnalités, dans le cadre d'une répartition des responsabilités entre algériens et français. On observe de ce fait, au fur et à mesure que se précise la date de la signature des accords, d'une part une dérobade du pouvoir civil qui organise son départ et, à l'opposé, une exacerbation rageuse des obstinés de l'O.A.S. pour empêcher la marche irréversible de l'Histoire.

Quant au commandement militaire, qui doit rester en place après la signature des accords, et pendant toute la période transitoire qui précèdera l'indépendance effective, sa préoccupation sera d'épargner la vie des soldats. Le moral de l'armée est affecté par les nombreuses péripéties de sept ans d'une sale guerre qui est gagnée militairement, mais perdue politiquement puisque l'Algérie deviendra indépendante dans quelques mois, indépendance contre laquelle l'armée s'est battue ! Le commandant en chef des forces armées, le général Charles Ailleret, est très nerveux : trop de responsabilités incombent aux militaires pendant cette phase délicate de transmission des pouvoirs. De plus, le commandement demeure hostile au F.L.N. considéré pendant sept ans comme « hors-la-loi » et qui devient un partenaire légitime. La perte de l'Indochine n'était pas encore digérée qu'il fallait avaler celle de l'Algérie ; pire encore : on demandait à des soldats qui avaient tenu « leur victoire sur le terrain... de contribuer aujourd'hui à l'enfantement d'une Algérie qui n'est pas la leur, qu'ils renient de tout leur être »⁷.

5. Vitalis Cros, *Le temps de la violence*, Presses de la Cité, 1971, p. 127.

6. Vitalis Cros, *op. cité*, p. 125.

7. Interview du Général Fourquet, successeur du Général Ailleret, à Alain Jacob, correspondant du *Monde* à Alger en mai 1962.

Alger est donc livrée à l'O.A.S. aussi bien par les autorités civiles qui « regardent la montre » que par les militaires qui traînent les pieds. Les horreurs qui avaient accompagné la conquête de l'Algérie se reproduisaient avec la fin de la domination française, sous une autre forme : on ne coupait plus les oreilles et les mains, on « flinguait », on « plastiquait », on « ratonnait »...

12 mars 1962 : Salan estime que l'effet psychologique de ce choix tactique est mauvais : il se rend le 12 mars 1962 chez le Docteur Jean-Claude Perez, tenu pour responsable de la « politique des ratonnades » pour lui faire entendre raison, selon les termes du capitaine Ferrandi⁸, aide de camp du général, qui considère la « ratonnade » comme une « politique » !

Eh bien soit ! Puisque les crimes individuels sont déconseillés, on procèdera désormais à des crimes collectifs ! Cette variante sera appliquée mais le meurtre individuel ne sera pas pour autant abandonné.

Bilan de la journée : dix-neuf morts et dix-neuf blessés. Dans une ville où règnent en maîtres des racistes et des psychopathes du meurtre, « simplement espérer, simplement vouloir croire envers et contre tous qu'un européen et un musulman pourraient vivre côte à côte, à égalité, dans un pays libre et indépendant, c'était marcher au sacrifice »⁹.

Les Centres Sociaux Educatifs, justement, sont un service de l'Education nationale dans lequel algériens et français travaillent ensemble, côte à côte, avec l'adhésion totale des populations défavorisées dont ils essaient d'améliorer la condition misérable. Dans son absurde logique totalitaire, l'O.A.S. ne peut accepter cette préfiguration de l'Algérie de demain, indépendante et fraternelle.

Quel est le responsable des Centres Sociaux Educatifs (C.S.E.) qui n'est pas menacé par l'O.A.S. en mars 1962 ?

— Sûrement pas le chef du service, Max Marchand, menacé de mort depuis juin 1961. Son Inspection académique de Bône et son logement de fonction sont détruits le 17 septembre 1961 par de puissantes charges explosives et il a été tiré à grand peine des décombres.

« J'en ai assez de cette terre où grimace sans cesse l'affreux visage du fascisme » écrit-il le 23 octobre 1961¹⁰.

8. Jean Ferrandi, *600 jours avec Salan et l'O.A.S.*, Fayard, 1969, p. 265.

9. Yves Courrière, *Les feux du désespoir*, Fayard, 1974, p. 555.

10. Serge Jouin, *Le destin tragique de Max Marchand... et l'Algérie*, CID éditions, Nantes, 1987, p. 79.

Trop exposé dans la petite ville de Bône, il est nommé à Alger où il prend de très grandes précautions :

« Il se cachait chez des amis et lors de ses déplacements, il changeait de voiture et d'itinéraires. »¹¹

« Marchand s'absente assez souvent, il mène la vie de l'homme traqué. La peur d'un attentat ne le quitte plus... Parfois, il m'inspire de la pitié. »¹²

« Marchand vit un drame continu, celui de l'homme traqué. »¹²

De son recueil « Au cœur de la prison » le dernier poème est prémonitoire :

« ... Adieu

A tous ceux,

Connus

Ou inconnus,

Libres ou enfermés,

Qui se sentent emprisonnés

Dans l'étau de la vie,

Et qui ont peur

De la folie

Des hommes quand vient le temps des horreurs... »

Des horreurs, l'O.A.S. en commet tous les jours des dizaines.

Les deux adjoints du chef de Service sont également menacés.

— Ali Hammoutene, le 14 mars au soir, va rendre visite à son ami, l'instituteur M. originaire lui aussi de Tizi-Ouzou et qui habite également la cité Fougereux, limitrophe de Ben Aknoun.

Pendant la discussion M^{me} M. intervient. Elle est d'origine française et son père, fonctionnaire au « Gouvernement Général » — siège de l'administration centrale en Algérie — lui a rapporté une rumeur inquiétante qui court dans les couloirs du G.G. : l'O.A.S. aurait prévu une action contre les C.S.E. M^{me} M. transmet cette information à l'ami de sa famille...¹³

11. Serge Jouin, *op. cité*, p. 79.

12. Ali Hammoutene, *Réflexions sur la guerre d'Algérie*, Publisud, 1983, p. 146.

13. Dans sa lettre du 26-2-90, M^{me} M. indique avoir simplement mis Hammoutene — qui rentrait de Paris — au courant de l'évolution inquiétante de la situation à Alger depuis son départ. M^{me} Hammoutene a transmis à ses enfants, très jeunes, ce qu'elle avait recueilli de la

(suite p. 26)

— Mouloud Feraoun est aussi préoccupé par des menaces qui le visent ainsi que ses enfants et il écrit le 14 mars :

« Bien sûr, je ne veux pas mourir, et je ne veux absolument pas que mes enfants meurent... »¹⁴

— Robert Aimard avait reçu une lettre de menaces dont il avait parlé à ses amis.

— Salah Ould Aoudia comme ses collègues, était menacé. L'atmosphère de ces jours était si pesante, la sourde menace contre les C.S.E. si oppressante, comme palpable, qu'une discussion l'avait opposé à son épouse qui voulait l'inciter à plus de prudence, à se préoccuper des siens, plutôt que de se rendre à Ben Aknoun pour organiser l'arrêt provisoire des Centres les plus exposés. Le sens du devoir devait l'emporter sur la prudence...

En effectuant cette enquête, les causes de ce climat alarmant devaient recevoir une explication. L'O.A.S. avait sollicité ceux de ses membres qui travaillaient aux C.S.E. pour lui fournir les renseignements dont nous préciserons ultérieurement la nature. Mais au lieu de garder le secret, les pieds-noirs, bavards impénitents, avaient parlé et la préparation d'un coup de l'Organisation contre le service avait de ce fait largement filtré. De là ce climat délétère qui n'était pas le fruit de l'inquiétude par rapport à la situation générale dans Alger, mais bien le résultat de rumeurs précises à l'endroit des C.S.E. Beaucoup savaient que quelque chose se tramait contre les Centres :

« Nous savions, Max Marchand savait — je l'avais vu à El-Biar peu de temps avant le crime — que la décision politique était prise de " liqui-

(suite de la note 13 p. 25)

bouche de son mari la veille de sa mort. Marie-Hélène Cheze (Mouloud Feraoun. *La voix et le silence*, Seuil, pp. 123-124) avait recueilli l'information suivante : « une dame vêtue de noir se serait présentée le 14 mars au soir à la maison de la Basse Casbah où habitait Ali Hammoutène, l'une des six victimes. Mais Hammoutène était absent et, en désespoir de cause, la dame en noir chargea un couple de vieillards, demeurant sur le même palier, de le prévenir qu'il fallait absolument éviter d'aller à la séance du lendemain et en avertir tous ses collègues. Le couple veilla très tard, mais Hammoutène, par prudence, avait découché et ne vint pas à son domicile avant la réunion. Tout converge pour prouver que le massacre de Château Royal a bien été prémédité ».

Parmi les ouvrages consacrés à l'écrivain algérien, ce livre est le seul à comporter des éléments d'enquête sur les circonstances de l'assassinat, à faire référence au rapport de la police algérienne et à faire clairement état de la machination dont ont été victimes les six inspecteurs.

14. Mouloud Feraoun, *op. cité*, p. 347.

der " l'entreprise impie, le défi insupportable, en frappant au sommet. »¹⁵

14 mars 1962 :

Dans la soirée, le Délégué général Jean Morin, malade, rédige le texte de l'allocution radio-télévisée qu'il doit prononcer le lendemain : l'annonce du cessez-le-feu sera faite le jeudi 15 mars car « le 14 mars, on crut à la signature des accords pour le lendemain »¹⁶.

Le capitaine d'A., officier déserteur, chef du secteur O.A.S. d'El-Biar est arrêté¹⁷.

Jeudi 15 mars : l'O.A.S. se met à tuer de bonne heure.

1 — Six heures trente : à Hussein Dey, à l'est de la ville, des travailleurs arabes font la queue devant un arrêt d'autobus, le jour se lève à peine. Soudain, une voiture Renault de type « 4 cv », de couleur blanche, s'arrête ; un homme en descend, armé d'un pistolet-mitrailleur : il ouvre le feu, à quelques mètres seulement des gens qui attendent, vide un chargeur, puis un autre¹⁸. Il tue six personnes et en blesse treize dont certaines mourront des suites de leurs blessures. La foule sort des immeubles environnants de ce quartier populaire et manifeste son indignation. Des pierres sont lancées contre deux véhicules militaires qui passent. Les hommes du service d'ordre ont rapidement dispersé la foule, tirant en l'air des rafales d'intimidation.

Les autorités chargées du maintien de l'ordre savent donc très tôt la détermination de l'O.A.S. contre toute application du cessez-le-feu annoncé pour le jour même.

Ces mêmes autorités s'attendent d'ailleurs à ce que des troubles graves se produisent puisque le Préfet de police, Jules Vitalis Cros, a donné le 13 mars des instructions militaires générales au sujet de l'emploi des forces de 3^e catégorie en ville, c'est-à-dire l'usage de l'armée dans Alger en cas de troubles¹⁹.

15. André Fontaine, Inspecteur de l'Education nationale en Algérie in Serge Jouin, *op. cité*, p. 9.

16. Vitalis Cros, *op. cité*, p. 130.

17. « A la suite d'une imprudence commise par un de ses hommes » Axel Nicol, *La bataille de l'O.A.S.*, Les Sept couleurs, 1962, p. 148.

18. Le crime est signé et porte la « marque » d'un légionnaire du 1^{er} R.E.P. « Les légionnaires ont adopté un système ingénieux qui leur permet de changer de chargeur à toute vitesse : ils attachent ensemble deux chargeurs " tête-bêche ". Une fois le premier vidé, il suffit de le sortir de son logement et de le retourner pour introduire le second immédiatement en état de fonctionner. » P. Sergent, *Je ne regrette rien*, Fayard, 1987, p. 292.

19. V. Cros, *op. cité*, p. 30.

Mais, les seules forces qui sont dans Alger sont celles des commandos de l'O.A.S. : l'ordre, c'est celui de ses sicaires !

2 — Six heures trente-cinq : à Hydra, un musulman employé à la mairie de Draria a été blessé par balle.

3 — Six heures quarante : à El-Biar, un manoeuvre musulman a été blessé par balle.

4 — Six heures quarante-cinq : sur le port, les artificiers ont désamorcé et récupéré une charge de 11 kilos de N.17 déposée contre un cadre de déménagement appartenant à la société Martefon.

5 — Sept heures trente : rue Eugène-Etienne, les occupants de deux véhicules ont ouvert le feu sur des employés de la société Brun, compagnie d'ascenseurs, faisant un mort et trois blessés. On a retrouvé 9 douilles de 11,43 sur les lieux.

6 — Neuf heures : un fait troublant doit retenir notre attention. Les bureaux de l'Institut Géographique National (I.G.N.) viennent d'ouvrir lorsqu'un homme descend d'une voiture garée en double file, conduite par un autre homme qui attend au volant.

Le passager entre dans les bureaux et demande à l'employée :

— « *Je voudrais une carte du secteur de Ben Aknoun.* »

L'employée part à la recherche de la carte et revient pour annoncer :

— « *Cette carte nous manque actuellement.* »

L'homme remercie, regagne la voiture qui part aussitôt²⁰.

Qui se préoccupait de la configuration géographique des environs de Ben Aknoun, une heure trente seulement avant l'attentat qui devait s'y dérouler ? Pourquoi l'I.G.N. ne disposait-il plus de cartes de ce secteur-là précisément ?

7 — Dix heures

Au « Rocher Noir », siège de la Délégation Générale²¹, le délégué général a réuni les plus hauts responsables. Sont présents : Louis Verger directeur du cabinet civil et militaire, Claude Vieillescazes directeur du cabinet civil, Jean

20. Témoignage de première main du chef du service de l'Institut Géographique National d'Alger.

21. Le 22 avril 1961, quatre généraux s'emparent du pouvoir à Alger. Les autorités civiles et militaires sont arrêtées et conduites à In Salah, palmeraie du Sahara. Pour éviter le renouvellement de pareille mésaventure, l'Exécutif quitte Alger et s'installe dans une station balnéaire à 40 km à l'est d'Alger appelée le « Rocher Noir ». L'état-major militaire s'installe dans les environs, à « La Réghaïa ».

Sicurani directeur général des affaires politiques et de l'information et Maxime Roux secrétaire général de la Délégation Générale.

Jean Morin donne connaissance à ses collaborateurs du texte de son allocution et prépare le protocole de passation des pouvoirs tel que le prévoient les accords d'Evian dont la conclusion est prévue dans les heures à venir.

8 — Dix heures trente

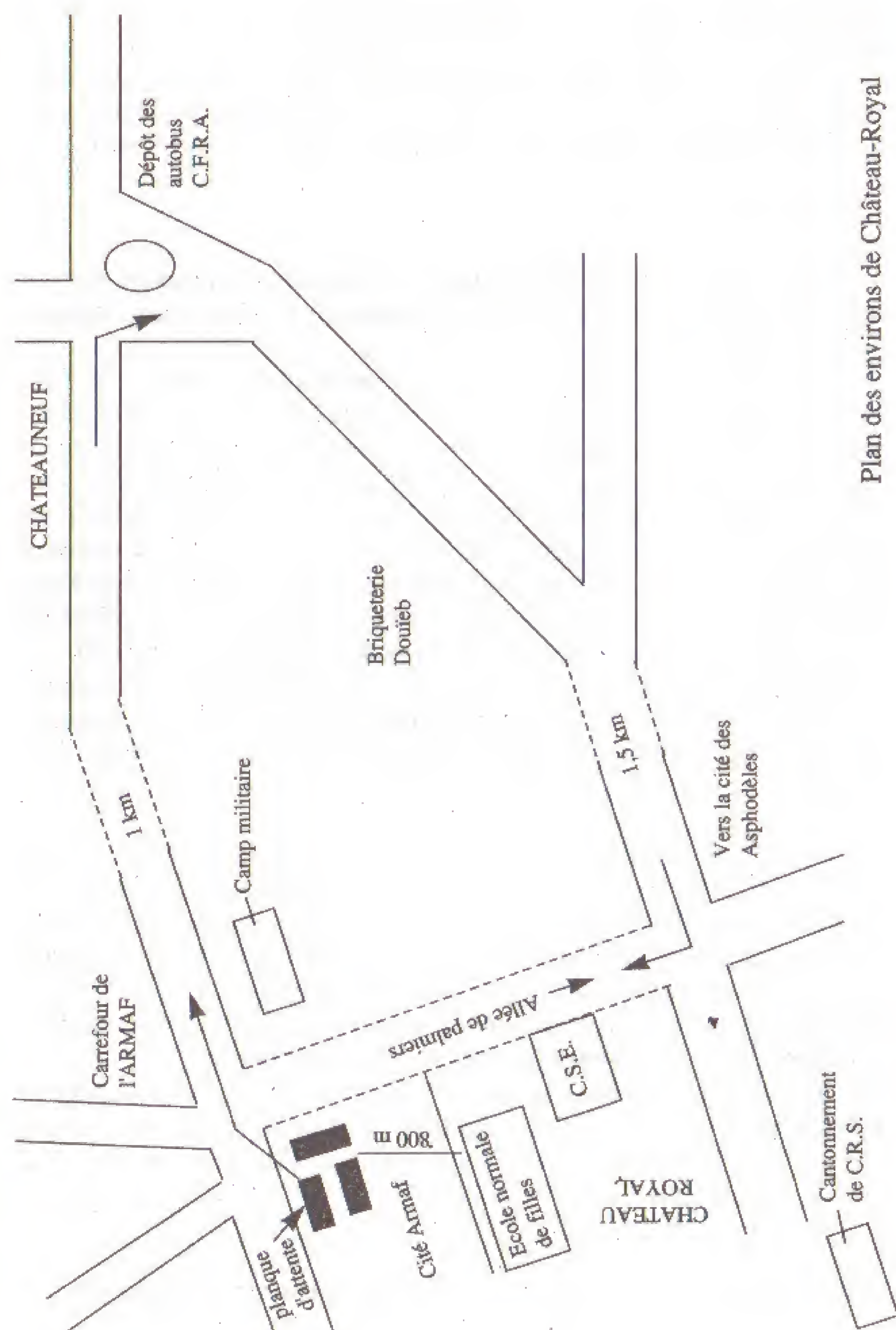
Vers dix heures trente, deux voitures transportant huit hommes arrivent au lieu-dit « Le Château Royal » à Ben Aknoun, banlieue sud-ouest d'Alger, commune d'El-Biar.

Ce domaine, que les vieux algérois connaissent sous le nom de « Château Douïeb », du nom de ses anciens propriétaires, est situé dans un triangle limité par des routes qui, partant du carrefour de Châteauneuf, conduisent au carrefour de la Bouzaréah — également appelé carrefour de l'ARMAF — et à Ben Aknoun. Ce vaste ensemble verdoyant abrite l'Ecole normale de jeunes filles d'Alger et les bureaux des C.S.E. dont c'est le siège ; d'autres services de l'Education nationale y ont également leurs bureaux — telle l'Inspection académique des Oasis et de la Saoura — tandis que des membres du personnel de ce ministère y ont leur logement de fonction (plan page 30).

On est donc bien loin du « P.C. des Centres Sociaux » dont parle Y. Courrière²² utilisant un terme à fâcheuse connotation militaire s'agissant d'un lieu d'enseignement et de travail de fonctionnaires civils de l'Education nationale.

Une importante réunion a lieu ce matin dans les locaux des C.S.E. Depuis le 16 février 1962 Max Marchand, le directeur du Service, a adressé une convocation verbale aux principaux responsables dans tous les départements d'Algérie car il évite le courrier pour restreindre les fuites que pourrait exploiter l'O.A.S. contre son service, plus particulièrement menacé ces derniers temps à tel point qu'il a décidé de diminuer l'activité des Centres dans les grandes villes, là où sévissent les tueurs de l'Organisation. Mais dans certains départements, la Kabylie par exemple, une expansion de l'activité est prévue. Le F.L.N., pour clandestin qu'il est encore, contrôle cette région où le calme règne et où chacun peut travailler sans danger.

22. Yves Courrière, *Les feux du désespoir*, Robert Laffont, 1990, *L'Apocalypse*, p. 996.



La séance, initialement prévue pour dix heures est repoussée d'une demi-heure : des chefs de département, venus de l'intérieur du pays en voiture, ont du retard, d'autres se sont excusés pour cause de danger menaçant leur vie, ceux de Mostaganem et de Tlemcen par exemple.

Les Inspecteurs déjà arrivés à Château-Royal échangent leurs points de vue sur la situation. Marchand aurait déploré l'absence d'une personnalité invitée : René Petitbon... Vers dix heures trente il invite son personnel à gagner la salle de réunion. Ce n'est pas le local habituellement prévu pour les réunions de service : cette fois on se réunira dans un baraquement situé au fond de la cour, un peu en retrait.

Au fur et à mesure de leur entrée, les Inspecteurs prennent place là où se trouve un chevalet de carton portant leur nom respectif.

Alors que débute la séance de travail, deux voitures s'arrêtent à l'entrée de la cour qui dessert les différents bureaux dont les portes donnent de plain-pied sur l'extérieur (plan p. 32).

Selon *France Soir* du 16-3-62, les deux véhicules seraient une Peugeot « 403 » noire et une Peugeot « 203 » de couleur beige, le quotidien va jusqu'à donner le numéro d'immatriculation de la Peugeot noire : 46 L 9 H. Ces deux voitures ont emprunté la route nationale puis remonté l'allée de palmiers qui conduit au domaine. Six hommes en descendent, puis les chauffeurs manœuvrent un demi-tour pour être en position de départ.

Ces six individus vont accomplir quatre missions distinctes qui vont se dérouler simultanément, chacun connaissant à l'avance la tâche qui lui revient. Nous avons rencontré des témoins de chacune de ces opérations. Pour préserver l'anonymat les témoins sont désignés par un numéro.

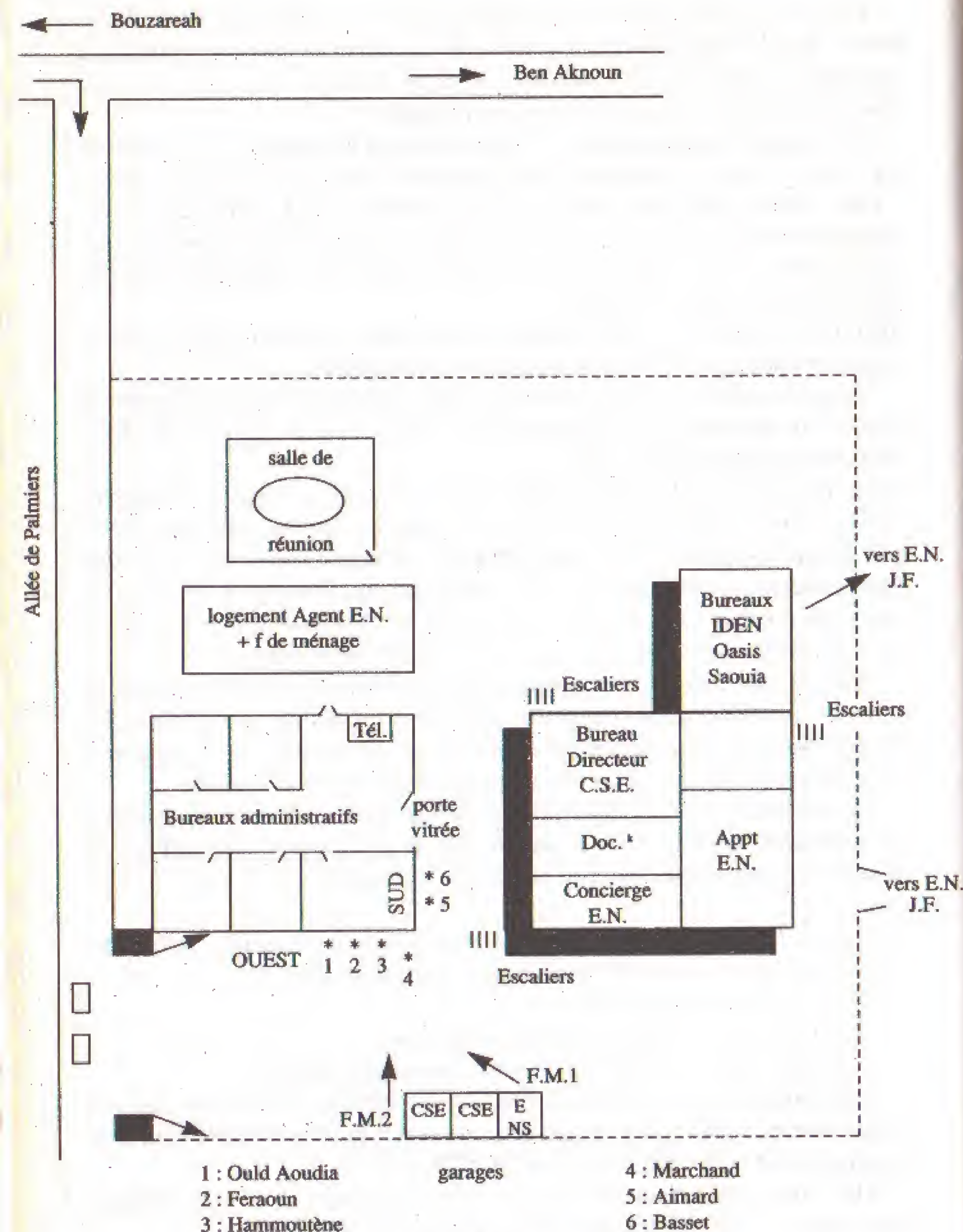
Le témoin n° 1 quitte le bureau du chef de service, descend les escaliers qui conduisent dans la cour, et au moment de la traverser, a la surprise de trouver là cinq hommes, portant des armes, qui semblent chercher leur chemin.

Ce témoin, familier de l'armée, croit déceler malgré leurs tenues civiles qu'il s'agit de militaires ; aussi n'hésite-t-il pas à les questionner :

- « *Que faites-vous ici ?* »
- « *Un contrôle d'identité* » répond l'un d'eux.
- « *Mais il n'y a rien à contrôler ici* » rétorque le témoin.

Le bâtiment le plus proche du lieu où se déroule cette scène sont les locaux administratifs : on y accède par une porte vitrée surmontée d'un panneau indiquant : « BUREAUX ADMINISTRATIFS ».

Deux des cinq hommes conduisent alors le témoin n° 1, sans ménagement, vers ce local ; ils sont armés tous les deux de mitraillettes.



La porte, vitrée sur sa partie supérieure, s'ouvre sur un petit couloir où se trouve le standard téléphonique. Il y a là d'autres membres du personnel qui sont surpris par l'arrivée du témoin escorté par les deux hommes armés. Tout le personnel présent est conduit dans un bureau exigu et dès qu'une personne passera à proximité, elle y sera dirigée sous la menace des mitraillettes.

L'un des deux hommes est blond, donne les ordres ; l'autre ne parlera jamais, se contentant seulement de menacer du canon de son arme.

Le témoin n° 2, très peu de temps après, quitte à son tour le bureau du chef de service pour aller distribuer le courrier. Il effectue le même trajet que le témoin n° 1 et, arrivé dans la cour, déserte, il voit trois hommes, avec mitraillettes, qui se dirigent vers le baraquement où se trouvent réunis les Inspecteurs. Intrigué par cette scène inhabituelle, le témoin n° 2 ralentit le pas, regarde les trois individus qui s'éloignent de dos, et qui tournent l'un après l'autre, dans le petit passage menant à la salle de réunion.

Absorbé par ce qu'il voit, le témoin n° 2 est arrivé devant la porte vitrée, il regarde encore en direction du baraquement, ouvre machinalement la porte des bureaux administratifs lorsqu'il sent un contact dur contre son dos ; il se retourne, brusquement ramené à ce qu'il fait et sursaute de frayeur : un homme lui appuie le canon de sa mitraillette sur les reins et lui ordonne d'aller dans la petite salle, juste à gauche de l'entrée.

Au passage, ce témoin constate l'absence de la standardiste et remarque aussi que les fils du téléphone pendent : ils ont été arrachés.

Dans le petit bureau, le témoin n° 2 est en compagnie de plusieurs de ses collègues et du témoin n° 1 qui lui demande :

— « Ils sont de l'O.A.S. ou ce sont des barbouzes ? »²³

— « Chut, tais-toi » répond le témoin n° 2, très impressionné par ce qu'il a vu dans la cour et au standard téléphonique.

A ce point de la reconstitution nous avons donc établi la présence de cinq hommes armés, surpris d'abord dans la cour ; deux d'entre eux ont neutralisé le personnel et détruit les moyens de communication téléphonique tandis que les trois autres se rendent dans le baraquement où a lieu la réunion.

Un sixième homme était pourtant « au travail » et que les deux témoins n'ont pas pu observer en raison de la disposition des lieux et de la simultanéité du déroulement de sa mission qui est la suivante.

23. Pour créer la confusion dans les rangs de l'O.A.S. le gouvernement avait recruté des hommes de main qui provoquaient les commandos de tueurs.

Dans le domaine de Château-Royal il y a — nous l'avons dit — des services de l'Education nationale et des logements de fonction du personnel. C'est au domicile d'un résident, auquel on accède par des escaliers situés en retrait de la cour, que se rend cet homme du commando.

Il frappe à la porte, la femme de ménage ouvre et, voyant la mitrailleuse, applique les consignes de prudence qui lui ont été données.

— « Monsieur X. est-il là ? » demande l'homme²⁴.

— « Non, l'est pas là. »

— « Où est-il ? »

— « J'sais pas, là-bas » répond la femme de ménage en désignant d'un geste vague le fond de la cour.

L'homme redescend les escaliers, la femme de ménage ferme la porte à clef. M. X. présent, a entendu l'appel de son nom, mais il aura la vie sauve grâce à la présence d'esprit de son employée.

Six tueurs opéraient donc dans le Château-Royal.

L'Inspecteur Marcel Basset, entre avec un léger retard dans la salle de réunion.

Sitôt fermée, la porte s'ouvre à nouveau, très fort, et trois hommes armés de pistolets-mitrailleurs font irruption dans la salle ; l'un d'eux dit aussitôt :

« Mains en l'air, vous reculez de la table et vous vous mettez le long du mur. »

Il est jeune, 30 ans environ, porte des lunettes, est vêtu de façon sportive, il mesure à peu près 1,75 m et parle sur un ton aimable qui contraste avec son entrée en force qui avait interrompu l'exposé d'un des intervenants.

Les 18 participants se lèvent, mains en l'air, et se mettent le dos au mur. Calmement, celui qui paraît être le chef, passe devant quelques inspecteurs, vérifie sans soin particulier l'absence d'armes visibles, s'attarde plus longuement devant Max Marchand... Personne n'oubliera son visage, chacun l'aura regardé.

Une fois ce court face à face terminé, il déclare en souriant, avec aisance, sans aucune nervosité et sans accent particulier :

— « N'ayez pas peur, on ne vous fera rien. Il s'agit simplement d'enregistrer une bande. »

Il sort alors de la poche de son blouson kaki une petite feuille de papier blanc.

24. M. X. tient à garder l'anonymat. Il était proche des C.S.E.

Tout a été calculé et choisi avec soin : « N'ayez pas peur. » A ces trois mots prononcés sans hâte, une sorte de soulagement est ressentie par les participants, tous dans un état de tension extrême. D'autre part le motif invoqué, l'enregistrement d'une bande, paraît immédiatement plausible car l'O.A.S. procédait depuis quelque temps à des émissions pirates tant à la radio qu'à la télévision.

Ces étapes sur le chemin de la mort étaient indispensables au paisible déroulement de l'exécution telle qu'elle avait été conçue, tant « les étapes d'un meurtre sont les conditions temporelles et sociales de la bonne marche de la tuerie »²⁵. A ces détails, on mesure toute l'importance de la « réflexion » à laquelle se sont livrés les membres de l'Organisation, la mise au point minutieuse qui a dû précéder la réalisation de l'assassinat.

Pendant que l'équipe des deux tueurs opère dans les bureaux et que celle des trois autres intervient dans la salle de réunion, l'homme qui est revenu bredouille de chez M. X. ne reste pas inactif.

Il est procédé en effet à l'installation dans la cour de deux fusils-mitrailleurs ; le bi-pied d'appui avant est déplié sur le sol tandis que l'arme repose, à l'arrière, sur une béquille.

La concierge, une femme originaire du sud algérien, observe tout. Le premier fusil-mitrailleur est placé à l'entrée de la cour, côté ouest. Il « couvre » l'allée d'arrivée bordée de palmiers, il protège d'un éventuel danger et permet le repli ; cette arme interdit toute possibilité de fuite des victimes et servira à l'exécution des trois algériens placés dans son axe de tir.

Le second fusil-mitrailleur est disposé plus à l'intérieur de la cour, côté sud. Il « couvre » tous les bâtiments dont les ouvertures donnent de ce côté et il tiendra sous son feu éventuel les six victimes lorsqu'elles sortiront de la salle pour aller au mur d'exécution.

Toute possibilité de fuite est, ici aussi, rendue impossible : cette arme tirera sur les trois français. Elle est visible depuis la porte-fenêtre donnant accès aux bureaux administratifs.

Les bandes de munitions sont introduites dans leur logement.

On a affaire à une opération conduite dans le style action de guerre de grande allure, menée par des professionnels qui ne laissent rien au hasard, qui ont tout prévu²⁶. La première étape, « intellectuelle » dirons-nous, a été conduite

25. Pierre Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire*, La Découverte, 1987, p. 117.

26. Commentant les précautions excessives observées dans les tentatives d'assassinat du général de Gaulle, le commissaire Delarue parle d'« obsession de la sécurité et du repli ». J. Delarue et O. Rudelle, *L'attentat du Petit-Clamart*, La Documentation française, 1990, p. 29.

avec une sournoise habileté. Ce second aspect de l'attentat est simplement militaire, une application des principes de l'Ecole de guerre mais poussée à la caricature : la disproportion entre l'arsenal déployé face à des hommes désarmés et paisiblement plongés dans le plus pacifique des débats n'a échappé à personne²⁷.

Dans l'étroit bureau, une quinzaine d'employés est retenue et il fait chaud ; le paquet de courrier pèse de plus en plus lourd dans les bras du témoin n° 2 qui demande aux deux individus armés :

— « *Est-ce que je peux aller déposer le courrier dans le bureau d'à côté ?* »

C'est encore le même homme — grand, les cheveux très blonds, qui répond :

— « *Allez-y.* »

Le préposé au courrier se rend alors dans un bureau voisin, dépose son paquet, et tente, en articulant largement, mais en silence, d'avertir ses collègues que « l'O.A.S. est là », car tout le monde ne sait pas ce qui est en train de se passer.

— « *Ça suffit, revenez !* » lui ordonne le même homme.

Profitant de cet événement, le témoin n° 1 tente de quitter le petit bureau et d'ouvrir une fenêtre pour avertir les Inspecteurs en réunion de la présence d'hommes armés.

C'est toujours le même homme qui l'arrête dans sa tentative :

— « *Attention à ce que vous faites. Ne pldisantez pas avec nous.* »

Le ton est agressif. Le deuxième tueur n'a pas bronché mais il tient sa mitraillette bien en main, braquée sur le personnel qui assiste à la scène.

Revenons à l'intérieur de la salle de réunion où celui qui dirige l'action criminelle et qui vient de prononcer quelques paroles rassurantes a sorti de sa poche une petite feuille de papier blanc et dit :

— « *Ceux qui sont appelés se présentent avec leur carte d'identité.* »

L'homme appelle les noms, écrits par ordre alphabétique, sans précipitation :

« AIMARD
BASSET

27. « *Le point commun des " opérations ponctuelles " ... c'était le soin apporté à rendre presque nuls les risques pris par les exécutants* », écrit le commissaire divisionnaire Jacques Delarue (*O.A.S. contre de Gaulle*, Fayard, 1981, p. 153).

FERAOUN
HAMMOUTENE
MARCHAND
OULD AOUDIA
PETITBON »

Ceux qui sont appelés quittent l'endroit qu'ils occupaient contre le mur pour se rendre, mains en l'air, vers la sortie. Certains devront contourner une partie de la table de conférence et passer devant leurs collègues. Chaque appelé remet sa carte d'identité*.

De part et d'autre de la porte se tiennent les deux autres assassins, armés de leur pistolet-mitrailleur dont les canons sont braqués sur le groupe d'hommes qui se constitue au fur et à mesure de l'appel. Ces deux tueurs ne parleront jamais, leur visage est totalement fermé, ce qui contraste avec l'aspect avenant de celui qui procède à la lecture des noms, derrière ses lunettes, tel un instituteur s'adressant à des élèves. Certains le détaillent : jeune, moins de trente ans, blond, de type méditerranéen. De ses deux acolytes, l'un porte une casquette molle, l'autre a un pantalon qui lui moule les jambes...

A l'appel de son nom, Ould Aoudia demande :

— « *Est-ce que je peux prendre mes lunettes ?* » Celles-ci étaient posées sur la table, à la place qu'il occupait étant assis, comme il se fait pendant une discussion.

— « *Faites, Monsieur* » lui répond courtoisement le chef des tueurs.

Ould Aoudia baisse les bras, s'approche de la table et prend ses lunettes de vue qu'il met dans une poche de sa veste. Geste familier d'une personne qui ne s'attend pas à la violence dissimulée avec perfidie selon un plan mûrement prémédité. Mais que valaient ces gestes paisibles devant ces messagers de la mort ? Plus tard, des amis rapporteront les lunettes miraculeusement intactes...

Cette rupture dans le déroulement calme mais implacable des événements permet à des participants de noter la pâleur extrême de Feraoun.

Par ailleurs, cet individu qui répond poliment est tranquille, tout s'enchaîne si bien, il n'y a rien à quoi s'opposer. Et puis, rapporteront les témoins, tout a été finalement très rapide...

Après cette interruption l'appel reprend : — « PETITBON. » Personne ne répond.

* Ces cartes auraient été rangées dans la pochette de cuir de Marchand laquelle n'a jamais été retrouvée ; ni un des chapitres du manuscrit « L'anniversaire » qu'était en train d'écrire Mouloud Feraoun.



Les murs de l'exécution



Les impacts bas sur le mur ouest

La liste comporte :

- Robert Aimard, Inspecteur du Centre de Formation de Tixeraïne.
- Marcel Basset, chef du Centre de Formation de l'Education de Base (C.F.E.B.).
- Mouloud Feraoun, directeur adjoint des C.S.E. chargé de la formation pédagogique.
- Ali Hammoutene, directeur adjoint.
- Max Marchand, chef de service.
- Salah Ould Aoudia, Inspecteur des Centres de l'Est algérois.
- René Petitbon, directeur du Service de Formation de la Jeunesse en Algérie (S.F.J.A.).

Les six premiers noms concernent les principaux responsables des C.S.E. : la composition de la liste témoigne de l'exacte connaissance de l'organigramme du service par les concepteurs du crime.

L'un des deux tueurs placés près de la sortie ouvre la porte et sort le premier ; les six enseignants quittent ensuite la salle un à un, suivis par le second tueur. Le chef du commando s'adresse alors aux douze Inspecteurs qui sont restés debout, dos au mur, mains en l'air.

— « *Personne ne sort avant mon autorisation.* »

Il quitte la salle dont il ferme la porte.

Quelques mètres séparent la salle de réunion — qui est en retrait — de la cour ; lorsque le groupe y débouche, celui qui était allé chercher M. X. est là. Il escorte, avec ses trois autres acolytes, le groupe des appelés. On nous a rapporté que les quatre hommes armés « *serraient de près les Inspecteurs qui ont gardé les mains en l'air* ».

Lorsque le groupe passe devant les bureaux administratifs, le personnel retenu entend la porte s'ouvrir et une voix qui dit :

— « *Ça y est, c'est l'heure.* »

L'individu aux cheveux blonds ordonne aux employés :

— « *Personne ne sort avant mon ordre !* »

Les deux hommes armés quittent alors les locaux en fermant la porte. Mais le témoin n° 2 risque un regard et aperçoit l'Inspecteur Aimard qui passe, les mains en l'air.

Le témoin n° 1, plus intrépide, s'approche de la porte vitrée et voit avec stupeur que le tueur qui contrôlait les bureaux est agenouillé derrière le fusil-mitrailleur de la cour et note que les cartouches sortent par le côté droit de l'arme posée au sol sur ses supports.

Ce témoin, toutefois, ne voit rien d'autre car d'une part les Inspecteurs sont contre les murs et d'autre part le vitrage occupe seulement la partie supérieure de la porte.

C'est la découverte des corps qui permettra de déduire leurs places respectives :

- à l'angle des deux murs, Marchand, un peu en avant du groupe.
- contre le mur sud, Aimard, plus loin Basset, tombé près de la porte des bureaux administratifs.
- contre le mur ouest, Hammoutene, Feraoun, Ould Aoudia (plan p. 32).

On entend : « *Ça y est !* » La fusillade éclate d'un coup, les six armes tirant au même moment : deux mitraillettes et le fusil-mitrailleur de la cour sur Marchand, Aimard et Basset.

Deux mitraillettes et le fusil-mitrailleur de l'entrée sur Ould Aoudia, Feraoun et Hammoutene.

Les impacts sur les murs sont très bas : entre 40 et 70 cm du sol, bien groupés et peu nombreux ; les deux serveurs des fusils-mitrailleurs sont des tireurs adroits dont les balles font mouche. Ils ont tiré dans les jambes puis, lorsque les corps se sont effondrés, dans les cuisses et cela sans jamais hausser le tir, sans disperser la trajectoire, témoignant en cela de savoir-faire, de lucidité et de sang-froid. Les mitraillettes ont tiré dans les poitrines : il n'y a qu'un impact en hauteur, prouvant de la part de ces tireurs aussi une parfaite maîtrise des armes utilisées.

La position des corps post-mortem permettra de savoir que les martyrs ont été fusillés dos au mur, face aux armes : Les jambes de Marchand tellement fracassées que son corps paraît comme rapetissé ; Ould Aoudia, le plus près situé du fusil-mitrailleur n° 1, est tombé le premier car son corps est recouvert par ceux de Feraoun et d'Hammoutene.

Les témoins rapportent que l'intensité de la fusillade, qui éclate d'un coup est tellement élevée que tout le monde croit entendre la détonation d'une explosion de plastic ! Mais très vite le staccato caractéristique permet de reconnaître le tir d'armes automatiques. Le fracas est intense, certains membres du personnel se jettent sur le sol, des femmes crient.

Mais le tir dure longtemps et le témoin n° 1, poussé par une volonté hors du commun, regarde à nouveau par la porte vitrée : « l'homme aux cheveux blonds est en train de tirer au fusil-mitrailleur ».

Sur qui, sur quoi ? Le témoin ne peut voir que le tireur.

La fusillade s'arrête aussi brutalement qu'elle a commencé mais quelques coups de feu isolés continuent : ce sont les coups de grâce ; Ould Aoudia portait deux plaies au front : ayant bénéficié de la protection des corps de Feraoun et Hammoutene, les tueurs ont estimé qu'il fallait parachever leur besogne.

Le tir avait été nourri : « 109 douilles de 9 mm seront ramassées par la police »²⁸

mais ce chiffre n'inclut pas toutes les munitions tirées²⁹.

Ce qui fait 18 balles par corps : celui d'Ould Aoudia portait 15 plaies : les deux coups de grâce étaient bien superflus...

La presse rapporta d'horribles détails, d'hommes à genoux du fait de leurs blessures aux jambes et qui suppliaient... Cela ne fit qu'aggraver la douleur des familles.

Certains journalistes livrèrent des précisions étonnantes :

« *Entre le dernier crépitement de mitraillettes et le rugissement des moteurs des deux voitures qui allaient emmener les cinq tueurs, il y eut cet appel, cette voix indifférente : " Daniel, viens ! " »*

*Et l'homme qui se tenait près d'un fusil-mitrailleur, mis en batterie par le commando de l'O.A.S., à l'entrée du centre social d'El-Biar à Ben Aknoun, pour se protéger contre toute surprise, replia sans se presser le bi-pied de son arme. Il s'installa à côté du chauffeur... »*³⁰

La phase finale de l'attentat témoigne que la **préméditation** s'est exercée aussi dans la cruauté : les derniers instants du crime avaient été mis au point avec méticulosité, dans le but de supplicier avant de faire mourir.

Citons l'inspecteur d'Oran Petit-Lac qui décrit ce qui se passe dans la salle pendant la fusillade :

« *Notre sang se glaça dans nos veines, nous n'osions croire que l'irréparable venait d'être commis. Nous nous attendions à ce qu'ils viennent nous chercher à notre tour, chacun dans son for intérieur pensait que nous vivions nos dernières minutes. Certains, instinctivement, se mirent à prier, je le pressentais à leur attitude figée. Cette angoisse dura quelques instants puis à notre grand étonnement tout devint très calme, un silence de mort s'abattit sur les lieux... Ce n'est pas croyable... tout est flou autour de moi... est-il possible qu'à peine vingt ans après avoir vécu le*

28. Morland, Barange et Martinez, *Histoire de l'O.A.S.*, Julliard, 1964, p. 405.

29. A l'occasion de l'attentat du Petit-Clamart, les enquêteurs avaient ramassé 100 douilles, alors qu'il y avait sur le terrain onze hommes surarmés ! Jacques Delarue et Odile Rudelle, *L'attentat du Petit-Clamart*, La Documentation Française, 1990, p. 33.

30. *France-Soir*, 16-3-1962.

nazisme, une telle horreur puisse encore exister ? C'est infâme, non ce n'est pas possible, c'est affreux, c'est un cauchemar... »

Plus rien ne se produit, les gens sortent de tous les bureaux. Il est impossible de décrire ici l'effroi des témoins à la vue des six corps totalement hachés par les tirs d'armes de gros calibre, qui ont disloqué les jambes. Les plaies saignent abondamment. Les témoignages recueillis 30 ans après portent encore la marque d'un traumatisme visuel de ce ruisseau de sang qui coule. Pendant de longs mois, le sol en portera l'empreinte :

« ... je regardais en pleurant et en vomissant d'horreur. »³¹

On crie les noms des victimes, des témoins s'évanouissent...

L'Inspecteur de Sétif, Hannouz prend Feraoun dans ses bras : ce dernier est animé de spasmes d'agonie et on pense qu'il vit : on court chercher des pansements, de l'alcool... L'Inspecteur Bekri d'Aïn Témouchent récite la prière des morts.

« Parmi les suppliciés, un seul avait un dernier souffle de vie quand les forces de l'ordre arrivèrent... »³²

Le fils aîné d'Hammoutene, Ahmed 15 ans, jouait dans les environs lorsqu'il entend la fusillade. Il court avec son ami de jeu vers le Château-Royal ; un véhicule de police le double dans sa course, l'enfant croise deux voitures, chacune d'elles contient quatre hommes dont les visages sont inquiétants. Il s'en souvient parfaitement. Les tueurs quittaient les lieux.

Le portail donnant accès à la cour a été fermé, on l'entr'ouvre pour laisser pénétrer le car de police, l'enfant en profite pour se faufiler : les six corps sont là, il découvre son père :

« Je revois encore cette cour... les corps baignés dans le sang encore chaud de nos parents... un drap posé sur Marchand rougit... »³³

Le jeune adolescent perd connaissance.

La police a-t-elle croisé les deux voitures du commando, remplies d'hommes à mine patibulaire qu'un gamin de quinze ans a remarquées ? A quelques centaines de mètres du Château-Royal, en direction de Ben Aknoun se trouvait un cantonnement de C.R.S. et à trois cents mètres en direction de Bouzaréah un cantonnement du train des équipages de l'Armée, placé sous les ordres du capitaine Thomas³⁴.

31. Sid Ahmed Dendane, Inspecteur de l'Enseignement, El-Moudjahid 15-3-90.

32. Morland-Barange-Martinez, *op. cit.*, p. 405.

33. Lettre d'Amed Hammoutene, 2-1-90.

34. On lira plus loin sa déposition au procès des membres du réseau O.A.S. d'El-Biar, *infra* p. 167.

Les « forces de l'ordre » n'ont pas bougé. A dix heures trente l'O.A.S. assassinait six hommes sur les huit prévus selon son plan.

Les formalités d'usage accomplies, la police quitte les lieux et les corps sont emmenés à la morgue. Les assassins ayant subtilisé les cartes d'identité, les cadavres faisaient partie des corps « en attente ». Rapportons le témoignage du fils d'une des six victimes.

« Un ami, inspecteur de l'enseignement primaire, est venu aux alentours de midi nous prévenir que quelque chose de grave avait eu lieu à El-Biar. Il ne répondait pas aux questions précises de ma mère... Mais sans doute avait-il été suffisamment clair pour que je décide de me rendre d'abord à la morgue de l'hôpital puis, si je ne trouve rien, dans les différents services de chirurgie. Ma sœur m'accompagne.

Externe des Hôpitaux, je peux pénétrer dans l'hôpital Mustapha parce que ma voiture porte un insigne attribué au corps médical et c'est par la porte de service que j'entre dans la morgue.

Les autorités préfectorales avaient en effet interdit l'accès des salles mortuaires au public : ne pouvaient visiter les morts que ceux qui portaient le nom des défunts et cela pour éviter l'afflux de gens qui se livraient à des bagarres épouvantables : ceux qui venaient pleurer les victimes de l'O.A.S., s'en prenant à ceux qui pleuraient les victimes du F.L.N. et réciproquement !

“ L'éternité de la mort divisait aussi les deux communautés. ”

Les employés me reconnaissent et manifestent un étonnement inquiet.

— *“ Je viens voir si mon père est là. ”*

— *“ Oh là là... il s'est passé quelque chose ? Il est seul ? ”*

— *“ Non, avec plusieurs. ”*

C'est avec une sorte de soulagement que l'un des employés me dit :

— *“ Justement, on nous a apporté six corps sans identité et on ne sait pas où les mettre. ”*

Mes yeux s'étant habitués à l'obscurité des lieux, je distingue à même le sol récemment lavé d'eau six corps alignés, serrés, vêtus de costumes sombres parmi lesquels je reconnais mon père, puis Feraoun.

Le préposé est déçu par cette identification limitée à deux corps seulement. Il me demande :

— *“ Quel drapeau on leur met ? ”*

Comme je ne comprends pas le sens de sa question, il m'explique qu'il faut mettre sur les cercueils soit le drapeau bleu-blanc-rouge de la France, soit le drapeau vert et blanc de l'Algérie pour mettre les corps soit du côté des français, soit du côté des arabes, pour éviter les disputes.

Mes yeux qui, tout à l'heure, ne voulaient pas se baisser pour retarder le constat d'une irréversible évidence, ne quittent plus maintenant le visage de mon père car j'ai peur de m'être trompé ! Ces deux trous dans le front et ce masque de souffrance déforment tellement ses traits que si jamais... non, c'est lui...

J'entends alors l'employé :

— *" Docteur, les balles qui les ont tués, elles sont tricolores non ? "*

Il fait froid, j'ai un creux à l'estomac, il faut annoncer cela à ma mère qui nous avait rejoints et à ma sœur qui attendent dehors.

A partir de cet instant, un *" après "* commençait...

Ces précisions expliquent pourquoi M. Jean Vincent, intendant aux Ecoles normales d'Alger et Oran, a écrit ce douloureux témoignage :

" Les corps avaient été transportés à la morgue de l'hôpital Mustapha. Ils reposaient à même le sol, sur un tapis vert, Mouloud Feraoun et Max Marchand côte à côte. Des bougies entouraient et éclairaient tous ces corps.

*Impressionnant... à hurler. "*³⁵

" Ali Feraoun retrouva son père à la morgue, couché sur une table au milieu d'une cinquantaine, d'une centaine de cadavres "^{36 et 37}.

Les tueurs n'avaient pas fini leur journée.

9 - 10 heures trente-cinq, à Maison Carrée, M. Mahieddine Toubal, 46 ans, instituteur à l'école de garçons, a été mortellement blessé d'une balle dans la tête, alors qu'il était au volant de sa voiture.

10 - 11 heures quinze, à Bains-Romains, une concierge musulmane a été mortellement blessée d'une rafale de mitraillette alors qu'elle balayait devant son immeuble.

11 - 11 heures cinquante : une effervescence règne devant la morgue de l'hôpital Mustapha où sont rassemblés les corps des victimes de la matinée écoulée. Environ 150 algériens ont voulu forcer la porte pour parvenir à l'intérieur du dépositaire. Les forces de l'ordre arrivées sur les lieux ont très rapidement et sans incident dispersé les manifestants, pour la plupart des membres de la famille ou des amis des victimes.

12 - Etc.

35. Serge Jouin, *op. cité*, p. 84.

36. M. H. Cheze, *op. cité*, p. 121.

37. *" Il y eut, à plusieurs reprises, en mai 1962, plus de 250 cadavres, " entassés " et " en attente " à l'hôpital Mustapha "*, Vitalis Cros, *op. cité*, p. 206.

Le Premier ministre Michel Debré téléphone au Préfet de police d'Alger Jules Vitalis Cros ; celui-ci formule une demande écrite d'envois de renforts.

Le dernier attentat eut lieu à 21 heures cinquante, 7, rue Colonna d'Ornano, dans le centre d'Alger. Maître Guy Fraychinaud est tué par des inconnus de plusieurs balles de 7,65.

La ville avait connu vingt heures de crimes, journée ordinaire de la *" capitale de la douleur "*³⁸ ce qui fera écrire à François Mauriac :

" ... Toute épreuve pâlit en comparaison de celle infligée à ce peuple ; toute injustice paraît légère confrontée à ce crime innombrable, ininterrompu, en quelque sorte mécanique.

... Je doute si à aucune époque et dans aucun temps il se soit rien passé de tel que ce qui s'exécute froidement en plein jour, et selon un plan préconçu, sur les trottoirs des villes algériennes, depuis des semaines et des mois.

*Cette boucherie répond à un calcul. Elle a été conçue par une réflexion lucide. "*³⁹

Il y eut 611 attentats O.A.S. en mars, soit 20 par jour en moyenne.

38. Albert-Paul Lentin.

39. François Mauriac, *Le nouveau bloc-notes*.



II

Les réactions

L'HOMMAGE

En Algérie

Le Gouvernement rendit un hommage solennel aux six fonctionnaires assassinés dans l'exercice de leurs fonctions.

Les obsèques eurent lieu exceptionnellement dimanche 18 mars pour permettre à deux ministres d'y assister ¹.

Les six cercueils, suivis d'un long cortège de voitures sont transportés de la morgue, située au centre d'Alger, au cimetière d'El Alia dans la banlieue de Maison-Carrée. L'itinéraire est protégé par un dispositif militaire très imposant. Tous les cinquante mètres et en alternance côté pair et côté impair, un soldat du contingent au garde à vous. A chaque croisement une jeep armée, à chaque carrefour un engin chenillé avec mitrailleuse, à l'entrée du cimetière deux chars, sur les terrasses des immeubles dominant le cimetière, des mitrailleuses lourdes de 12,7 mm en batterie.

Cette terre avait perdu toute rationalité : déployer tant de forces pour une manifestation de deuil ; des mitrailleuses lourdes et les canons de chars nécessaires pour enterrer des hommes de réconciliation !

1. « Le rythme des enterrements posa, notamment pour les catholiques, un problème liturgique qui fut résolu par un accord provisoire avec Mgr Duval, selon lequel étaient tolérées des cérémonies collectives.

Mgr Duval n'avait accepté cette formule que parce que la sécurité des prêtres pouvait être mise en jeu », Vitalis Cros, *op. cit.*, p. 206

« ... Le cimetière est gardé en ce dimanche par des forces impressionnantes, comme s'il fallait que ces lieux de douleur et de recueillement soient, eux aussi, protégés. »²

Les cercueils sont disposés en demi-cercle ; ce qui frappe est le nombre d'enfants placés derrière eux : il y a vingt orphelins aux côtés de leurs mères, femmes dignes dans leur chagrin ; voir des tout-petits qui ne savent pas quelle contenance prendre rappelle que les Inspecteurs des C.S.E. étaient aussi des pères de famille.

Deux gros hélicoptères militaires « Sikorsky » se posent dans un vacarme épouvantable et les personnalités, venues du Rocher Noir et de l'aérodrome d'Alger, en provenance de Paris, en descendent. Le service d'ordre entoure l'assistance de plus près.

Le ministre de l'Education nationale, Lucien Paye, prononce le premier discours. Il parle d'abord d'une voix forte :

« Devant ces six cercueils alignés, la douleur nous étreint mais aussi la colère et la honte... Que ces tueurs se réclament d'une organisation qui se dit française, c'est là ce qui nous accable de honte... »

Au fur et à mesure qu'il lit son texte³ l'émotion le gagne et il dit d'une voix brisée :

« Je connaissais quelques-uns de ces six hommes que nous pleurons... »

Il énumère les noms et prénoms, domine sa peine et conclut :

« La France flétrit vos meurtriers et vous adresse un suprême et douloureux hommage. »

Pierre Guillaumat, ministre chargé de la fonction publique, prononcera un discours qui paraîtra terne par comparaison avec le précédent.

Gilbert Mayer, recteur de l'Université est tellement ému qu'il sera presque inaudible.

Et puis viennent les condoléances : le regard sombre de Jean Morin, délégué général, les poignées de main de René Petitbon, directeur du S.F.J.A. le septième des condamnés à mort, celles de Pierre Dumont, Préfet Inspecteur régional général, de René Jannin, directeur de la Sûreté nationale en Algérie, de Jules Vitalis Cros, Préfet de police d'Alger, etc.

La cérémonie est brève, les autorités sont tendues, on craint un attentat de l'O.A.S. malgré la protection assurée par le dispositif de sécurité mis en

2. L'Echo d'Alger, 19-3-62.

3. Lire son intégralité en Annexe n° I, p. 181.

place, très vigilant. Les hélicoptères décollent alors que les familles en deuil sont entourées par les amis⁴.

On doit à la vérité de dire qu'au regard du nombre des relations qu'avaient les six membres des C.S.E. l'assistance n'était pas aussi nombreuse qu'elle aurait dû l'être :

« Ce qui me surprend encore et n'a pas fini de m'indigner, c'est ce concours de lâcheté qui a créé autour des victimes de cet assassinat un vide prudent. »⁵

En effet ce crime, en forme d'exécution, était confusément perçu comme la sanction appliquée par des justiciers à des ennemis de la France.

Assister aux obsèques revenait à désapprouver le crime et les présents au cimetière d'El Alia étaient déjà menacés par l'O.A.S.

A 16 heures trente un flash de l'agence Reuter, en provenance d'Evian annonce :

« Cessez-le-feu en Algérie conclu, selon des sources françaises bien informées. »

L'indignation exprimée par les représentants du gouvernement et l'hommage solennel rendu aux victimes, dans le champ clos du cimetière d'El Alia, ne fit pas l'unanimité dans le reste de l'Algérie et les étudiants pieds-noirs exprimèrent le sentiment de la population européenne.

Ils étaient en grève lorsque Gilbert Mayer, recteur de l'Université annonça la décision de fermer en signe de deuil tous les établissements d'enseignement primaire, secondaire, supérieur et technique. C'était transformer la grève des facultés en manifestation en faveur de victimes de l'O.A.S.

L'Association générale des étudiants d'Alger proteste vigoureusement contre : « ... le caractère odieux de l'exploitation faite par les autorités de la mort de six membres des Centres Sociaux... »

Un choix judicieux des mots relativise le crime, ramené à une mort naturelle, tandis que l'odieux est l'hommage rendu, qualifié d'exploitation ; quant à l'assassinat, il n'est pas même évoqué ! Dès la fin du deuil ordonné par le rectorat, tous les cours reprennent.

4. Le fils d'une des victimes, menacé de mort par l'O.A.S. dut quitter la cérémonie en même temps que les personnalités pour prendre l'avion du Groupe des Liaisons Aériennes Ministérielles et ne put enterrer son père.

5. Lettre du 15-3-90 de l'adjoint de l'Inspecteur d'académie d'Alger.

Les étudiants n'étaient pas les seuls à approuver le forfait de l'O.A.S.

La fille d'une des victimes entendait de jeunes pieds-noirs dire à haute voix, pour être entendus lorsqu'elle passait devant eux, qu'il était dommage que l'O.A.S. ne s'en prenne pas aux femmes !⁶

Cette famille dut quitter Alger sous la contrainte des événements et c'est M. Janssen, directeur du Centre Algérien d'Expansion Economique et Sociale (C.A.E.E.S.), en relation avec les C.S.E., qui l'accompagna à l'aéroport de Maison-Blanche.

« *Apolitique, esprit honnête, cœur généreux... il était abattu, devant son voisin, le consul général de Belgique, à El-Biar, par deux tueurs adolescents* »⁷. En mai 1962.

Obituaire sans fin...

En France

Le ministre de l'Education nationale avait rédigé un message, dès le 16 mars, diffusé dans tout le pays, qui devait être lu le lundi 19 mars au matin dans tous les établissements scolaires.

« *L'Université française tout entière s'associe au deuil qui, une fois encore, frappe si douloureusement l'Académie d'Alger. Hier matin, un groupe de tueurs de l'O.A.S. a lâchement assassiné à El-Biar six de nos collègues dont les noms doivent être cités à la jeunesse de France : ... (suivaient les noms et qualité des six victimes) ... Surpris au milieu d'une réunion de travail, ils ont été alignés devant un mur et sauvagement mitraillés.*

Unis dans le sacrifice comme ils l'étaient dans leur œuvre d'éducation, ils doivent le demeurer dans notre souvenir.

Leurs noms s'ajoutent à la longue liste des maîtres qui, en Algérie, sont tombés au service des valeurs spirituelles et morales qu'enseigne l'Université française et dont les C.S. d'Algérie, expression et moyen de la coopération dans l'éducation intellectuelle et l'action sociale, sont l'émouvant symbole.

6. L'O.A.S. après avoir commis quelques assassinats isolés de femmes algériennes organisa les 7 et 10 mai 1962 les journées « *femmes de ménage* » au cours desquelles 17 femmes furent assassinées à Alger et Oran. Toute femme algérienne circulant en quartier européen fut poignardée ou abattue au pistolet alors qu'elle se rendait chez son employeur européen. Certaines furent étranglées dans les halls d'immeuble où elles allaient travailler.

7. V. Monteil, *op. cit.*, p. 225.

En assassinant ces hommes, c'est à ces valeurs morales que l'O.A.S. a voulu s'attaquer. »

Après avoir entendu le message du ministre, les élèves étaient invités à observer une minute de silence.

« *La passion politique avait atteint un tel niveau, même en Métropole, que des élèves ont refusé de s'associer à l'hommage rendu par la lecture du message du ministre.* »⁸

Les protestations furent les suivantes :

— 40 élèves de la classe préparatoire de Navale au lycée Stanislas de Paris.

— 18 des 20 élèves de la classe préparatoire de Saint-Cyr de ce même établissement.

— 6 élèves de philosophie au lycée Janson-de-Sailly à Paris.

— 2 élèves de philosophie à Tarbes (récemment arrivés d'Algérie).

— 2 élèves à Montpellier.

Ceux qui ont manifesté leur hostilité à la lecture du message sont remis à leur famille. Le ministre demande également d'ouvrir une enquête pour connaître le nombre de professeurs de lycées et de facultés qui se sont refusés à faire observer la minute de silence. Ce fut le cas d'un professeur, et d'un maître-auxiliaire du lycée de Lorient, sanctionnés de la « *peine de la réprimande* ». Mais aucune sanction ne sera appliquée et le 8 avril le ministre accorde sa « *clémence* » en permettant aux lycéens exclus de regagner leurs établissements.

LA PRESSE

La presse écrite et parlée fit un large et long écho à l'événement.

Jeudi 15 mars, à midi, des télex de l'A.F.P. et de l'U.P.I. annoncent l'attentat, nouvelle reprise par la radio nationale (France V) et Europe n° 1 aux informations de treize heures.

Tous les quotidiens d'Algérie et de France rapportent « *l'effroyable tuerie de l'O.A.S.* » en titres parfois énormes et à la une de leurs éditions : tels *France-Soir* et *Ouest France*. Les correspondants d'Alger communiquent des

8. *L'Education nationale*, 22 mars 1962, n° 12.

récits où l'imagination tient une large place. Le *Progrès de Lyon* corrige sa version initiale en rapportant le témoignage d'un Inspecteur présent dans la salle. Mais les journaux s'obstinent à présenter une version brutale des faits : « porte enfoncée d'un coup d'épaule, hommes masqués, six d'entre vous sont condamnés à mort, la sentence est immédiatement exécutoire, porte refermée à clef », etc. La vérité était exactement à l'opposé des textes présentés au public.

Des commentaires vont accompagner la version des faits. Gérard Marin, dans les quatre colonnes du *Journal d'Alger* du 16 mars consacrées à l'attentat écrit :

« ... C'étaient des éléments jugés dangereux dans la mesure où ils affichaient un esprit libéral, où ils pouvaient être des artisans de la réconciliation. L'O.A.S. a décidé de supprimer tous les cadres qui peuvent assumer la coopération entre l'Algérie de demain et la France. »

Sous le titre « Atroces tueries à Alger » on lisait dans *La Voix du Nord* du 16 mars :

« La population a beau être, hélas ! habituée aux meurtres, être accoutumée à voir chaque jour des cadavres sur les trottoirs, le crime du Château-Royal vient de cristalliser son attention... Il ne s'agit pas, ici, de terrorisme aveugle, mais bien d'un crime politique. »

On peut lire dans *Paris-Normandie* du 16 mars :

« A El-Biar, massacre exécuté dans le style des S.S. de six inspecteurs de l'Enseignement » ; ce qui qualifiait et le crime et ses exécutants.

Le Monde du 17 reprenait « l'aspect S.S. » par son titre :

« Assassinat à la Roehm » sous lequel le quotidien du soir écrivait :

« La sauvagerie du massacre des Centres Sociaux, son caractère froidement prémédité, ont d'ailleurs entraîné la réaction la plus remarquable qu'on ait enregistrée en Algérie depuis les premiers attentats O.A.S. : la fermeture jusqu'à Lundi de tous les établissements d'enseignement de tous les degrés à Alger. »

Il donnait la parole à la fondatrice des Centres Sociaux, Germaine Tillion :

« ... Et la bêtise, la féroce bêtise l'a (Feraoun) tué.

Non pas tué : assassiné. Froidement, délibérément... parce que cela entraînait dans les calculs imbéciles des singes sanglants qui font la Loi à Alger... » « Entre... (ces six hommes) il y avait une passion commune : le sauvetage de l'enfance algérienne — car c'était cela leur objectif, l'objectif des centres sociaux ; permettre à un pays dans son ensemble, et grâce

à sa jeunesse, de rattraper les retards techniques qu'on appelle " sous-développement ". Dans un langage plus simple cela veut dire : vivre.

... Et c'était de quoi s'entretenaient ces six hommes à 10 heures du matin, le 15 mars 1962... »

Les hebdomadaires reprendront largement l'événement en se livrant à des analyses politiques.

L'éditorial de *France Observateur* du 22 mars est rédigé par Claude Bourdet qui choisit pour titre : « Les maniaques du meurtre. »

« ... Mais c'est en Algérie même, où le nouveau nazisme atteint le maximum de son pouvoir, que nous voyons les maniaques du meurtre à l'œuvre avec toute leur méthode. La " décimation " systématique des musulmans pris au hasard, rue Michelet, le meurtre des fonctionnaires des Centres Sociaux, celui des préparateurs en pharmacie⁹ ressemblent assez exactement aux crimes d'intimidation des hitlériens.

Mais il s'ajoute, chez les nazis de l'O.A.S. une nouvelle dimension celle de la provocation de type policier portée... à un degré jamais atteint...

Et maintenant, considérons qu'il ne s'agit ici... ni de coups fortuits ni d'opérations décidées par quelques irresponsables, mais d'un plan maintenant connu dans ses grandes lignes, préparé par un état-major de généraux et d'officiers supérieurs, appliqué sur le terrain par d'autres officiers, exactement comme l'extermination des juifs et des populations de l'Est fut préparée par l'état-major hitlérien et mise en œuvre par d'autres officiers... »

Sous la plume de Joseph Folliet, on pouvait lire dans la *Vie Catholique* :

« Je dois tout à la France. » C'est ce que déclarait l'écrivain kabyle Mouloud Feraoun. Des Français, qui se croient patriotes l'ont assassiné avec ses collègues des « centres sociaux ».

L'un d'entre eux s'appelait Ould Aoudia. J'ai naguère connu un membre de sa famille — une famille chrétienne — venant de Kabylie, convertie par les Pères Blancs de Lavignerie... Des gens qui se proclament défenseurs de la civilisation chrétienne l'ont tué.

... Ils étaient des pacifiques, des constructeurs, des bâtisseurs de ponts : c'est ce qui leur a valu de tomber sous les rafales des

9. Le 17 mars entre 9 heures 30 et 10 heures 45, cinq préparateurs en pharmacie sont tués et trois sont blessés.

mitraillettes. Leur existence portait un défi à la haine. La haine les a tués.

Si, du moins, ces morts pouvaient n'être point vaines. Au moment même où j'écris, un journal du soir annonce, en lettres énormes, « le cessez-le-feu »...

Dans *Le Canard Enchaîné* du 28 mars, Jérôme Gauthier écrit :

« ... C'est l'O.A.S., ses lâches attentats, ses crimes inexpiables toujours recommencés... c'est l'affreuse fusillade d'El-Biar... c'est le grouillement de complicités gluantes et de provocations que l'on devine derrière tout cela. »

Jules Roy reniait ses frères pieds-noirs :

« Nous ne sommes pas sortis du ventre de la même mère. »

Il vouait aux gémonies ces « ex-colonels théoriciens de la guerre subversive qui ont représenté la France pour notre honte ».

François Mauriac, dans son *Bloc-Notes*, du vendredi 16 mars :

« El-Biar. Qu'écrire et pour qui écrire ? Quels commentaires mériteraient les crimes d'El-Biar ? Ceux dont ils n'ouvriront pas les yeux, c'est qu'ils sont aveugles de naissance. Ils appartiennent à la race qui appelait " patriotique " le faux du lieutenant-colonel Henry¹⁰. Cécité héréditaire et sans remède que leur a léguée un sourd. Mais peut-être quelques-uns sont-ils hésitants et troublés. Ceux-là, de tels actes devraient les convaincre mieux qu'aucune parole. Entre toutes les hypocrisies de cette époque hypocrite, la moindre n'est pas la petite phrase passe-partout condamnant " toutes les violences d'où qu'elles viennent. " Le sénateur F.L.N., la rhubarbe O.A.S. dosés par des mains prudentes dans chacun des plateaux, immobilisent la balance.

Eh bien non, un crime n'en vaut pas un autre : chacun a sa figure et le meurtre d'Abel est toujours unique. Les nobles êtres abattus à El-Biar **MORTS NON POUR L'ALGERIE FRANÇAISE MAIS POUR LA FRANCE ET POUR L'ALGERIE RECONCILIÉES**, auront peut-être, par leur sacrifice, obtenu que certains d'entre nous entendent raison enfin.

... Il reste, Ô Français résistants, que vous voici maintenant à pied d'œuvre. Il n'y a pas d'autre choix pour vous qu'entre la subversion dont

10. Le lieutenant-colonel Henry fut l'officier chargé des basses œuvres dans l'affaire Dreyfus. Il fabriqua notamment des documents falsifiés pour tenter de rendre crédible la culpabilité de Dreyfus. Lâché par sa hiérarchie, il se suicida.

les crimes d'El-Biar vous montrent l'authentique visage et ce travail admirable des victimes que les hommes de Salan ont abattues : la réconciliation des deux races dont l'une a encore tant à recevoir de l'autre.

... La France est demeurée cette institutrice avec un livre ouvert sur ses genoux, et autour de sa robe, des enfants arabes et berbères se pressent. Ceux qui ont cru l'assassiner à El-Biar, c'est une Immortelle qu'ils ont percée de leurs corps. Cette France auguste et sereine demeure celle que l'Islam aime, en dépit de tout ce que l'autre France a pu accomplir.

... Nous avons tous besoin de bonheur, nous autres français, Dieu le sait ! Mais aussi de bonté, de cette bonté agissante dont les assassinés d'El-Biar demeurent les modèles à jamais. Ô frères, êtes-vous de leur côté ou avec ceux qui les ont abattus. Continuerez-vous d'hésiter entre les instituteurs et leurs assassins ? »¹¹

Le syndicat national des Instituteurs consacra plusieurs éditoriaux dans ses bulletins. Les trois dirigeants de ce syndicat n'avaient pas été autorisés à se rendre en Algérie car leur présence pouvait constituer, selon le pouvoir, une provocation, en raison de la prise de position du S.N.I. favorable à l'indépendance de l'Algérie ! Hommage officiel à des enseignants, sans les représentants officiels de leur syndicat délibérément écartés, le jour même de la signature des accords d'indépendance :

« ... il y a l'O.A.S. cette organisation née de l'action criminelle d'officiers félons, de civils sans scrupules... Le crime est devenu son moyen d'expression.

Et quelle forme de crime ! A l'égal de bien de ceux commis par l'hitlérisme, le fascisme et la Gestapo. " Quand j'entends parler de culture, je sors mon revolver. "

Car c'est bien un crime contre la culture qui a été commis. Ces hommes, ces camarades, ces éducateurs réunis à El-Biar s'étaient attachés à la recherche de la promotion de l'éducation intellectuelle appuyée sur l'action sociale...

Attachés à ces valeurs morales qui dépassent les nations et qui vont à l'Homme...

11. François Mauriac, *Le Nouveau Bloc-Notes*, 1961-1964, collection *Les chefs-d'œuvre de François Mauriac*, Tome XXI, p. 119, 120, 121.

Le récit de l'exécution est atroce dans ses quelques minutes de déroulement... Il reste encore assez de femmes et d'hommes témoins de tels faits, de 1940 à 1945, pour faire des analogies terriblement évocatrices... » écrit Denis Forestier président du S.N.I.

Le bulletin du S.N.I. de l'Eure, département d'origine de Max Marchand lance un appel : « Comprendrez-vous enfin, camarades, qui, hier encore, nîiez l'évidence que l'O.A.S. existe, qu'elle tue, et qu'elle tue " à la Roehm ? " Faut-il crier pour vous tirer de votre douillet confort que nos camarades meurent assassinés par des S.S. déserteurs de la légion commandés par des généraux félons ?... »

De multiples associations firent connaître leur désapprobation : le Pen Club International¹², l'Union des écrivains pour la vérité, le Bureau confédéral de la C.F.T.C., la R.A.T.P., le conseil municipal de Clermont-Ferrand, la fédération socialiste de la Haute-Vienne, etc..., etc...

La France fut secouée par ce crime qui évoquait la botte allemande et qui pouvait faire échouer les négociations de la paix en Algérie, paix à laquelle tout le monde aspirait.

L'un des négociateurs d'Evian, Robert Buron, relate les répercussions de l'attentat contre les C.S.E. sur les discussions en cours¹³ :

« Ce 16 mars au matin.

Il fait très froid aujourd'hui... La radio m'apprend l'affreuse nouvelle du massacre de Ben Aknoun. Six dirigeants des cercles sociaux, trois inspecteurs d'Académie métropolitains et trois musulmans, fusillés de sang-froid par un commando de l'O.A.S. qui les a poussés au mur alors qu'ils se réunissaient pour discuter de leur tâche commune, la formation des jeunes. J'en arrive à me demander si, malgré nos efforts, l'O.A.S. n'est pas en train de gagner la partie, non certes au bénéfice des malheureux français d'Algérie, mais en rendant pratiquement impossible la présence française dans l'Algérie de demain inévitablement indépendante.

Je ne puis m'empêcher de songer au bunker de Hitler mais eux ne comptent pas s'y trouver ; ils y poussent seulement les autres. »

Henri Alleg se fait aussi l'écho de cette retombée¹⁴ :

12. La cérémonie eut lieu en présence de François Mauriac, Georges Duhamel, et du général Ingold, des représentants d'André Malraux, ministre de la Culture, et de Lucien Paye, ministre de l'Education nationale.

13. Robert Buron, *Carnets politiques de la guerre d'Algérie*, Plon, p. 258.

14. Henri Alleg et Henri J. Douzon, *La guerre d'Algérie*, Messidor, collection Temps Actuel, 1983, p. 395.

« L'horreur de cet attentat froidement prémédité et la notoriété des victimes... provoquent une émotion qui dépasse les frontières de l'Algérie et de la France. Ses échos parviendront jusqu'à Evian. »

De même que Jean Lacouture¹⁵ :

« La journée du 16 mars s'ouvre sous de sinistres auspices : l'annonce d'un des plus affreux massacres perpétrés par l'O.A.S., celui de six dirigeants européens et musulmans du Centre Social de Ben Aknoun dont l'écrivain Mouloud Feraoun, homme de paix s'il en fut. Défi sauvage à toute tentative d'entente entre musulmans et européens, à tout ce qui fonde l'action des négociateurs d'Evian... »

Même en France, les adversaires de la paix ne baissaient pas non plus les bras. Mais ce crime les gênait et les obligeait à des contorsions.

C'est ainsi que Jean-Yves Alquier, dans *Combat* du 17-18 mars estime que la « politique folle déchaîne les violences, transforme en justiciers des hommes qui n'avaient d'autre ambition que de vivre en paix ». Et cette phrase sous le titre : « Mouloud Feraoun était mon ami ! » Les assassins de l'ami de ce monsieur sont de respectables justiciers...

Le *Parisien Libéré*, pour parler du massacre d'El-Biar, n'a rien trouvé de mieux qu'une référence du général Massu insultante pour les victimes.

Roger Duchet, secrétaire général des Indépendants et maire de Beaune condamne, dans une déclaration faite à la presse le 16 mars non pas le crime de la veille mais le prochain cessez-le-feu qui conduit tout droit à l'indépendance !

Beaucoup plus direct est l'auteur de la lettre adressée à François Mauriac dont les termes sont reproduits à la date du 5 avril 1962 par l'écrivain¹⁶ :

« Ces malades fusillés à bout portant dans leur lit¹⁷, à quels français cela ne fait-il pas horreur ? Mais à beaucoup !

Et par exemple à ce lieutenant qui me donne un nom et une adresse, et qui s'indigne de ce que j'ai écrit ici même du crime d'El-Biar. Il trouve fort juste qu'on ait exécuté ces instituteurs... »

Le colonel Broizat, chargé de la rédaction de la revue clandestine *Les Centurions* diffusée au sein de l'armée, écrit dans son carnet à la date du 16 mars :

15. Jean Lacouture, *De Gaulle, Le Souverain*, Tome 3, 1986, p. 237.

16. François Mauriac, *op. cit.*

17. Des tueurs de l'O.A.S. d'El-Biar avaient mitraillé des malades sur leur lit à la clinique du Beau-Fraisier, faisant 9 morts et 20 blessés.

« ... personnellement je m'opposais toujours au terrorisme aveugle en tant que Chrétien et même en tant qu'homme occidental. Nous n'avons absolument pas le droit, même pour une question d'efficacité, d'utiliser des méthodes qui sont la négation des valeurs que nous défendons... »¹⁸

Le colonel, dont on disait qu'il était un moine soldat, désapprouve seulement le terrorisme aveugle, il ne désapprouve donc pas le crime commis la veille puisqu'il était ciblé.

Sous le pseudonyme d'Axel Nicol, un membre de l'O.A.S. jubile¹⁹ :

« La négociation piétinait sur une affaire de personnalité à désigner pour faire partie de l'Exécutif Provisoire.

L'O.A.S. aida à sa manière à résoudre une partie du problème. Plusieurs membres des Centres Sociaux Educatifs... Ces six personnes n'avaient pas été choisies au hasard... »

L'ancien Gouverneur général de l'Algérie Jacques Soustelle, qui avait permis la création des C.S.E. et qui avait déclaré à la séance du vendredi 12 mars 1956 après-midi, à l'Assemblée nationale à l'occasion du vote sur les pleins pouvoirs en Algérie :

« Il ne faudrait surtout pas abandonner la création et le développement de ce qu'on appelle les " Centres Sociaux ". C'est une œuvre qui fait honneur à la France », gardait le silence : il était devenu l'un des hauts dignitaires de l'O.A.S.-France, fidèle à la déclaration qu'il avait faite à son chef de cabinet militaire, Vincent Monteil :

« Nous sommes dans la même situation qu'au Mexique, mais les musulmans sont les oppresseurs espagnols. Il faut défendre les pieds-noirs comme les aztèques... »²⁰

Mais les nostalgiques de l'O.A.S. eux non plus n'oublient pas ; pour preuve cet article paru dans « l'Echo de l'Oranie »²¹ en 1988, sous la plume de Geneviève de Ternant :

« ... cet écrivain (Max Marchand) rendait hommage aux pionniers européens d'Algérie qu'il allait bientôt trahir en s'alliant au F.L.N. et il allait trouver la mort tragique en raison de ce reniement... avant de prendre partie pour la rebellion et se ranger aux côtés des assassins de femmes, d'enfants et de fermiers sans défense... »

18. O.A.S. Parle, op. cité, p. 264.

19. Axel Nicol, La bataille de l'O.A.S., Les Sept couleurs, 1962, p. 152-153.

20. P. Eveno et J. Planchais, La guerre d'Algérie, La Découverte, 1989, p. 107.

21. Echo de l'Oranie, novembre-décembre 1988, n° 199. L'Association « Les amis de Max Marchand et de ses compagnons » émit une protestation publiée dans le n° 202 de mai-juin 1989.

Illustration de l'épaisse bêtise et de la haine de gens qui n'ont encore rien compris, après un quart de siècle. Le 22 février 1991, l'O.A.S. a été ovationnée par un millier de personnes à la salle de la Mutualité à Paris en présence du chef de l'extrême droite française.

*
**

Chaque année, au 15 mars, les enseignants se recueillent à Oran, où Max Marchand exerça et à Alger, devant la plaque commémorative apposée sur le mur d'exécution.

Le dixième anniversaire fut l'occasion de plusieurs commémorations (entre autres au centre pédagogique de la librairie Hachette à Paris) du souvenir et d'articles dans journaux et revues.

Une association « Les amis de Max Marchand et de ses compagnons » s'est créée. Des écoles, des centres de jeunes, des rues, portent le nom de l'une ou l'autre des six victimes, en Algérie comme en France.

La majorité des ouvrages consacrés à la guerre d'Algérie font état du crime de Ben Aknoun, l'un des derniers en date²², n'échappe pas à la règle.

Le mémorialiste Christian Bueno, ancien instituteur, se rappelle du livre d'histoire écrit par Marchand²³ tandis que la romancière Nin Moatti intègre l'horreur du crime dans le fil de son récit²⁴. L'administration des Monnaies et Médailles a frappé une médaille à l'effigie de Max Marchand, rappelant à son verso le nom des six enseignants victimes du devoir, à l'occasion du trentième anniversaire de leur assassinat²⁵.

Etablir la vérité sur ce crime, lutter contre la disparition du souvenir, s'opposer au mensonge qui tente de justifier... l'inexpiable, s'impose comme un devoir.

22. P. Eveno et J. Planchais, op. cité, p. 406.

23. Christian Bueno, L'olivier de Makouda, Ed. Tiresias, 1991, p. 3.

24. Nin Moatti, Les roses d'Alger, Fayard, 1991.

25. Reproduction dans la revue de la médaille d'Art Métal pensant n° 1991/C.

III

La persécution

Les six victimes ont un point commun : celui d'occuper des fonctions de direction au sein du service des Centres Sociaux Educatifs en Algérie. A travers ces six hommes, les C.S.E. ont donc été la cible de l'attentat. Dans le passé de ce service de l'Education nationale des faits peuvent-ils orienter nos investigations vers une piste criminelle ?

1 — Les six victimes

Maxime Marchand est le chef des C.S.E. depuis décembre 1961. C'est une personnalité exceptionnelle. Né le 16 février 1911 à Montaure (Eure) son père est un modeste artisan menuisier¹. Tout au long de ses études, Maxime Marchand sera le premier. Fait prisonnier, il rédige ses premiers poèmes pendant ses cinq ans de captivité. Il est nommé inspecteur primaire à Oran, inspecteur d'Académie à Orléansville puis à Bône. Doué d'un esprit brillant, il déborde le cadre de ses fonctions : il soutient une thèse de Doctorat d'Etat (ès Lettres), écrit des ouvrages pédagogiques — dont un manuel d'histoire de France et d'Algérie à la pédagogie novatrice — et des œuvres littéraires qui lui vaudront d'être Lauréat du Grand Prix Littéraire de la ville d'Oran en 1956, et Lauréat du Grand Prix Littéraire de l'Algérie l'année suivante.

Travailleur, attentif aux autres, « ... il en imposait par sa taille et par sa dignité naturelle — jusqu'au moment où un sourire éclairait son visage

1. Biographie complète dans *Le destin tragique de Maxime Marchand... et de l'Algérie*, Serge Jouin, C.I.D. Editions, Nantes, 1987.

grave et où la chaleur humaine, le désir de rendre service, faisaient de lui un homme séduisant, au charme prenant »².

Un soir de septembre 1961, seul dans son appartement, il est intrigué par le comportement de son chien. Il sort dans le jardin et c'est l'explosion, formidable, l'écroulement de l'immeuble de l'Inspection académique de Bône sous lequel l'O.A.S. voulait l'ensevelir...

Pour raisons de sécurité il est nommé à Alger, à la tête des C.S.E. où il séduit le personnel, Feraoun dit de lui :

« M. est une espèce de moine laïc dont l'ascétisme et le regard me rappellent un peu Gandhi... C'est un apôtre de la non-violence. Je l'aime comme un frère. »³

Officier des palmes académiques, Officier de l'Instruction publique, croix de guerre, croix de la valeur militaire, chevalier de la légion d'honneur, l'humaniste Max Marchand était l'une des consciences de cette époque.

Mouloud Feraoun est directeur adjoint des C.S.E. chargé, sous l'autorité directe du recteur d'Alger, d'une mission d'inspection sur l'ensemble du territoire algérien.

La publication du « *Fils du pauvre* » en 1950, couronné du Grand Prix Littéraire de la ville d'Alger, marque le début d'une carrière d'écrivain et de poète qui devait le faire connaître dans le monde entier⁴.

Il est né le 8 mars 1913 dans un village du cœur du massif de la Grande-Kabylie. Son père doit émigrer en France pour permettre à la famille de subsister. L'obtention inespérée d'une bourse lui permet de poursuivre ses études que la pauvreté aurait interrompues. Elève à l'Ecole normale d'Alger-Bouzaréah, puis instituteur de 1935 à 1957 en Grande-Kabylie, Mouloud Feraoun met toute sa foi au service de l'enseignement et de ses élèves. Il publie « *La terre et le sang* » en 1953, qui reçoit le Prix Populiste et « *Jours de Kabylie* » l'année suivante.

Nommé directeur du cours complémentaire de Fort-National, la pression des autorités civiles et militaires françaises l'oblige à se réfugier à Alger où il dirige l'école Nador, au Clos-Salembier, une banlieue déshéritée.

La publication d'un titre qui devait faire florès, « *Les chemins qui montent* » élargit l'audience de l'écrivain, ami d'Emmanuel Roblès et d'Albert Camus. Il entre aux C.S.E. en 1960 en même temps que paraissent « *les poèmes de Si Mohand* ».

2. S. Jouin, *op. cité*, p. 8.

3. M. Feraoun, *Journal*, p. 40.

4. Biographie complète dans une brochure consacrée à l'écrivain, S.N.E.D.-Fernand Nathan, édition 1982.

Lorsqu'on évoque la personnalité de Mouloud Feraoun, le mot qui revient le plus fréquemment est celui de bonté : la bienveillance qui émanait de lui était telle, qu'elle en paraissait presque palpable.

Son « *Journal* », publié après sa mort, révèle un homme épris d'honneur et de justice, empreint d'une profonde sympathie humaine, confiant dans l'être humain. Tout exprimait en lui l'éthique d'un grand humaniste. Il avait six enfants.

Ali Hammoutene occupait le poste de directeur adjoint du service des C.S.E. après la brillante admission au concours du C.A.I.P. à Paris (concours d'inspecteur)⁵.

Né le 16 décembre 1917 à Tizi-Ouzou (Kabylie) sa mère meurt alors qu'il n'a que deux ans et son père émigre en France pour faire vivre les siens. Ali est donc élevé par sa grand-mère. Les maîtres de l'école indigène⁶, frappés par l'intelligence de l'élève, incitent la famille à se sacrifier pour prolonger les études de l'orphelin. Elève à l'Ecole normale d'Alger-Bouzaréah, il instruit dès 1939 les jeunes kabyles jusqu'en 1958 où une mesure d'interdiction de séjour prise contre lui par l'autorité militaire, l'oblige à quitter Tizi-Ouzou pour l'école Fougeroux, à la Bouzaréah, près de Ben Aknoun.

L'homme est d'intelligence vive, il porte sur lui le jugement suivant dans son journal : « *Cette tendance que j'ai de juger l'Homme avec indulgence me nuit considérablement... je considère mon vis-à-vis comme étant animé des mêmes sentiments qui m'animent.* »⁷ Cette conception des rapports humains guidait ses actes. Il avait cinq enfants.

Salah Ould Aoudia est inspecteur des C.S.E. de la région d'Alger-Est. Comme Feraoun et Hammoutene il est d'origine kabyle : né le 8 novembre 1908 dans le petit village de Ouaghzen, dominé dans le lointain par les 2 308 mètres du pic Laïla Khedidja. Ici, pas d'école publique mais les Pères Blancs ont ouvert un établissement scolaire qui accueille l'enfant, car son père est l'un des premiers kabyles convertis au catholicisme. Instituteur dans le bled puis à l'école de garçons du Clos-Salembier, il s'engage dans les C.S.E. dès leur création, et dirige le centre social de La Redoute, en bordure

5. Biographie complète dans *Réflexions sur la guerre d'Algérie*, Ali Hammoutène, Publisud, 1983.

6. Pour pallier la carence de la scolarisation, on avait ouvert pour les seuls algériens des écoles dans lesquelles enseignaient des moniteurs titulaires d'un « Brevet d'Enseignement ». On n'y dispensait qu'un médiocre enseignement.

7. A. Hammoutene, *op. cité*, p. 152.

d'un de ces énormes bidonvilles, croûlant de misère, qui reçoivent le flux ininterrompu de ruraux paupérisés et chassés par la guerre, sans qu'aucune intervention publique ne tente d'y apporter hygiène, soins, écoles. Le centre social de La Redoute deviendra le centre pilote et le modèle présenté aux autorités qui visitent l'Algérie. Lors de son entrée en fonction Hammoutene visite le centre, le 9 novembre 1961, accompagné de Marchand : « ... Ould Aoudia vient nous chercher... La population aime et fréquente le centre. Il convient de signaler que le personnel est très respecté... »⁸.

Le 1^{er} décembre 1959, Salah Ould Aoudia est nommé Inspecteur de tout l'est-algérois. A son bureau de l'inspection académique, il préfère celui de son centre social, afin de rester « au contact », comme il aimait à dire, de la population misérable avec laquelle il partage les turpitudes de la guerre.

« Je vous en supplie, ne nous envoyez pas seulement des formules administratives ou des machines : envoyez-nous des âmes ! » écrivait-il dans une correspondance avec le Rectorat, belle phrase tellement dans l'esprit de Germaine Tillion, et si juste. La population en retour, témoigne une confiance absolue ce qui permet à Salah Ould Aoudia de réaliser une « première » : celle de la formation de jeunes algériennes au métier de vendeuses. Faire admettre dans l'Algérie de 1960 qu'une jeune fille algérienne puisse être en rapport avec le public n'était pas simple ! Mais la confiance de la population leva les réticences et ce fut un succès.

En 1962, Salah Ould Aoudia est le doyen du service, le confident de ses collègues — dont Feraoun — et le conseiller écouté de ses supérieurs. Il était marié à une institutrice française et père de deux enfants.

Marcel Basset, Inspecteur, occupait les fonctions de directeur du Centre de Formation de l'Éducation de Base (C.F.E.B.) situé à Tixeraïne, petit village à quelques kilomètres d'Alger.

Né le 3 septembre 1922 à Fouquières-Lez-Lens, son engagement dans le réseau de résistance « Voix du Nord » interrompt sa préparation de la licence en droit, mais lui apporte le bonheur : la jeune fille qui livre clandestinement les messages des Forces Françaises de l'Intérieur deviendra la femme de l'adjudant Basset, alias « Guy Athos ».

En 1958, parce que le général de Gaulle prend à nouveau en main le destin de la France, Marcel Basset part en Algérie participer au plan d'émancipation mis en place. Il s'engage dans les Centres Sociaux dont la mission de promotion sociale correspond à son idéal. Il est franc, courageux, ne cache pas ses

8. Ali Hammoutene, *op. cit.*, p. 141.

opinions gaullistes ce qui lui vaut des menaces à Relizane, dont il dirige le centre. Par précaution on le nomme à Alger directeur provisoire du C.F.E.B. Il avait sept enfants.

Robert Aimard, avec le rang d'inspecteur, était le chef du bureau d'études pédagogiques. D'abord instituteur dans le bled, il était entré aux C.S.E. dès les premières années de leur création. Ce passionné de l'enseignement trouvait là le moyen d'exprimer, dans un plus large domaine que celui d'une salle de classe, sa vocation à enseigner et à promouvoir les plus déshérités. Les menaces de mort n'avaient pas entamé sa courageuse générosité.

Ces courtes biographies montrent que les six victimes incarnaient — jusqu'à la perfection absolue chez Feraoun et Marchand — la culture française et l'humanisme. Ils représentaient tous les six, en mars 1962, l'alliance, la réconciliation possibles. Pour « la bêtise au front de taureau » qui régnait sur Alger, c'est un motif suffisant pour être assassiné, au nom de la défense de l'Algérie française... La vie des six victimes n'orientent vers aucune piste criminelle. L'historique des C.S.E. devait permettre d'en découvrir.

2 — Les Centres Sociaux : 1955

Le 25 janvier 1955, Jacques Soustelle est nommé Gouverneur Général de l'Algérie⁹ et il prend trois types de mesures pour tenter de mettre un terme à la guerre d'Indépendance commencée deux mois et demi plus tôt, le 1^{er} novembre 1954 : les unes sont militaires, les autres politiques et les troisièmes sont d'ordre socio-économique.

La création des Centres Sociaux sera l'œuvre de Germaine Tillion, appelée en Algérie par le Gouverneur Général pour mettre en place une formule d'organisme adaptée aux besoins des masses algériennes déshéritées, en s'inspirant des modèles qui existent depuis une vingtaine d'années déjà en Amérique du Sud.

Germaine Tillion connaît très bien l'Algérie¹⁰ — les Aurès en particulier — là où précisément la rebellion vient d'éclater ; aussi est-ce à elle que

9. Sollicité par le président du Conseil Pierre Mendès-France, Soustelle n'accepte qu'après avoir obtenu l'accord du général de Gaulle formulé de la sorte : « Je ne vous en empêche pas », R. Stéphane, *Tout est bien*, Quai Voltaire, 1983, p. 399.

10. Ethnologue, elle a accompli avant la guerre cinq missions scientifiques dans l'Aurès, soit plus de quatre années de séjour complet entre 1934 et 1940. Résistante, chef de réseau, déportée à Ravensbrück. Elle s'est établie de nouveau en Algérie dans la même région de décembre 1954 à mars 1955. Grand officier de la Légion d'honneur, Grand croix d'officier de l'Ordre national du mérite.

s'adresse François Mitterrand¹¹ pour établir un rapport sur les conditions de vie en Algérie et les remèdes à y apporter afin de les améliorer :

« Pendant ce dur hiver 1954, elle avait vu les paysans des Aurès regarder leurs chèvres mourir faute d'un peu de fourrage... ou des ouvriers agricoles mourant de faim, manger leurs semences, leur espoir pour l'année suivante. Elle avait également été frappée par la brutalité des contre-mesures appliquées par l'armée. »¹²

Son rapport rejoint un autre document sur l'état précaire des populations du fait d'un système d'exploitation coloniale, établi par de hauts-fonctionnaires et appelé « rapport Maspétiol »¹³ :

« 1 000 000 algériens (1/9) sont partiellement ou complètement sans emploi. 2 000 000 sont sous-employés et ne travaillent que 65 jours par an. »

Il en résulte une extrême pauvreté, décrite par Albert Camus :

« Par un petit matin, j'ai vu à Tizi-Ouzou des enfants en loques disputer à des chiens kabyles le contenu d'une poubelle. »

Germaine Tillion va s'efforcer d'aider les populations misérables. Elle visite à Alger le dispensaire de Boubsilah, situé au milieu d'un bidonville, et qui fonctionne déjà selon un mode original dont elle va s'inspirer.

Le 27 octobre 1955, paraît l'arrêté portant création du Service des Centres Sociaux :

« Le Centre Social a pour but : de donner une éducation de base aux éléments masculins et féminins de la population, qui n'ont pas bénéficié ou ne bénéficient pas de la scolarisation et de mettre à la disposition de ces populations des cadres spécialisés dans les différentes techniques de l'éducation et spécialement l'éducation agricole.

De mettre à la disposition de ces populations un service d'assistance médico-sociale polyvalent... Et d'une manière générale, de susciter, de coordonner et de soutenir toutes les initiatives susceptibles d'assurer le progrès économique, social et culturel des populations de son ressort... »

L'esprit de noblesse qui anime Germaine Tillion se traduit par cette directive :

11. Ministre de l'Intérieur du Gouvernement P. Mendès-France, il a en charge le dossier « Algérie ». Il sera ensuite garde des Sceaux sous le Gouvernement Guy Mollet.

12. Alistair Horne, Histoire de la guerre d'Algérie, Albin Michel, 1987, p. 113-114. Citation de l'ouvrage de Germaine Tillion : *L'Afrique bascule vers l'avenir*, Éditions de Minuit, 1958-1960.

13. Id. p. 64.

« ... donner au Service une impulsion conforme aux grandes traditions de l'Éducation Nationale Française, c'est-à-dire le respect des opinions et de l'honneur personnels de chacun. »

Les objectifs proposés et l'idéal qui les inspire dans un contexte de revendication de dignité, mais aussi la personnalité de leur créatrice, ses sentiments et ses actions concrètes en faveur des premières victimes d'une répression particulièrement meurtrière, tout concourt au succès des Centres Sociaux : les algériens s'y engagent et le recrutement se fait à égalité avec les français. La population fréquente les Centres sans réserve au fur et à mesure de leur ouverture.

Ce succès auprès des populations est mal perçu par l'armée qui y voit une connivence entre le personnel des Centres et le F.L.N. Cette interprétation est due au fait que les soldats qui se battent pour maintenir l'Algérie sous l'autorité de la France viennent d'être vaincus en Indochine. Ils ont découvert, en menant là-bas aussi une lutte contre des patriotes qui voulaient l'Indépendance de leur pays, l'importance capitale du rôle tenu par la population civile dans la guerre dite « subversive ». Obtenir l'adhésion des populations devient un objectif militaire.

Et s'il prend des mesures socio-économiques assumées par des structures civiles, Soustelle prend d'abord des dispositions à peu près semblables mais sous la responsabilité cette fois de l'armée : ce sont les « Sections d'Administration Spécialisées » ou S.A.S. dans les campagnes et les S.A.U. pour « urbaine » dans les villes¹⁴.

Les S.A.S. et les S.A.U. seront à l'armée ce que les Centres Sociaux seront à l'Éducation nationale et c'est ainsi que va s'établir, *volens-nolens*, une compétition entre ces deux structures. Les officiers S.A.S., ou « képis bleus », tous volontaires, ne seront-ils pas appelés « Assistants sociaux » ?¹⁵ Les termes étaient identiques.

Les relations entre la population et les S.A.S. ne seront pas, tant s'en faut, aussi librement consenties qu'avec les Centres Sociaux et le franc succès connu par ces derniers suscitera la méfiance hostile de l'armée.

Si l'armée n'apprécie pas les Centres Sociaux, les ultras conservateurs de l'Algérie française les détestent ! Ils ne « voient » pas la misère des algériens, ou bien la trouvent naturelle, comme découlant de l'ordre qui régit la nature

14. Les moyens de « pacification » que sont les S.A.S. sont créés le 26 septembre 1955, soit un mois avant les C.S. Pour les dirigeants politiques, la hiérarchie des préoccupations plaçait l'aspect militaire avant l'aspect social.

15. FR3, La guerre d'Algérie, émission du 8 février 1990.

environnante. Ils ne comprennent donc pas l'utilité de ce service pour une population qui, selon eux, protège les rebelles et les terroristes ; pour eux, il faut punir plutôt qu'instruire¹⁶. Quant aux gros possédants, ils connaissent ce slogan colonial : « *l'hostilité des indigènes se mesure à son degré d'instruction française* » ; l'arabe qui réfléchit ne peut qu'être anti-français.

Des campagnes de presse contre un service qualifié de « *pro-communiste* » — injure suprême — seront lancées périodiquement...

Devant ce mur d'hostilité protéiforme, une bonne dose de courage et d'optimisme était nécessaire pour mener à bien la mission impartie par Germaine Tillion. Mais quel homme raisonnable, ayant un peu le sens de la charité, ne voit pas que chaque Centre est ouvert au milieu d'une population quasiment analphabète qui vit dans un effroyable dénuement ?

Aider ces malheureux est pourtant jugé inacceptable par la colonisation la plus féroce et la plus obtuse. Fallait-il être borné pour ne pas voir que les débouchés prévus au sortir des Centres sont des emplois subalternes, ceux justement que les pieds-noirs n'occupent pas ! Les Centres vont tenter de combler un vide volontairement entretenu par la colonisation en matière d'éducation des plus humbles. Ce ne sont pas les lycées ou les facultés qui sont prévus au sortir des Centres pour les habitants des bidonvilles ! Même la plus petite parcelle de savoir doit être arrachée aux ultras pour l'accorder à « *un algérien (qui) a douze fois moins de chances d'aller à l'école qu'un français* »¹⁷.

Les centres reçoivent, à travers toute l'Algérie, un accueil enthousiaste de la population. Un centre social, dans ce pays en guerre, c'est un havre de paix, un endroit où on retrouve un peu d'espoir. Ceux qui ont faim peuvent même y trouver un peu de lait, des directeurs ayant pris l'initiative de donner à manger à leurs élèves qui leur avouaient venir au cours le ventre vide !

16. « *Moins le blanc est intelligent, plus le noir lui paraît bête* », A. Gide, Voyage au Congo, 24 août 1925. Si le noir devient intelligent, alors...

(17) FR3 — La guerre d'Algérie — 8 février 1990.

Pendant les 7 ans d'études secondaires passées au Lycée Fromentin qui accueillait 1 373 lycéennes, la fille d'une des victimes et deux de ses amies furent les trois seules algériennes, soit 3/1 300 !

La Faculté de médecine ne produisit aucun professeur algérien. Il n'y eut qu'un polytechnicien : Salah Bouakouir. Noyé « accidentellement » un dimanche sur la plage du Figuier, Ould Aoudia qui fut son ami, rendit visite à sa vieille mère qui lui apprit qu'en réalité son fils avait été noyé par des plongeurs militaires français. Une grande artère d'Alger porte aujourd'hui son nom.

En 1954, 334 fonctionnaires figurent sur l'annuaire téléphonique du Gouvernement Général d'Alger : 6 sont algériens.

En quatorze mois, la guerre s'est étendue, impitoyable et en janvier 1956 Germaine Tillion quitte ses fonctions au cabinet civil du Gouverneur général car elle est en complet désaccord avec la répression armée qui frappe les algériens. Une autre personnalité démissionne également : le commandant Vincent Monteil, chef du cabinet militaire et pour les mêmes raisons ; un an après l'arrivée de Jacques Soustelle, « *l'aile gauche* » à la Délégation Générale n'existe plus ! La répression prend définitivement le pas sur la promotion.

3 — Arrestations et tortures : 1957

La première arrestation qui affecte le personnel des C.S. a lieu le 15 octobre 1956, soit un an après la création du service ! L'armée n'aura pas attendu longtemps pour manifester sa vigilance ombrageuse. Il s'agit d'une jeune femme, M^{me} Annie S. « *dont l'activité publique se situe en dehors du service d'une façon évidente* »¹⁸.

C'est le début des tourments. Sur l'ordre du ministre-résident, Robert Lacoste, le super préfet d'Alger, Serge Baret, signe le 7 janvier 1957, une ordonnance déléguant au général Massu commandant la 10^e D.P. les pouvoirs de police dans le département d'Alger. Le pouvoir civil vient de capituler sans condition devant le pouvoir militaire¹⁹, dont les quatre régiments de choc sont montés en ligne contre la population algérienne :

« *... coiffés d'une petite casquette à longue visière, presque exactement semblable à celle de l'Afrikakorps allemande, martelant les pavés de leurs courtes bottes en chantant en chœur des airs qui éveillent bien des réminiscences.* »²⁰

« *Ce fut une très triste période au cours de laquelle aucun service ne fut épargné : tout musulman était suspect, tout français fréquentant des algériens l'était également ; tout suspect était arrêté et souvent torturé.* »²¹

Les C.S. vont payer un lourd tribut à la répression, érigée en système de contrôle afin de « *rendre docile la population, facile à conduire* »²².

18. Germaine Tillion, *Démocratie* 60, 21-7-1960.

19. A l'exception de Paul Teitgen, secrétaire général de la Préfecture d'Alger.

20. Morland, Barange, Martinez *Histoire de l'O.A.S.*, Juliard, 1964, p. 29.

21. Germaine Tillion, *Démocratie* 60, 21-7-1960.

22. Colonel Trinquier. Interview publiée par Paris-Presses le 25-9-1958. « Chef du service action-enseignement » centralise les informations et prend les décisions importantes. Véritable spécialiste de la répression et de la torture, dont il fera la théorie dans son livre *La guerre moderne*. Pierre Vidal-Naquet, *La torture dans la république*, Maspéro, 1983, p. 48.

La « première affaire » éclate à cette époque : le service avait 17 mois d'existence et employait 120 personnes : il y eut 16 arrestations, soit 13 % du personnel ! Aucune autre administration n'atteignit pareil score. Il s'agit de cinq femmes et onze hommes.

Sur les onze hommes, six sont torturés. Le septième Saïd Ayadi, disparaît dans les locaux de l'armée : probablement torturé puis sommairement exécuté.

Parmi les cinq femmes, trois sont françaises :

— M^{me} Eliane G. est arrêtée le 21 février 1957 vers 21 h 30 par les parachutistes du 1^{er} R.C.P. et torturée par les lieutenants Charbonnier et Erulin, ceux-là même qui supplicièrent le jeune mathématicien Maurice Audin au point de le faire mourir^{23, 24}, dans les locaux où l'avocat Ali Boujmendjel trouva la mort, où fut soumis à la question Henri Alleg²⁵ et où des centaines d'algériens anonymes ont été torturés et ont disparu.

— M^{me} Nelly F. est arrêtée le 5 mars 1957 par les légionnaires du 1^{er} Régiment Etranger de Parachutistes (1^{er} R.E.P.). Elle est mise au secret et torturée à la villa Sésini.

Le responsable des tortionnaires de cette unité, tristement réputée pour ses exactions, est le capitaine Faulques qui s'adresse en ces termes à Henri Alleg :

« Vous pouvez me regarder, je suis le capitaine Faulques, vous savez, le fameux capitaine S.S. Vous avez entendu parler ? »

« ... moi, je fais parler les gens en leur mettant un couteau sur la gorge, la nuit. »²⁶

« ... Un couteau sur la gorge, on parle toujours. »²⁷

J'étais en présence de Faulques, chef des tortionnaires de la villa Sésini, particulièrement réputé pour sa férocité.

— La troisième est M^{me} Gilberte S.N. « détenue 45 jours dans trois lieux de détention qui servaient à la torture elle a vu ses collègues torturées, et a subi un tel choc moral qu'elle a dû faire, à sa libération, un séjour dans une maison de santé »²⁸.

— La quatrième femme est algérienne, elle connaît les sévices les plus graves. M^{me} Chafika M. éducatrice de centre est torturée par cinq officiers du

23. Pierre Vidal-Naquet, *L'affaire Audin*, Les Editions de Minuit, 1989.

24. C. Buono, *op. cit.*

25. Henri Alleg, *La Question*, Les Editions de Minuit, 1986.

26. Id. page 97.

27. Henri Alleg, *Prisonniers de guerre*, Les Editions de Minuit, 1961, p. 18.

28. Archives Education nationale en Algérie, Collection privée.

1^{er} R.E.P., dans la baignoire de son appartement, tant les tortionnaires étaient pressés d'obtenir des aveux.

Courageusement, ces quatre femmes portent plainte auprès du Procureur général de la République d'Alger, Jean Reliquet, elles y décrivent leurs sévices : eau, électricité, gifles, menaces²⁹.

Non seulement aucune suite n'est donnée aux plaintes, mais l'armée sévit plus cruellement encore et M^{me} Chafika M. en fera les frais de façon tragique :

« ... Elle porte plainte. Quelques jours plus tard, son petit frère a été enlevé par des parachutistes et la famille a été avertie que c'était en représailles de la plainte. L'enfant n'a plus été revu. »³⁰

Mahieddine a été sommairement exécuté à l'âge de 16 ans et demi après avoir été enlevé par des civils déguisés en parachutistes³¹. Pour quels motifs ces femmes et ces hommes ont-ils soumis à ces « méthodes à la fois abominables et imbéciles ? »³²

Le Tribunal militaire d'Alger³³ dont la sérénité et la clémence n'étaient pas les qualités premières, jugea la « première affaire » des C.S. :

— 13 des 16 personnes arrêtées ne furent même pas inculpées, aucune charge ni aucune preuve n'ayant été retenues et cela malgré les tortures sous lesquelles l'aveu du même crime était parfois obtenu par plusieurs personnes³⁴.

29. Patrick Kessel et Giovanni Pirelli, « Le peuple algérien et la guerre ».

30. Archives Education nationale en Algérie, Collection privée.

« La plupart des victimes ne portaient pas plainte, soit par ignorance ou mépris des mécanismes légaux, soit par peur des représailles : des enfants furent assassinés parce que leur frère ou leur père avaient dénoncé les tortures qu'ils avaient subies. » Pierre Vidal-Naquet « La torture dans la République », Maspero, p. 71.

Les gouvernements de la IV^e et de la V^e République ont créé deux commissions successives « de sauvegarde des droits et des libertés individuels ». Le Haut Magistrat qui présidait la seconde, à qui on demandait pourquoi il ne procédait pas à une descente impromptue dans un centre connu où l'on torturait répondit : « Je ne veux pas courir le risque d'être arrêté », Pierre Vidal-Naquet, *Face à la raison d'Etat*, La Découverte, 1989, p. 127-128.

31. Témoignage recueilli par Louis Martin-Chauffier, qui accompagnait, avec Germaine Tillion, les membres de la Commission Internationale contre le régime concentrationnaire (C.I.R.C.). Patrick Kessel et Giovanni Pirelli, *Le peuple algérien et la guerre*, p. 106.

32. Germaine Tillion. Réponse au Général Massu les 28 et 29-11-1971.

33. Le garde des Sceaux F. Mitterrand, par le décret 56268 signé le 17-3-56, dessaisit la justice civile au bénéfice des Tribunaux militaires. Par le décret du J.O. de l'Algérie du 19-3-56, la Justice militaire devient compétente pour 17 sortes de crimes et de délits, allant du crime contre la sûreté de l'Etat au viol et attentats à la pudeur.

34. Pas moins de cinq algériens ont avoué sous la torture être l'auteur de l'assassinat, le 28-12-1956, d'Amédée Froger, président de l'Association des Maires d'Algérie. Seul Badèche (suite p. 72)

Totalement innocent, le personnel des Centres n'avait rien à avouer. Il y eut deux peines avec sursis ce qui, dans le contexte de l'époque, était une condamnation symbolique pour ne pas trop désavouer les « enquêteurs ».

Seul Mohammed Sahnoune fut condamné à un an de prison ferme pour avoir porté une lettre pour le compte d'une amie.

Voilà ce qu'il restait, après étude du dossier par des magistrats militaires, des accusations portées contre les Centres Sociaux.

On sait aujourd'hui que « dans le cadre de la terreur instaurée à Alger », s'inscrit ce que Massu appelle « le coup de semonce donné à certains milieux européens qui ont fait de la charité une interprétation abusive et anti-nationale »³⁵. Cette directive secrète³⁶, datée du 10 mars 1957, vise les Centres Sociaux.

« Dès 1957, le général Massu s'efforce de démanteler le Service. »³⁷

Les officiers de renseignements des régiments de la 10^e D.P. n'ont fait qu'obéir à leur chef et Faulques, en bon officier de renseignements du 1^{er} R.E.P., a rédigé son rapport :

« Les Centres Sociaux parmi lesquels on trouve un " type " de progressiste, laïque ou confessionnel, très répandu et très actif. Les " stages d'El Riath " semblent avoir été particulièrement nocifs.

La collusion avec le F.L.N. de certains européens d'Algérie est mise à jour... L'action de démantèlement actuellement entreprise exige, pour être totalement efficace, la destruction complète des complicités ou coopérations ainsi révélées. »³⁸

Le colonel Godard, auquel Massu a subdélégué ses pouvoirs, directeur de la Sûreté d'Alger dont il est le « grand-maître », consacre une bonne dizaine de pages à l'affaires des C.S. dans son livre³⁹. Et dans le schéma qu'il a construit (page 317) pour faire comprendre les liens entre les divers organismes administratifs et le F.L.N. Godard place les C.S. immédiatement à côté

(suite de la note 34, p. 71)

Ben Hamdi fut guillotiné pour ce crime le 25-7-1957. Pourquoi lui et pas l'un des quatre autres ou tous les quatre ? « ... Le docteur Georges Godard, médecin-légiste près le Tribunal de Première Instance d'Alger... qui se vante d'avoir près de vingt ans d'expérience en la matière (séances contre les algériens) me dit cette vérité profonde : " L'aveu n'est jamais une preuve " », rapporte Vincent Monteil, dans *Soldat de fortune* (Grasset, 1986, p. 181).

35. P. Kessel et G. Pirelli, p. 101.

36. *Idem*. Archives privées.

37. Gabriel Audisio, *Les Lettres Françaises*, 22-28 mars 1962.

38. Jacques Massu, *La vraie bataille d'Alger*, Plon, 1971, p. 250-251.

39. Colonel Godard, *Les paras dans la ville*, Fayard, 1972, p. 307 à 317.

du C.C.E., le Comité de Coordination et d'Exécution n'étant rien d'autre que l'organe suprême du F.L.N. ! C'est-à-dire, dans l'esprit du directeur de la Sûreté d'Alger, que les Centres sont purement et simplement affiliés aux terroristes puisque pour lui, le F.L.N. ne se réduit qu'à cela.

Cette « analyse » prouve que le colonel ne tient pas compte de l'avis du Tribunal militaire qui n'a retenu aucune charge contre les inculpés, il s'obstine dans son ressentiment à l'égard des C.S. Or Godard rejoindra l'O.A.S., il y aura les mêmes fonctions que celles qu'il occupait en 1957.

Une filiation criminelle s'amorce...

Les sévices subis par ces femmes et par ces hommes seront connus et dénoncés par Paul Teitgen, Secrétaire général de la Préfecture d'Alger en ces termes :

« ... A la villa Sésini, ces interrogatoires étaient menés au nom de mon pays et de son armée par le soldat de première classe Feldmayer, sujet allemand engagé dans le 1^{er} R.E.P. et qui osait avouer aux détenus qu'il se vengeait ainsi de la victoire de la France en 1945. »⁴⁰

Tout récemment encore, les tortures subies par les membres des C.S.E. sont évoquées :

« ... Des femmes arrêtées par les parachutistes et amenées à la villa Sésini ont été contraintes de se dénuder puis ont été torturées. Malgré le secret qui a couvert ces affaires, elles seront vite connues. »⁴¹

La vérité est encore plus insupportable lorsque M^{me} N. F. dira qu'elle a reçu un certain « réconfort » de la part d'un ex-membre de la Waffen S.S., « aide » qu'aucun parachutiste français ne lui a apportée tout au long de sa détention. La soldatesque française se montrait plus insensible encore que les soldats nazis⁴².

L'étude de la torture n'est pas le sujet de notre enquête⁴³, mais dans la mesure où l'O.A.S. est une retombée de la torture, où il existe une étroite filiation entre les tortionnaires de 1957 et les futurs membres de l'O.A.S., il faut exposer la genèse du système tortionnaire français.

40. Paul Teitgen, Lettre de démission du 24 mars 1957 à Robert Lacoste, Ministre résident en Algérie, et qui ne fut pas acceptée. Publiée dans *Le Monde* du 1-10-1960.

41. Jacques Delarue, *La guerre d'Algérie et les français*, Fayard, 1990, p. 261.

42. SOMMES-NOUS LES VAINCUS D'HITLER ? était le titre d'un éditorial de Sirius — pseudonyme d'Hubert Beuve-Mery, directeur du *Monde* — le 13 mars 1957 qui concluait : « Dès maintenant, les français doivent savoir qu'ils n'ont plus tout à fait le droit de condamner dans les mêmes termes qu'il y a dix ans les destructeurs d'Oradour et les tortionnaires de la Gestapo. »

43. Pierre Vidal-Naquet, *La torture dans la République* est l'ouvrage de référence, Petite collection Maspero, Paris, 1983.

La nécessité de mettre un terme au « bricolage » mis en place par chaque unité pousse l'état-major à planifier le « renseignement ». Une structure secrète est mise en place : le C.C.I. ou Centre de Coordination Interarmées — car il comprend des représentants de toutes les armes — au sein duquel fonctionnent les D.O.P. ou Détachement Opérationnel de Protection. Des officiers de renseignements et des membres des services spéciaux animent cet organisme.

Les D.O.P. font appel à des policiers pieds-noirs volontaires qui revêtent, pour la circonstance, l'uniforme de parachutistes et l'insigne de leur grade d'assimilation. Leur identification est difficile car les soldats de l'unité dans laquelle ils sévissent ne les connaissent pas, mais leurs victimes finiront par percer leur identité.

« Sur vingt inspecteurs du service régional de Police Judiciaire d'Alger, 17 sont volontaires.

L'un d'eux part en claironnant qu'il va défendre " l'Algérie Française " refuse d'y retourner le lendemain, " écœuré de ce qu'il a vu " :

— " Au 1^{er} R.E.P., dit-il, on passe tout le monde à la moulinette d'entrée de jeu. "

Et il ajoute :

— " On recrute pour le F.L.N. "

Quant à ceux qui approuvent et pratiquent ces méthodes, ILS SE RETROUVERONT BIENTOT DANS LES RANGS DE L'O.A.S. »⁴⁴

Au 1^{er} R.E.P., les policiers Henry, Laurens et Monjo sont accusés de participer activement aux séances de torture⁴⁵. A ces policiers s'ajouteront les civils européens appartenant aux groupes contre-terroristes qui « travaillent » déjà pour leur propre compte mais qui vont connaître, sous l'impulsion du C.C.I., un essor tout particulier qui les fait « passer du stade artisanal au stade industriel » pour reprendre la phrase de Philippe Castille, l'un des plus célèbres contre-terroristes (cf. Chapitre V).

En 1962, le C.C.I. « actionnera » en sous-main ces groupes armés qui font alors partie de l'O.A.S.

Cette formation à trois : — armée-C.C.I./services spéciaux/contre-terroristes — sera « couverte » tant qu'elle participera à la lutte contre le F.L.N.

Lorsqu'elle travaillera pour elle-même et qu'elle s'appellera O.A.S. il sera trop tard pour la mettre hors-circuit, car trop de complicités et de secrets avaient créé des liens inextricables entre les différents protagonistes.

On peut donc considérer l'O.A.S. comme un « dérapage » de structures secrètes mises en place par le pouvoir lui-même à l'initiative des éléments militaires les plus réactionnaires, d'abord tortionnaires en 1957, puis rétifs devant les « barricades » en 1960, putschistes ensuite en avril 1961, déserteurs enfin en 1962.

4 — La machination : 1959

Différente de la première, la « deuxième affaire » des Centres Sociaux éclate en 1959.

Entre le 16 mai et le 25 juin 1959, une action coordonnée sur l'Algérois et le département d'Orléansville conduit à l'arrestation de 20 membres du personnel du Service⁴⁶. Cette fois, un seul français figure parmi les détenus, c'est le chef du centre d'Hussein-Dey. Relâché, puis repris pour être à nouveau relâché dans le but de l'inciter à quitter les Centres. Il sera muté à La Redoute après sa libération, sans inculpation, le 8 août.

— Trois algériennes sont arrêtées. Une seule torturée, puis relâchée sans inculpation.

— Seize algériens figurent sur la liste des détenus, trois sont torturés. Mahieddine Bouaggar, 23 ans, moniteur, subit de très graves sévices et ne rejoint pas son poste après son arrestation vers le 20 mai 1959.

C'est la juridiction civile, le Tribunal correctionnel d'Alger, qui eut à connaître la « deuxième affaire » des C.S. Sur les 20 arrestations, il prononce 15 libérations, un non-lieu suivi d'un internement au camp de détention de Paul Cazelles, et quatre condamnations entre trois et six mois de prison... « Après quelques semaines de détention et d'interrogatoire sans contrôle, les individus sont dirigés par l'autorité militaire au centre de Béni-Messous et de là, sans assignation préalable et par convois de 150 à 200, au centre Paul Cazelles » (Paul Teitgen. Lettre de démission, 24-03-1957). Les camps de détention (Béni-Messous, Paul Cazelles, Berroughia, Lodi, etc.) étaient des « viviers » dans lesquels l'armée venait se réapprovisionner en victimes qui restaient donc toujours sous la menace d'un enlèvement aux fins de reprise

44. Jacques Delarue, *La Police en paravent et au rempart, La guerre d'Algérie et les français*, Fayard 1990, p. 260. Phrase soulignée par l'auteur.

45. Patrick Kessel et G. Pirelli, *op. cit.*, p. 98.

46. Archives Education nationale en Algérie, Collection privée.

des tortures... ou d'assassinat. — «... Je vous reprendrai, on se reverra, il n'y aura pas d'inculpation », disait le capitaine Faulques à Henri Alleg⁴⁷.

On observe, contrairement aux événements de 1957, que les tortures sont moins nombreuses et la durée de détention plus courte. Par contre, il y a plus de condamnations en 1959 qu'au cours de la « première affaire ».

Toutefois, « l'originalité » de cette seconde attaque contre le Service n'est pas là. Elle va en réalité servir de prétexte à une machination parfaitement orchestrée dont le but est double : d'une part déstabiliser le Service et d'autre part désigner l'ensemble du personnel à la vindicte des ultras. Les « Services » prennent le relais des militaires qui dirigent en sous-main un véritable coup-monté. En effet, le matin du 10 juillet 1959, l'un des trois quotidiens diffusés à Alger, *l'Echo d'Alger* porte un titre accrocheur, à la une et sur trois colonnes en très gros caractères :

« DEVELOPPANT SON ACTIVITE DANS LES CENTRES SOCIAUX DE LA REGION D'ALGER, UN RESEAU F.L.N. DIRIGE DE METROPOLE EST DETRUIT PAR ALGER-SAHEL : 802 ARRESTATIONS, ARMEMENT SAISI, ATELIER DE BOMBES DECOUVERT. »

La vérité est toute autre, de réseau F.L.N. point, 20 arrestations au lieu des 802 placardées ! Aucune arme saisie ! Quant à l'atelier de bombes, comme le reste, il n'a jamais existé ! Le Tribunal correctionnel aurait jugé différemment s'il y avait eu le moindre soupçon de collusion avec les terroristes du F.L.N. !

En fait, un faux réseau F.L.N. avait été monté par les Services Spéciaux et prétendument découvert par l'armée. Le chiffre impressionnant des arrestations donnait à l'ensemble du personnel des centres les qualificatifs de suspects, de pro-F.L.N., de terroristes ; bref, les C.S. étaient globalement désignés à la vindicte des ultras et à l'hostilité des européens.

Germaine Tillion, vigilante, commente cette manœuvre :

*« Etrange opération qui semble avoir visé non pas le F.L.N. (que l'arrestation de cinq très jeunes collecteurs d'aspirine ne pouvait guère incommoder), mais un service de l'Education nationale, fidèle aux traditions républicaines de la France et refusant de participer à la " mise en condition " de la population algérienne. »*⁴⁸

47. Henri Alleg, *Prisonnier de guerre*, p. 18.

48. Germaine Tillion, *Démocratie* 60, 21-7-60.

Mais le but de cette machination est atteint ; dire que l'on fait partie des C.S. revient en effet à s'exposer à être traité comme membre du F.L.N. avec toutes les conséquences violentes qu'une telle classification comporte : dans une ville où les contre-terroristes européens ont la gachette facile et les militaires le passage à tabac généreux.

Un moniteur du Centre de La Redoute, arrivant en retard un matin, reçoit une observation de son directeur. Le moniteur s'excuse et déclare :

« — Je sors juste de chez les paras, Monsieur le Directeur.

— C'est ça, ils ont bon dos les paras !

— Sauf votre respect, Monsieur le Directeur, répond le moniteur qui tourne le dos à son supérieur, remonte sa chemise : il était couvert de marques de coups récents !

— Pourquoi as-tu été arrêté ?

— Parce que je travaille au Centre Social.

— C'est tout ce que les paras t'ont demandé ?

— C'est tout Monsieur le Directeur. S'il y avait eu autre chose, ils ne m'auraient pas relâché. »

Dans le bled, la situation est tout aussi tragique d'autant qu'elle se passe sans témoin susceptible de rapporter les comportements de l'armée.

« A Tolga, le commandant de S.A.S., B..., prend une mesure d'interdiction de séjour à l'encontre du chef de Centre. »⁴⁹

« A X., le chef S.A.S. demande au chef de Centre de C. de servir d'agent de renseignements »⁵⁰

« ... Le chef de la S.A.S. ne cesse de mettre en garde le personnel (du Centre) d'avoir à se méfier " qu'un jour ou l'autre les Mokhaznis⁵¹ exaspérés ne viennent tirer dans le tas. »⁵²

Inutile d'envisager l'implantation d'un Centre au village des Béni-Douala où sévit le capitaine S.A.S. Georges Oudinot :

« ... Ultra, activiste, criminel de guerre, antigauilliste, tout ce qu'on voudra. Il en a des morts sur la conscience ! Il en a fait hurler du Kabyle !... »⁵³

Deux logiques s'affrontent : celle des « damnés de la terre » pour lesquels « *elli igma ma yatlef* » c'est-à-dire « celui qui est instruit ne tombera pas dans le néant » ; ceux-là fréquentent assidûment les Centres d'où leur vient une petite chance de sortir de leur misère absolue ; celle des « pacifica-

49, 50, 52. Ali Hamoutene, p. 139-143.

51. Mokhaznis ou Mokzahnis : miliciens locaux.

53. Mouloud Feraoun, *Journal*, p. 321-322.

teurs » de l'Algérie, pour lesquels le succès des Centres tient à leur sympathie en faveur du F.L.N. dont ils auraient l'accord implicite.

L'armée est enfermée dans une logique totalitaire : elle doit se battre contre le F.L.N. or les C.S. sont pro-F.L.N., donc elle se battra contre les C.S. Soumis à de telles contraintes, le premier chef de Service choisi par Germaine Tillion, Charles Aguesse, est muté en France. Il est remplacé en septembre 1959 par Marcel Lesne, inspecteur d'Académie, docteur es-Lettres, qui vient du Maroc. Le décret 59-896 du 30 juillet 1959 complète l'appellation du Service qui devient « Centres Sociaux Educatifs » (C.S.E.).

Ce changement dans le personnel de direction ne calme pas la presse ultra qui, deux mois plus tard, reprend ses attaques dans un article daté du 2 novembre 1959 intitulé :

« TENTATIVES DE SUBVERSION DANS LES CENTRES SOCIAUX. »

C'est une reprise d'un texte publié par l'hebdomadaire parisien d'extrême droite *Aux Ecoutes*⁵⁴. Les extrémistes de France donnent la main aux racistes d'Alger⁵⁵.

Que reproche-t-on au nouveau chef de Service ? De réintégrer le personnel abusivement arrêté, puis relaxé par les tribunaux, ce qui en droit, est parfaitement licite⁵⁶. Ce sera désormais l'essentiel des reproches formulés contre les C.S.E., les arrestations et les tortures n'aboutissant pas à prouver l'appartenance du personnel des Centres au F.L.N.

Chemin faisant, nous avons recueilli une seconde piste : par cette machination, les « Services Spéciaux » s'inscrivent derrière l'armée sur la liste des ennemis des Centres Sociaux.

5 — Les insultes : 1960

Les injures proférées contre les C.S.E. au cours du « procès des barricades » furent jugées déplacées, même à l'époque. Rappelons les faits. Le général Massu, le maître d'Alger, confie dans une interview au journaliste alle-

(54) Aujourd'hui « Minute ».

(55) Le 12-12-59, ALGER UNIVERSITE feuille de chou des étudiants pieds-noirs, titre en caractère gras de un centimètre et demi de haut : « Centres Sociaux ? non ! Centres Cocos. »

Nous limitons volontairement les références concernant la presse Algérie-française et les attaques contre les C.S.E.

(56) N'en déplaise au Préfet V. de Mostaganem qui avait cru devoir dénoncer le contraire, chaque agent sélectionné pour entrer dans les C.S.E. faisait l'objet d'un recrutement avec avis préalable de l'autorité préfectorale (archives privées).

mand Hans Kemski que l'armée « pousse les colons à se constituer en organisations paramilitaires (et) approvisionne les groupements en armes »⁵⁷. Il critique le chef de l'Etat. Le général de Gaulle le rappelle à Paris :

« — Alors Massu, toujours aussi con ? »

« — Toujours aussi gaulliste mon Général ! »

Massu est remplacé, les algérois s'enflamment et le 24 janvier 1960, à 18 heures, l'ordre est donné aux 15 escadrons de gendarmerie mobile du colonel Debrosse de dégager le Plateau des Glières, rendez-vous des émeutiers qui ont établi des barricades. Les forces de l'ordre ont leurs mousquetons vides de balles. Elles chargent crosse en l'air mais elles sont clouées au sol par les tirs de fusils-mitrailleurs des insurgés pieds-noirs provoquant la mort de 14 gendarmes et faisant 125 blessés⁵⁸.

Il y a une circonstance aggravante aux yeux du pouvoir de Paris : les parachutistes du 1^{er} R.E.P., sous les ordres du colonel Dufour, et ceux du 1^{er} R.C.P., commandés par le colonel Broizat, pourtant chargés de la même mission que celle des gendarmes mobiles, ne mettront pas moins de 45 minutes pour parcourir les 400 mètres qui les séparent des barricades, accueillis, lorsqu'ils y arrivent, par les cris de joie des manifestants !

Lorsque les paras s'arrêtent devant les obstacles qu'ils ont l'ordre d'enlever, c'est la fraternisation entre militaires et émeutiers. L'armée — en l'occurrence le 1^{er} R.E.P. et le 1^{er} R.C.P. dont nous connaissons le rôle dans les tortures — se pose en arbitre de la situation : les officiers supérieurs qui entretenaient des contacts avec les extrémistes pieds-noirs n'ont pas informé le gouvernement de ce qui se tramait.

Le 12 décembre 1960, à l'occasion de la trentième audience du Haut Tribunal militaire chargé de juger les émeutiers-assassins et les militaires dissimulateurs, le colonel Jean Gardes, chef du 5^e Bureau — c'est-à-dire les renseignements — et particulièrement au courant des projets des manifestants qu'il avait oublié de rapporter à ses supérieurs, entreprend, très excité, une attaque en règle contre les C.S.E.

En quoi les C.S.E. peuvent-ils être concernés par des pieds-noirs émeutiers qui établissent des barricades et tirent sur les gendarmes mobiles ? Bien évidemment, rien de tout cela ne les concerne !

En quoi les C.S.E. peuvent-ils être concernés par des militaires qui dissimulent à leur gouvernement les informations dont ils disposent ? Rien de tout cela ne concerne l'Education nationale en effet !

57. J. Lacouture, *De Gaulle. 3. Le souverain*, Seuil, 1986, p. 88.

58. On ne révéla pas le nombre de gendarmes qui succombèrent à leurs blessures.

En quoi la désobéissance passive des unités chargées de rétablir l'ordre peut-elle concerner des enseignants ? En rien !

Le colonel s'écrie :

« ... Il y a eu une manœuvre des C.S.E. qui se sont truffés d'agents qui étaient des membres du F.L.N... Les Services de renseignements se sont émus... Le colonel Ruysen a demandé à rentrer en métropole car le dossier ne sortait pas... »

L'infiltration du F.L.N. se faisait à partir des centres d'internement où sont placés des hommes considérés comme dangereux », etc.

Le but de cette sortie : démontrer qu'on ne saurait condamner les européens qui ont choisi la défense de l'Algérie française alors qu'on tolère ceux qui, dans les C.S.E., travaillent aux côtés du F.L.N. Pas moins !

Le Président Thiriet laisse l'inculpé tenir des propos totalement étrangers au « procès des barricades » et au refus d'informer ses supérieurs dont s'est rendu coupable ce colonel.

Rien dans ce qu'affirme cet officier supérieur n'est exact. La déposition du responsable des Renseignements, le colonel Ruysen, a lieu le 5 février 1961 : elle est d'une platitude totale car le dossier constitué par la Délégation Générale contre les C.S. est vide, comme étaient vides les dossiers des séquestrés et des torturés de 1957 à 1959 !

Le général Jacques Massu va venir jeter de l'huile sur le feu en déclarant, lors d'une audience de décembre 1960 :

« Les C.S., intérieurement, étaient un peu pourris. Néanmoins, ils avaient fait du travail... Et j'ai fait ce que j'ai pu pour, quand même, les épurer sans les casser. Mais, je n'ai pas été aidé par l'Académie, par M. Aguesse qui a fini par partir, d'ailleurs, mais trop tard, après les avoir bien noyautés. »

Il y aura d'autres dépositions, toujours diffamatoires à l'égard du service, contre son personnel, contre le professeur Mahfoud Kaddache en particulier, arrêté puis relâché car seulement coupable d'appartenir aux Centres Sociaux Educatifs. Les inculpés ont tout loisir pour attaquer ce service, ce qui est moins compromettant pour la Justice et la République que de prendre la mesure exacte de « la mollesse dont ont fait preuve le 1^{er} R.E.P., le 1^{er} R.C.P. et le 3^e R.P.I. Ma dans l'exécution d'ordres donnés eux-mêmes avec réticence »⁵⁹. Surtout lorsque l'Avocat général s'entend répondre par le colonel Broizat :

59. R.E.P. : Régiment Etranger de Parachutistes ; R.C.P. : Régiment de Commandos Parachutistes ; R.I.P. Ma : Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine.

Projet de rapport du général Crepin, in Jean Raymond Tournoux, *Jamais dit*, Plon, 1971.

« Il y a des cas où un ordre peut être une base de discussion ! »

Le témoin qui nous rapporta cet échange n'a pas retenu la réponse du magistrat, si toutefois il y en eut une...

Seul Laurent Capdecombe, recteur de l'université d'Alger (60), s'oppose aux insultes contre l'Education nationale, dépose courageusement le 13 janvier 1961, et tente d'élever le débat :

« L'Enseignement doit être tenu en dehors de la politique et cela s'applique aussi aux C.S. de l'académie d'Alger... »

Il estime irréprochable le nouveau directeur, Marcel Lesne, mis en cause gravement, et tous ceux qui ont été calomniés devant le tribunal.

Le colonel Gardes, très fâché, et très rouge, lui crie de son box :

« Personne n'ignorait que les Centres Sociaux étaient devenus une pourriture. »

Massu ayant utilisé le mot « pourri », Gardes en rajoute. Cet incident, particulièrement violent entre l'Armée et l'Université, est ainsi commenté par *Le Monde* du 15-16 janvier 1961, sous le titre *Un Templier des temps modernes* :

« Il fut (L. Capdecombe) l'objet d'une vive prise à partie du colonel Gardes suivie par toute la défense. Il n'y avait pas seulement là une affaire de personnes, mais bien une attaque en règle contre l'Université pour ses positions dans le drame algérien. Il semble que ce soit maintenant un aspect du procès auquel la défense ne renoncera plus. »

Cette prise de position exemplaire est très appréciée au sein de l'Education nationale en France, et par le personnel des C.S.E. à Alger. Ould Aoudia écrit à son supérieur le 16 janvier 1961 :

« ... Pourquoi cherche-t-on à salir les C.S.E. dans ce procès qui ne les concerne pas ? ... Vous avez élevé le débat et ce faisant vous avez rendu à l'Enseignement et à notre Service en particulier un hommage de valeur, ce qui me touche profondément... »

Le directeur de l'Enseignement supérieur fait part au ministre de la Fonction publique, Pierre Guillaumat, de son désir de saisir le parquet militaire ; mais le ministre l'en dissuade pour, selon ses propres termes, « ne pas gonfler l'incident » et il ajoute : « cette calomnie n'a pas eu de suite importante ».

Ces dépositions de militaires insolents et sûrs d'eux-mêmes seront lourdes de conséquences pour l'avenir des C.S.E. : Gardes, au sein de

60. Promu en mai 1961 directeur des Enseignements supérieurs au ministère de l'Education nationale à Paris.

l'O.A.S., fera partie de la haute hiérarchie en appartenant au « Conseil Supérieur » de l'Organisation criminelle, le C.S.O.A.S. et en dirigeant l'O.M. ou Organisation des Masses. Dans le box des accusés se trouvait aussi le D^r J.-C. Perez, qui sera chargé dans l'O.A.S. de la « planification » des crimes.

« Le Docteur Perez lui, fit connaître clairement ses intentions futures par une déclaration qui annonçait sans équivoque l'O.A.S. et ses moyens. »⁶¹

Le futur gratin de l'O.A.S. a pu ainsi renforcer ses préjugés contre les C.S.E. à travers les déclarations calomnieuses de militaires haineux et qui deviendront des membres influents au sein de l'organisation criminelle.

Pierre Guillaumat était présent au cimetière d'El Alia le dimanche 18 mars 1962 et s'est recueilli devant les six cercueils des Inspecteurs de l'Enseignement, assassinés. A-t-il pensé, en ces moments, à « l'incident du procès des barricades » et à son commentaire personnel : « La calomnie n'a pas eu de suite importante ? »

Le Tribunal, quant à lui, faisant preuve d'une exceptionnelle mansuétude acquitte tout le monde⁶². Les quatorze gendarmes mobiles morts pour la France sont passés aux profits et pertes.

Les militaires compromis préparent leur putsch, les civils fondent l'O.A.S...

Le 28 janvier 1961, le chef du service des C.S.E. est nommé Maître de conférences à l'université d'Alger. Cette nomination valorise les Centres car elle établit un parallèle entre l'Université et la hiérarchie des Centres qui acquièrent ainsi leurs lettres de noblesse.

Marcel Basset, Inspecteur à Bône est nommé le 1^{er} septembre 1961 directeur du Centre de Formation en Education de Base à Alger, Robert Aimard est nommé Directeur du centre de Formation des Moniteurs d'Alger. Feraoun et Hammoutene sont promus adjoints au chef de Service.

Si, en Algérie, l'armée persécute le Service, des pays étrangers lui témoignent de l'intérêt et le succès des C.S.E. dépasse les frontières du pays : des organismes internationaux s'intéressent à cette institution et plusieurs dirigeants du Service sont invités à l'étranger — Grèce puis Sardaigne — sous

61. Jean-Marc Theolleyre, *Ces procès qui ébranlèrent la France*, B. Grasset, p. 235.

62. « L'accusation était représentée par un homme qui, en 1957, en sa qualité de conseiller juridique du général Salan, avait pleinement approuvé l'usage des " interrogatoires renforcés " », Pierre Vidal-Naquet, *La torture dans la république*, Maspero, 1983, p. 122.

l'égide de l'Office Européen de Coopération Economique, pour faire part de leur expérience en matière de lutte contre le sous-développement et l'analphabétisme.

Des missions étaient prévues dans d'autres pays mais ne purent avoir lieu car la guerre continue et, avec elle, des difficultés de fonctionnement toujours plus aiguës.

Le 17 septembre 1961, Max Marchand, Inspecteur de l'académie de Bône, échappe de justesse à un attentat dirigé contre lui : une charge de plastique détruit les locaux de l'inspection académique.

En décembre 1961, il est nommé chef du service des C.S.E. à Alger car il est en danger à Bône.

« Il sait que l'attentat dont il a été victime résulte d'une vengeance dont les promoteurs sont les instituteurs qui ont fait l'objet d'une sanction à la suite du 22 avril... »⁶³

« Au mois de décembre 1961, Max Marchand reçut le Ministre de l'Education nationale, M. Lucien Paye, alors en visite dans le Constantinois. Comme beaucoup de hauts-fonctionnaires métropolitains, M. Paye pensait qu'on exagérât l'influence de l'O.A.S. et que Max Marchand ne risquait rien en Algérie ! »⁶⁴

En février 1962, les principaux responsables des C.S.E. sont à Marly-le-Roi, en banlieue parisienne, pour un stage. Bernard Tricot, conseiller personnel du président de la République pour les Affaires algériennes, leur rend visite. A cette occasion, chacun exprime ses plus vives inquiétudes sur la situation en Algérie, dans les grandes villes en particulier, Alger et Oran surtout. Bernard Tricot voyage en permanence entre Alger et Paris, il est au courant de toutes les arcanes de l'affaire algérienne : des négociations entre Paris et le F.L.N., de ce plan gouvernemental qui prévoit le retrait de l'armée des villes d'Algérie qui se soulèveraient contre la France sur les ordres de l'O.A.S.⁶⁵ ; Organisation dont il connaît les noms de tous les responsables militaires déserteurs, ceux-là même qui éprouvent une telle aversion à l'égard des C.S.E. ! Malgré ce qu'il sait des dangers encourus, le conseiller du géné-

63. Ali Hammoutene, p. 147. Allusion au putsch : quatre généraux se sont dressés contre l'Etat en avril 1961 au cours de ce qu'on a appelé le « putsch des Généraux ».

64. Serge Jouin, *op. cit.*, p. 80.

65. Les textes gouvernementaux prévoyaient que l'armée devrait évacuer purement et simplement Alger et Oran si celles-ci étaient conquises par l'O.A.S., les algériens seraient ainsi abandonnés, face aux européens surarmés par l'O.A.S.

Rémi Kauffer écrit que l'O.A.S. avait connaissance de ces textes, en principe secrets (*Histoire de l'O.A.S.*, p. 148).

ral de Gaulle demande à ces fonctionnaires de regagner leur poste, de travailler coûte que coûte pour empêcher l'O.A.S. d'établir le chaos. Feraoun, Hammoutene, Ould Aoudia rentrent à Alger, ainsi que leurs collègues⁶⁶. Pendant ce séjour Marchand s'est rendu au ministère de l'Education nationale pour solliciter sa mutation à l'inspection académique de Belfort, créée le 1^{er} février 1962. C'est en effet un homme traqué qui appréhende son retour dans une ville totalement livrée à la violence des extrémistes criminels.

« Je l'ai vu... au Ministère le 11 février 1962. Il sortait du Cabinet du Ministre. On venait de lui refuser le poste d'Inspecteur d'Académie de Belfort pour le donner à un nouveau promu »⁶⁷. Il m'ajoutait : « On m'a promis de me nommer en France, en juin, mais je n'atteindrai pas juin : ils auront ma peau avant. »⁶⁸

Pour les besoins de l'enquête, je rencontrais, le 5 janvier 1990, celui qui fut à Alger le journaliste le mieux renseigné sur l'O.A.S., et comme je lui demandais qui, selon lui, pouvait avoir eu l'idée de s'en prendre aux Centres Sociaux, il me répondit, sans hésiter : « Vaudrey ! » Il me raconta le fait suivant.

En 1957, il déjeunait dans un restaurant d'Alger avec maître Popie⁶⁹ et le colonel Vaudrey, qui tint ces propos :

« Nous savons très bien les organismes qui sont en relation avec le F.L.N. et qu'il faut abattre : les Centres Sociaux et les Scouts Musulmans. »

Godard, chef de la branche « Organisation - Renseignements - Opérations » dans l'état major de l'O.A.S. délèguera à Vaudrey ses pouvoirs pour le secteur Alger-Sahel.

Faut-il enfin citer l'opinion du général Gardy, Inspecteur général de la Légion étrangère qui coiffe pour l'Algérois tous les militaires déserteurs de l'O.A.S. et qui déclare à Yves Courrière, après le crime du 15 mars 1962 :

« Les membres des Centres Sociaux étaient au premier chef des propagandistes F.L.N. »

66. A l'exception de Mahfoud Kaddache, arrêté avant « le procès des barricades », puis relâché et nommé mis en cause au cours du procès. Il avait eu maille à partir avec l'O.A.S. Il était à la fois membre des C.S.E. et directeur des scouts musulmans, placés sous l'autorité du S.F.J.A. de René Petitbon.

67. C'est Louis Legrand, futur auteur du « rapport Legrand » qui est promu et écrit : « J'ai refusé ce poste (Mostaganem). J'ai ensuite été nommé à Belfort... C'était mon premier poste d'Inspecteur d'académie et je n'avais rien demandé. » Lettre du 15-9-89. Document privé.

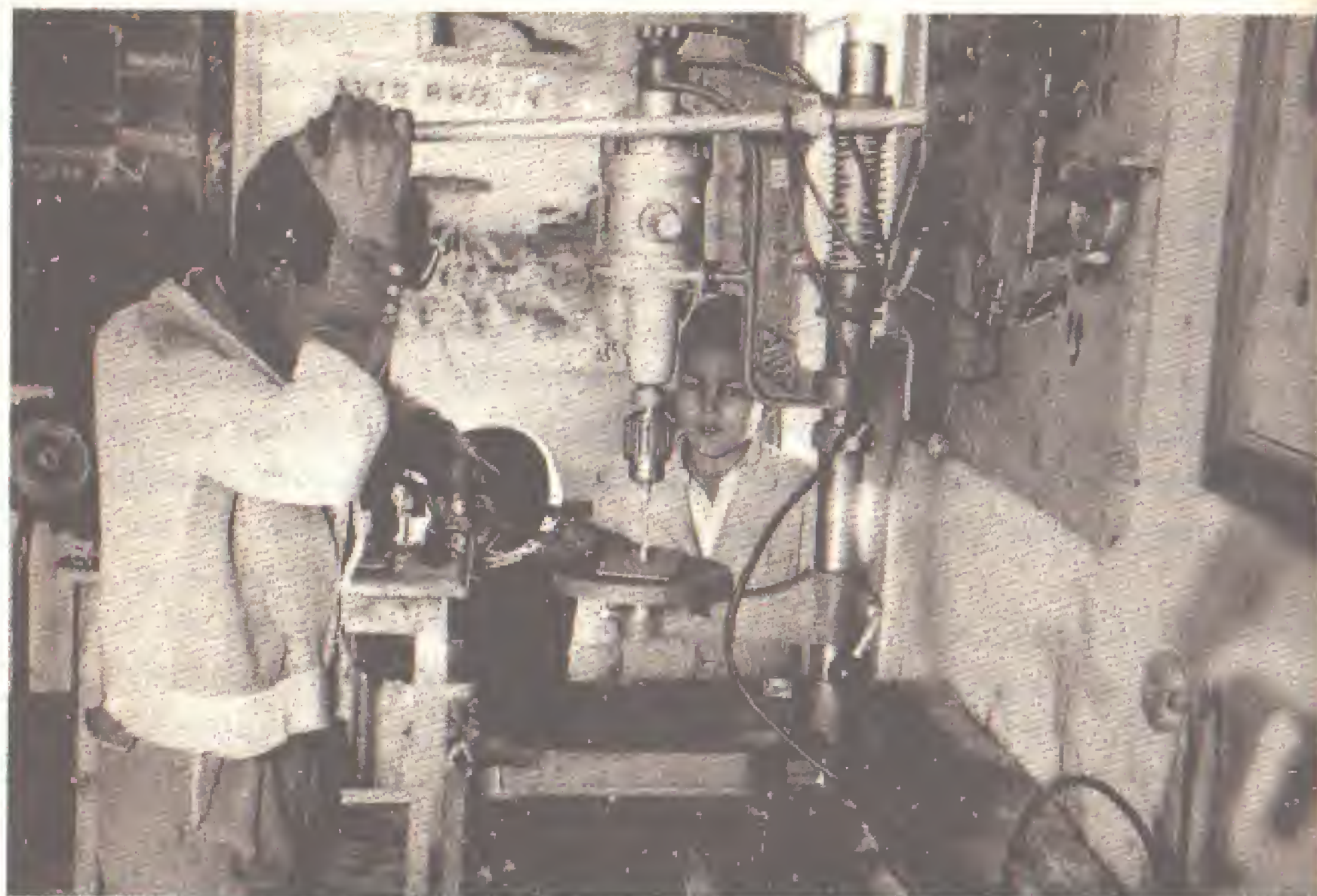
68. Serge Jouin, *op. cit.*, p. 80. Confronté au même problème d'un fonctionnaire en danger, Lucien Paye lui avait interdit de retourner à son poste à Alger...

69. Une des toutes premières victimes civiles de l'O.A.S. assassinée le 25-1-1961.

Le premier plastic O.A.S. avait d'ailleurs été dirigé contre Eric Westphal, du cabinet de Delouvrier, qui avait défendu cette politique dès 1960... On a saisi le jour où ils étaient réunis... »⁷⁰

Multiplier les exemples est désormais inutile. Cette rétrospective met en lumière, de façon indiscutable, le fait que l'armée a manifesté une hostilité permanente à l'égard des C.S.E. Non seulement elle a livré la guerre à un peuple qu'elle aurait dû instruire, mais encore elle a persécuté ceux qui déliaient un peu de savoir. Dans la machination de 1959, les Services Spéciaux révélaient leur surnoise habileté. Deux voies de recherche en découlent.

70. Yves Courrière, *La guerre d'Algérie (1958-1962)*, R. Laffont, 1990, p. 1402.



Atelier fer



Distribution de lait

« Celui qui cherche la vérité doit être prêt à l'inattendu : elle est difficile à trouver, et quand on la rencontre, elle est toujours déconcertante. »

Paul Auster,
« L'invention de la solitude. »

IV

Le septième nom

Lorsque les sept noms ont été appelés dans la salle de réunion, le dernier de la liste — PETITBON — était absent. Or d'une part ce « *loupé* » est le seul de toute l'opération menée de bout en bout à la perfection et, d'autre part, Petitbon est le seul à n'appartenir ni aux C.S.E. ni à l'Education nationale. Pourquoi l'O.A.S. a-t-elle inscrit ce nom sur cette liste ?

1 — L'O.A.S.

Les événements relatés dans ce chapitre ont eu lieu il y a trente ans et ils seraient incompréhensibles à tout lecteur âgé de moins de quarante ans sans quelques explications.

Les insurgés des « *Barricades* » furent jugés en décembre 1960 avec une telle bienveillance qu'ils l'interprétèrent comme une complicité de la Justice et tous reprirent donc du service. Beaucoup moins voyants qu'auparavant, les plus décidés fondent l'O.A.S. dont le premier tract distribué dans Alger date du 21 février 1961.

C'est l'échec du putsch d'avril 1961 qui marque le vrai départ de l'Organisation. Dans la nuit du 20 au 21 avril 1961 un coup de force militaire donne le pouvoir à quatre généraux ; ce putsch ne dure que quatre jours, il coûte 6,1 milliards à la France mais procure aux civils de l'O.A.S. les cadres militaires les plus déterminés :

« *Ils sont moins d'une dizaine... à rechercher un second souffle : Degueldre, Gardy, Godard, le lieutenant Daniel Godot, Perez, Sergent et Susini.* »

Informelle, leur discussion fait néanmoins apparaître des différences de conception importantes. Des clivages se créent, fondamentaux, qui marqueront jusqu'à la fin l'existence de l'O.A.S. »¹

Cette confluence de civils et de militaires, regroupés par une nécessité de moyens, de façon circonstancielle certes, n'en est pas moins le prolongement de la situation instaurée à Alger dès 1957, où les militaires tortionnaires sollicitaient le concours des contre-terroristes européens.

L'Algérie française est un dénominateur commun mais pour les militaires déserteurs il s'agit, en priorité, de prendre le pouvoir à Paris afin de conduire une autre politique. Alors que pour les pieds-noirs ce qui compte d'abord, c'est rester en Algérie et peser sur le pouvoir de Paris pour infléchir sa politique, méthode qui a toujours réussi dans le passé.

Les deux composantes ont besoin l'une de l'autre aujourd'hui comme hier. Les déserteurs doivent être hébergés par les européens dont la police est complice. Les civils ont besoin d'armes que les complicités militaires permettent de se procurer. Cette dépendance réciproque ne constitue pas cependant un facteur de cohésion.

La branche militaire elle-même connaît des divisions profondes : les capitaines, chefs des secteurs d'Alger, et qui détiennent le pouvoir sur le terrain, méprisent les colonels qui ne se « mouillent » pas et se contentent de « pondre » des notes.

La branche civile, numériquement la plus importante est aussi la plus divisée : en clans, factions, milices, obéissant à de petits chefs de quartier dont le courage commence à la vue d'un arabe et finit à celle d'un gendarme mobile, elle forme :

« l'élite provisoire du plastic et de la mitraillette »²,
à qui il : « ... faut un melon par jour »³.

L'un de ses dirigeants est :

« ... Le gros Perez, timoré, hésitant, éclatant d'orgueil, violent en paroles. »⁴

Les militaires n'apprécient pas l'indiscipline des civils :

« Ces gens qui tchatchent, volubiles, vantards, incapables de tenir un secret. »⁵

Ils sont scandalisés de recevoir des rapports incomplets sur les opérations à réaliser ou du style de celui adressé par Perez qui vient d'échapper à une descente de police :

« Salut la Compagnie !

Après l'orage tout va bien... A bientôt.

Moral de fer.

Couilles d'airain. »⁶

Les civils trouvent le comportement des militaires ridicule et le colonel Gardes a pour surnom « *Fleurette des maquis* »...

Il nous paraît important, pour les générations qui découvrent la guerre d'Algérie, de dénoncer une mystification qui a la vie dure : celle de l'Algérie française qui était l'idéal proclamé des membres de l'O.A.S., de leurs sympathisants et de la majorité des européens d'Algérie.

Sous l'apparence trompeuse d'une défense des valeurs de la France en Algérie, les tenants de l'Algérie française ne veulent pas du tout transposer en Algérie, à l'identique, la situation politique, administrative ou sociale de la France !

Ce que défendent les partisans de l'Algérie française c'est le maintien du « double collège » : cette représentation inique dans laquelle les pieds-noirs votent dans le premier collège, et les musulmans dans le deuxième collège avec la proportionnalité tout à fait scandaleuse d'une voix européenne pour neuf voix algériennes ! La loi électorale reconnaissait à chaque européen, neuf fois plus de valeur politique qu'à un musulman.

« Les colons bénéficient de tous les droits. Les colonisés restaient justiciables de dispositions d'exception oppressives, faisant d'eux non point des " citoyens " mais des " sujets " taillables, corvéables et condamnables à merci. »⁷ Obtenir la nationalité française revient pour un musulman à renier sa condition religieuse ou d'origine.

L'O.A.S., en prétendant défendre l'Algérie française, ne défendait pas du tout les valeurs républicaines : égalité de chacun devant la loi, de statut, de religion, égalité d'accès à l'emploi, à l'enseignement, aux soins, etc. Elle défendait le contraire : maintien irréductible de la situation coloniale de ségrégation légale qui avait provoqué la révolte de ceux qui en étaient victimes : les musulmans, auxquels était appliqué un véritable « apartheid ». « Une négation des principes de la République dans un territoire conçu pourtant comme un simple prolongement de la France »⁸.

6. O.A.S. parle, Julliard, 1964, p. 117.

7. Benjamin Stora, *Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1954*, La Découverte, 1991, p. 23.

8. Benjamin Stora, *La Gangrène et l'Oubli*, La Découverte, 1991, p. 23.

1. Rémi Kauffer, *op. cit.*, p. 123.

2. Anne Loesch, *La valise et le cercueil*, Plon, 1963, p. 200. Ce chapitre fait de larges emprunts à ce document de première main, référence sur le sujet.

3. Id. p. 200, « melon », terme raciste désignant un arabe.

4. Id. p. 173.

5. Id. p. 144.

Pour illustrer cette volonté ultra-conservatrice, aveugle, et, à la limite, innocente tellement elle paraissait naturelle aux pieds-noirs, je ne peux m'empêcher de rapporter l'anecdote suivante, recueillie pendant l'un des entretiens pour mener mon enquête.

Alger, courant juin 1962 : l'indépendance est prévue pour le 1^{er} juillet. L'O.A.S. pratique des destructions massives et il est prévisible que cette politique de la « terre brûlée » va provoquer le départ des européens. Courageusement, des pieds-noirs « libéraux » tentent de s'interposer et proposent une trêve entre l'O.A.S. et le F.L.N. L'un de ces négociateurs lucides est abordé par un vieux pied-noir qui lui dit :

« — C'est très bien ce que vous faites, on va pouvoir rester ici ! Et puis alors, hein, on va appliquer le statut de 47 sans toucher une seule virgule ! »

Moins de trente jours avant que les « musulmans » ne deviennent « algériens », moins d'un mois avant la proclamation de l'indépendance, après sept ans de guerre, cet européen d'Algérie accordait généreusement en 1962 le statut du 20 septembre 1947 dont l'article 2 proclamait : « égalité effective entre tous les citoyens français, sans distinction de statut », égalité réclamée par les algériens, mais toujours refusée par les européens...

Mais revenons à l'O.A.S. Jean Sarradet, alias Jacques Garcia⁹, est un des responsables du « Front Nationaliste », tendance « modérée », si on peut dire, de l'O.A.S. Il estime que les meurtres de musulmans commis sans discontinuer par les tueurs de l'Organisation conduisent tout droit au départ des européens.

Or l'idée de partager l'Algérie entre les deux communautés qui y vivent avait fait son chemin dans certains esprits depuis que le général de Gaulle, pour forcer la main du G.P.R.A. qui hésitait à négocier avait déclaré à Verdun le 29-6-61 :

« Le bon sens commande l'association... s'il n'en était pas ainsi immédiatement nous serions amenés à regrouper de part et d'autre ceux qui, sur le moment, ne pourraient s'entendre et coopérer. »

Sans tenir compte de l'opposition des algériens à toute idée de partage de leur pays (80 morts et 266 blessés algériens le mercredi 6 juillet 1961 au cours de manifestations « contre le partage » organisée par le F.L.N. à tra-

9. Premier — et rare — membre de l'O.A.S. à avoir été blessé par balle par la police. La complicité de chirurgiens lui évitera la détention. Mis en cause par Charles Matta — 25 ans, secrétaire administratif de la Préfecture d'Alger — qui l'accuse de l'avoir contraint à fournir des cartes grises vierges pour l'O.A.S.

vers l'Algérie), le ministre de l'Information Alain Peyrefitte, publie dans *Le Monde* une série d'articles sur la partition qui séduit le leader O.A.S. Sarradet¹⁰.

2 — La première entrevue

Sarradet doit résoudre une difficulté : comment entrer en contact, quand on est de l'O.A.S., avec la Délégation Générale du Rocher Noir ? Et à quelle personnalité s'adresser ?

S'ouvre alors « le problème le plus obscur de l'histoire de l'O.A.S. »¹¹. C'est un ancien aumônier, qui n'exerce plus aujourd'hui, qui aurait mis en relation Sarradet avec un haut fonctionnaire du Rocher Noir. La Délégation Générale — mise au courant — désigne une personnalité pour traiter avec l'O.A.S.

Rendez-vous est alors pris. A dix heures, le 16 décembre 1961, une Peugeot « 403 » noire s'arrête devant le bar « Le Viaduc », boulevard du Télemly, dans le centre d'Alger. Sarradet et Michel Leroy — ancien dirigeant de Jeune Nation Algérie, adjoint du colonel Gardes — s'engouffrent dans la voiture. Après bien des détours pour éviter d'être suivi par des membres rivaux de l'O.A.S. le conducteur et ses deux passagers arrivent au Palais d'Été — résidence des Gouverneurs — dont les portes s'ouvrent pour permettre au véhicule d'entrer. Qui est le chauffeur de cette voiture connue des services de sécurité du Palais d'Été ? René Petitbon ! Oui, Petitbon, l'absent à l'appel de la réunion tragique de Château-Royal ! Le septième nom de la liste noire...

C'est l'entrevue : « Assis, Petitbon croise les mains, clot à demi les yeux et nous informe qu'il n'a rien d'un policier, ce que je reconnais bien vite en lui rendant hommage... », écrit Sarradet qui expose son analyse de la situation : « ... L'O.A.S. n'est pas notre raison d'être... nous ne croyons plus à l'Algérie française... je ne crois plus à l'armée... » Il développe alors son projet : « ... La communauté des pieds-noirs doit être protégée sur une partie du territoire qu'elle partagera avec ses autres habitants... », etc. Petitbon conclut l'entretien : « Comptez sur moi, Dieu vous garde. »

Sarradet fera plus tard le commentaire suivant : « L'estime que se portent deux hommes, l'un qui a su parler et l'autre qui a su l'entendre, ces choses

10. L'Algérie, algérienne dans sa plus grande partie, comporterait une enclave, d'étendue variable, qui serait territoire français, dans lequel seraient regroupés les pieds-noirs.

11. Paul-Marie de la Gorce, *Histoire de l'O.A.S. en Algérie*, La Nef, 1962, p. 160.

*simples peuvent-elles changer l'histoire ? »*¹² Telle est la version de l'O.A.S.

Cette découverte de relations entre l'Organisation criminelle et l'un des huit condamnés à mort de Château-Royal¹³ engageait l'enquête dans une voie inattendue qu'il fallait explorer le plus complètement possible tant le crime du 15 mars prenait une dimension nouvelle. Qui était Petitbon ?

3 — René PETITBON : le négociateur

Décoré de la croix de guerre et médaillé de la Résistance dans laquelle il est entré dès 1940, Jean René Albert Petitbon est nommé, le 17 août 1945, Préfet de Constantine, alors que Jean Morin — futur délégué général en Algérie — est directeur adjoint du cabinet de Georges Bidault au Conseil national de la Résistance. De là date l'estime réciproque des deux hommes¹⁴.

Pendant son séjour dans la capitale de l'est algérien, le Préfet Petitbon se fera beaucoup d'ennemis en raison d'une attitude jugée trop « libérale » :

*« Dans les années qui avaient suivi la guerre, il avait été Préfet de Constantine et avait lutté pour l'égalité réelle des droits d'une façon qui lui avait valu bien des inimités chez les politiciens européens de là-bas. »*¹⁵

Il fera connaissance du leader algérien Ferhat Abbas, député de Sétif, la seconde ville de l'est algérien, qu'il présentera d'ailleurs à Jean Morin. Ce dernier sollicite le Préfet Petitbon pour faire partie de la Délégation Générale lorsqu'il en prend la tête le 24 novembre 1960. Petitbon y met une condition : celle de s'occuper des problèmes concernant la jeunesse ! Son souhait sera exaucé puisqu'il est nommé directeur du Service de Formation de la Jeunesse en Algérie ou S.F.J.A. Il a le grade de Préfet de première classe, son autorité de tutelle est le Premier ministre, Michel Debré. De haute taille, évoquant volontiers des anecdotes de sa carrière au Pacifique¹⁶, ses yeux clairs

12. Anne Loesch, p. 103 à 106.

13. Les sept noms de la liste et Monsieur X.

14. « *Quinze ans plus tard, il n'y a pas un Préfet en place qui ne doive, d'une façon ou d'une autre, son poste à Jean Morin* », Yves Courrière, *La Guerre d'Algérie*, 1990, p. 696.

15. Bernard Tricot, *Les sentiers de la Paix*, Plon, 1989, p. 281-282.

16. De la Préfecture, Petitbon passe à l'administration coloniale : il devient Gouverneur général de deuxième classe de la France d'Outre-Mer le 26-8-49 et séjourne à Tahiti. Certains l'appelaient, pour cette raison : « *Monsieur le Gouverneur*. »

s'illuminent sous l'influence de la passion qui l'anime lorsqu'il aborde des sujets qui lui tiennent à cœur : empêcher la jeunesse européenne de participer à la violence à laquelle se livre l'armée devant eux, en est un.

Et pour y arriver, Petitbon a décidé de rencontrer l'O.A.S. ! Car il existe une seconde version de ces contacts : pour les autorités officielles, c'est Petitbon qui a décidé de rencontrer Sarradet, et non l'inverse. C'est à Petitbon que revient l'initiative d'engager le dialogue avec l'Organisation clandestine, car il est indigné par le spectacle de ces jeunes pieds-noirs qui assassinent chaque jour des passants algériens, imitant en cela les militaires déserteurs.

Ces derniers ne l'aiment pas : « *Contact dangereux s'il en est ! Godard considère Petitbon comme un progressiste pro-fellagas...* »¹⁷. Petitbon doit donc résoudre le même problème que Sarradet : comment entrer en contact avec l'O.A.S. ? A qui s'adresser au sein de cette Organisation aux multiples composantes ?

4 — Le S.F.J.A. : « un réseau de surveillance »

Le Service dont Petitbon prend la direction début 1961 est un organisme de « *pacification* », d'obédience militaire, créé en 1955 pour encadrer les jeunes algériens dans des centres, en fin de scolarité, et leur éviter la tentation de rallier les maquis du F.L.N.¹⁸.

a — S.F.J.A. et C.S.E.

Peu de relations existent entre les C.S.E. et le S.F.J.A. même s'ils s'intéressent aux jeunes tous les deux. Les C.S.E. dépendent de l'Education nationale et ont vocation d'enseigner, alors que les S.F.J.A. encadrent pour s'opposer à l'emprise du F.L.N.

En 1955, il avait été envisagé de placer les C.S.E. sous la coupe du S.F.J.A., mais Germaine Tillion s'y était opposée en faisant observer que la tutelle militaire empêcherait l'adhésion des cadres algériens aux Centres Sociaux.

Les deux services avaient ainsi fonctionné de façon parallèle, chacun dans son domaine. Dans la perspective de l'Indépendance, une restructuration

17. R. Kauffer, p. 223.

18. Un de ses chefs, le général Gribius, se fit remarquer en prenant ouvertement le parti des généraux putschistes et fut de ce fait écarté de son commandement. Le général Dunoyer de Segonzac le remplacera.

s'avérait nécessaire et l'Education nationale devait prendre en charge tous les problèmes concernant la jeunesse. Petitbon était investi de pleins pouvoirs pour réunir ces deux Services et il avait sollicité Feraoun et Hammoutene pour leur proposer la direction du S.F.J.A. et des C.S.E. réunis. La subordination du S.F.J.A. à l'armée dissuada les intéressés d'accepter.

Ces relations officielles entre ces deux services sont-elles à l'origine de la confusion qui fait de Petitbon un membre des C.S.E., comme on peut le lire dans beaucoup d'ouvrages ? Sont-elles l'explication de l'inscription de ce nom sur la liste des membres des C.S.E. à abattre ?

b — S.F.J.A. et services de renseignements

Nous devons découvrir que l'encadrement de la jeunesse algérienne désœuvrée n'était pas la seule mission des membres du S.F.J.A. !

Il y en avait une autre, beaucoup moins officielle et qui permit à Petitbon d'entrer en relation avec les interlocuteurs O.A.S. adéquats, mais qui, surtout, concerne au premier chef notre enquête : une information sur l'attaque contre les C.S.E. était-elle parvenue à des autorités du Rocher Noir ?

Lucien Bitterlin, chef des « barbouzes » anti-O.A.S., eut affaire à un subordonné de Petitbon, directeur d'un C.F.J.A.¹⁹, Jacques Despinoy, appelé aussi colonel Foyer pour ses autres activités :

« Il nous offrait le concours de sa vaste expérience du renseignement », écrit Bitterlin de Despinoy qui fait la proposition suivante :

« Si vous acceptez ma collaboration, je peux affirmer qu'elle sera efficace. Je dispose de quelques deux cents informateurs. Ce sont des gens qui savent travailler. »

« Le colonel se mit donc à notre disposition et organisa une section de renseignements. »²⁰

Un colonel des services de renseignements, travaillant sous les ordres de Petitbon dans le cadre du S.F.J.A. : voilà qui concernait notre recherche !

Et Bitterlin écrit le commentaire suivant :

« A la lumière de l'expérience, nous devons nous apercevoir d'un phénomène curieux : les « tuyaux » fournis par le colonel s'avéraient bons. Le cas se présentait, par exemple, lorsqu'un responsable O.A.S. un

chef de secteur était « logé » grâce aux informations de Foyer. On transmettait le lieu de sa retraite à la Mission C²¹. Contactés, la gendarmerie ou les C.R.S. organisaient une souricière. Lorsque, las d'attendre la sortie de l'O.A.S., on enfonçait la porte, il n'y avait plus personne. Ce fut le cas notamment pour le colonel Gardes qui logeait à la villa « les vertes feuilles ». »²²

Quel portrait du parfait agent de renseignements que celui-là ! Un professionnel, pas un vulgaire indic de basse police : celui qui fournit un renseignement tout-à-fait exact mais non « exploitable » sous peine de griller celui qui l'a fourni ; et auquel... bien entendu, on livre en échange un renseignement du même type : exact mais non-exploitable !

Yves Courrière parle de Despinoy en ces termes : « D'autres renseignements devaient suivre. La plupart provenaient du « colonel » Foyer alias Despinoy. Celui-ci, grâce à ses informateurs du C.F.J.A., apprit successivement l'adresse d'une villa d'El Biar où devait se cacher Gardes, Godard ou Gardy, le nom d'un électricien travaillant pour l'O.A.S. à Rocher Noir et qui préparait une opération plasticage contre le siège de la Délégation du Gouvernement, ainsi que l'emplacement de stocks d'armes de l'O.A.S. comme celui qui fut découvert dans les caves de la B.N.C.I. rue Dumont-Durville »²³.

L'existence de ce réseau de deux cents informateurs de métier dont se flatte le subordonné de Petitbon est corroborée en tous points par la lettre qu'un proche des « scissionnistes » de l'O.A.S. nous a fait parvenir en juin 1989 : « ... Cet homme (Petitbon) était très informé. Nous ne pouvions pas nous déplacer sans qu'il fût au courant. Il a toujours su où nous trouver ! A la différence des six inspecteurs de l'Enseignement assassinés, il exerçait des fonctions qui lui permettaient de disposer d'une excellent réseau de surveillance. Monsieur Petitbon, s'il nous a écoutés, reçus, en a certainement écouté et reçu... d'autres ! »²⁴.

Dernier aperçu du professionnalisme en renseignements du S.F.J.A. : si l'on en croit Y. Courrière²⁵, les Scouts Musulmans, placés sous la tutelle du S.F.J.A., renseignaient eux aussi les barbouzes anti-O.A.S...

21. Mission « C », groupe de 120 policiers, fidèles au gouvernement, chargés de la lutte anti-O.A.S.

22. Lucien Bitterlin, *op. cit.*, p. 141.

23. Y. Courrière, *op. cit.*, p. 1005.

24. Document privé.

25. Y. Courrière, p. 505.

19. C.F.J.A. : Centre de formation de la jeunesse en Algérie.

20. Lucien Bitterlin : « Nous étions tous des terroristes », Editions du Témoignage Chrétien, 1983, p. 40.

Au-delà de leur intérêt historique, ces révélations sur l'un des aspects encore secrets de la guerre d'Algérie participent étroitement à l'enquête sur le crime du 15 mars pour deux raisons :

— d'un côté, des membres de l'O.A.S. nous ont appris qu'ils ne pouvaient faire un pas sans que Petitbon ne le sache, car il disposait d'un excellent réseau de surveillance ;

— de l'autre côté ceux qui avaient pour mission de lutter contre l'O.A.S. recevaient l'aide des informateurs professionnels placés sous le commandement d'un directeur du S.F.J.A. à la tête duquel se trouvait Petitbon.

Une information — tronquée — recueillie par ce service de renseignements, concernant une action de l'O.A.S. contre les C.S.E. devient une hypothèse plausible qui expliquerait :

— La démarche, le 15 mars à 9 heures du matin, dans les locaux de l'Institut géographique national, de deux hommes venus chercher une carte du secteur de Ben Aknoun (Cf. *supra* p. 28).

— L'absence du Directeur du S.F.J.A. au Château-Royal à 10 heures.

Un « tuyau » fourni par Despinoy était bon, mais, comme d'habitude, il s'avérait insuffisant pour être totalement exploitable par les forces anti-O.A.S...

Dans la mesure où ces tractations sur un projet de partition de l'Algérie²⁶ apportent des éléments d'enquête, il est nécessaire d'en poursuivre le cours.

Dans le microcosme que constituait à Alger ce « grouillement de compli-cités gluantes et de provocations »²⁷ l'entrevue des leaders O.A.S. au Palais d'Été avec Petitbon n'allait pas passer inaperçue. Dès le lendemain, l'O.A.S. — France est alertée et Louis de Charbonnières écrit : « Le 17 décembre 1961, un appel dramatique arriva à mon domicile, sous la forme de deux envoyés — un officier et un civil — ... qui venaient me demander de venir voir Salan de

26. On ne peut s'empêcher de faire le rapprochement avec les négociations qui se déroulent entre l'Elysée et le F.L.N., telles qu'elles sont rapportées par Jean Lacouture (in « Souverain », Tome 3).

— « 1961. Rien ne retient plus de Gaulle de se lancer dans la négociation qu'il brûle de mener à bien. Sinon ces deux principes qu'il semblait s'être fixé : ne pas fonder le F.L.N. en interlocuteur unique » ..., p. 175.

— « Le 30-6-1961 : de Gaulle annonce, au cours d'un voyage en Lorraine, qu'en cas d'échec durable des pourparlers, il n'exclut pas un partage du territoire algérien », p. 206.

— « C'est alors, en décembre 1961 et en janvier 1962, que les progrès les plus importants sont réalisés », p. 107.

Décembre 1961 et janvier 1962, un représentant du Premier ministre prenait langue à Alger avec l'O.A.S. tandis qu'à Genève, se déroulait l'essentiel des futurs accords d'Evian. De Gaulle aimait à dire qu'il tenait toujours « un autre fer au feu... »

27. *Le Canard Enchaîné*, 28-3-1962.

toute urgence. Ils avaient la preuve que la Délégation Générale entreprenait une manœuvre de grand style pour provoquer une scission dans l'O.A.S. en offrant de l'argent et des armes. Certains, dans l'Organisation, étaient tombés dans le piège. Le général Salan le savait-il ? »²⁸

Sarradet organise le 26 décembre 1961 dans un appartement du pont Bur-deau, boulevard du Téliemly, une réunion qui regroupe les deux tendances de l'O.A.S., le Front Nationaliste d'une part et d'autre part le groupe des capitaines, les « durs » qui commandent la faction militaire : Philippe Le Pivain, Guy Branca, Pierre Montagnon, Jacques Achard²⁹.

Seule réponse après l'exposé de Sarradet sur les pourparlers :

— « Nous transmettons à Salan. »³⁰

Les militaires ne s'engagent pas, ils ont le sens de la discipline, ils forment un groupe monolithique.

En aparté, le capitaine Guy Branca prononce le nom de Melnik, fait état de contact avec Gardes et d'une offre de discussion avec Salan. Nous apprendrons que des militaires, impliqués dans l'attentat contre les C.S.E., avaient été contactés eux aussi à la même période (Chap. V, p. 128). Constantin Melnik, coordinateur des services secrets auprès du Premier ministre³¹ a été informé : « Les émissaires promis par Petitbon, dont Constantin Melnik, conseiller de Michel Debré pour les questions de renseignements, encouragent Sarradet et Leroy. Ils affirment représenter le Premier ministre en personne »³².

5 — La seconde « entrevue »

C'est le 3 janvier 1962 que se produit la seconde entrevue entre l'O.A.S. et Petitbon. Quelle curieuse coïncidence que cette date ! Il était parvenu de tous côtés des bruits selon lesquels le Rocher Noir, siège de la Délégation Générale, et La Réghaïa, siège de l'Etat-major des armées, devaient être atta-

28. Louis de Charbonnières « Toujours et quand même », Combats pour une autre France, 1958-1978, Yves Michelet Editeur, p. 109.

29. Bien que son nom soit toujours associé à ceux des capitaines, Achard était civil. Mais son passé et son comportement le faisaient ranger parmi les « durs ».

30. Anne Loesch, *op. cit.*, p. 118.

31. « Il existait à l'Hôtel Matignon... une espèce de chef d'orchestre clandestin, chargé dans l'ombre et sans que l'opinion le sache, de la conduite de la guerre, du maintien de l'ordre, du commandement des polices et des services spéciaux. Les hasards de la vie ont voulu que cette fonction... ait été la mienne ». Constantin Melnik. « 1 000 jours à Matignon ». De Gaulle, l'Algérie, les services spéciaux. » Grasset, 1988, p. 11.

32. R. Kauffer, *op. cit.*, p. 22.

qués par l'O.A.S. qui avait décidé de tenter le grand coup, le lendemain, 4 janvier.

« Les informations recueillies étaient extraordinairement précises et abondantes... La police anti-O.A.S. se mit à surveiller, minute par minute, les plus petits déplacements des moindres suspects. Elle constata que les hommes soupçonnés d'appartenir aux commandos de l'O.A.S. avaient quitté leur domicile. »³³

« Des informations recueillies par notre service de renseignement et notamment par le colonel Foyer, recoupaient ceux de la Mission C. »³⁴

L'inquiétude est telle que des renforts de troupes sûres sont amenés du bled et placés autour des deux zones sensibles !

C'est donc la veille d'une pareille épreuve de force que Petitbon rencontre Sarradet. Le leader du Front Nationaliste s'engage, si le projet de création d'une république pied-noir est accepté, à mettre à l'écart le haut état-major de l'O.A.S. Salan compris et à neutraliser les commandos deltas militaires grâce aux civils chez lesquels ils sont hébergés. Pas moins !

Sarradet relate ainsi son entretien : « M. Petitbon m'écoute calmement sans prononcer une parole. Il me fait préciser quelques points. Il hésite.

— Monsieur le Gouverneur, demain 4 janvier doit se déclencher...

— Oui, je sais, me coupe-t-il, une action globale doit être engagée par l'O.A.S.... Vous comprenez que cela me rende sceptique quant à votre efficacité...

— Demain, Monsieur, cette action n'aura pas lieu ; pas un appel ne passera, rien ne sera engagé. Vous verrez »³⁵.

Et il ne se passa rien. Mais, tout en discutant « partition », Petitbon obtenait des renseignements de la plus haute importance et un engagement rassurant à propos de l'attaque du lendemain qui durent intéresser au plus haut point la Délégation Générale.

Est-il désormais possible de souscrire à la thèse selon laquelle le directeur du S.F.J.A. était animé du seul souci de préserver la jeunesse pied-noir des délices empoisonnés du plastic et du meurtre ?

« Il est évident que l'idée de partage a servi d'appât auquel sont venus mordre un certain nombre de dirigeants O.A.S. Il est évident que la manœuvre avait pour but de diviser l'Organisation secrète et d'accentuer les

33. P.-M. de la Gorce, p. 174.

34. L. Bitterlin, p. 216. La mission « C » était chargée « officiellement » de la lutte anti-O.A.S., alors que les barbouzes avaient un rôle plus officieux.

35. Anne Loesch, *op. cit.*, p. 127.

désaccords entre ses responsables. Peut-être cette initiative aurait-elle eu d'autres suites si la négociation avec le F.L.N. avait échoué : c'est une idée qui n'était sans doute pas étrangère à quelques-uns des protagonistes. Au total, une manœuvre politique avait servi à « habiller » une manœuvre policière ; c'est une opération classique dans l'histoire de tous les services secrets du monde. »³⁶

Le masque est tombé : Petitbon est devenu sous couvert du S.F.J.A. un homme de l'ombre chargé de missions délicates de nature policière.

Le 4 janvier à 14 h, il prend l'avion pour Paris, après avoir fait une déclaration sur les ondes de Radio-Alger³⁷ : « Algérie française signifie en réalité l'intégration, l'absorption par la France de la masse musulmane.

« De cette intégration, la majorité des musulmans qui l'ont pourtant sollicitée en vain pendant des années, ne veulent plus, vous le savez.

Indépendance assise sur la coopération, à défaut partition. Voilà des solutions discutables mais possibles... Les mères d'Algérie ont assez pleuré. »

A Paris seuls Louis Joxe³⁸ ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes et Geoffroy de Courcel, Secrétaire général de la présidence de la République, seront informés. Au cas où l'affaire tournait mal, seul Petitbon porterait le chapeau.

6 — Règlements de compte

La suite des événements est de peu d'utilité pour notre enquête. L'émissaire parisien, Louis de Charbonnières, arrive à Alger le 12 janvier 1962 et dîne le lendemain avec Degueldre chez des amis communs : le respect des convenances masque mal les inimitiés claniques. Le chef des commandos « delta » ne prend aucune initiative : il attend les ordres.

Petitbon, de retour à Alger, fait connaître le 15 janvier la décision de Paris :

« On ne négocie pas avec les factieux. »

Cette réponse à leurs propositions provoque le désarroi chez les « scissionnistes » : les militaires avaient reçu des ordres, selon l'instruction n° 20 rédigée par Salan : « Depuis un certain temps déjà, des renseignements en

36. P.-M. de la Gorce, *op. cit.*, p. 178.

37. Déclaration datée du 5 janvier par Pierre Le Goyet, p. 422 et du 6/1 par B. Tricot, p. 281.

38. Au cours de ses études de lettres, Petitbon avait été le condisciple de Joxe ; malgré ce passé commun, les deux hommes ne s'appréciaient pas.

provenance de Paris et auxquels j'avais tout lieu d'accorder un crédit certain, faisaient ressortir que Matignon tenterait une manœuvre de dissocation au sein de l'Organisation... »

A Degueldre de régler le problème : « On commença par établir une liste de douze noms... de retouche en retouche, dix noms furent effacés. Il n'en resta plus que deux. »³⁹ Leroy et Villars.

Michel Leroy, dirigeant du Front Nationaliste, est exécuté par le capitaine Philippe Le Pivain, à la demande de Degueldre qui tenait à « mouiller » les capitaines en les faisant participer à des actions délicates.

René Villars, de la même tendance, sera à son tour abattu. L'appartement de Jean Sarradet est dénoncé aux barbouzes anti-O.A.S. auxquelles la jeune Anne Loesch échappe de justesse. Le capitaine Le Pivain sera abattu lors d'un contrôle de gendarmerie mais de l'avis unanime des membres de l'O.A.S. il avait été « donné ». Les contacts entre Petitbon et une faction de l'O.A.S. provoquaient quelques règlements de compte au sein de l'Organisation, plus déchirée que jamais.

Disgrâce ou sanction ? Après avoir sollicité en 1962 un poste de recteur d'université, René Petitbon n'obtient que celui de professeur de Lettres au lycée Maurice-Ravel à Paris. Il meurt trois ans plus tard et l'avis de décès, paru le 4 février 1965 dans le *Figaro* ne fait pas état du titre d'ancien Préfet...

**

La perversité s'est inscrite dès les premières secondes de l'exécution du crime : le tueur a obtenu que les six condamnés le suivent grâce à une supercherie, et l'inscription du nom de Petitbon sur la liste noire constitue en soi une énigme.

Deux raisons de son absence avaient été fournies à l'époque : il était souffrant, il assistait à une importante réunion à la Délégation Générale du Rocher Noir. Nous savons aujourd'hui qu'il n'était ni souffrant, ni présent à la réunion du Délégué général.

1. Un fait primordial rend ces motifs secondaires : Petitbon était le supérieur d'un colonel des services de renseignements depuis 1944 dont l'habileté à pister l'O.A.S. était reconnue par les membres eux-mêmes de cette Organisation ! Et c'est par l'intermédiaire de ce réseau que Petitbon a pu contacter les gens qui, parmi les multiples clans de l'O.A.S., étaient susceptibles de répondre à ses avances.

39. Paul Henissart, *Les combattants du crépuscule*, Grasset, 1971, p. 289.

2. La Délégation Générale, plutôt que de réduire l'Organisation criminelle selon de simples moyens de police et de maintien de l'ordre — ce dont elle avait le devoir et la capacité — a recouru à ces combines tortueuses dans lesquelles l'imagination des services spéciaux tente de suppléer la lâcheté des politiques.

— Le nom de Petitbon parmi les huit victimes à abattre s'inscrit-il dans la suite logique et sanglante de cette ténébreuse affaire de « partition » de l'Algérie ?

— Le « négociateur » du Palais d'Été a-t-il attiré la foudre sur un Service de l'Éducation nationale et sur des hommes, déjà menacés certes, mais qui n'avaient pas besoin d'une relation de travail aussi « coupable » aux yeux de l'O.A.S. ?

— La responsabilité — ou l'inconscience — de la Délégation Générale est irréfutable parce que pendant les « Jeux » auxquels elle se livrait avec l'O.A.S., Petitbon avait des fonctions officielles et dans le cadre de ces fonctions-là, il pouvait compromettre ceux qu'il approchait, tant aux yeux de l'O.A.S., qu'à ceux du F.L.N. d'ailleurs.

3. Ces relations administratives — même lointaines — entre les C.S.E. et le S.F.J.A., les entrevues entre Feraoun, Hammoutene et Petitbon qui voulait les promouvoir à la tête de ces deux services réunis, ont-elles entraîné, dans des esprits au raisonnement biaisé, un amalgame entre des personnels en réalité totalement étrangers les uns aux autres ? Ces échanges professionnels ont-ils été interprétés comme des manœuvres politiques, ainsi que l'écrit un membre de l'O.A.S. :

« Plusieurs membres des C.S.E. avaient été pressentis pour faire partie de ce gouvernement fantoche (l'Exécutif Provisoire)... Ces six personnes n'avaient pas été choisies par hasard. Elles touchaient toutes de près au F.L.N. et deux d'entre elles avaient été désignées pour faire partie de l'Exécutif Provisoire. »⁴⁰

La thèse de l'O.A.S. est celle de l'éclaboussure. :

« En fait, l'action visait essentiellement, paraît-il, un certain Petitbon, haut fonctionnaire des Services de l'Éducation nationale.

Celui-ci avait décidé au dernier moment de ne pas assister à la réunion », écrit l'aide de camp du général Salan⁴¹.

Un membre influent des commandos civils de l'O.A.S. nous dira le 25-1-1989. :

40. Axel Nicoll, *La bataille de l'O.A.S.*, Les sept couleurs, 1962, p. 186-187.

41. Jean Ferrandi, *op. cit.*, p. 260.

« L'affaire des C.S.E. mais c'est une bavure ! On voulait la peau de Petitbon car c'est une barbouze. »

C'est ce qu'exprime Rémi Kauffer, spécialiste en investigations :

« Les hommes de l'organisation repartent d'ailleurs déçus : ils espéraient trouver à El-Biar René Petitbon, le dirigeant des Centres Sociaux qui avait participé aux contacts entre " émissaires " de Matignon et " scissionnistes " de l'O.A.S. »⁴²

Les « *Jeux de l'Etat* » auraient « *rapporté* » aux joueurs trois membres de l'O.A.S. (Leroy, Villars et Le Pivain) et coûté la vie à six fonctionnaires de l'Education nationale totalement étrangers à l'affaire.

Le mal dans toute sa turpitude aurait alors été commis...

Le devoir, c'est de chercher la vérité, et de la dire.

Jean Jaurès, Conseil à la jeunesse
(Albi, 1913).

42. Rémi Kauffer, *op. cité*, p. 260.

V

Les hommes du commando... ... et les autres

UNE « O.P.S. PONCTUELLE »

L'O.A.S. est à l'origine du crime car si elle ne l'a jamais revendiqué, elle ne l'a pas non plus désavoué, et un de ses chefs affirme :

« Il faut nous souvenir de la mentalité arabe. Pour impressionner les arabes, il est nécessaire de faire de l'assassinat d'un homme, une performance solennelle.

Ne l'abattez pas seulement d'un coup de feu, placez-le contre un mur, devant un peloton d'exécution. »¹ C'est exactement ce qui s'est passé à Château-Royal. L'armée, nous l'avons vu, a manifesté une animosité constante contre les C.S.E. ; or, deux indices balistiques, révélés par la reconstitution, orientent aussi vers des responsabilités militaires.

1. Les armes utilisées apportent une indication. Le témoin n° 1 décrit en effet des cartouches qui sortent par le côté droit du fusil-mitrailleur mis en batterie dans la cour.

L'armée française en Algérie est d'abord équipée du F.M. 24/26 dont le chargeur se loge par le haut et dont les balles, contenues dans ce chargeur, ne sont pas visibles extérieurement.

Plus tard, les troupes parachutistes — et elles seules — furent équipées d'un modèle plus performant, le F.M.A.A.52, dont les balles d'un calibre de 7,62 mm, efficaces à 600 mètres, sont introduites par bande sur le côté droit de l'arme, et donc visibles extérieurement : c'est ce que le témoin a décrit.

1. Alistair Horne, *op. cité*, p. 549.

Les tireurs étaient-ils des parachutistes puisqu'ils en avaient l'armement ?

2. Les tirs apportent également une indication. En effet les trajectoires des balles ont été horizontales car les impacts sur les murs sont bas. Les tireurs ont donc visé les jambes, ils n'ont pas haussé le tir lorsque les corps se sont affaissés. Enfin, on peut déduire, par la position des cadavres, que les suppliciés ont été placés le dos aux murs, face aux armes, pour les contraindre à regarder la mort en face.

Le raffinement sadique du procédé est le même qu'observaient les troupes allemandes pour fusiller les résistants et les juifs². Or l'armée française avait recruté, au sein des régiments de la légion étrangère d'anciens soldats de la Wehrmacht et de la Waffen S.S.³.

Ces tireurs étaient-ils des parachutistes légionnaires puisqu'ils avaient singé les méthodes des S.S. ? L'étude balistique accable donc les troupes dites d'élite, déjà suspectées depuis que nous savons que ces mêmes régiments ont participé aux tortures du personnel des Centres.

La reconstitution conduit à une autre conclusion.

1. Il existe une **simultanéité** entre l'arrivée du commando et le début de la séance de travail, d'autant plus remarquable que l'heure prévue — dix heures — a été repoussée à 10 h 30 pour attendre l'arrivée des Inspecteurs en provenance du bled. Or les trois tueurs ont pénétré dans la salle de réunion sur les talons de l'Inspecteur Marcel Basset.

On peut déduire que le commando attendait dans une « *planque d'attente* », proche de Château-Royal ; on peut déduire aussi qu'il disposait d'une complicité à l'intérieur même de Château-Royal.

Cette simultanéité est donc le résultat d'une **double complicité** :

— complicité extérieure, qui concerne la logistique de l'O.A.S.,

— complicité intérieure, pour une donnée précise : indiquer le début de réunion.

2. La **rapidité** du déroulement de cet assassinat prouve la **concertation** préalable entre les différents participants au forfait, elle exclut toute improvisation de cette opération de guerre.

2. « Regardez les yeux des hommes de ce commando ! Ils sont foutus pour le reste de leur vie. Quel genre de disciples sommes-nous en train de former ? Des névrosés ou des sauvages ! » déclara le principal général des Einstzgruppen, Eric von dem Bachzelewski, à Himmler, stupéfait, après qu'ils eurent assisté à l'exécution de juifs.

3. Claude Tenne, *Mais le diable marche avec nous*, la Table Ronde, 1968, p. 23, 26, 49, engagé volontaire dans la légion et versé au 1^{er} R.E.P. écrit : « La plupart étaient allemands ... (je suis) le seul Français dans les rangs » ... « Tu n'es qu'un pâle voyou, de la merde. Toi plus que les autres parce que tu es français » lui dit un sergent instructeur à l'accent allemand.

3. Le **choix des noms** enfin, prouve que la hiérarchie des C.S.E. avait été donnée à l'Organisation criminelle.

De ces constatations découle une conclusion : le crime de Château-Royal a été commis mais surtout **conçu** de façon **collective** ; les six hommes qui ont opéré à 10 h 30, ne l'ont fait qu'avec le concours d'autres intervenants.

Cette conclusion concorde avec le « *modus operandi* » de l'O.A.S. tel qu'il ressort de l'organigramme de l'Organisation, établi par la police et aujourd'hui connu⁴.

Il servira de guide à notre recherche des assassins et de leurs complices.

**

Dans la phraséologie O.A.S., crimes, meurtres, assassinats n'existent pas. Ces gens-là ne tuaient personne : ils accomplissaient une « *opération ponctuelle* », copiant l'armée qui ne torturait pas mais procédait à des « *interrogatoires renforcés* ».

La préparation des attentats était minutieuse, ne laissant aucune chance à la victime alors que les assassins prenaient un luxe inouï de précautions : la genèse du crime de Château-Royal en est l'illustration.

Quand au commandement : « *Pas un seul chef de l'O.A.S. n'est tombé dans la rue en combattant, pas un seul ne s'est suicidé, pas un seul n'a fait faillite* »⁵ ;

Le montage de l'O.P.S. du Château-Royal a été le suivant :

1 — Le Conseil Supérieur de l'O.A.S. ou C.S.O.A.S.

Décide de l'orientation générale que doit revêtir l'action de l'Organisation. Ses décisions font l'objet de la rédaction « *d'Instructions* » dont se charge personnellement le général Raoul Salan, le chef suprême.

En 1962, cinq membres composent le Conseil Supérieur :

— outre Salan,

— le colonel Jean Gardes,

— le colonel Yves Godard,

— Jean-Claude Perez,

— Jean-Jacques Susini.

4. Morland, Barange, Martinez, *op. cit.*, p. 256, 257.

5. Paul Hénissart, *op. cit.*, p. 506.

A. Le général Salan

Trois de ses directives ainsi qu'une note engagent sa responsabilité dans l'attentat du 15 mars 1962 :

1. L'instruction n° 22, datée du 24 janvier 1962 intitulée : « riposte aux mesures gouvernementales en Algérie » dans laquelle il est écrit :

« Notre contre-attaque au sens réel du mot, doit être immédiate, progressive, dynamique, pour devenir brutale si les circonstances l'exigent... »

Il incombera aux échelons d'exécution, c'est-à-dire des secteurs et sous-secteurs, d'imaginer les actions dans le cadre de la présente instruction. »

Les secteurs et les sous-secteurs ont l'ordre d'imaginer des actions criminelles. Or l'imagination criminelle de l'O.A.S. sera sans limite, elle mettra à exécution des projets monstrueux, elle échouera dans la réalisation d'actions plus abominables encore.

2. L'instruction n° 29, datée du 25 février 1962, portant la mention « ultra secrète », donne des directives plus précises en ce qui concerne :

— la forme de la violence :

« ... accroissement à l'extrême du climat révolutionnaire dans les grands centres urbains »...

— le but recherché :

« ... casser la manœuvre de l'adversaire »... (conclusion des accords entre la France et le G.R.P.A.)

— les dates retenues :

« ... Il serait souhaitable qu'entre le 15 mars et le 20 mars, l'ensemble du territoire soit jalonné et carroyé par des zones insurrectionnelles... »

Le bruit ayant couru — le 14 mars — que le cessez-le-feu entrerait en vigueur le lendemain jeudi 15 mars, la coïncidence entre l'attentat de Château-Royal et l'annonce de la signature des accords de paix est l'application stricte de l'instruction n° 29.

3. Un autre texte, diffusé à la même époque, spécifie :

« ... il faut s'attaquer aux personnalités intellectuelles musulmanes... Chaque fois qu'un de ceux-ci sera soupçonné de sympathie (et je dis bien "soupçonné" et "sympathie") à l'égard du F.L.N. il devra être abattu. »

Jean Lacouture commente ce texte en ces termes :

« C'est ainsi que quelques jours plus tard fut assassiné cet homme de réconciliation qu'était l'écrivain kabyle Mouloud Feraoun. »⁶

6. Jean Lacouture, De Gaulle, Tome 3, Le souverain, Seuil, 1986, p. 261.

4. Enfin, cette note de février 1962, accable le chef suprême de l'O.A.S., parce qu'elle justifie tous les excès auxquels son application donnera lieu :

« Certaines actions peuvent engendrer des erreurs regrettables. On ne fait pas la guerre avec des enfants de cœur. Je renouvelle le feu vert pour des actions payantes. »⁷

Au décret traduisant le général Salan devant le Haut Tribunal militaire, est annexé un rapport du procureur général de la République destiné à éclairer le chef de l'Etat sur les faits reprochés à l'accusé. On y lit :

« Le 15 mars 1962, six personnes, parmi les cent délégués⁸ assistant à une conférence au Centre d'Action Sociale à El-Biar furent exécutées, et le 18 mars 1962, neuf employés de pharmacie subissaient le même sort. »

Cette phrase fut reprise dans l'acte d'accusation lu à l'ouverture du procès⁹. Ni l'ex-général ni ses avocats, n'ont émis la moindre réserve sur ce point.

Dans son réquisitoire, le procureur André Gavalda dit le 23 mai 1962 :

« Je poursuis l'appel des morts : 16 mars 1962 (sic). A El-Biar se tient une conférence d'action sociale où se trouvent des gens de bonne foi. Tout à coup, surgissent des tueurs — appelons les gens par leur nom ! — qui font sortir six malheureux, trois mulsumans et trois Français, et les abattent aussitôt. Il y eut un cri d'horreur dans toute la France car, lorsqu'il s'agit d'humanité et de générosité, la France garde la raison. De tels assassinats ne peuvent être oubliés. »¹⁰

Instructions, le texte et la note (écrits de la main de Salan), acte d'accusation et réquisitoire ne suffisent pas à convaincre certains de l'entière responsabilité du chef de l'O.A.S. dans le crime de Château-Royal. Passe encore pour l'aide de camp de Salan, le capitaine Ferrandi :

« ... N'ayant pas atteint son but principal (Petitbon) le bilan psychologique de l'opération risque de s'avérer défavorable... Etant donné l'igno-

7. « Le procès de Raoul Salan », collection « Les grands procès contemporains », Direction Maurice Garçon, Albin Michel, 1962, p. 461.

8. Cette erreur du Procureur général, dont nous voulons croire qu'elle était involontaire, due à son grand âge (77 ans), relativise considérablement le crime. Il y eut six victimes sur les 18 présents, soit 30 % du personnel de direction assassinés. L'acte d'accusation « ramène » cette proportion à 6 %.

9. Le procès de R. Salan, op. cité, p. 20.

10. Id. p. 461.

rance et le conditionnement de l'opinion métropolitaine, l'opération demeure cependant une faute. »¹¹

Ou pour Serge Groussard, ancien engagé volontaire dans les parachutistes en Algérie :

« Le général Salan avait lu et aimé Feraoun. Cette boucherie le laissa aussi surpris qu'indigné. Le responsable de l'expédition reçut une punition exemplaire. Tant que le chef suprême de l'O.A.S. put exercer son commandement, ce genre de fautes sanglantes fut très rare dans l'Organisation. Cela, bien que le combat dut être mené dans les conditions les plus difficiles de clandestinité, de liaisons, de moyens d'action contre les éléments indisciplinés... »¹²

C'est oublier un peu vite « certaines actions peuvent engendrer des erreurs regrettables. On ne fait pas la guerre avec des enfants de cœur. »

Cependant Jack Gleyze reproduit cette affirmation partisane :

« Raoul Salan à l'époque, avait clairement désavoué ce meurtre. »¹³

B. Le colonel Jean Gardes

Chef de l'O.M. ou « Organisation des Masses », le colonel Jean Gardes est plus précisément chargé des « affaires musulmanes » dans le domaine de l'action psychologique. A cette époque, on le décrit comme atteint nerveusement et la description qu'en brosse Ferrandi va dans ce sens :

« La vie de clandestin en a fait un personnage assez pittoresque. La moustache comme la chevelure sont en broussaille épaisse. Il porte une chemise vert pomme aussi douteuse qu'est indécise la couleur de son pantalon. Des sandales dites « nu-pieds » viennent harmonieusement compléter de grosses chaussettes en laine de l'intendance. »

Ainsi, le colonel... court-il les rues et les campagnes...

« ... Ses services utilisent, dans un désordre que l'on dit indescriptible, des dizaines de secrétaires et d'agents de liaison. » (14)

Susini qui vient présenter au colonel une nouvelle recrue, le capitaine Guy Branca, et discuter avec lui de son affectation, confirme l'originalité du colonel :

11. Ferrandi, *op. cit.*, p. 271-272.

12. Serge Groussard, *L'Algérie des Adieux*, Plon, 1972, p. 256-257.

13. Jack Gleyze, *Mouloud Feraoun*, L'Harmattan, 1990, p. 129.

14. J. Ferrandi, *op. cit.*, p. 166.

« La pièce était dans un inextricable fouillis de chaises et de tables branlantes qui supportaient de véritables montagnes de paperasses... Gardes évoluait dans les galeries qu'il avait réservées à ses marches méditatives... Sa chemise était sale, son pantalon cascadait en lignes brisées jusqu'aux sandales ouvertes sur de grosses chaussettes rapiécées... » Mais livre aussi de précieuses informations :

« ... Il avait pris coutume de traverser la ville, monté sur le siège arrière d'un scooter... Je ne me suis pas encore expliqué comment Debrosse (colonel commandant la Gendarmerie mobile) avait pu pénétrer dans cet antre sans avoir du même coup fait main basse sur ces tonnes de papiers, sans avoir aussi enlevé le colonel... »¹⁵

Gardes a pour nom de code « fleur » d'où le surnom de « fleurette des maquis » dont il est gratifié. Tel était le bouillant colonel qui insultait les C.S.E. en les qualifiant de « pourriture » au « procès des barricades »...

C. Jean-Jacques Susini

Malgré ses trente ans et sa frêle silhouette, Susini pèse d'un autre poids que celui de Gardes dans l'Organisation et dans le crime.

Une éloquence mise au service d'un vernis de connaissances sur l'action de la Haganah et de l'Irgoun, voire sur la réforme agraire, impressionne favorablement un auditoire dont le bagage politique est rudimentaire. Cet aspect cultivé lui confère la qualité de penseur de l'Organisation, d'idéologue révolutionnaire et par conséquent, en raison de l'idéologie qu'il proclame, le qualificatif de fasciste lui est attribué par de nombreux auteurs. C'est tout naturellement qu'il est chargé de l'A.P.P. ou Action Politique et Propagande au sein de l'O.A.S.

Mais de programme politique il n'y en eut pas. Les objectifs de l'Organisation n'ont jamais dépassé les termes d'un refus fondamental. Loin d'être révolutionnaire, comme elle le prétendait, elle était contre-révolutionnaire. Une logomachie laborieuse avait accouché du programme dont Jacques Roseau, membre des étudiants O.A.S nous livre la teneur.

« J'utilise exactement sa phrase car je m'en souviens comme si c'était hier. " Il faut terroriser la population musulmane pour la faire sortir de ses gonds, qu'elle échappe à l'emprise du F.L.N. et qu'elle se rue sur les quartiers européens des villes d'Algérie et que l'armée française soit

15. J.-J. Susini, *Histoire de l'O.A.S.*, La Table Ronde, 1963, p. 268.

obligée de lui tirer dessus et donc casser le processus de cette paix. C'est ça sa dialectique. »¹⁶

Ce membre du C.S.O.A.S. dispose de l'oreille de Salan qu'il rencontre souvent et cette faveur du chef suprême — accordée avec parcimonie aux autres membres — lui vaut un certain prestige mais aussi de la jalousie, que Godard ne peut dissimuler au cours d'une algarade :

« Nous avons toujours su que vous étiez dans l'ombre de Salan; c'est vous qui animiez l'O.A.S. avec Degueldre. »¹⁷

L'implication de Jean-Jacques Susini dans le crime de Château-Royal tient aux étroites relations entretenues avec Roger Degueldre, le chef des commandos de tueurs d'Alger.

Cette intimité entre les deux hommes se crée aux premiers jours de l'O.A.S. lorsqu'en mai 1961 ils se cachent dans la villa des Arcades, vaste et belle demeure dominant la baie d'Alger, construite par l'architecte Fernand Pouillon. Cette amitié se renforcera par l'action partagée :

« Roger, qui passait très régulièrement à mon P.C.... avec Degueldre nos conversations étaient graves... torse nu, sa main fourrageant ses cheveux, penché en arrière sur sa chaise renversée, (il) continuait à boire par petites lampées un verre de vin rouge... »¹⁸

Elle se prolongera dans leur vie sentimentale respective : Susini vit avec une jeune fille, Micheline, qui deviendra sa femme et Degueldre est lié à Nicole Gardy, fille de l'ex-inspecteur général de la légion étrangère qui commande toute la zone O.A.S. - Algérois. Cette similitude de situation amoureuse rapproche les compagnes des deux meneurs et le livre de Micheline Susini fourmille de détails sur les visites que se rendent les deux couples, le réveillon de la fin de 1961 passé ensemble, les sorties dans les restaurants de la ville...

Le mode relationnel entre Susini et Degueldre est analysé avec beaucoup de finesse par Louis de Charbonnières, l'émissaire parisien envoyé à Alger lors des négociations entre l'O.A.S. et Matignon : « Susini, l'intellectuel chargé trop jeune de responsabilités trop grisantes, Degueldre, l'exécutant peu porté aux spéculations de l'esprit ; celui-ci séduit par celui-là et celui-là puisant son assurance dans la force de celui-ci, l'autorité de leur ton m'avait confirmé dans le sentiment que, représentant avec les commandos deltas le fer de lance de l'O.A.S., ils étaient en fait les vrais meneurs de l'Organisation. »¹⁹

16. T.F.I., *De Gaulle et l'O.A.S.*, 3-1-1991. Jacques Roseau aujourd'hui est président du Recours.

17. Micheline Susini, *De soleil et de larmes*, Robert Laffont, 1982, p. 233.

18. Jean-Jacques Susini, *op. cité*, p. 387, 216, 217.

19. Louis de Charbonnières, *op. cité*, p. 122.

Ce que Giacomoni — le tueur aux cinquante-deux assassinats — résume en rapportant cette phrase lapidaire de Degueldre : « Il pense, j'agis »²⁰.

La personnalité de Susini est inquiétante : Rémi Kauffer le dit : « machiavélique et doctrinaire »²¹, Claude Paillat, le dépeint comme « un poisson à sang froid ».

Yves Courrière évoque l'arrivée de Susini dans l'O.A.S. en ces termes : « A son habitude, Susini annonçait la couleur... constitution de listes de noms à abattre. »²²

Quant à Raymond Dronne²³ il accuse Susini, dans le Journal du Parlement du 28-6-1962 : « d'avoir donné l'ordre d'exécuter les six inspecteurs d'académie et l'écrivain Mouloud Feraoun. »

Enfin, on ne peut s'empêcher de rapporter le récit par Susini²⁴ de l'attaque de l'émetteur de télévision d'Alger le jeudi 21 septembre 1961. Ayant investi le poste de garde, le chef du commando O.A.S. dit aux soldats surpris et tenus en respect :

« Nous ne vous voulons aucun mal. Nous venons simplement faire une émission. Ne bougez pas ! »

Dans la salle de réunion de Château-Royal, le chef du commando utilisera la même phrase pour la même supercherie...

Les deux autres membres du C.S.O.A.S., à savoir Godard et Perez, font également partie de l'O.R.O. et c'est au sein de cette structure que nous envisagerons leur rôle.

2 — L'organisation, Renseignements, Opérations (O.R.O.)

Les décisions qui concernent les « opérations ponctuelles » sont prises par un nombre restreint de hauts responsables de l'Organisation, même si des initiatives locales dépassent parfois les ordres donnés. L'opération montée à Ben Aknoun était trop complexe pour être assumée par de petits responsables de sous-secteur. L'O.R.O. : « C'est là que sont rassemblés tous

20. Pierre-Dominique Giacomoni, *op. cité*, p. 193.

21. Rémi Kauffer, *op. cité*, p. 102.

22. Yves Courrière, *op. cité*, p. 401.

23. Député de la Sarthe, capitaine de la résistance. Membre du comité de salut public d'Alger le 18 mai 1958, pour rappeler de Gaulle au pouvoir. Exclu du parti gaulliste pour son hostilité virulente à la politique algérienne du chef de l'Etat. Pro-Algérie française mais désapprouve l'O.A.S.

24. Jean-Jacques Susini, *op. cité*, p. 370.

les renseignements sur les personnalités jugées " suspectes " ou " dangereuses ", c'est à cet échelon qu'ont été mises au point les actions de choc »²⁵.

C'est là qu'a été prise la décision d'assassiner les six inspecteurs des C.S.E., le Directeur du S.F.F.A. et M. X. Les trois chefs de l'O.R.O. sont Godard, Vaudrey et Perez.

A. Le colonel Godard

Il a le commandement de l'O.R.O. pour toute l'Algérie. Les renseignements ! Voilà un poste qui convient à merveille à l'ancien chef de la Sûreté d'Alger lorsqu'en 1957 se produisit la première affaire des Centres Sociaux et le scandale des tortures de son personnel algérien et français. Il a fait partie du 11^e choc, le bras armé du S.D.E.C.E. le service de l'espionnage français.

L'instruction n° 29, qui porte la mention « *ultra secret* » est suivie de deux annexes strictement personnelles et réservées à « G.T. 3 ». Sous ce nom de code se cache Godard et c'est à lui que s'adresse personnellement Salan.

« De loin, c'était le plus dangereux des colonels. »²⁶

C'est lui qui a établi l'organigramme de l'O.A.S. dont nous nous servons pour établir le montage de l'attentat (p. 118).

Godard remet en vigueur au bénéfice de l'O.A.S. le D.P.U. — Dispositif de Protection Urbaine — mis en place pendant la « bataille d'Alger » en 1957 pour lutter contre le F.L.N. Alger est divisée en six secteurs, chacun étant à son tour découpé en sous-secteurs numérotés Q1, Q2, Q3, Q4. La subdivision se poursuit en sous-quartiers, îlots et immeubles. Cet instrument totalitaire d'intimidation et d'espionnage est une « *idée empruntée au système du parti nazi avec ses Kreisleiter, Ortsgruppenleiter et Blockleiter* »²⁷. La structuration se fait selon un axe vertical qui s'intéresse aux lieux de travail, aux professions, aux administrations et selon un axe horizontal qui s'adresse aux lieux d'habitation. Ce « radar populaire » — expression de Godard — ratissait large ; beaucoup plus circonscrits étaient le Service Renseignement Police (S.R.P.) et le Service Renseignement Armée (S.R.A.) qui fournissaient à l'O.R.O. des informations remarquablement précises sur les policiers et les officiers qui n'affichaient pas clairement leur sympathie pour l'O.A.S.

25. *La guerre d'Algérie*, La Découverte, 1989, p. 298.

26. Paul Henissart, *Les combattants du crépuscule*, Grasset, 1970, p. 148.

27. Paul Henissart, *op. cité*, p. 207.

« Le véritable cerveau de l'organisation, ce n'était plus Salan, c'était Yves Godard, le colonel polytechnicien. »²⁸

L'ancien chef de la Sûreté d'Alger est atteint d'un cancer²⁹, il loge boulevard Pasteur, près d'une clinique.

B. Le colonel Vaudrey

Godard délègue ses pouvoirs au colonel Roland Vaudrey — son ancien adjoint de l'action psychologique en 1957 — pour la région du Grand Alger, appelée aussi région « *Alger-Sahel* » territorialement définie pendant la bataille d'Alger.

Est-il nécessaire de rappeler ici les propos tenus par Vaudrey à un journaliste qui nous les a confiés :

« Nous savons très bien les organismes qui sont en relation avec le F.L.N. et qu'il faut abattre : les Centres Sociaux et les scouts musulmans ! » ; Vaudrey est-il passé à l'acte ?

Le colonel — évadé de prison grâce à un enlèvement manigancé par Godard — est « *révolté, hargneux, emporté par sa haine de de Gaulle plus que par son désir de sauver l'Algérie* »³⁰. Des sautes d'humeur le font passer de l'excitation à l'abattement. La cohésion n'est pas la qualité première de l'O.A.S. de même que l'obéissance, et les capitaines, placés à la tête des secteurs de la ville refusent d'obéir à Vaudrey et en février 1962 c'est la crise ouverte au point que le remplacement du colonel est envisagé. Le 5 février arrive de France une recrue inattendue à laquelle on propose sur le champ le poste de Vaudrey : c'est le commandant Faulques !

On tombe de Charybde en Scylla. Faulques, en effet, est l'ancien officier de renseignements du 1^{er} R.E.P. le chef des tortionnaires de la villa Sésini où étaient détenus et torturés les femmes et les hommes du service des C.S.E. On se souvient qu'il a rédigé un rapport sur les C.S.E. comportant cet ordre :

« ... L'action de démantèlement actuellement entreprise exige... la destruction complète des complicités... »

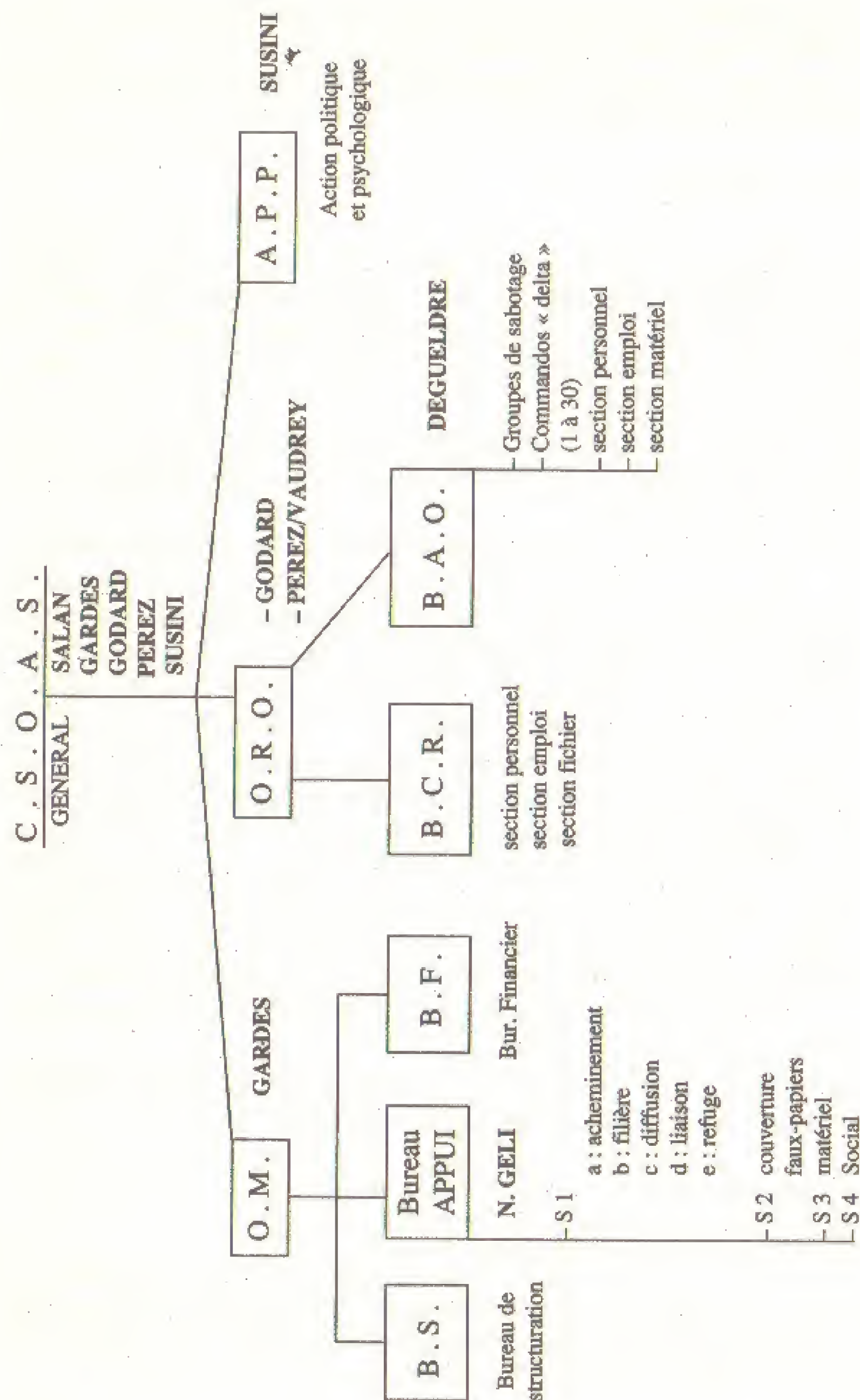
Après quatre jours de contacts avec ses camarades, l'ancien capitaine du 1^{er} R.E.P., quitte Alger³¹. La piste Faulques s'avérait mauvaise.

28. Lucien Bitterlin, *op. cité*, p. 144.

29. Jean-Claude Perez in *Événement du jeudi*, n° 334, 1991, p. 90.

30. Robert Buchard, O.A.S., Albin Michel, 1963, p. 103.

31. Faulques part au Katanga organiser l'armée de Moïse Tschombe. Il y sera aidé par le colonel Trinquier et le capitaine de la Bourdonnaye-Montluc responsables de « *ce qu'il faut bien appeler l'équipe de tueurs professionnels* » mise en place à Alger en 1957. Pierre Vidal-Naquet, *La torture dans la république*, Maspero, 1983, p. 48.



ORGANIGRAMME DE L'O.A.S.

C. Jean-Claude Perez

Chef de l'O.R.O. pour Alger, Jean-Claude Perez revendique toutes les responsabilités :

« ... *Les chefs c'étaient Moi, Susini, Delgueldre.* »³²

Contre-terroriste depuis 1956, impliqué dans toutes les convulsions qui ont émaillé la guerre d'Algérie, archétype de l'activiste, il fera l'objet d'une recherche plus détaillée (p. 135-143).

3 — Le Bureau Central de Renseignements (B.C.R.)

Cette structure, dirigée par l'ancien para Jean Lalanne, est chargée de rassembler toutes les informations utiles pour l'action violente. Deux ordres de renseignements étaient à fournir pour commettre l'attentat de Château-Royal.

a) Des renseignements d'ordre géographique.

Le 15 mars à 9 h, un homme en civil et qui semblait pressé, s'est rendu à l'Institut géographique national pour acheter une carte du secteur de Ben Aknoun. Or justement les cartes de ce secteur manquaient. Auraient-elles été acquises par les responsables du B.C.R dont la mission était justement de recueillir toutes les informations qui concernent les objectifs visés par de futurs attentats ?

La reconstitution du crime de Château-Royal permet d'affirmer que ce n'est pas une heure avant de partir, que les membres du commando se sont inquiétés de la disposition géographique des environs de Ben Aknoun, des itinéraires pour s'y rendre et pour se replier !

D'autre part, si les cinq hommes surpris dans la cour par le témoin n° 1 semblaient hésiter sur l'endroit où se rendre, parce que le lieu de réunion avait été modifié au dernier moment, le sixième homme qui avait pour mission de s'emparer de M. X n'a pas eu d'hésitation. Ici encore le B.C.R. avait fourni toutes les informations utiles, et qui se sont révélées exactes puisque M. X était présent.

b) Des renseignements d'ordre administratif.

Le choix des noms des victimes a correspondu à l'objectif recherché. D'une part, décapiter le service des C.S.E. en général et c'est pourquoi le Directeur Max Marchand et ses deux adjoints Feraoun et Hammoutene ont

32. *L'événement du Jeudi*, op. cité.

été tués ; mais aussi empêcher le fonctionnement du département d'Alger et l'assassinat d'Aimard, Basset et Ould Aoudia répondait à ce but.

Ces renseignements ont été fournis au B.C.R. par les sympathisants O.A.S. de l'inspection académique d'Alger et/ou des C.S.E. eux-mêmes. Le service « garage » des C.S.E. avait une solide réputation pro-O.A.S. Un directeur de centre, algérien, refusa d'y conduire le véhicule de fonction de l'inspecteur d'Aïn-Témouchent, venu assister à la réunion du 15 mars tant il craignait les mécaniciens peids-noirs qui y travaillaient. Un autre inspecteur départemental, français, fit tout simplement demi-tour en voyant l'allure menaçante des deux mécanos ! Il n'y a pas un seul de nos interlocuteurs ancien des centres, qui ne nous ait fourni le nom du principal complice de l'O.A.S. au sein des C.S.E. C'était toujours le même, l'inspecteur F. et qui figure également dans le rapport de la police algérienne établi le 28 juillet 1962.

Compte tenu de la structuration de la ville et de l'administration, les C.S.E. étaient dans les dossiers de l'O.A.S. Lorsque les instructions de Salan sont devenues plus agressives la fiche concernant le service est sortie et la machine criminelle s'est mise en route : « ... On a saisi le jour où ils étaient réunis. » déclare le général Gardy, inspecteur général de la Légion étrangère, chef militaire de tout le département d'Alger pour l'O.A.S.³³.

Car les militaires conservaient dans l'O.A.S. les mêmes obsessions qu'au temps de leurs fonctions officielles, et Gardy avait demandé à Godard un rapport sur les S.F.J.A. le 17 juin 1961 : « *Au sujet du Commissariat à la Jeunesse et de Kheddache Mahfoud... Vous connaissez sûrement mieux que moi cet individu surveillé depuis 1947... introduit par Westphal dans les Centres Sociaux avec d'autres F.L.N. notoires sortis des camps d'internement...* »³⁴.

Gardy reprenait l'antienne bien connue depuis « *le procès des barricades* ».

Godard, le 25 juillet, remet la liste des officiers exerçant au S.F.J.A. avec leur appartenance politique. Nouveau rapport du même Godard le 17 septembre 1961 pour déplorer le transfert des compétences militaires à l'administration civile conduit par Petitbon.

Rien n'échappait à l'Organisation dont le réseau serré de complicités en faisait une redoutable machine à délation. Les C.S.E. faisaient l'objet de la même surveillance que les S.F.J.A. et les pieds-noirs, sollicités pour fournir

les renseignements qu'ils étaient susceptibles de procurer, n'ont pas tenu leur langue. Ces « *gens qui tchachent, volubiles, vantards, incapables de tenir un secret* »³⁵ ont parlé entre eux. Une action de l'O.A.S. contre les C.S.E. ? Qui n'en discutait pas dans les conciliabules entre sympathisants ultras de l'Education nationale ?

Où et quand aurait-elle eu lieu ? Quelle forme revêtirait-elle ? Le rapport de la police algérienne, établi après l'indépendance indique : « *Le mardi 13 mars, M^{lle} Simone S. secrétaire au service des Centres Sociaux déclare en substance :*

— « *A la proclamation du cessez-le-feu, il y aura un nettoyage des Centres Sociaux qui se fera à tous les échelons, et atteindra les chefs comme les moniteurs du service. Votre patron (M. Salah Ould Aoudia) est en tête de liste...* »

Cette ambiance de conspiration explique le climat délétère qui régnait dans les jours précédant l'attentat, et la sourde menace qui pesait de façon diffuse sur le service. Max Marchand n'avait-il pas changé le lieu de réunion au dernier moment ? Le « radar populaire », selon la formule de Godard, crépitait d'échos à l'endroit des C.S.E. Bien entendu, ces confidences et ces rumeurs constituent une manne pour les oreilles des professionnels de la police et des services de renseignements qui grouillent dans Alger !

Une fois réceptionnées les informations ainsi recueillies, l'O.R.O. rédige, à la machine à écrire, la « *fiche O.P.S.* » c'est-à-dire la fiche opérationnelle, qui comporte tous les éléments concernant l'attentat projeté, et la transmet au B.A.O. pour exécution.

4 — Le Bureau d'Action Opérationnelle (B.A.O.)

Son chef est le lieutenant déserteur du 1^{er} R.E.P. Roger Degueldre. C'est à lui qu'incombe la réalisation de l'attentat commandité par les services de Perez.

« *(Degueldre) avait ordonné des centaines, des milliers de plastifications. Les opérations étaient menées avec des poids différents d'explosif, selon qu'il s'agissait d'intimidation ou de représailles. Au bas de chaque fiche, Degueldre prescrivait la quantité de plastic à utiliser...* »³⁶

35. Anne Loesch, *op. cité*, p. 131.

36. Jean-Jacques Susini, *op. cité*, p. 379.

33. Yves Courrière, *op. cité*, p. 1042.

34. Jean-Jacques Susini, *op. cité*, p. 113.

C'est lui qui choisit les hommes et qui constitue les commandos en fonction de la nature des crimes à commettre.

« Degueldre entourait ses commandos d'une sollicitude quasi maternelle... Il était le chef auquel ses hommes confiaient le pouvoir illimité d'un tuteur patriarcal »³⁷.

Malgré son modeste rang, il commande les capitaines, qui sont les chefs de six secteurs d'Alger.

« Chaque semaine les capitaines et Degueldre se réunissaient entre eux. Achard appelait ces réunions le Soviet des capitaines. Là, les décisions étaient prises en ce qui concernait la vie des secteurs, les opérations en cours ou à réaliser, les modalités d'exécution des ordres reçus de l'Etat-Major et la synchronisation des différentes actions... avec Degueldre il (le Soviet) représentait la force vive, la troupe, celle qui se bat... On dressait des plans comme dans un Etat-Major... Le travail de ces officiers fut considérable. »³⁸

Parmi ces capitaines il y a un civil qui avait néanmoins ce titre militaire, Jacques Achard, placé à la tête du secteur de Bab-el-Oued. Feraoun avait fait sa connaissance dans les circonstances suivantes, le 30 janvier 1957 : « ... Pendant qu'il (Feraoun) s'entretient avec le capitaine (de la S.A.S. de Fort National) arrive un personnage, inconnu de lui qui prend part à la conversation et, sur une remarque assez anodine de Feraoun, se déchaîne soudain. »³⁹

« Vous, un simple troufion peut vous donner un coup de pied au cul. Le fait que vous émargez aux Editions du Seuil ne change rien... Vous avez construit une maison avec vos économies — de l'argent français entre parenthèses — nous détruirons votre maison neuve... Vous avez une belle école, un bel appartement. Une bombe ! Vous sautez vous et les vôtres... D'ailleurs, point n'est besoin de la faire sauter : on tire, vous tombez. Mort accidentelle. Un tout petit rapport. Vos amis pourront toujours vous regretter. »⁴⁰ « Feraoun apprend avec stupeur qu'il vient d'avoir affaire à M. Achard, administrateur aux Ouadhias, qui a ordonné des dizaines d'exécutions, de viols, de tortures. »⁴¹

Lorsque les différentes modalités de réalisation de l'attentat de Château-Royal ont été discutées, lorsqu'a été « retouchée » la liste des hommes à

abattre, quelle a pu être la position d'un Achard dont la violence et la vulgarité explosent déjà malgré la retenue qu'aurait dû lui imposer sa fonction d'Administrateur civil, représentant la France en Algérie ?

Ancien Administrateur de la France d'Outre-mer, il aurait appartenu en Indochine aux services spéciaux, de là son grade de capitaine. Il est « l'ami personnel de Salan et de beaucoup d'officiers qu'il a connus en Indochine »⁴².

« Cet homme dépourvu de scrupules et de sentiments se conduisait à Alger comme il l'avait fait jadis au Vietnam en petit roi. »⁴³

Avec droit de vie et de mort ; et des morts algériens il y en eut beaucoup, à Bab-el-Oued tout particulièrement.

Ce droit, Degueldre l'avait au centuple puisque c'est lui qui donnait la suite sanglante aux « fiches O.P.S. » que lui transmettait Perez.

« En novembre 1961, il faisait faire en moyenne cinq missions par jour à ses commandos. Le chef des deltas passait des ordres comme un directeur d'usine. Et l'usine tournait rond. »⁴⁴

En 1962, la multiplication des attentats faisait de l'O.R.O. et du B.A.O. une « usine » au niveau de production très élevé : un bulletin publié par l'O.A.S. fin juillet 1961⁴⁵ fait état de « 380 attaques à la bombe sur l'ensemble du territoire algérien ». Le préfet de police d'Alger comptabilise en mai 1962, 2 100 attentats faisant 1 000 morts⁴⁶.

L'O.A.S. détient la palme d'organisation terroriste la plus meurtrière de l'Histoire et ses membres, soumis à une activité aussi frénétique se plaignent du surmenage imposé : « ... Combat épuisant, sans relève ni permission »⁴⁷.

Les ordres de tuer partent du P.C. de Degueldre :

« L'immeuble où je me rends est en voie d'achèvement depuis des mois. Des murs de béton près du boulevard du Télemly, dans une petite rue en pente. Atmosphère d'humidité et d'obscurité presque totale... Roger (Degueldre) m'a fait réciter l'itinéraire, mais j'ai peur de me tromper... Je pénètre dans une pièce aux murs gris. Une ampoule pend, diffusant une lueur avare sur une table à tréteaux qui occupe la longueur de

42. Rémi Kauffer, *op. cité*, p. 130.

43. Robert Buchard, *op. cité*, p. 112.

44. Id., p. 172.

45. *L'O.A.S. parle*, Julliard 1962, p. 60.

46. Vitalis Cros, *op. cité*, p. 205. Compte tenu du couvre feu, la fréquence est d'un attentat toutes les quinze minutes, trente jours durant.

47. Axel Nicol, *op. cité*, p. 69.

37. Id. p. 388.

38. Axel Nicol, *op. cité*, p. 69, 114, 115. Axel Nicol était adjoint d'Achard.

39. Marie-Hélène Cheze, *op. cité*, p. 89.

40. Mouloud Feraoun, *op. cité*, p. 200-201.

41. M.-H. Cheze, *op. cité*, p. 90.

la salle. Un plan y est déployé et je distingue Roger, penché, qui le coche... D'autres personnes sont là. Ce sont les " deltas " ... Roger termine ses instructions. Certains partent, d'autres restent... »⁴⁸

Degueldre avait sous ses ordres une trentaine d'équipes « delta » — il signait les fiches O.P.S. d'un delta grec — numérotés de 1 à 30, regroupant quelque deux cents hommes au moins⁴⁹.

A qui allait-il s'adresser pour effectuer l'attentat contre les C.S.E. ?

Le témoin n° 1 a été sollicité le vendredi après-midi 16 mars, à son domicile, par trois policiers en civil, appartenant à la « Mission C » chargée de la lutte contre l'O.A.S. Le choc nerveux subi la veille est tel que le témoin n'est pas en état de parler.

Alors le samedi matin les trois policiers reviennent, ils affirment être de métropole, insistent pour être reçus et se réclament du général de Gaulle en personne. Ils présentent au témoin, qui cède à leur insistance, des photos face et profil : c'est le portrait de l'un des deux hommes qui étaient dans le local administratif, que le témoin a vu ensuite agenouillé derrière le fusil-mitrailleur de la cour, et qui a tiré avec cette arme. Il y a cependant une différence avec les documents anthropométriques : sur les photos présentées l'homme est brun, alors qu'il était blond le 15 mars à 10 h 30.

— « Qui est-ce ? » demande le témoin.

— « Degueldre » répond un des policiers.

L'ancien lieutenant du premier régiment étranger de parachutiste, l'ancien légionnaire devenu chef du B.A.O., celui qui commande tous les commandos « delta », qui coche un plan sur une table à tréteaux éclairée d'une lumière avare, a été vu, tirant au fusil-mitrailleur contre les Inspecteurs des C.S.E. Le complice de Susini, le bras armé de Susini, était formellement identifié !

Ici formulons une remarque : il aura fallu moins de 24 heures à la police anti-O.A.S. pour identifier l'un des six tueurs du commando de Ben-Aknoun alors qu'il y en avait dans Alger au moins deux cents dont cent vingt militaires déserteurs. C'est le seul Degueldre qu'on a immédiatement fait identifier et lui seul. Aucune autre photo n'a été présentée au témoin. L'identification des autres assassins n'entrerait-elle pas dans les intentions de la police ?

48. Micheline Susini, *op. cit.*, p. 212.

49. Patrick Eveno et Jean Planchais, *La guerre d'Algérie*, La Découverte, Le Monde, 1989, p. 299.

Le témoin n° 2, qui portait le courrier, a courageusement témoigné dans les locaux du commissariat central d'Alger, boulevard Baudin. Des policiers pieds-noirs l'ont interrogé toute la journée, en essayant de le faire « craquer », de le faire se contredire. La préoccupation de la police étant plus de bousculer le témoin que d'identifier les assassins. Plus grave encore : dans les jours suivants, ce témoin recevait des lettres de menace lui intimant l'ordre de ne plus déposer ! L'origine de ces menaces ne pouvait être que de la police européenne d'Alger.

Il en fut de même pour un troisième témoin, écoeuré devant l'attitude des policiers peids-noirs à son égard. A crime honteux, enquête honteuse.

La participation du chef du B.A.O. est confirmée par Pierre Montagnon : « Faut-il mettre sur le compte de cette résolution l'initiative prise le 15 mars par R. Degueldre d'abattre l'écrivain kabyle Mouloud Feraoun avec cinq de ses compagnons au centre de Ben Aknoun » ?

Très certainement Degueldre ignore les demi-mesures. Il veut éliminer tout ce qui lui apparaît hostile à la présence française et par là-même détruire les forces vives du futur état algérien. »⁵⁰

Enfin la relation par *Le Monde* du 10 avril 1962 de l'arrestation de Degueldre avait à l'époque intrigué :

« Alger. 9 avril (A.F.P., U.P.I.). L'ex-lieutenant Degueldre, chef des commandos deltas, a été arrêté samedi vers 18 heures par les gendarmes dans la cage d'escalier d'un immeuble situé vers les hauts d'Alger, apprend-on de source bien informée.

Il n'a opposé aucune résistance et a reconnu presque immédiatement son identité, ajoutant qu'il n'avait aucune illusion sur son sort.

Il était seul, sans arme, LES CHEVEUX TEINTS EN BLOND ET POSSEDAIT POUR TOUT PAPIER UNE CARTE D'IDENTITE D'INSPECTEUR D'ACADEMIE*... »

Avoir sur soi la carte d'identité⁵¹ d'une de ses victimes, trois semaines seulement après l'avoir tuée, est déconcertant. Mais Alger était une ville ayant perdu la raison.

La réalité devait s'avérer plus complexe...

En plus de Roger Degueldre, est-il possible d'identifier d'autres participants à l'attentat ?

* Souligné par l'auteur.

50. Pierre Montagnon, *La guerre d'Algérie*, p. 379.

51. Voir *supra* p. 37.

« *C'est le commando d'El-Biar qui exécuta les ordres.* »⁵²

Même si cette affirmation est en contradiction avec notre reconstitution, elle paraît judicieuse car chaque chef de secteur défend jalousement son territoire et dans la mesure où Château-Royal est sur le secteur d'El-Biar, ce sont les membres de l'Organisation qui ont en charge cette zone qui pratiquent les attentats. Pourtant, ce n'est pas l'O.A.S. d'El-Biar qui a commis le crime.

En effet, le 14 mars, le capitaine d'A. responsable militaire d'El-Biar est arrêté à la suite, paraît-il, d'une imprudence commise par un de ses hommes.

Degueldre a-t-il fait appel aux civils du secteur ?

Vingt huit membres de la cellule O.A.S. d'El-Biar, dont le responsable de l'O.R.O. Claude M. seront arrêtés et jugés à partir du 20 novembre 1963 par la cour de sûreté de l'Etat : l'acte d'accusation, très long, ne comporte pas le crime contre les six inspecteurs des C.S.E. exonérant de ce forfait le secteur d'El-Biar.

Une fois de plus c'est l'analyse rigoureuse du déroulement des faits qui devait conduire aux coupables.

Si on compare « *l'opération ponctuelle* » de Ben Aknoun aux autres attentats perpétrés par l'O.A.S. trois singularités confèrent à Château-Royal une spécificité sans équivalent⁵³.

— Conduire les victimes de la salle au lieu d'exécution est une spécificité de Château-Royal : habituellement les tueurs surgissent et tuent sans délai, sur place, là où se trouve la « cible ».

— Neutraliser les autres personnes éventuellement rencontrées, constitue la seconde originalité du crime : rien ne doit s'opposer à l'appel des noms dans la salle, à la prise de M. X. et à la mise en batterie des fusils-mitrailleurs.

— Se faire reconnaître, découle des deux précédentes observations : à un moment ou à un autre en effet, des membres du commando seraient vus par des témoins potentiels.

52. Yves Courrière, *op. cit.*, p. 1042.

53. Le 16 novembre 1989 un crime commis à l'Université Centre Américaine (U.C.A.) de San Salvador présente de multiples analogies avec Château-Royal. Alors qu'ils étaient réunis dans une salle de travail, six prêtres jésuites dont le recteur et le vice recteur sont conduits à l'extérieur, placés contre un mur et fusillés. Deux femmes, témoins du massacre sont ensuite assassinées mais une femme de ménage, enfermée dans une pièce, avait tout vu.

Au début on fit croire que les guérilleros civils étaient les coupables. En réalité des soldats de la 8^e compagnie du bataillon d'élite Atlacatl, ayant à leur tête, sur les lieux de l'U.C.A. le colonel Guillermo Alfredo Benavides étaient les meurtriers.

C'est la raison pour laquelle Degueldre, qui s'est chargé de maîtriser tout mouvement du personnel dans les bureaux administratifs alors que son acolyte demeurait en retrait, était teint en blond.

Dans la salle, il allait de soi que les douze participants restants constitueraient autant de témoins susceptibles de livrer à la police le signalement des trois hommes en armes ! La reconnaissance par douze personnes était inévitable, ceux qui avaient conçu la mise en scène y avaient réfléchi et ... trouvé la parade. Car voici le signalement d'un capitaine de l'O.A.S., chef de secteur :

« *C. solide mais comme mal équarri. Une tête d'intellectuel pas de soldat, des yeux bleus derrière des LUNETTES cerclées de fer qu'il porte par utilité ou par DEGUISEMENT...* »

Reprenons le témoignage n° 1 : « *Cinq hommes sont dans la cour, aucun ne porte de lunettes, j'en suis sûr.* »

Reprenons les témoignages des Inspecteurs dans la salle : « *Trois hommes font irruption dans la salle, il y en a un qui prend la parole, fait une sorte de tour de table, regarde chacun de nous, puis sort de sa poche une feuille de papier blanc et fait l'appel comme un instituteur avec des LUNETTES.* »

Chaque phase du déroulement du crime avait un objectif précis. Personne n'avait compris la raison de ce tour de table partiel qui avait précédé l'appel des noms ; il y trouve désormais son explication : le tueur tenait à être dévisagé, observé puis décrit avec des lunettes (qui étaient fausses) dans le but de brouiller son identification. Cette supercherie était rendue nécessaire en raison du mode d'assassinat choisi, et c'est avec un visage déguisé que le capitaine C. se serait ostensiblement montré.

Outre ce déguisement qui permet l'identification (alors qu'il avait le but contraire) d'autres éléments pourrait accuser le capitaine C. : son type méditerranéen ont dit les témoins : il est né en Algérie. Son âge estimé à trente ans, il en avait trente-cinq au moment du crime. 1,75 m pour les témoins, 1,81 en réalité. Il est blond, ce qui n'est guère commun pour un pied-noir : sans doute était-il teint en blond comme Degueldre, pour parfaire son déguisement...⁵⁴.

Que Degueldre se soit fait accompagner d'un capitaine est dans la logique du crime. Pour parler à un groupe d'enseignants il ne fallait pas utiliser les services d'un légionnaire plus ou moins fruste. D'autre part le chef du B.A.O.

54. Les récits des membres de l'O.A.S. abondent de descriptions sur les déguisements et les modifications capillaires des uns et des autres. Ils s'en amusaient beaucoup.

était lassé d'être le seul à prendre les risques les plus grands : « ... Non pas qu'il n'ait " personne sous la main " — ses deltas étaient d'une insensibilité totale — mais il tenait à mouiller quelques capitaines du " soviet " »⁵⁵.

C'est ce qu'il avait fait lors de l'exécution des protagonistes O.A.S. des « négociations » avec Petitbon, en utilisant le capitaine Le Pivain, c'est ce qu'il refait à Ben-Aknoun.

L'itinéraire du capitaine C. est comparable à celui des autres militaires ayant appartenu à l'O.A.S. Lorsqu'éclate le putsch d'avril 61, le 2^e R.E.P., auquel il appartient, abandonne son cantonnement et se précipite sur Alger sans son colonel, sans même son commandant en second, entraîné par ses seuls capitaines dont C. Le 18 juillet 1961, après avoir exposé au Tribunal militaire qui le jugeait les motifs de sa désobéissance, C. conclut : « Ils (les musulmans) méritent mon sacrifice »⁵⁶.

« Bénéficiant d'une demi-mesure de justice (un an de prison avec sursis) et d'une entière complicité d'officiers du S.D.E.C.E. »⁵⁷ C. quitte la France.

« Ces condamnations, assorties du sursis, auront une répercussion imprévue. Elles rendent disponibles des cadres... Ils sont libres pour repartir, outre Méditerranée, s'intégrer au combat de la dernière chance. »⁵⁸

C. part à Alger rapidement et début septembre il contacte Susini qui le nomme, contre l'avis des autres patrons de l'O.A.S., à la tête du secteur Alger-centre, s'attachant ainsi les services d'un légionnaire parachutiste particulièrement décidé, d'origine pied-noire. « ... grand garçon athlétique et sain »⁵⁹, il prend le nom de code de « Charlie », sympathise avec Achard, et se déplace dans Alger dans une petite « Vespa 400 » conduite par une étudiante en médecine. Il a toute la confiance de Degueldre. En décembre 1961, un prêtre, officier de renseignements reçoit pour mission de contacter la faction militaire de l'O.A.S. pour obtenir, avec des représentants du F.L.N. d'Alger une trêve des attentats. Degueldre, accompagné de C. participe à l'entrevue qui se déroule à la fin du mois dans la banlieue d'Alger ; elle restera sans suite.

Pour la seconde fois, ces tractations de décembre 1961 entre le pouvoir et l'O.A.S. avaient pour acteurs des protagonistes de l'assassinat d'El-Biar. Les

55. Yves Courrière, *op. cit.*, p. 1018.

56. Référence réservée.

57. Référence réservée.

58. Référence réservée.

59. Référence réservée.

fils de l'écheveau tirés à partir des noms appelés au Château-Royal conduisaient à des manigances entre Petitbon et la branche civile de l'O.A.S. Les fils déroulés à partir des exécutants du crime de Château-Royal aboutissaient, à leur tour, à des manœuvres ténébreuses de même nature auxquelles les militaires avaient été mêlés.

Pour mener à bien une opération aussi délicate, que celle de Ben-Aknoun Degueldre et le capitaine C. ont choisi avec soin les membres du commando qui les accompagneraient.

Degueldre avait deux fidèles légionnaires, qui ont fait partie du premier commando delta : Dovecar, arrêté le 11 octobre 1961 pour le meurtre du commissaire Gavoury et Winfried Schliedermann ; ce dernier, né le 25 février 1911 à Berlin est intégré au delta 7 d'Alger-Centre, dont le groupe « action » comprend également : — Bénito Beloghi et Dietmar Meyer, né le 2 juillet 1939 à Tilsitt.

Quant au capitaine C., il « fait équipe » avec le lieutenant français L. son adjoint lui aussi déserteur du 2^e R.E.P.

En nous référant aux témoignages, est-il possible d'attribuer à chacun des tueurs leur rôle au Château-Royal ?

— Dans la salle de réunion, les deux hommes qui n'ont pas parlé, qui sont restés en retrait, qui avaient l'air « fermé », ayant une physionomie d'étrangers : Beloghi et Meyer accompagnant le capitaine ?

— Dans les bureaux administratifs, l'acolyte de Degueldre qui n'a pas parlé, qui est resté discret mais toujours menaçant : Schliedermann ?

— A la porte de M. X., l'homme en arme et qui parlait un français correct : le lieutenant L. ?

5 — Le Bureau d'appui

La simultanéité entre le début de la séance de travail et l'arrivée des voitures conduit à penser que les assassins attendaient dans une « planque d'attente » proche de Château-Royal. Cette logistique indispensable était fournie par le Bureau d'appui. Placé sous la responsabilité de Nicolas Geli et de son adjoint le légionnaire Mitroslav Radovic, ce Bureau comporte quatre sections, la section S1 étant chargée des liaisons, de l'acheminement, de la diffusion, des filières et des refuges.

La collaboration des civils de l'O.A.S. d'El-Biar a consisté à fournir aux commandos d'Alger-Centre un appartement dans lequel ils pouvaient attendre l'appel téléphonique signalant le début de la réunion à Château-Royal.

Le rapport de la police algérienne, établi le 28 juillet 62 et se fondant sur des témoignages, précise que les voitures sont parties des immeubles de l'ARMAF :

« Il est possible de se rendre de Châteauneuf à Ben Aknoun par une autre route que la nationale. En effet, un chemin de terre, carrossable, relie le terminus des autobus près des immeubles de l'ARMAF au Château-Royal ; il n'est l'objet d'aucun contrôle par des éléments de sécurité.

Les commandos qui ont opéré à Ben Aknoun auraient très bien pu emprunter ce chemin. Armés de deux fusils-mitrailleurs, ils étaient en effet à la merci de tout contrôle sur la route nationale, alors que ceci ne pouvait se produire sur cette traverse. »⁶⁰

Ce risque d'un contrôle par les forces de l'ordre, encouru au départ de l'ARMAF, l'était plus encore au départ d'Alger-Centre. C'est donc probablement dans cette planque que le commando a reçu l'armement encombrant dont il s'est servi. Ceci est corroboré par la description de l'ancre de Degueudre, boulevard du Télémy : Micheline Susini ne parle pas d'armes visibles au P.C. opérationnel du légionnaire.

6 — Le Compte Rendu (C.R.)

Lorsque l'« O.P.S. » est terminée, lorsque l'« opération ponctuelle » a été accomplie, lorsque, au bout du compte, le crime a été commis, il doit impérativement faire l'objet d'un « C.R. », c'est-à-dire d'un « compte rendu ».

Degueudre y tient beaucoup et une de ses directives y est exclusivement consacrée :

« 1°/ Ayez tous un endroit sûr où vous déposerez votre C.R. TOUS LES LUNDIS avant 12 heures. Cet endroit ne sera connu que de vous, Roger et Paulo⁶¹.

2°/ Afin de pouvoir utiliser pour action psychologique (sic) vos actions, vous devez obligatoirement me remettre régulièrement vos C.R. » etc. Signé d'un delta grec : Δ.

Morland et coll. citent deux exemples de C.R.⁶² :

60. Rapport remis le 28 juillet 1962 à l'intention du Secrétaire général de la préfecture de police d'Alger.

61. Roger Giono, agent de liaison de Degueudre, commissaire de Police. Arrêté, il livrera la première adresse du chef du B.A.O.

62. Morland, Barange, Martinez, *op. cité*, p. 284.

« O.P.S. du samedi 2 octobre 1961 à 8 h 50 Diar-Es-Saada : une mehta brûlée. Trois brûlés. Pensez aux frais, nous en avons pas mal avec la 403, ainsi que le déplacement des gus. »

« O.P.S. du samedi 30 septembre 1961 à 7 h 45 Bd Bru, sur les bancs du Panorama, nous avons balancé 2 MK2. Cinq gus au tapis. En ce qui concerne le chemin Vauban, trois gus ont été déchiquetés. Pour lundi 2 octobre, j'ai une O.P.S. analogue à celle de samedi. »

En utilisant un vocabulaire aussi fruste, la rédaction de l'O.P.S. du Château-Royal peut être ainsi rédigée :

« O.P.S. du 15 mars 1962 — Ben Aknoun. Six gus au tapis. Pensez aux frais, nous en avons eu pas mal avec les deux voitures. Beaucoup de munitions utilisées. »

Cet organigramme se retrouvait appliqué dans les six secteurs qui découpaient Alger et :

« Tous ces différents " Bureaux " étaient reliés au chef de secteur par une boîte aux lettres quotidiennement relevée par un agent de liaison. »⁶³

Le montage du crime contre les C.S.E. conduit à une découverte ahurissante : tous les chefs de l'O.A.S. habitent dans la même artère du centre d'Alger : boulevard du Télémy.

« ... nous sommes dans un immeuble du boulevard du Télémy situé à l'entrée du pont (dit " pont Burdeau ") qui enjambe la rue Daguerre. En face de nous, un peu avant le pont, se trouve le P.C. du Dr Perez. Rue Desfontaines en contrebas, Ferrandi et Salan ; rue Daguerre au " 5-5 " certains militaires, le P.C. de Roger est de l'autre côté du pont, dans une petite rue qui s'accroche au boulevard du Télémy, ce quartier est pratiquement le territoire de l'O.A.S. »⁶⁴

Ajoutons que Vaudrey occupait un appartement de deux étages dans cette même voie, que dans la boucle formée par le boulevard, appelée creux de « La Robertsau » logeaient Leroy et Villars les chefs du « Front Nationaliste », et qu'enfin un des agents de liaison de Gardes élisait domicile au Télémy. Jean-Jacques Susini confirme ce regroupement :

« Certaines semaines, trois ou quatre maisons boulevard du Télémy, séparées par quelques mètres les unes des autres, abritaient le Conseil Supérieur au grand complet. Avocats, médecins, fonctionnaires insistaient pour recevoir les membres de l'état-major. »⁶⁵

63. Axel Nicol, *op. cité*, p. 68.

64. Micheline Susini, *op. cité*, p. 215.

65. Jean-Jacques Susini, *op. cité*, p. 83.

On se souvient que Petitbon avait fixé rendez-vous à Sarradet, au bar « *le Viaduc* », situé à l'entrée du pont Burdeau, haut-lieu des « *clandestins* » de cette Organisation dite « *secrète* »... Et cette liste n'est sûrement pas exhaustive. Autre exemple : le 2 mars 1962, deux journalistes italiens sont enlevés par des membres de l'O.A.S. et conduits dans l'arrière-salle du restaurant « *La dolce vita* » repaire notoire de l'Organisation, boulevard du Télemly. Relâchés et sommés de quitter Alger, les deux correspondants demandent protection à Philippe Mestre, chargé de l'information à la Délégation Générale. Réponse : « *incident de bar* »⁶⁶. L'indifférence des autorités à l'égard de ce qui se passait boulevard du Télemly était flagrante.

Pour être complet, évoquons le rapport de la police algérienne, établi en juillet 1962, après l'indépendance. Il indique les motifs de l'inscription d'Ould Aoudia sur la liste : « *Cet inspecteur aurait demandé et obtenu le licenciement de M^{me} DEF. Or celle-ci aurait entretenu des relations avec le colonel Godard.* »

Ce rapport indique les noms des membres des C.S.E. appartenant à l'O.A.S. ainsi que leur lieu de réunion : un appartement situé au numéro 2 de la rue Montgolfier, loué par l'agence Beziz dont le siège, « *Agence du Parc* », 124 bis, rue Michelet, a été l'objet de deux plasticages par les barbouzes anti-O.A.S.

Nous ne détenons pas la preuve par l'aveu, mais cette restriction est la loi de toute enquête de ce type d'autant, comme le dit Perez, que : « *l'organigramme est une chose, la réalité une autre* »⁶⁷.

Mais la réalité, justement, c'est la reconstitution des faits criminels et cette réalité-là, irréfutable, est accablante pour ceux que nous avons dénoncés.

1 — Le procédé d'exécution et les armes utilisées portaient la signature des légionnaires parachutistes appartenant aux unités tortionnaires qui s'acharnaient contre les C.S.E. dès 1957.

2 — Le commando des six légionnaires ne pouvait pas accomplir sa mission de mort sans le concours d'autres complices : il avait en effet besoin de renseignements concernant les lieux, les hommes à abattre, l'heure de la réunion et d'une base rapprochée pour intervenir rapidement et sans risque.

Or qui pouvait fournir à ces exécutants les éléments indispensables à la bonne marche de la tuerie sinon cette bureaucratie — qui démultiplie et dilue les responsabilités — dont le but final est de fournir matière à crimes. Des

66. Cité par Paul Henissart, p. 160.

67. *L'Événement du Jeudi*, op. cité.

civils se tenaient derrière les militaires qui paraient devant d'innocentes victimes désarmées.

3 — Qui sont les meneurs de l'O.A.S. en mars 1962 sinon :

« *Achard, Degueldre, Perez, Susini, Vaudrey.* »⁶⁸

Qui revendique aujourd'hui, *urbi et orbi*, la responsabilité la plus lourde sinon Perez lui-même : « *Les chefs c'étaient MOI, SUSINI, DEGUELDRE.* »⁶⁹

Tout récemment, encore, l'ancien chef de l'O.R.O. ne renie aucun de ses forfaits lorsqu'il déclare : « *C'est quoi en quelques mois, en quelques mois c'est quoi ? Cinq, six cents morts ? Cinq, six cents morts peut-être, oui...* »⁷⁰

Qu'importe la responsabilité de cent morts de plus ou de moins⁷¹ pour celui qui fut le supérieur hiérarchique de Degueldre, lequel a été identifié comme l'un des six tueurs de Château-Royal.

Quant à Susini, son rôle prépondérant dans l'O.A.S., son amitié avec le capitaine C., l'intimité de ses relations avec Degueldre, son emprise psychologique sur le légionnaire, la perversité du scénario dans la salle de réunion font de lui un indiscutable auteur intellectuel du crime, aujourd'hui tout le monde en convient.

68. Buchard, op. cité.

69. *L'Événement du Jeudi* n° 334, 1991, p. 90.

70. L'O.A.S. contre de Gaulle, T.F.1, 3-1-91.

71. Dans son livre *La Gangrène et l'oubli*, La Découverte, 1991, p. 91, Benjamin Stora fait assumer par Jean-Claude Perez 5 000 à 6 000 morts.

VI

Vous avez dit « Secrète » ?

Si l'Organisation a collaboré, à bien des échelons, à la réalisation de l'exécution du 15 mars, l'O.R.O. — dirigée par Perez — et le B.A.O. — dirigé par Degueldre — sont plus étroitement impliqués dans le crime que les autres structures de l'O.A.S.

Qui sont ces deux meneurs ?

JEAN-CLAUDE PEREZ

En 1955, Jean-Claude Perez a 27 ans, il est membre de l'O.R.A.F. — Organisation de la Résistance pour l'Algérie française — dont François Mitterrand, alors ministre de la Justice, fournit la définition la plus exacte :

« L'O.R.A.F. disons que c'était la première mouture de l'O.A.S. C'était un organisme de combat, le plus brut, le plus simple et, je n'hésite pas à le dire, le plus criminel à mes yeux. »¹

La guerre d'Algérie commençait à peine que les pieds-noirs engagés dans les organisations de défense de l'Algérie française assassinaient à grande échelle.

L'O.R.A.F. ne se gêne pas pour revendiquer dans ses tracts les attentats que la presse attribuait à des règlements de compte entre algériens : bombe au siège de l'U.D.M.A., place Lavigerie, bombes au domicile du député Tamzali et des industriels Benchikhou et Mouhoub. Des personnalités françaises jugées trop libérales seront aussi frappées : Solacroup, Zigliara, Aquilina...².

1. Procès Salan, déposition du 18 mai 1962.

2. Tract n° 2. Archives privées.

Le jet d'une grenade le 26 septembre 1956 contre la villa du député Ould Aoudia³ est aussi un acte de l'O.R.A.F. contre celui qui présidait le « groupe des 61 », formation des députés algériens les plus qualifiés pour représenter les populations, de même que l'explosion de deux charges de plastic contre les locaux d'Alger républicain⁴ etc. Mais pas un mot sur les exécutions clandestines d'algériens.

Notre propos n'est pas d'établir la liste — même partielle — des forfaits de l'O.R.A.F., mais il faut en évoquer un, parce qu'il pèse lourd sur la suite de la guerre, et parce qu'il révèle les accointances des contre-terroristes.

Le 10 août 1956, après l'heure du couvre-feu, une bombe de forte puissance explose 3, rue de Thèbes, dans la basse Casbah, tuant 60 civils dont sept enfants, les victimes sont toutes algériennes.

Or, seules les forces de l'ordre peuvent circuler après le couvre-feu, ce qui n'était pas passé inaperçu à l'époque ; on sait aujourd'hui que le choix de l'adresse n'était pas fortuit.

En effet, le 19 juin 1956, deux combattants algériens avaient été guillotisés à la prison de Barberousse et le F.L.N. avait riposté en ordonnant une série d'attentats au revolver dans les rues. Au cours de ces actions, la police avait abattu deux terroristes, dont l'un se nommait Achour et habitait 3, rue de Thèbes⁵.

Les poseurs de bombes qui contrevenaient au respect du couvre-feu disposaient de renseignements remarquablement précis !

Alors que dans le bled, la population civile algérienne est soumise de la part des troupes françaises à l'application de la « responsabilité collective » et que les meurtres d'algériens sont multiples, à Alger les européens demeurent impunis. Le F.L.N. venge les siens et, en riposte, pose deux bombes dans des lieux publics le 30 septembre 1956 : au « Milk Bar » et à la « Cafétéria » provoquant deux morts et 72 blessés dont sept enfants, tous européens.

L'O.R.A.F. réagit à son tour. Parmi les victimes du 30 septembre 1956, Madame Chiche, originaire du village de l'Arba⁶. Appliquant sa devise : « pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule » l'O.R.A.F. dépose une bombe dans le car Alger-Tablat, où ne se trouvaient que des algériens ; elle explose à hauteur de l'Arba.

3. Père de l'inspecteur assassiné et grand-père de l'auteur.

4. H. Alleg, « Prisonniers de guerre », 1981, p. 104.

5. La guerre d'Algérie, La Découverte/Le Monde, 1989, p. 133.

6. L'Arba fut placé sous le commandement du colonel Argoud qui donna l'ordre d'exposer les corps des maquisards sur la place du village. Puis, attachés à l'arrière d'une jeep, les cadavres étaient traînés dans les rues pour terroriser la population algérienne.

Cet engrenage infernal amène le pouvoir civil à appeler l'armée en renfort : ce sera « la bataille d'Alger » et son cortège de tortures, d'enlèvements et de meurtres lorsque Massu deviendra le maître d'Alger.

L'O.R.A.F., en posant la première bombe anonyme contre les civils innocents, avait réalisé un travail de provocations, comme seuls savent le faire les professionnels.

Effectivement, l'O.R.A.F. dispose de « couvertures » très professionnelles : celles des commissaires de police Forcioli et Lofredo, tortionnaires notoires⁷ et surtout celle d'André Achiary, ancien commissaire de la D.S.T. et personnellement impliqué dans les représailles du 8 mai 1945 à Sétif⁸ dont on sait aujourd'hui qu'elles furent le résultat de provocations policières. Ces policiers renseignent donc l'O.R.A.F. en lui donnant les noms d'algériens suspects de sympathie à l'égard du F.L.N., lui fournissent les fausses cartes de police pour circuler après le couvre-feu... De là l'impunité.

Ce qui est inauguré en 1956, va persister jusqu'en 1962 : les extrémistes européens seront protégés, renseignés et à la solde de la police pied-noire. Ils ne seront pas « secrets » du tout et leur intrépidité ne tiendra qu'à la complicité policière dont ils ont bénéficiée et qui remonte à loin.

Les activités de l'O.R.A.F. devaient révéler encore une autre caractéristique qu'elle partagera aussi avec l'O.A.S. Le 16 décembre 1956, à 5 heures trente du matin, des membres de l'O.R.A.F. enlèvent un jeune buraliste de la rue d'Isly : Mohamed Chaouche. Le malheureux est d'abord conduit à Birmandreïs, dans une villa située dans le lotissement « Les Sources », qui n'est autre qu'« un tribunal doublé d'un centre de tortures privé » : ce scandale

7. Le 22 juin 1955 comparaît devant le Tribunal militaire d'Alger six algériens accusés d'avoir assassiné un notable du village d'Horace Vernet, le 19 novembre 1954. M. Yahia Benyahiaoui, torturé comme les six autres inculpés, avait reconnu avec force détail avoir abattu le notable.

Au moment de la reconstitution, le commissaire Forcioli, responsable des tortures, s'aperçut que Benyahiaoui se trouvait chez lui à l'heure du crime. Un des inculpés fut abattu par la police en pleine reconstitution. Vincent Monteil, chef du cabinet militaire du gouverneur général Soustelle, et qui le tenait de bonne source, rapporte que le ministre de l'Intérieur ne jugea pas « opportun » le procès de Forcioli.

Mohamed Ben Mekkadem arrêté le jeudi 18 août 1955 à Alger est torturé dans les bureaux de la D.S.T. de la Bouzaréah par huit policiers dont le commissaire Lofredo qui lui adresse une sorte de discours inaugural : « Ne te fais pas d'illusion, maintenant que tu es entre mes mains, il faut parler... On te pressera comme un citron... Tu ne sortiras pas d'ici avant d'avoir tout avoué et donné tes petits copains... »

Boutade d'un policier tortionnaire : « Même si Dieu vient ici, on le fait parler », (Archives privées).

8. Le bilan de ces massacres varie de 8 000 morts selon l'état-major français à 80 000 morts selon El Moudjahid du 8 mai 1985, cité par Jean Lacouture. De Gaulle, *Le Politique*, Seuil, 1985, p. 180. 45 000 morts est le chiffre habituellement retenu : la ville de Nevers rayée de la carte.

deviendra « l'Affaire de la villa des Sources ». On découvrira une pièce avec entre autres instruments de supplice — des punaises, pointes en l'air, noircies de sang, sur lesquelles le supplicié a été contraint de marcher.

Que les membres de l'O.R.A.F. soient des poseurs de bombes, des assassins et des tortionnaires était déjà inacceptable. Mais que les aveux recueillis au cours des tortures, le soient par un militaire, le capitaine Guy Allenan, « officier traitant » de l'armée au sein de l'O.R.A.F. démontrait une inquiétante symbiose entre civils et militaires. L'enquête devait révéler une large implication des militaires dans les menées illégales des contre-terroristes puisqu'on y retrouvait le colonel Fossey-François et le colonel Thomazo⁹.

Tel est le second trait qu'auront en commun les ultras de 56-57 et les membres de l'O.A.S. de 61-62 : la **complicité militaire**. Les éléments les plus réactionnaires de l'armée chargent les contre-terroristes de faire clandestinement ce que leur statut officiel les empêche d'accomplir.

Parmi les participants à ce tribunal privé qui obtient les aveux par la torture, nous retiendrons deux noms, ceux de Kovacs et Watin. Georges Watin deviendra en 1961, l'adjoint de Degueldre dans ses activités au sein de l'O.A.S. à Alger. Il participera ensuite à l'attentat du « Petit Clamart » le 22 août 1962 et à celui de l'Ecole militaire, deux actions qui visaient le chef de l'Etat, le général de Gaulle.

Et Kovacs ? Le mercredi 16 janvier 1957 deux rockets de bazooka sont tirés de la terrasse de l'immeuble du 6, rue des généraux Morris, contre la fenêtre du bureau du commandant en chef des forces armées en Algérie, le général Salan, qui n'était pas là au moment de l'explosion ; le commandant Rodier, qui passait à cet instant, est tué sur le coup.

Les deux artilleurs sont d'une part René Kovacs, le tortionnaire de la villa des Sources, ancien des « services spéciaux », une famille avec laquelle on garde toujours des liens, il serait le chef de l'O.R.A.F.¹⁰. L'autre artilleur est Philippe Castille, lieutenant du 11^e choc^{10 bis}, le bras armé du S.D.E.C.E.

9. Pierre Vidal Naquet, *Face à la raison d'Etat*, p. 147, Commandant le 2^e R.P.C. le colonel Fossey-François avait mis à la disposition de l'O.R.A.F. un capitaine, dix parachutistes en tenue et un camion pour enlever le Docteur Aouchiche. Celui-ci, rendu méfiant par la présence de guetteurs, avait quitté son domicile et porté plainte. Il se réfugia en France, poursuivant une brillante carrière médicale jusqu'au titre de Professeur agrégé d'ophtalmologie. Seul cadre algérien formé partiellement par la faculté de médecine d'Alger, en 130 ans de colonisation et, ironie du sort, grâce à l'O.R.A.F. qui lui avait fait fuir précipitamment Alger.

10. Le Docteur « René Kovacs est en Algérie le chef de l'O.R.A.F. ». Claude Paillat, *Dossier secret de l'Algérie*, 2^e partie, 1954-1958, Presses de la Cité, 1962, p. 332.

10 bis. *Idem* page 336.

— l'espionnage français — dont on avait utilisé la compétence au sein de cette unité chargée de « l'action ».

L'attentat au bazooka prenait une dimension telle qu'on parla d'« Affaire du bazooka »¹¹ ; pour notre enquête elle illustre le troisième trait caractéristique des contre-terroristes : leur relation opérationnelle avec les « services spéciaux » et les organismes très secrets, chargés de la torture que sont le C.C.I. et ses D.O.P. : « En 1957, à Alger, les services de renseignements du Comité de Coordination Interarmées (C.C.I.) et les Détachements Opérationnels de Protection (D.O.P.) travaillent uniquement à partir d'informations que leur procurent les activistes. Ainsi la collusion devient totale, couverte et officialisée par le Gouvernement »¹².

« Dans le cadre de la guerre souterraine que livrent au F.L.N. les Services spéciaux, les contre-terroristes sont devenus purement et simplement des auxiliaires en civil. »¹³

Un trépied est mis en place associant : armée et C.C.I. d'une part, services spéciaux d'autre part et contre terroristes enfin. Il sera à l'origine des quatre grandes convulsions de la guerre d'Algérie : le coup d'état du 13 mai 1958 avec la prise de pouvoir de de Gaulle (et la mise à l'écart de Salan), puis les barricades en janvier 1960, ensuite le putsch d'avril 1961 (et la tentative de revanche de Salan), l'O.A.S. enfin. La « bataille » d'Alger contenait en germe la « bataille » de l'O.A.S. Dans les deux cas, les algériens en feront les frais.

Les victimes de la « villa des Sources » étant algériennes, la Justice prit son temps : « Le 5 janvier 1961, quatre ans et demi après les faits, seize inculpés furent déférés devant le tribunal militaire de Lille. Tous les inculpés sont acquittés, même les absents, sauf un qui était en fuite et Watin, dont le cas avait été disjoint ». ¹⁴

La cible des tirs de bazooka étant le commandant en chef des forces armées en Algérie, la Justice fut plus pressée et vingt jours après les faits :

11. «... On sut rapidement que cet attentat était relié à un important complot dont la réussite exigeait mon assassinat. Ses instigateurs sont ceux qui aujourd'hui demandent pour moi la peine capitale. Ils désirent obtenir par un jugement, ce qu'ils n'ont pas réussi par le bazooka ». Déclaration de Salan à son procès.

12. Morland, Barange, Martinez, *op. cité*, p. 104.

Les D.O.P., ou « détachements opérationnels de protection » sont des brigades volantes d'interrogatoire, fonctionnant indépendamment de la hiérarchie militaire ordinaire, leur institution eut pour but d'étouffer le retentissement de la torture au sein de l'armée. Les D.O.P. sont rattachés au C.C.I. Pierre Vidal-Naquet, *Face à la raison d'Etat*, p. 88 et 121. Leur Q.G. était la villa Marguerite à Hydra.

13. R. Kauffer, *op. cité*, p. 60.

14. J. Delarue, *L'O.A.S. contre de Gaulle*, p. 41.

« On se décida à saisir le Tribunal militaire d'Alger, ce qui n'était pas le meilleur moyen de parvenir à la vérité. Dans le courant de 1957, le juge d'instruction militaire rendit plusieurs non-lieux avec une discrétion exemplaire ... »¹⁵

Alors que Kovacs et Castille avaient reconnu leur participation à 17 autres attentats dans Alger ! Sans doute étaient-ils sûrs que la justice militaire ne serait pas insensible à leur appartenance aux services spéciaux...

Perez intègre dès le début les arcanes militaro-policières d'Alger : « Il fallait que la balance de la peur penchât un petit peu de l'autre côté. Et c'est l'origine de notre engagement dans l'action sous sa forme illégale. Ça s'est fait surtout vers 1956 parce que tout ça, tout de même, a demandé une mise en condition psychologique ; on ne devient pas contre-terroriste du jour au lendemain ; on ne prend pas un flingue pour aller dans la rue après ses visites à la poursuite d'un chef F.L.N. ou d'un agent qui soutient le F.L.N. ou d'un porteur d'armes ou d'un collecteur de fonds ou d'un agent de renseignements comme on va organiser un camp scout. »¹⁶

Arrêté le 6-2-57, il est mis en prison, condamné — non pas pour les meurtres, poses de bombes et exactions de toutes sortes revendiquées par l'O.R.A.F. — mais simplement pour « constitution d'un groupement non reconnu par la loi ». Les deux mois passés à Barberousse le seront dans des conditions qui font des envieux : « ... Un jour que je me trouvais à l'infirmerie, je vis entrer deux personnages imposants, grands et solides. Ils soulevaient parmi les surveillants un tel courant de respect et d'admiration, ils étaient si superbement vêtus et cravatés que je crus d'abord qu'il s'agissait d'inspecteurs en mission à Barberousse et qu'un « fixe ! » allait nous inviter à les saluer.

Des policiers d'Alger, ils avaient aussi la morgue et la désinvolture fanfaronne (Peut-être était-ce d'ailleurs leur ancien emploi ?). Ce n'étaient pas des visiteurs, mais des locataires de luxe, deux ultras de la bande des « bazookistes » de Kovacs...

Il y a détenu et détenu : ces messieurs, confortablement installés dans un quartier du centre de la prison, jouissent d'un régime spécial. Rasés tous les jours, frais et roses, ils ne garderont pas de Barberousse les souvenirs amers qu'en auront les patriotes algériens. »¹⁷

La justice, se conformant en cela à l'attitude de la police, de l'armée et des services spéciaux, accordera son aide, sous la forme de la mansuétude, aux tortionnaires, aux contre-terroristes puis aux membres de l'O.A.S., qui sont les mêmes individus.

Le capitaine Guy Allenan, quant à lui, est remplacé par Louis Bertolini — nom de code « Capitaine Benoît » — dont on ne peut s'empêcher de livrer quelques bribes du cursus tant il va dans le sens de notre argumentation.

Outre son appartenance à cet organisme bâtard qu'est le C.C.I. dans le cadre des tortures pratiquées par l'armée, il contacte Degueldre en 1961, dès que ce dernier est en rupture de régiment et intègre l'O.A.S. Mais c'est surtout en mai 1962 que ce personnage est mis en vedette.

Le 25 mai 1962, Mokhtar Ould Daddah, président de la République de Mauritanie, est accueilli sur le perron de l'Elysée par Charles de Gaulle. Ce jour-là, le verdict du procès Salan doit être rendu et de la fenêtre d'un appartement loué rue du Faubourg Saint-Honoré, juste en face du perron, un homme doit abattre le chef de l'Etat à l'aide d'un fusil à lunette : d'où le nom « opération chamois » donné à ce projet de l'O.A.S. (les chasseurs de cet animal méfiant utilisent un fusil à lunette). Au dernier moment, la police déjoue l'attentat. C'est que la brigade anti-O.A.S. d'Alger avait informé ses collègues parisiens du départ pour la France de Bertolini et d'une équipe « spéciale » pour mener une mission de très grande importance. Le succès miraculeux avait une explication : Bertolini, s'il collaborait à l'O.A.S., n'en demeurerait pas moins un membre de ces services qui travaillent « à la marge » mi-officiel, mi-officieux, mais qui rendent service à beaucoup. Et des Bertolini, dans l'O.A.S., il y en avait d'autres...

L'O.R.A.F. dissoute, une autre formation apparaît : le Front National Français (F.N.F.) avec à l'action psychologique Susini ; « moi (Perez) j'étais chargé du groupe action et préparation de l'action »¹⁸.

Le 24 janvier 1960, épisode des barricades : « Je vais sur les lieux, ça avait l'air mou ; alors je dis bon, je vais chercher ceux de Bab El Oued et là je trouve un bataillon d'Unités Territoriales en tenue et casque lourd...

Moi j'avais par exemple un 7,65 armé et un Herstal > mm de 14 coups, 13 dans le chargeur et la quatorzième dans le canon. Tout ça c'était sur moi. »¹⁹ On connaît la suite : 14 morts et 125 blessés dans les rangs des gendarmes mobiles dont certains mourront des suites de leurs blessures.

15. J. Delarue, *op. cit.*, p. 16. Philippe Castille passera à l'O.A.S. et sera arrêté à Paris le 3 janvier 1962.

16. T.F.1., *De Gaulle et l'O.A.S.*, 2-1-1991.

17. Henri Alleg, *Prisonniers de guerre*, p. 104.

18 et 19. T.F.1., *De Gaulle et l'O.A.S.*, émission du 2 janvier 1991.

« L'émeute ne fut pas le résultat d'un mouvement de foule spontané. Dès le 20 ou le 21 janvier, les services américains de renseignements avaient signalé des mouvements anormaux dans les unités françaises en Allemagne... Le coup de force tant de fois annoncé arrivait. »²⁰

Le procès n'en sera que plus scandaleux : à la fin des interrogatoires le président Thiriet ordonne la mise en liberté provisoire de tous les inculpés. Aussitôt, certains filent en Espagne — tel Susini — les autres attendent sereinement le non-lieu général, — tel Perez — qui fait une « déclaration qui annonçait sans équivoque l'O.A.S. et ses moyens »²¹.

De son retour à Alger il est assigné à résidence au camp de Téfeschoun, d'où il sort le 22 avril 1961, sur l'intervention du colonel Godard à l'occasion du putsch. Le dimanche 23 avril, il fait une déclaration publique : « Toute la population européenne et musulmane d'Algérie doit se trouver au garde à vous derrière l'armée pour suivre jusqu'à la victoire finale le chemin de l'honneur... »²² qui sera celui de l'O.A.S. car le putsch échoue. Les extrémistes européens accueillent les officiers déserteurs au sein de l'O.A.S. dont Godard rédige l'Organigramme, Perez y figure en bonne place, à la direction de l'O.R.O. « Pour se voir confier la responsabilité de la branche spéciale de l'O.A.S. chargée du sabotage, de l'intimidation, de la violence, du meurtre, Jean-Claude Perez était, jusqu'à un certain point, coulé au moule. »²³

Pour le contre-terroriste de 1956 c'est une véritable promotion : lui qui obéissait aux policiers et aux membres secrets des services de la torture, devient désormais leur chef ; c'est lui qui signera les ordres d'exécution en gardant les mains blanches.

Salan n'apprécie pas celui qui appartient à l'O.R.A.F. dont les membres n'avaient pas hésité à tirer au bazooka pour le tuer. Il est loin de faire l'unanimité dans l'O.A.S. : « ...le mépris dont l'accablaient ses collègues ou la discrétion qu'ils manifestaient à son égard m'étonna »²⁴.

Cette carrière dans le crime — comment l'appeler autrement — s'explique par les liens noués solidement entre les divers acteurs de l'O.A.S. Contractés dès 1956, ils tenaient plus solidement que jamais en 1962 puisque les mêmes personnages tenaient les mêmes rôles dans la même pièce depuis sept ans !

20. Jacques Delarue, *L'O.A.S. contre de Gaulle*, Fayard 1981, p. 46-47.

21. Jean-Marc Theolleyre, *op. cité*, p. 235.

22. *La Dépêche d'Algérie*, 24-4-61.

23. Paul Henissart, *op. cité*, p. 163.

24. Déposition de Jacques Chevalier au procès du capitaine Murat. in *O.A.S. parle*, Juliard, *op. cité*, p. 292.

Bertolini, alias capitaine Benoît, qui avait pris la succession du capitaine Guy Allenan à la tête du C.C.I. après le scandale de la « villa des Sources », est toujours à ce poste en 1962 et : « actionne plusieurs groupes de contre-terroristes civils. Il met à la disposition de Degueldre les chefs de ces petits commandos, précieux pour une organisation secrète, car rompus au travail clandestin »²⁵.

Quel que soit le biais par lequel on aborde le problème de l'O.A.S. on remonte toujours aux contre-terroristes, le crime contre les C.S.E. n'échappe pas à cette règle. En effet, après l'explosion de la rue de Thèbes, en 1956, des perquisitions eurent lieu contre les milieux extrémistes européens et la police effectua une descente au 263, rue Sadi-Carnot, immeuble appartenant au rectorat d'Alger et qui abritait l'Auberge de Jeunesse d'Hussein Dey et des logements de fonction²⁶. Des armes auraient été découvertes chez les parents aubergistes, M. et M^{me} Gris.

A partir de cette date, l'inspecteur départemental de la Jeunesse et des sports d'Alger anime la cellule extrémiste au sein de l'académie d'Alger.

Or, en juillet 1962, deux enfants d'une victime algérienne du 15 mars, furent convoqués par le commissaire de police d'El-Biar qui leur dit : « L'indicateur O.A.S. qui a mouchardé le lieu, le jour et l'heure de la réunion aux assassins de votre père est le directeur de l'auberge de jeunesse d'Hussein Dey, M. Gris. »

La police algérienne avait établi elle aussi le lien entre les contre-terroristes de 1956 au sein du rectorat et le crime de Château-Royal en 1962.

ROGER DEGUELDRE

Si l'action de Degueldre au sein de l'armée était connue, son passé comportait une zone d'ombre que ses thuriféraires n'avaient pas éclaircie.

Révétons ici que Degueldre n'est pas français mais belge. Roger, Hercule, Gustave Degueldre est né le 9-5-1925 à Louvroil (nord) village accolé à Maubeuge, à quelques kilomètres de la frontière belge. Or pendant l'occupation, les départements du « Nord-Pas-de-Calais » étaient placés sous la juridiction de l'administration de Bruxelles. D'autre part, la fiche de recherche diffusée à l'encontre du déserteur, datée du 18-4-61, indique : sous-lieutenant

25. Rémy Kauffer, *op. cité*, p. 129.

26. Domicile de l'inspecteur Robert Aimard à partir de 1957. Il y recevra en novembre 1961 sa lettre de condamnation à mort.

d'active à titre étranger. C'est bien à un étranger que les partisans de l'O.A.S. ont confié la défense de l'Algérie française.

« A 17 ans, il s'engage dans la Résistance, chez les F.T.P. »

écrit Y. Courrière ²⁷, affirmation reprise par R. Kaufer :

« A fait ses premières armes dans... les F.T.P. » ^{28 et 29}

« Plonge à la légion étrangère un jour de Septembre 1945 pour des raisons que lui seul connaissait et qu'il ne jugeait pas utile de révéler » ³⁰,
« sous un faux nom. » ³¹

Pourquoi un jeune résistant se camouflait-il, sans grade malgré son passé courageux, au milieu de la légion étrangère ?

Parce que Degueldre n'a jamais été un résistant. La revue ouvertement nazie « L'Europe réelle », livre d'intéressantes précisions sur celui qu'elle considère comme l'un des siens les plus glorieux et auquel elle consacre une importante biographie dont il ressort que ³² : Degueldre s'engage dans la légion SS « Wallonie » ³³, combat sur le front russe, est condamné à mort en 1945 par les tribunaux de guerre belges, parvient à franchir la frontière de son ingrate patrie (la Belgique) et s'engage dans la légion étrangère française. L'ex-waffen S.S. belge J.-R. Debbaudt (l'un des deux directeurs de la revue) est particulièrement bien placé pour connaître le passé du Degueldre waffen-S.S. puisqu'ils avaient exercé ensemble leurs talents dans la division « Wallonie ».

Le journaliste américain Paul Henissart ³⁴ apporte les précisions suivantes : « ... participe à des actions criminelles contre des résistants à Charleroi en 1944, ce pourquoi il aurait été condamné à mort et aurait trouvé refuge dans la légion... ».

27. Yves Courrière, *op. cit.*, p. 897.

28. Rémi Kaufer, *op. cit.*, p. 128.

29. Benjamin Stora, *La Gangrène et l'Oubli*, p. 111.

30. Pierre Sergent, *Je ne regrette rien*, Fayard, Paris, 1972, p. 203.

31. Yves Courrière, *op. cit.*, p. 897.

32. *L'Europe réelle*, décembre 1961, n° 44, pp. 3 et 4. Titre inspiré du « pays réel » de Maurras, formule qui voulait stigmatiser le régime parlementaire. Publication mensuelle, dirigée par deux anciens Waffen SS, l'un suisse et l'autre belge, qui a commencé à paraître peu après la guerre, a connu des interruptions et des réapparitions périodiques.

33. Dans chaque pays conquis, l'Allemagne recrute des volontaires qui constitueront en Hollande la division « Nederland », en Norvège la division « Viking », en France la division « Charlemagne », etc. Ces unités deviendront S.S. en 1943 au sein du quatrième corps de la Wehrmacht.

34. P. Henissart, *op. cit.*, p. 165.

Les bureaux de recrutement français ouvraient leurs portes à des criminels de guerre à destination de l'Indochine puis de l'Algérie ³⁵.

D'emblée, le comportement de la légion à l'égard des populations civiles algériennes est inadmissible car la troupe pratique la « responsabilité collective » conformément au télégramme secret, en date du 13 mai 1955, adressé par le général commandant la X^e région militaire, au général Cherrière, commandant la division de Constantine.

Le meurtre du sergent-chef Walter, poignardé au marché de Khenchela provoque des représailles décrites par un militaire français : « Deux villages furent entièrement rasés, les femmes et les enfants abattus » ³⁶ et rapportées par le Député du Constantinois :

« 29 novembre 1955 à Tizint. Ce jour-là dix hommes, pour la plupart des anciens combattants, infirmes ou impotents, assis à la Djemaa du village, devisaient lorsqu'un détachement de légionnaires, sous les ordres des lieutenants Rudolph et Langlais, arrivés à l'improviste, ouvrit le feu : huit hommes furent tués sur le coup, deux blessés graves furent achevés. La chasse à l'homme s'organise à travers les ruelles tortueuses du village... cinq autres personnes extraites de chez elles sous les regards de leurs femmes et enfants terrifiés, furent traînées jusque sur la place du village où elles furent égorgées.

... La jeune Sbaï Djemaa Ben Larbi, 7 ans, fut tuée en même temps que son père qui la tenait dans ses bras. » ³⁷

Le 1^{er} R.E.P. achève au poignard les maquisards blessés, exécute sommairement les prisonniers, appelé dans Alger il torture sans discrimination le personnel des C.S.E.

Le colonel Jeanpierre, qui commandait le régiment, vint assister aux « interrogatoires » menés par la 2^e compagnie — placée sous les ordres d'un lieutenant, futur chef O.A.S. d'El-Biar — et déclara au briefing du lendemain :

35. Paul Touvier, chef du deuxième service de la milice, chargé du renseignement entre 1943 et 1944, confiait au *Quotidien de Paris* en août 1980 qu'il avait « refusé de reprendre du service au moment de la guerre d'Algérie », « malgré des propositions qui lui furent faites, affirmait-il, par des partisans de l'Algérie française ».

36. Jacques Pucheu, *Un an dans les Aurès*. In *Crimes de l'armée française*, Pierre Vidal-Naquet, p. 65.

37. Archives privées. Le 14 mai 1955 un nouveau télégramme précise : « Responsabilité collective à régler vigoureusement ».

On comprend pourquoi les populations qui subissent l'application de ces mesures contraires aux Conventions internationales participeront aux massacres d'européens le 20 août 1955 dans le Constantinois.

« Je vous donne mon accord. Je vous couvre. Continuez. Si quelques-uns d'entre vous ont des scrupules, qu'ils sachent seulement deux choses : primo, que je ne leur en voudrai pas ; secondo, que leur attitude ne nuira pas à la suite de leur carrière ».³⁸

Le commandement supérieur donne des garanties à ceux qui ne torturent pas.

Le 24 janvier 1960, « *Les Barricades* » : au lieu de converger de façon coordonnée avec les gendarmes mobiles pour dégager le Plateau des Glières des barricades édifiées par les ultras de l'Algérie française, le 1^{er} R.E.P. et le 3^e R.P.I.Ma traînent les pieds mettant trois quarts d'heure pour progresser de 400 mètres.

« Mieux encore, les meilleurs rapports s'étaient établis après la fusillade entre les gens des barricades et les paras chargés de les isoler. »³⁹

Lorsque les insurgés pieds-noirs se rendent, le 1^{er} février, le capitaine Pierre Sergent, qui commande le détachement, fait présenter les armes ; son chef, le colonel Dufour, ne proteste pas tandis qu'on rend les honneurs à ceux qui ont tué 14 gendarmes de la République et blessé 125 autres montrant ostensiblement où allait leur admiration.

Nommé sous-lieutenant en 1958 il reprend son nom de Degueldre. Le 1^{er} janvier 1961 il est nommé Lieutenant et le général Massu épingle sur sa poitrine la légion d'honneur. Son régiment est devenu un état dans l'Etat. Il n'obéit qu'à ses propres officiers et, bientôt, ne leur obéira même plus : c'est ainsi que le 7 janvier 1961, à 16 heures trente, le 1^{er} R.E.P. refuse de partir en opérations. Malgré les tentatives de négociation du général Gilles, nouveau commandant de la 10^e D.P., les capitaines refusent d'obéir. Les officiers sont sanctionnés, Degueldre muté au 4^e régiment d'infanterie, mais il choisit, le 25 janvier, de ne pas regagner sa nouvelle unité et de s'installer à Alger : c'est la « clandestinité » et le début de son rôle dans l'O.A.S. qui n'en n'est qu'à ses premiers balbutiements.

A partir du moment où il déserte, Degueldre dispose d'une liberté de circulation sans limite territoriale. Il faut dire que son chef de corps l'a mis en « congé de régiment », ce qui évite à la gendarmerie, dont c'est l'attribution légale, d'être saisie de sa désertion. Degueldre peut tout à la fois résider dans Alger et regagner la base du 1^{er} R.E.P. à Zéralda, faisant de lui l'agent de liai-

38. P. Sergent, *op. cit.*, p. 238. L'auteur rapporte avec complaisance ce qui s'appelle en droit des « crimes de guerre » p. 217, 247, 298, 313.

39. J.-M. Theolleyre, *Ces procès qui ébranlèrent la France*, B. Grasset. 1966, p. 236.

son entre les activistes civils et les comploteurs militaires. Le lieutenant Favreau, officier de sécurité du régiment a probablement, de son côté, trouvé une habile formule pour ne pas saisir la Sécurité Militaire de la désertion de son camarade...

C'est ainsi qu'en janvier 1961, on trouve Degueldre à Paris, rue de la Pompe, dans le 16^e arrondissement, au domicile du colonel de Blignieres dont il a par deux fois sauvé la vie en Indochine, participer aux réunions préparatoires du futur « *putsch des généraux* ».

De retour à Alger, le légionnaire accueille le 23 février à l'aéroport d'Alger-Maison Blanche Louis de Charbonnières, que nous connaissons déjà depuis les « *négociations* » avec Petitbon. Avec un autre officier, on se rend à Zéralda puis on retourne à Alger, à la caserne des Tagarins où se trouve le commandant Robin – un ancien 1^{er} R.E.P. – chef des groupes de commandos parachutistes (ou G.C.P.) dont on sollicite le concours dans la perspective de la prise de pouvoir à Paris⁴⁰.

C'est alors la tournée des « *popotes* » des comploteurs. A Constantine : « *Roger Degueldre, qui connaissait du monde partout et disposait facilement d'avions militaires pour effectuer des liaisons à travers l'Algérie, nous arrangea cela.* »⁴¹ Mais ce n'est pas tout.

Le 6 mars 1961, Degueldre part à Paris pour découvrir que les projets se heurtent à des obstacles : toutes les unités ne marcheront pas au canon.

Le 12 mars 1961, il quitte Paris pour rendre compte à Alger de ses contacts métropolitains.

Le 26 mars, départ d'Alger pour Paris où le complot prend tournure. La rue de la Pompe est délaissée au profit des locaux de l'Ecole Militaire.

29 mars, retour à Alger pour annoncer que le putsch est prévu pour Pâques.

Toutes les trois semaines environ, l'ex-lieutenant de la légion fait la navette entre Alger et Paris⁴² ; il circule aussi librement à Paris qu'à Alger ; il assure la liaison entre l'armée et les extrémistes européens d'Alger. Cette liberté dont bénéficie cet officier déserteur sert beaucoup d'intérêts : ceux des comploteurs, au premier chef, mais aussi ceux des gens qui, dans l'ombre, les observent.

40. Cette unité spéciale de l'armée de l'Air, compromise dans le putsch, avait fait croire à un parachutage de commandos sur Paris. Le premier Ministre, Michel Debré, avait fait un appel radiodiffusé encore présent dans toutes les mémoires.

41. Louis de Charbonnières, *Encore et toujours*, p. 58. Le pilote de l'avion qui effectua ce vol obtint de son chef une attestation de vol de quatre heures en bonne et due forme.

42. « *En tenue d'aviateur* », précise Y. Courrière, *op. cit.*, p. 780.

Cette tactique des services de renseignements est expliquée par Constantin Melkik, responsable des services secrets auprès du premier Ministre, Michel Debré, lors de l'émission de télévision « *Apostrophes* » du 12 mai 1989 :

« *Je voyais qu'elles étaient les cartes de l'adversaire, quel était notre propre jeu et ainsi, on décidait si tel ou tel coup était jouable. Pour le « putsch », on a tout de suite vu que ce n'était pas jouable.* »

Et pour connaître les adversaires, rien de plus facile que de suivre Degueldre dans ses allées et venues entre Alger, la rue de la Pompe ou l'Ecole Militaire à Paris. Si la police connaissait tout des comploteurs civils d'Alger, elle savait tout des activistes militaires. Bien des agents de la Sécurité militaire devaient être attachés aux pas de Degueldre, sinon dans Alger, du moins dans Paris. La France entière n'était pas compromise avec les factieux et les extrémistes, et les navettes du lieutenant déserteur ne pouvaient pas ne pas être signalées à la longue⁴³.

Toujours est-il que le 22 avril 1961, a lieu le « *putsch* » des généraux dont les civils sont écartés. L'unité qui part la première à la conquête d'Alger n'est autre que le 1^{er} R.E.P. : la légion étrangère à l'assaut de la République française ! On a vu les énormes engins blindés de reconnaissance de la légion encercler la caserne Hélène Boucher à La Redoute, dans laquelle étaient retranchés de jeunes appelés du contingent : les canons de la légion étrangère pointés sur les jeunes français.

Le régiment était ainsi passé de la résistance passive, lors des « *Barricades* », à l'opposition ouverte, l'Etat recueillait les fruits de sa mansuétude à l'égard d'unités « *d'élite* » qui commettaient crimes, exactions et tortures.

Devant l'échec prévisible de la prise de pouvoir et la mollesse des putschistes, Degueldre menace : « *Il faut supprimer quelques personnages pour créer l'irréversible.* »⁴⁴

Le 25 avril, il ne reste que deux régiments favorables au pronunciamiento : le 1^{er} R.E.P. et le 1^{er} R.E.C. (cavalerie) : « *Les dernières heures de l'Algérie Française : égrenées par des étrangers.* »⁴⁵

Régiment criminel dans ses opérations strictement militaires, régiment tortionnaire dans ses opérations de maintien de l'ordre, régiment rétif devant « *Les Barricades* » en 1960, régiment putschiste en avril 1961, la légion étrangère, sous couvert de défense de l'Algérie française, participe à tous les mauvais coups.

43. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur puis de la Défense nationale, fut lieutenant de la Sécurité militaire à Alger en 1961.

44. L. de Charbonnières, *op. cité*, p. 82.

45. P. Sergent, *op. cité*, p. 394.

Le 26 avril, c'est la débandade et certains officiers rejoignent Degueldre là où il évoluait déjà : la confortable clandestinité d'Alger ; la légion fournissait à l'O.A.S. ses professionnels de la guerre.

Les militaires rejoignent les civils dans cette Organisation qui existait sans eux depuis février 1961 et Degueldre se voit confier la charge de constituer les équipes de tueurs : « *Il y avait là d'anciens contre-terroristes des années précédentes, qui avaient déjà lutté contre le F.L.N. en collaboration avec la police française et le contre-espionnage.* »⁴⁶ En tant que comploteur, Degueldre bénéficie de la bienveillance de l'armée. Son intégration à l'O.A.S. lui confère un statut d'Intouchable, et l'appartenance à la confrérie des contre-terroristes lui induit une immunité contre toute action policière. Les militaires les plus déterminés ainsi que les européens les plus extrémistes en relation avec les services spéciaux, partagent entre eux de terribles et inavouables complicités. « *Dites-vous bien que si nous tenons ainsi à Alger, c'est surtout grâce à la complicité, ou du moins à la passivité bienveillante de l'armée* »⁴⁷, dit Gardes aux civils en train de préparer les attentats les plus sanglants.

Une bonne partie de l'armée demeure complexée par rapport à ses frères d'armes, restés fidèles au serment qu'ils avaient maintes et maintes fois prêté : celui de garder l'Algérie française. Il y avait entre eux, au sens étymologique, conjuration.

46. J.-J. Susini, *op. cité*, p. 89.

47. Buchard, *op. cité*, p. 131.

VII

Arrestations et Procès O.A.S.

LA « LUTTE » ANTI-O.A.S.

Le gouvernement de Paris prit son temps pour s'opposer à l'O.A.S. : entre le 25 janvier 1961 — assassinat de Maître Popie, première victime des terroristes — et le 28 novembre — début de la mise en place de l'équipe spécialement chargée de lutter contre l'Organisation — dix mois se sont écoulés au cours desquels l'O.A.S. connut un « âge d'or » grâce à une impunité quasi absolue¹. L'augmentation des attentats contraignit le ministre de l'Intérieur Roger Frey à envoyer à Alger le directeur de la police judiciaire, Michel Hacq, pour procéder à l'installation, dans l'enceinte de l'école de police d'Hussein-Dey, de cent policiers métropolitains, volontaires, célibataires de préférence, ayant du métier : ils constitueront la Mission « C » (pour choc)². Vingt gendarmes, spécialisés dans la police judiciaire et placés sous les ordres du capitaine Lacoste apportent leur concours pour ce qui concerne les arrestations de militaires déserteurs³.

1. Pour ce qui concerne notre enquête, rappelons que la police qui se dirigeait vers Château-Royal a croisé, sans intervenir, les deux voitures qui transportaient les huit tueurs.

Les deux témoins que nous avons rencontrés, mais peut-être y en eut-il d'autres, qui ont déposé au commissariat central d'Alger ont été menacés et sommés de ne plus témoigner : seule la police locale connaissait leurs noms. On nous a apporté le cas d'un agent de la circulation qui avait interrompu le passage d'une file de voitures pour permettre à celle dans laquelle se trouvait un véhicule transportant Degueldre de passer plus vite.

2. 60 inspecteurs iront à Oran et 30 autres à Constantine.

3. Cette formule n'était qu'une reprise de celle mise en place en février 1957 : pour établir la lumière sur les menées contre terroristes, Robert Lacoste avait obtenu l'envoi à Alger d'une mission d'inspecteurs métropolitains travaillant en dehors des structures policières locales, ce qui permit à l'enquête d'aboutir. Le pouvoir, informé, laissa faire.

Au départ de Paris avec ses policiers, Michel Hacq aurait dit : « *Messieurs, le menu fretin ne m'intéresse pas. Ce que je veux, c'est Salan, Jouhaud, Degueldre et les principaux deltas* ». ⁴

Le menu fretin ne l'intéresse pas...

Il y a donc à Alger 120 policiers, oui 120 en tout et pour tout pour lutter contre l'O.A.S. Ce chiffre, dérisoire au regard du nombre élevé de forfaits perpétrés entraîne deux réflexions :

— ou bien l'O.A.S. est véritablement puissante, et ses attentats le démontrent amplement, en conséquence des moyens adaptés doivent être mis en œuvre. Dans cette éventualité, pourquoi avoir limité à 120 hommes le dispositif mis en place ? D'ailleurs, le nouveau Préfet de police Jules Vitalis Cros, qui a pris ses fonctions le 15 décembre 1961, écrit le 15 mars 1962 après-midi pour se plaindre auprès du premier Ministre Michel Debré, qui lui a téléphoné peu avant, du manque d'effectifs dont il dispose pour maintenir l'ordre : « ... *Il y avait dans Alger, au début de 1956, plus de deux divisions avec 122 attentats par mois, tous F.L.N. et le concours de la population pour les combattre.*

Il y a aujourd'hui deux fois et demi moins d'effectifs, avec deux fois et demi plus d'attentats F.L.N. et un nombre supérieur d'attentats O.A.S., soit cinq fois plus d'attentats et une population indifférente, hostile au pouvoir ou terrorisée. » ⁵

— ou bien, comme le ministre de l'Education nationale Lucien Paye l'a dit en décembre 1961 à Max Marchand, l'O.A.S. n'a pas l'importance qu'on lui prête.

Soit. Dans ce cas 120 policiers compétents peuvent anéantir cette Organisation ; mais alors pourquoi cela n'a-t-il pas été obtenu ? D'autant que nous savons combien l'état-major de l'O.A.S. était vulnérable du fait d'une implantation étroitement circonscrite à une seule rue d'une ville de 400 000 européens ⁶.

Ce choix délibérément limité répond à deux considérations : d'une part le ministre de l'Intérieur donne priorité à la lutte anti-O.A.S. en France, où la

vie du chef de l'Etat est menacée. D'autre-part, le général de Gaulle tient pour réglé le problème algérien. L'Algérie passe donc au second plan de ses préoccupations. Il a désormais d'autres ambitions pour l'armée française que cette guerre médiévale, l'ère atomique.

Les policiers de la Mission « C » resteront confinés dans l'école de police, transformée en camp retranché, ou n'en sortiront que sous bonne escorte, leur travail se faisant à partir des renseignements obtenus de plusieurs sources, parmi lesquelles :

1 — Les services de renseignements, tel celui qu'anime Jacques Despinoy, alias colonel Foyer, qui travaille sous la couverture du S.F.J.A. de Petitbon. Mais il y en a d'autres, d'obédience civile.

2 — La Sécurité militaire, grâce aux documents anthropométriques qu'elle détient, établit un fichier complet de tous les soldats qui, abandonnant leurs unités, sont portés déserteurs.

3 — Il y a les écoutes téléphoniques : « *Le service des écoutes téléphoniques prend une extension considérable, sous les ordres d'un officier supérieur du S.D.E.C.E. Il est surtout question de surveiller les conversations des « activistes », des partisans de l'Algérie française.* » ⁷

« *La Force « C » de Hacq... fait du bon travail : les renseignements affluent, transmis... par les écoutes téléphoniques — procédé dont on ne soupçonne pas encore l'importance.* » ⁸

Comme le général Grossin, chef du S.D.E.C.E., ne se montre pas favorable à l'utilisation des commandos « action » de son service contre l'O.A.S., les écoutes d'Alger passent sous la tutelle de la Mission « C » dont le responsable en mars 1962 est le commissaire divisionnaire Pierre Ceugnart qui reçoit les résultats des dérivations des lignes des deux centres téléphoniques d'Alger, l'un situé dans les sous-sol de la poste centrale et l'autre dans le sous-terrain de la colonne Voirol, sur les hauteurs d'Hydra.

Nous ne parlerons pas des « *barbouzes* », cette vingtaine d'hommes qui joueront le rôle de « *chèvre* » en attirant vers eux les commandos O.A.S., et qui laisseront leur vie dans un combat inégal ; ils n'étaient plus opérationnels en mars 1962 ⁹.

7. Pierre Le Goyer, *La guerre d'Algérie*, Perrin, 1989, p. 149, qui est ancien colonel, chef de la section des « archives contemporaines » au service historique de l'armée.

8. Pascal Gauchon et Patrick Buisso, *O.A.S.*, Edition Jeune Pied-noir, p. 122.

9. Leur chef, Lucien Bitterlin, fut averti par des membres de l'O.A.S. qui s'étaient mépris sur lui en le prenant pour un membre de leur Organisation, que la villa qu'il occupait avec d'autres « *barbouzes* » était sur écoute téléphonique de la S.M. ! Déclaration en février 1982 devant la commission d'enquête parlementaire sur le S.A.C.

4. Y. Courrière, *op. cité*, p. 993.

5. V. Cros, *op. cité*, p. 205. Le Préfet de police d'Alger, qui a écrit son livre à partir des « pelures » d'archives, donne les précisions suivantes : le nombre des victimes de l'O.A.S. est, en six mois, de l'ordre du triple du nombre des victimes F.L.N. en 6 ans.

De 1956 à 1962 : 1 400 attentats individuels F.L.N. à Alger.

En six mois : 4 200 victimes par l'O.A.S.

En mai 1962 : 2 100 attentats feront 1 000 morts du fait de l'O.A.S.

Au plan chronologique et quantitatif, le terrorisme européen occupe la première place dans la guerre d'Algérie. Pour beaucoup de gens, ce rang est occupé par le terrorisme algérien.

6. Imaginons une ville de France comptant 400 000 habitants et dont l'une des rues principales abrite tous les plus hauts responsables de la Résistance pendant l'occupation allemande...

4 — Les responsables F.L.N. d'Alger avaient remis à Michel Hacq, en décembre 1961, lors de l'installation de la Mission « C » :

« ... une liste de deux pages dactylographiées concernant des membres de l'O.A.S. Noms, âges, adresses.

— « A vous de vous en servir » avait dit le membre du F.L.N. »

C'est ainsi que le patron de la P.J. reçut sa première liste importante de suspects O.A.S.¹⁰.

Malgré tous ces moyens d'information, la mission « C » ne semble pas connaître les adresses des gros bonnets de l'O.A.S. puisqu'elle ne les arrête pas alors que le personnel politique, lui, les connaît bien. Voici trois exemples :

— Mauriceau-Beaupré, conseiller du premier Ministre pour les Affaires Africaines et M. Igaches et ancien Directeur du « *Courrier de la colère* » se rend à Alger en novembre 1961, rencontre « *Fleur* » alias le colonel Jean Gardes, dans sa résidence clandestine, lui demande d'éviter que le « *pire ne se produise* » et rentre à Paris¹¹.

— Robert Abdeslam, député du Grand Alger, qui ne manque jamais de rencontrer Salan, Susini ou Gardes lors de ses passages :

« 15 février 1962 : nouvelle visite du député Abdeslam à Alger et nouvelle rencontre de celui-ci avec le Général... Très franchement, Abdeslam ne cache pas qu'il reste en contact avec certains milieux proches du premier Ministre et qu'il tient avant tout à s'informer... »¹²

Ces relations suivies avec une Organisation vouée au crime et à l'assassinat, du chef de l'Etat en particulier, devaient être perfidement évoquées par les avocats de Salan au cours de son procès ; à l'audience du 19 mai 1962, Michel Debré, premier Ministre, déposait sous serment : « *M. Robert Abdeslam est venu diverses fois me voir... Au cours des derniers mois, nous nous voyions moins souvent mais il m'a fait part de ses voyages à Alger et il ne m'a pas caché que les amis qu'il voyait, faisaient partie de l'O.A.S. Il me disait qu'il essayait de les raisonner et qu'il y parvenait d'ailleurs de moins en moins.*

Voilà le compte rendu qu'il m'a fait et il n'y a jamais eu de ma part que ce qu'un chef de gouvernement devait dire dans de telles circonstances. »¹³

— Dernier exemple le 7 avril 1962 :

10. Yves Courrière, *op. cité*, p. 1005.

11. Rémi Kauffer, *op. cité*, p. 221.

12. Jean Ferrandi, *op. cité*, p. 261.

13. *Le procès de Salan*, *op. cité*, p. 110.

« *Cet après-midi, vers cinq heures, le Général était en train de recevoir un parlementaire de la région d'Oran...* »¹⁴

Salan reçoit d'ailleurs beaucoup : « *Comme un véritable chef d'Etat (il) accorde des entretiens à des journalistes étrangers, s'adresse aux hommes politiques et religieux...* »¹⁵

Il respecte peu les règles de la clandestinité : « *... même Salan prend plaisir à se promener seul dans la ville pour aller prendre un demi* »¹⁶.

Le courage des policiers de la Mission « C » est indéniable : devant se méfier de tout et en premier lieu de leurs collègues locaux, ils risquaient leur vie pour défendre la République. La détermination du colonel Debrosse qui voulait venger ses gendarmes « *abattus comme des lapins* » devant les barricades était totale. Il n'en demeure pas moins que la disproportion entre le niveau criminel record et les moyens pour s'y opposer est flagrante ; l'O.A.S. agit au grand jour et nargue une autorité aux abois, préoccupée par sa propre sécurité ; le maintien de l'ordre manifestait de troublantes carences, l'arrestation de Degueudre en est l'illustration.

LES ARRESTATIONS

Cette ignorance des planques de l'état-major O.A.S. n'est qu'apparente car on ne peut nier que pour des policiers de métier, l'O.A.S. d'Alger constituait une proie facile : l'identité de ses meneurs était connue, ils habitaient au même endroit, ne respectaient aucune des règles de la clandestinité ; certes le nombre des arrestations fut honorable pour la mission « C », mais, pour reprendre les termes prêtés au directeur de la P.J., pendant quatre mois les filets ne ramenaient que du « *menu fretin* »... Puis, curieusement, après le 19 mars, c'est-à-dire après la signature des accords d'Evian, quelques gros poissons furent ramenés les uns après les autres, coup sur coup.

Le général Jouhaud, commandant en chef l'O.A.S. d'Oran est arrêté le 25 mars, en même temps que son adjoint, le commandant Camelin et son officier de liaison l'aspirant Jourdin. Le lendemain c'était le tour du lieutenant de vaisseau Pierre Guillaume, à Tlemcen. Le 7 avril Degueudre tombait : en moins de trois semaines les chefs de l'Oranais et la clé de voûte du dispositif criminel d'Alger disparaissaient.

14. Jean Ferrandi, *op. cité*, p. 280.

15 et 16. Pascal Gauchon et P. Buisson, *op. cité*, p. 90.

Comment Degueldre fut-il arrêté ?¹⁷

Dans l'après-midi du samedi 7 avril 1962, tout le bureau du crime est réuni dans l'appartement de Degueldre 91, boulevard du Télémy ; on y trouve en effet :

- Roger Degueldre, chef du B.A.O.
- Jean-Claude Perez, chef de l'O.R.O.
- Nicolas Geli, chef de la section « Appui » au sein de l'O.R.O.
- Jacques Achard, chef du secteur Orléans-Marine à Bab-El-Oued.
- Guy Branca, capitaine, chef du secteur Alger-Centre.
- Raymond Mura, capitaine, chef du secteur d'El-Biar.
- Falt, adjoint militaire du chef du secteur de Blida.

L'essentiel du commandement O.A.S. est présent., vers 16 heures quinze, ou 16 heures trente (18 heures selon les agences de presse U.P.I. et A.F.P.) quand des gendarmes encerclent l'immeuble. Ils agissent sur les renseignements fournis tout récemment par un légionnaire déserteur. Dino Nicoletto.

Dès qu'ils se voient encerclés par les 90 gendarmes mobiles placés sous le commandement du lieutenant pied-noir Giudicelli, Jacques Achard, parce qu'il dispose de faux papiers d'excellente imitation sort le premier et ne se fait pas prendre malgré le petit fichier ambulant dont se seraient munis les gendarmes qui procèdent à son contrôle !

Degueldre le suit, parce que lui aussi est protégé par de faux-papiers, dont la qualité est parfaite :

« Il possède une carte d'identité au nom de Joseph ESPOSITO, Inspecteur de l'enseignement primaire. »¹⁸

« ... Il était seul, sans arme, les cheveux teints en blond et possédait pour tout papier une carte d'identité d'inspecteur d'Académie. »¹⁹

A ce niveau du déroulement de l'action, observons deux curiosités :

— La première concerne la dénonciation par un légionnaire déserteur. Qu'un militaire subalterne connaisse l'adresse du chef du B.A.O. en dit long sur le respect du cloisonnement dans l'O.A.S. et, par conséquent, sur la connaissance de cette adresse par la police.

Mais surtout, Dino Nicoletto est un curieux mouchard. En effet, au cours de l'été 1961, la police fut sur le point de démanteler l'état major de l'Organi-

sation. « Heureusement, de fabuleuses coïncidences, de mystérieuses faveurs nous avaient protégés » écrit Susini²⁰.

Godard, ancien directeur de la sûreté d'Alger, sollicite ses informateurs et le 29 septembre il diffuse une mise au point :

« En ce qui concerne les infiltrations dans nos rangs (et surtout à la tête) c'est clair et c'est le fait du Balafré... qui doit simplement s'identifier à un certain Dino Nicoletto, ancien légionnaire italien »...²¹

Nicoletto ne fréquente plus le 91, boulevard du Télémy depuis longtemps : il est grillé.

— La seconde curiosité concerne la carte d'identité et la profession sous laquelle Degueldre se cache.

1 — Au plan général, une carte d'identité n'indique pas la profession de son titulaire. Il semblerait donc s'agir d'une carte professionnelle indiquant le nom : « Joseph Esposito », et la qualité : « Inspecteur de l'enseignement primaire ».

2 — Il était facile de se procurer, à l'époque, des cartes professionnelles de l'Education nationale ; un de nos amis en disposait d'un lot, dans son bureau, qu'une signature et un tampon suffisaient à authentifier ; on ne les comptabilisait même pas. Cette facilité d'obtention de ce document officiel barré de tricolore a d'ailleurs été utilisée par le général Jouhaud, chef de l'O.A.S. d'Oran qui portait lui aussi, le jour de son arrestation, une carte de l'Education nationale !

Quant à Degueldre, cette couverture professionnelle lui est familière puisqu' : « Un jour où les gendarmes perquisitionnaient, entrant dans la chambre, ils interrogent Roger sur sa profession. " Instituteur ", répond-il. Après avoir fouillé cinq à six placards et eu confirmation de sa profession ils sont repartis satisfaits »²².

A toujours contrôler des suspects « porteurs de carte professionnelle de l'Education nationale », les gendarmes, à la longue, ne se sont-ils posé aucune question ?

Observons enfin que la facilité d'obtention de documents d'identité existait également pour tous les autres services de l'administration tant celle-ci était largement disposée à aider l'O.A.S.

L'approvisionnement de l'Organisation en faux papiers a même été utilisé à ses dépens : l'adjudant Lavanceau, l'agent double qui aurait permis l'arresta-

17. Nous avons réuni les données fournies par Yves Courrière (op. cit., p. 1071 à 1073) et Rémi Kauf-fer (op. cit., p. 276-277) dont les récits sont établis à partir de témoignages.

18. Yves Courrière, op. cit., p. 1072.

19. Le Monde, 9 avril 1962, A.F.P., U.P.I.

20. Jean-Jacques Susini, op. cit., p. 256.

21. Id. p. 257.

22. Micheline Susini, op. cit., p. 195.

tion du général Salan, appartenait aux services de la Sûreté nationale et fournissait de fausses identités aux militaires qui rejoignaient l'O.A.S. ! Les forces de police savaient donc bien le modèle de faux papiers que l'O.A.S. utilisait puisque des agents doubles les délivraient. Les faux papiers n'étaient vraiment pas la préoccupation des « clandestins » de l'Organisation.

3 — Ce qui constitue un argument supplémentaire pour trouver « curieux » la profession choisie : prendre, pour un assassin, la profession de six de ses plus récentes victimes ne nous paraît pas la meilleure « couverture ». Le crime contre six membres de l'Education nationale ne remontait qu'à vingt-trois jours. Et les six victimes avaient été dépouillées de leurs papiers d'identité, Degueldre était bien placé pour le savoir.

4 — Le choix du nom est aussi discutable que le choix de la fonction, car Esposito est d'origine italienne et Degueldre a les cheveux teints en blond : « *Quelque chose me heurte... Roger et Nicole ont une couleur de cheveux étrange : orange ! Je pars d'un fou-rire... Roger sourit à son tour ainsi que Nicole, et conviennent qu'on ne pourra jamais les soupçonner de clandestinité avec cette étrangeté capillaire.* »²³

Choisir ce nom et ce prénom méditerranéens, avec un déguisement de blond, n'est pas non plus le meilleur camouflage : la provocation, quoi qu'en pensent l'ex-légionnaire et son amie, n'est pas le plus sûr moyen de passer inaperçu :

« *Le lieutenant (de gendarmerie Giudicelli) n'a pas reconnu Degueldre mais les cheveux blond filasse sentent leur teinture à dix pas.* »²⁴

5 — « *Degueldre est sûr de lui. Son identité n'est pas bidon. Joseph Esposito existe réellement. Et il est inspecteur primaire.* »

Nous avons soigneusement vérifié cette information : il n'existe pas d'inspecteur primaire à ce nom et aucune de nos relations à l'Inspection académique d'Alger n'a connu de collègues ayant ce patronyme.

Après la dénonciation contestable par un déserteur « brûlé », la carte d'identité, à son tour, soulève bien des interrogations ; la suite de l'arrestation en soulève d'autres.

Le lieutenant Giudicelli arrête Degueldre et l'emmène à l'Ecole de police d'Hussein-Dey, siège de la mission « C » anti-O.A.S. Certains auteurs, et nous partageons leur surprise, s'interrogent sur l'absence de perquisition domiciliaire :

« *Comment expliquer que les gendarmes... n'aient pas fouillé une seconde fois l'immeuble pour chercher les autres chefs de l'O.A.S. qui devaient s'y cacher ?* »²⁵

D'autres ne font aucune allusion à une quelconque inspection de l'appartement par les gendarmes, les témoignages recueillis faisant silence sur ce point.

D'autres enfin, auxquels cette « curiosité » n'a pas échappé, rapportent que la visite des forces de l'ordre se solde par un échec car les cinq hommes qui restent, se dissimulent dans une cache masquée par une armoire, contenant de la lingerie féminine dont la vue aurait distrahit les gendarmes de leur mission d'investigation...

Quel surprenant comportement des forces de l'ordre, du moins dans les rapports qui en sont faits !

Passons sur la frivolité des gendarmes mobiles. Lorsque l'on connaît la forte corpulence de Pérez, les 1 m 81 de Branca, la carrure de parachutiste de choc de Mura, celle du lieutenant Falt, que nous ne connaissons pas mais qui était un para, de même que celle de Geli, on se demande quelles pouvaient être les dimensions d'un faux placard qui pouvait les contenir tous. Cette caverne dissimulée dans un appartement de ville dont la surface au sol n'est pas extensible, est-elle passée inaperçue aux gendarmes dont la perquisition domiciliaire est une spécialité ?

Pendant la « bataille d'Alger » les militaires vérifiaient jusque sous les évier de cuisine. Un membre de l'O.A.S. se plaint de la brutalité des gendarmes : « *... ces fumiers-là, quand ils perquisitionnent, ils voient tout, même le réfrigérateur* »²⁶.

Deux arguments irréfutables permettent d'affirmer que les gendarmes ont perquisitionné l'appartement :

Le premier est que l'une des charges retenues contre Degueldre lors de son procès est la suivante :

« *Détention d'armes de guerre et de munitions* ».

Le second, toujours d'ordre judiciaire est celui-ci. Le président du Tribunal militaire qui jugeait le capitaine responsable de l'O.R.O. pour la France, évoquant la préparation de l'assassinat du commandant Kubasiak à Aix-en-Provence, dit dans l'exposé des faits : « *... ainsi qu'il résulte des documents saisis lors de l'arrestation de l'ex-lieutenant Degueldre, chef des commandos "Delta" à Alger* »²⁷.

La justice s'est servie des résultats de la perquisition effectuée par les gendarmes mobiles le 7 avril 1962 au domicile de Degueldre à Alger, dans deux affaires criminelles différentes.

23. Micheline Susini, *op. cité*, p. 193.

24 et 25. Paul Henissart, *op. cité*, p. 388.

26. Pierre Dominique Giacomoni, *op. cité*, p. 103.

27. Référence réservée.

Pourquoi les gendarmes se sont-ils contentés de saisir des armes, des munitions, des documents en négligeant six hauts responsables de l'O.A.S. ?

L'arrestation de l'homme qui faisait trembler Alger à la tête de ses commandos de légionnaires ne provoqua aucune opération de police d'importance dans le quartier le plus peuplé en dirigeants O.A.S. Les autres participants à la réunion du 91, boulevard du Télemly sont à ce point rassurés par l'attitude des « forces de l'ordre » que l'un d'eux, le capitaine Guy Branca, ne nourrissant aucune crainte d'être suivi, joue au porteur de nouvelles et se rend d'abord chez Susini puis chez Salan, qui logent tous deux boulevard du Télemly et leur annonce l'arrestation.

Ferrandi, l'aide de camp du général rapporte l'événement :

« ... les gendarmes, qui apparemment n'attendaient que sa sortie, bondirent sur lui ». (Degueldre) ²⁸.

C'est ce qu'écrivit Rémi Kauffer ²⁹ : « Lui (Degueldre) ne passe pas, et pour cause ! Les gendarmes le cherchaient. »

« Le dispositif colossal mis en place était bien pour M. Esposito » ³⁰

Tout est dit : la gendarmerie, d'évidence, ne voulait que Degueldre et lui seul. Perez, malgré son niveau de responsabilité au sein de l'Organisation criminelle ne l'intéressait pas, tout comme Achard, Branca et les autres membres de l'O.A.S. n'intéressaient pas les gendarmes. Leur importance hiérarchique ne faisait que souligner le comportement aberrant des forces de gendarmerie, car il ne s'agissait pas que de « menu fretin ».

Une véritable opération de police aurait dû conduire, logiquement, à l'arrestation de tout le groupe et à la fouille du quartier ; or, visiblement, les gendarmes, qui sont disciplinés, avaient reçu l'ordre de ne procéder qu'à la seule arrestation du seul Degueldre.

Nous sommes donc en face, non pas d'une action de répression contre l'O.A.S., qu'on était en droit d'attendre, mais d'une manœuvre policière.

Deux éléments de notre enquête sont à confronter aux bizarreries de cette arrestation :

1 — Immédiatement après le crime du 15 mars, trois policiers de la mission « C » d'Hussein-Dey ont obtenu l'identification de Degueldre par un témoin, mais n'ont pas tenté d'obtenir l'identification d'autres assassins : seul Degueldre, déjà à cette époque, les intéressait.

28. Ferrandi, *op. cité*, p. 280.

29. Rémi Kauffer, *op. cité*, p. 276.

30. Micheline Susini, *op. cité*, p. 216

L'identification de Degueldre le 17 mars et son arrestation le 9 avril ont un point commun : dans les deux cas, le chef du B.A.O. était la seule et unique cible des forces de l'ordre qui négligeaient délibérément soit l'identification soit la capture des autres membres de l'O.A.S.

La similitude des deux actions de police exclut tout hasard ou tout manque de savoir faire ; il s'agit bien dans les deux cas d'un choix intentionnel.

2 — Les six victimes du 15 mars ont été dépouillées de leurs cartes d'identité et deux inspecteurs avaient le rang d'Inspecteur de l'enseignement. Or, deux agences de presse à Alger — A.F.P. et U.P.I. — annoncent qu'au moment de son arrestation Degueldre possède une carte d'identité d'inspecteur d'académie.

Distiller cette information, qui ne pouvait être que d'origine policière, c'était provoquer le rapprochement entre l'ex-lieutenant déserteur, chef des commandos « delta » qui tuaient dans Alger et le crime contre six inspecteurs de l'enseignement. D'ailleurs, les parents et les amis des six victimes ont fait immédiatement ce lien et une famille, rencontrée en 1989, était encore persuadée que Degueldre portait, le 9 avril, la carte d'identité de leur parent assassiné.

A-t-on voulu faire croire que la police était aux trousses des responsables d'un crime qui avait indigné une grande partie de la France ?

A-t-on pensé se servir de ce crime, d'une manière ou d'une autre, contre le chef des commandos « delta » ?

Ou bien ne doit-on voir, dans cette carte d'identité, que la désinvolture et le goût de la provocation d'un tueur trop sûr de ses complicités au point de négliger sa couverture ? ³¹

Il y a un événement qui accrédite un peu plus encore la thèse d'une arrestation de convenance.

Le 7 avril, au Rocher Noir, se tient la première réunion de l'Exécutif provisoire qui prend en charge l'administration du pays. Le maintien de l'ordre est confié à un algérien : Abd-el-Kader El-Hansar, en application de l'article 11 du décret 62-306 du 19-3-1962.

L'arrestation de Degueldre, ce même jour, est-elle un signe de bonne volonté de la part des autorités françaises en vue de ramener l'ordre dans Alger et d'en conserver la haute main ?

« La police française est-on ne plus avare de détails sur la capture des principaux chefs de l'O.A.S. lesquels furent arrêtés presque toujours sur dénonciation d'agents doubles ou d'informateurs. » ³²

31. Seule Micheline Susini indique qu'Esposito portait une carte d'inspecteur de police, et situe l'arrestation au domicile de Perez.

32. Paul Henissart, *op. cité*, p. 386.

Quelles que soient les hypothèses retenues pour expliquer ces nombreuses « curiosités », l'arrestation de l'un des assassins de Château-Royal apparaît bien comme une décision de circonstance, qui répondait à une volonté de ramener l'ordre mais en même temps obéissait à des desseins d'autre nature.

Notons cette opinion :

« La sordide vérité c'est que Degueldre avait été trahi, et l'on ne peut affirmer que son seul dénonciateur ait été le légionnaire allemand. A l'époque, Degueldre, avec son goût du pire, sa détermination farouche à consommer la catastrophe jusque dans ses dernières outrances, était devenu gênant pour plus d'un membre de l'Organisation. »³³

Ce qui est à rapprocher de celle de Micheline Susini :

« Roger est difficilement toléré par les colonels de l'état-major. »³⁴

L'arrestation de Salan présente bien des similitudes avec celle de Degueldre.

L'informateur n'est pas un légionnaire de bas niveau, mais un agent double, Jean-Marie Lavanceau. Ancien adjudant-chef de la 10^e D.P., entré à la Sûreté nationale comme officier de police. Attaché au 4^e secteur du Service d'Assistance publique aux français musulmans, ce service fournissait des ordres de mission et des fausses identités aux officiers qui rejoignent les rangs de l'O.A.S.³⁵

Le 15 mars il reçoit la mission d'infiltrer plus avant dans l'Organisation, avec ses hommes. Tous les renseignements qu'il collecte sont transmis au frère de police Vitalis Cros et directement au Haut-Commissaire de la République à Rocher-Noir ainsi qu'à une antenne à Paris dirigée par le Commissaire Jacques Delarue.

Le 19 avril, le président de l'Exécutif provisoire, Abderahmane Fares reçoit en audience très confidentielle le capitaine Lacoste, chef du groupe des gendarmes rattachés à la mission « C » : « Je vous prie de m'excuser d'avoir insisté à être reçu par vous seul parce que ce que j'ai à vous dire est secret et grave. Je pense procéder à l'arrestation du général Salan demain dans la matinée. »³⁶

Le 20 avril, vers midi, Lavanceau et Lacoste procèdent à l'arrestation — au 23, de la rue Desfontaines, une perpendiculaire au boulevard du Télemly — de Salan, sa femme, sa fille, et du capitaine Ferrandi.

33. Paul Henissart, *op. cit.*, p. 388.

34. M. Susini, *op. cit.*, p. 194.

35. D'après Pierre-Albert Lambert.

36. Abderahmane Fares, *La cruelle vérité*, Plon, 1982, p. 111.

Ce même jour a lieu la seconde réunion de l'Exécutif Provisoire. L'arrestation de Salan visait-elle à démontrer la capacité de la police française à lutter contre l'O.A.S. et à en conserver la responsabilité ?

Les algériens se montraient impatients devant les horreurs d'Alger. El Hansar, chargé du maintien de l'ordre demande la mutation de cent onze policiers algérois et de plusieurs officiers sympathisants O.A.S. De son côté Rabah Zerari, commandant l'A.L.N. et qui avait en charge les groupes F.L.N. d'Alger menace, dans un pli urgent daté du 19 avril adressé à l'Exécutif Provisoire : « ... dans cette lettre " se trouve " Salan ; c'est un beau cadeau que nous leur envoyons. Si le général Salan n'est pas arrêté demain, nous nous en chargeons. »³⁷

A-t-on voulu, côté français, éviter la capture d'officiers par le F.L.N. ?

On ne peut qu'observer les coïncidences : 7 avril, réunion de l'Exécutif Provisoire et arrestation de Degueldre. 20 avril, deuxième réunion de l'Exécutif et arrestation de Salan. Entre ces deux dates aucune arrestation marquante : ni Perez, ni Susini, ni Vaudrey, ni le capitaine C. ne seront arrêtés, eux qui ne sont pas du « menu fretin... ».

LES PROCES

Il avait été long et difficile d'arrêter quelques membres de l'O.A.S., il fut encore plus compliqué de les juger : la justice, à son tour, se situait au gré des circonstances. Ces procès devaient apporter des révélations de tout premier ordre sur le crime de Château-Royal.

A la faveur des pouvoirs exceptionnels qu'attribuait l'article 16 de la Constitution, il est créé le 27 avril 1962 le Haut Tribunal militaire. Le général Jouhaud, premier jugé, est condamné à mort et mis en sursis d'exécution.

Le général Salan, après une instruction rapide selon la procédure de « crime flagrant » est jugé à son tour.

« C'est encore là que l'avocat général Gavalda, au lieu de réclamer sans hésitation, en employant les mots qui convenaient, la peine de mort, se contenta, avec une certaine timidité, de parler d'une " peine irréversible ". Etait-ce le résultat de notre conversation ? »³⁸

Le 23 mai 1962, Salan se voit accorder les circonstances atténuantes et n'est pas condamné à mort³⁹.

37. Zerari Rabah, dit Si Azzedine, *Et Alger ne brûla pas*, Stock, 1980, p. 167.

38. Jacques Isorni, *Mémoires, 1959-1987*, Robert Laffont, 1988, p. 54.

39. Le professeur Pasteur Vallery-Radot, membre du tribunal, se serait opposé à l'exécution, et aurait même menacé de se tuer, d'après Maître Isorni. (*op. cit.*, p. 60).

Le 27 mai le Conseil des ministres supprime le Haut Tribunal et par l'ordonnance du 1-6-62 est créée la Cour militaire de justice, siégeant au Fort-Neuf de Vincennes ; jugeant sans appel, présidée par le général René-Marie-Edgard de Larminat.

Ce dernier, malade, partage au Val-de-Grâce la chambre du général Ginestet, blessé par l'O.A.S. De Larminat adresse une lettre au président de la République : « *Mon Général, je n'ai pu physiquement et mentalement accomplir le devoir qui m'était tracé. Je m'en inflige la peine mais je tiens à ce qu'il soit su que c'est ma faiblesse et non votre force et votre lucidité qui en sont la cause...* » Il se tue en se tirant une balle dans la bouche.

Le général Roger Gardet, compagnon de la Libération, placé en deuxième section, (cadre de réserve) « *dont le traitement fut doublé par l'allocation de primes de sécurité* »⁴⁰ accepte la présidence de la cour militaire devant laquelle comparaît Degueldre le 20 juin 1962.

Ses avocats, Jean-Louis Tixier-Vignancourt et Denise Macaigne, déposent une requête en suspicion légitime auprès de la chambre criminelle de la Cour de cassation contre l'ensemble des membres de la Cour militaire en raison même de la façon dont celle-ci a été créée. La requête rejetée, le procès reprend le 28 juin mais les avocats refusent de revêtir leur robe. L'acte d'accusation, lu par le Procureur général Charles Gerthoffer — ancien procureur général près du tribunal de l'ordre public en Algérie, qui siège avec le grade et la tenue de général de division — comporte onze chefs d'accusation parmi lesquels : complot contre l'autorité de l'état, détention d'armes de guerre et de munitions, complicités d'assassinats et de tentatives d'assassinats, complicités de destructions volontaires par explosifs de lieux habités ou servant à l'habitation, complicité d'assassinat du chauffeur de taxi Messaour, complicité d'assassinat d'Alfred Fox⁴¹, attentat au domicile de M. Alain Raymond, à Birmandreïs, correspondant d'Europe n° 1 et d'United Press.

Le crime du 15 mars 1962 ne figure pas dans l'acte d'accusation. Et pour cause : les faits reprochés ont eu lieu entre le 25-7-61 et le 30-9-61, soit pendant deux mois seulement sur les quatorze passés par Degueldre dans la désertion :

40. *Id.* p. 56.

41. On peut lire que la D.S.T. aurait « *balancé* » à l'O.A.S. deux agents de l'Intelligence Service à Alger, James Mason et Alfred Fox. Degueldre donne l'ordre à Dovecar de les exécuter. Arrêté pour le meurtre du commissaire Gavoury, la défense de Dovecar tentera de faire valoir que le légionnaire appartenait à la D.S.T. puisqu'il en avait appliqué les directives secrètes. Il s'agirait d'une affabulation de l'O.A.S.

« *L'instruction n'a pas jugé nécessaire d'aller plus loin.* »⁴²

L'exposé des faits ne correspond en rien à la réalité : « *En sa qualité de chef de commando il n'a ni détruit ni tué. Il était en quelque sorte un intermédiaire entre l'état-major de l'O.A.S., de qui il recevait ses ordres de mission, toujours en bonne et due forme, et ses propres commandos qu'il chargeait ensuite des exécutions, répartissant les tâches selon les capacités de chacun.* »

A Alger, l'autorité civile n'avait pas cru bon de devoir saisir la justice pour instruire l'attentat de Château-Royal. A Paris, le parquet militaire n'estimait pas opportun de requérir pour la participation de Degueldre à l'assassinat de Château-Royal. A quoi pouvait avoir servi l'identification de Degueldre dès le 16 mars par trois policiers spécialement affectés à la lutte anti-O.A.S. ? Quel usage avait été fait de leur rapport ?

Le chef du B.A.O. ne répond à aucune question, ne révèle rien des secrets qu'il détient, des complicités dont il a disposé. Le procès ne dure qu'un jour, à son terme : la peine de mort.

Le 6 juillet 1962, Degueldre est fusillé au Fort d'Ivry. Un peloton maladroit le blessa sans le tuer, la main de l'officier chargé du coup de grâce trembla : six coups de révolver furent nécessaires pour achever l'ex-légionnaire assassin des six Inspecteurs des Centres Sociaux Educatifs. Le destin grinçait sur le chiffre six. Son corps est enterré dans le cimetière de Thiais, en banlieue parisienne.

Le Conseil d'Etat, saisi par les sénateurs Bonnefous, Jager, Lafay et Plait, cassa l'ordonnance qui avait instauré la Cour militaire de justice, « *en raison de l'importance et de la gravité des atteintes qu'elle apportait aux principes généraux du droit pénal, en ce qui concerne notamment la procédure qui y est prévue et l'exécution de toutes voies de recours* »⁴³.

Degueldre avait été exécuté à la suite d'une procédure illégale.

« *Cette sentence du Conseil d'Etat ne fut prononcée que par onze voix contre neuf, grâce à une alliance entre libéraux authentiques et anciens fonctionnaires de Vichy : parmi ces derniers, le président de la sous-section compétente était un ancien juge d'instruction de la cour de Riom, chargée par le gouvernement de Vichy de juger les hommes politiques de la III^e République, dont certains avaient été préalablement condamnés à la détention perpétuelle par le « Conseil de justice » du maréchal Pétain... quant au président de la section de l'intérieur, il avait été directeur de la gendarmerie et de la justice militaire à Vichy !* »⁴⁴.

42. *Le Monde*, 29-6-62. Compte rendu d'audience par J.M. Théolleyre.

43. Jacques Isorni, *op. cit.*, p. 56.

44. Pierre Vidal-Naquet, *La torture dans la république*, p. 120.

Emporté par le succès du référendum sur la fin de la guerre d'Algérie, le Parlement, par la loi du 15-1-63 valida la Cour militaire de justice : Degueldre avait été légalement exécuté !

Ce feuilleton judiciaire comportera bien d'autres épisodes extravagants.

Le 19 novembre 1963, vingt-huit membres du secteur O.A.S. d'El-Biar comparaissent devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

*« De mars à juin 1962, l'accusation a retenu une bonne dizaine de crimes... l'énumération s'est prolongée pendant des heures : toujours des assassinats. »*⁴⁵

Le crime de Château-Royal ne figure pas sur la longue liste des forfaits inscrits à l'actif des vingt-huit inculpés. L'attentat du 15-3-1962 qui n'était pas inscrit sur l'acte d'accusation de Degueldre ne l'était pas non plus sur celui des terroristes d'El-Biar ; or le chef de l'O.R.O. de ce secteur, Claude M. avait sûrement d'intéressantes déclarations à faire sur le sujet : la « *planque d'attente* » des membres du commando et la mise à disposition de l'armement étaient de son ressort. Mais pour la seconde fois, l'affaire des C.S.E. était tenue hors du champ de la justice.

Cette équipe se voyait reprocher un crime collectif odieux : le 3 avril 1962, des membres de l'O.A.S. d'El-Biar mitraillaient des malades dans leur lit à la clinique du Beaufrasier, y déposent des charges de plastic avant de prendre la fuite ; bilan : neuf morts et 20 blessés dont certains, grièvement atteints, succomberont à leurs blessures.

Lorsque le président M. Leyris demande des explications, le chef de l'O.R.O. qui avait pourtant nié l'opération tout au long de l'instruction fait une déclaration surprenante : « ... aujourd'hui, ma position et celle de mes camarades me permettent de reconnaître ce fait... Là encore, j'ai reçu un bulletin de renseignements de l'armée. Il était connu depuis longtemps que cette clinique était un repaire de fellagas... C'était donc un objectif militaire mais que les militaires ne pouvaient atteindre en raison du cessez-le-feu. »

Et pour quel motif Claude M. a-t-il changé d'attitude, reconnaissant aujourd'hui ce qu'il avait nié hier ?

Parce que la déposition du capitaine Raymond Mura, le chef militaire du secteur d'El-Biar depuis le 4 avril 1962, contenait les propos suivants :

« ... Je reçus une mission délicate mais bien à ma pointure : maintenir le contact avec l'armée... Oui, j'ai été l'un des rares officiers de liaison de l'O.A.S. d'Alger auprès de l'armée et c'est ainsi qu'à Alger, au printemps de

45. *Le Monde*, 20-11-63. Compte rendu d'audience par J.-M. Théolleyre, p. 8.

1962, divers services de l'armée collaborèrent étroitement avec nos camarades ou avec nous-mêmes sans basculer pour autant. »

Une affirmation d'une telle gravité devait être vérifiée : on fit donc venir à la barre le capitaine Thomas, commandant le 12^e bataillon d'infanterie du 3 août 1961 au 4 juin 1962, dans le secteur d'El-Biar. Il est interrogé le 20 novembre par Maître Kalfleche, avocat du capitaine Mura en ces termes :

« - Est-il vrai que dans l'armée, certains (militaires) que cette situation plaçait dans une position intenable ont dit alors :

- nous donnons à l'O.A.S. nos renseignements et nous lui disons : ceci doit être fait, car nous ne pouvons le faire nous-mêmes ? »

Réponse du capitaine Thomas : *« C'est absolument vrai. »*

Ces dépositions sont capitales et nous y reviendrons après en avoir fini avec le procès de ces accusés qui n'avaient pas vingt ans lorsqu'ils accomplissaient leurs forfaits, qui ne ressentait aucune gêne puisque pour eux tous ces morts sont « *des agents du F.L.N.* » et que « *divers services de l'armée* » les cautionnent. La défense plaidera le caractère désintéressé, passionnel et généreux de l'ardeur déployée par ces jeunes gens.

Désintéressés les membres de la section « *finance* » qui, le 23 mai 1962 au cours d'une attaque à main armée emportèrent cinq millions d'anciens francs lors du hold-up de la poste d'El-Biar, place de la République ?

Ardeur passionnelle que celle de C. qui raconte le meurtre d'une sage-femme : « ... *j'ai sorti mon calibre et je lui ai flanqué deux balles dans la peau* » ?

Caractère généreux que celui de G. qui, en janvier 1962 avait décapité avec un couteau saisi sur l'étal d'un poissonnier, un musulman après lequel couraient des européens ?

Et nous ne parlerons pas des plasticages, des incendies de mairies et d'écoles etc, etc.⁴⁶

L'Avocat général reconnaîtra certaines circonstances atténuantes.

Quant au capitaine Mura : « *Il ne rêvait que d'une chose, un peu naïvement peut-être, c'était de continuer à vivre en Algérie, une terre qu'il aimait.* »⁴⁷

Il n'y avait en effet aucune commune mesure entre la « *bonne conscience* » des civils de l'O.A.S. qui défendaient l'Algérie française et « *l'idéal élevé* » qui avait conduit les officiers à rallier l'Organisation criminelle pour garder l'Algérie à la France.

46. Une cinquantaine d'écoles furent détruites entre le 28 mai et le 16 juin 1962. L'incendie de la bibliothèque de l'université d'Alger est considéré comme l'un des plus grands autodafés de l'histoire.

47. Témoignage de Jacques Chevallier.

C'est ainsi que J.M., Lieutenant du 7^e régiment d'infanterie, enferme cent un suspects algériens dans un chais à vin, à Aïn Isser, en Oranie, dans la nuit du 14 au 15 mars 1957. Le lendemain quarante et un hommes étaient morts asphyxiés.

J.M. fut inculpé, jugé mais acquitté, il devint un des chefs de l'O.A.S. à laquelle il déclara, lors de son procès, avoir adhéré « *par respect de la parole donnée* » (aux musulmans)⁴⁸.

A chaque fois qu'on demandait aux ex-officiers s'ils ne regrettaient pas d'être entrés dans l'O.A.S., la réponse était stéréotypée : « *c'était une question d'honneur* ».

Pierre Sergent ne dit rien d'autre : « *A mes yeux, Roger Degueldre est un héros grâce auquel la France n'a pas perdu tout honneur.* »⁴⁹

Trois mois après ce premier procès, le 14 février 1964, six membres de l'O.A.S. d'El-Biar comparaissaient à nouveau devant la Cour de Sécurité de l'Etat pour des faits qui n'avaient rien de politique (si tant est que le meurtre d'un passant, celui d'une sage-femme et celui de malades puissent l'être). Ces récidivistes étaient accusés de deux attaques à main armée, l'une contre le Comptoir National d'Escompte de Paris avenue de Villiers, l'autre, quelques jours plus tard, contre la perception de Luynes, en Indre-et-Loire. La traduction de ces malfaiteurs devant cette juridiction spéciale avait pour unique objet de leur accorder le bénéfice de l'application de l'amnistie : la bienveillance de la justice ne se démentait pas, deux ans après la fin de la guerre d'Algérie. L'ancienne appartenance à l'O.A.S. conférait une immunité de caractère éternel.

Mais revenons sur les dépositions des membres de ce réseau, en novembre 1963, tant elles sont importantes pour notre recherche de tous les coupables.

Que dit le capitaine Raymond Mura, chef du B.A.O. d'El-Biar :

« *J'ai été l'un des rares officiers de liaison de l'O.A.S. d'Alger, auprès de l'armée.* »

L'ex-lieutenant de la 2^e compagnie du 1^{er} R.E.P. Olivier Picot d'Aligny d'Assignies, qui avait précédé Mura à la tête du secteur d'El-Biar et avait été arrêté le 12 février 1962⁵⁰, devait déclarer devant la 2^e chambre du tribunal militaire qu'il fut chargé de missions de liaisons entre des personnalités musulmanes et françaises.

48. Référence réservée.

49. André-Louis Dubois et Pierre Sergent, « *Le malentendu algérien* », Fayard, p. 205.

50. El-Biar est difficile à tenir par l'O.A.S. car : « *la haute bourgeoisie qui y réside se montre assez peu disposée dans son ensemble, à dépasser les protestations verbales de bonne volonté* », Ferrandi, op. cit., p. 260.

On comprend mieux désormais la déposition floue du général Charles Ailleret, commandant en chef les forces armées en Algérie à l'occasion du procès Salan : « *J'ai pu avoir un moyen qui m'a permis de me renseigner de temps à autre sur les intentions de l'O.A.S. et sur ce qui se disait dans les sphères élevées de cette O.A.S.* »

Toutefois le capitaine Mura va plus loin que la simple révélation de ses liaisons avec l'armée : « *... à Alger, au printemps de 1962, divers services de l'armée collaborèrent avec nous* » (l'O.A.S.).

Claude M., chef de l'O.R.O. d'El-Biar confirme les faits : « *Là encore, j'ai reçu un bulletin de renseignements de l'armée...* »

Et pour mieux expliciter le « *LA ENCORE* », le capitaine Thomas déclare qu'il est absolument vrai que l'armée de la France en Algérie confiait à l'O.A.S. des « missions » à accomplir à sa place !

Certes, nous savions que l'armée était la complice de l'O.A.S. : « *L'opération Bab-El-Oued, c'est le rêve d'Achard. ... Ses contacts avec deux officiers supérieurs du secteur d'Alger lui laissaient bien augurer de l'opération.* »⁵¹

« *... Pour forcer le blocus, il téléphona à un de ses amis commandant en activité qui vint le chercher dans une jeep.* »⁵²

Gardes avait averti ses compagnons : « *Dites-vous bien que si nous tenons ainsi à Alger, c'est surtout grâce à la complicité, du moins à la passivité bienveillante de l'armée.* »⁵³

En plus de la passivité, en plus de la bienveillance, il y a la **collaboration** dont Mura fait clairement état et que le colonel Thomas reconnaît être « *absolument vraie* ».

Cette collaboration active de l'armée avec l'O.A.S. nous l'avions subodorée tant elle paraissait logique au fur et à mesure de la progression de notre investigation.

Car à partir du moment où — dans le cadre de la violence dont ont été victimes les C.S.E. en 1957 — nous avons mis à jour le fonctionnement de structures parallèles en vue d'appliquer la torture et le meurtre clandestins, l'hypothèse de l'intervention de l'armée « *régulière* » dans le crime de Château-Royal était dans l'ordre logique des faits criminels.

Dans la mesure où persistaient en 1962, aussi bien des structures mises en place au cours de la Bataille d'Alger en 1957 que les hommes qui les animaient, le fonctionnement devait être identique.

51. Buchard. op., p. 140.

52. Id. p. 140.

53. Id. p. 131.

Pour choquantes qu'elles soient, les déclarations du capitaine Mura n'expriment qu'une vérité connue de longue date : le travail en commun de l'armée, des services spéciaux et des contre-terroristes européens pour tuer.

Pour notre enquête, il était simplement inattendu que cette confirmation de nos soupçons au sujet du rôle possible de l'armée dans le crime de Château-Royal ait été apportée au grand jour, devant la justice, à la fois par le chef militaire O.A.S. d'El-Biar, par le chef civil O.A.S. d'El-Biar, et par le chef militaire « officiel » de l'armée à El-Biar, lieu du crime du 15 mars 1962.

Même si cela concerne moins notre recherche, précisons tout de même qu'il serait injuste de ne reprocher qu'à l'armée d'avoir collaboré avec l'O.A.S. car d'autres services ont travaillé avec l'Organisation criminelle.

Les Services spéciaux fourniront une fiche de renseignements à Jacques Achard, ancien du 11^e choc, sur Alfred Locussol. Soupçonné d'appartenir au parti communiste d'Alger, cet ancien membre du cabinet de Charles Tillon à la Libération s'était réfugié à Alençon. Deux tueurs de l'O.A.S., mandatés par Achard, et partis d'Alger, abattrent Locussol le 3-1-62 à Alençon.

Le capitaine Curutchet chef de l'O.R.O. France révèle une autre collaboration : « Les opérations menées contre la Fédération de France du F.L.N. furent menées conjointement par la police parisienne et les groupes d'action de l'O.R.O. »

*La police parisienne... depuis janvier 1962... déplorant de ne plus rien pouvoir entreprendre par elle-même, collabora avec nous en nous fournissant tous renseignements utiles (sur le F.L.N.). »*⁵⁴

C'étaient, à s'y méprendre, les mêmes mots qu'avait utilisé Mura ; en Algérie « divers services de l'armée » collaboraient avec l'O.A.S. tandis qu'en France, c'était la « police parisienne » qui le faisait.

Cette connivence délictueuse devait rester secrète. C'est à notre sens l'une des raisons qui ont conduit à n'identifier que Degueldre, à n'arrêter que Degueldre ; l'arrestation d'autres coupables du crime contre les six Inspecteurs aurait exposé à entendre des dépositions du style de celles de Mura et de Claude M.

Porter à l'actif de l'ex-légionnaire — au cas où il aurait livré les donneurs d'ordre de l'O.A.S. — le meurtre du malheureux chauffeur de taxi Messaour ou celui des agents secrets anglais, comportait moins de risques que l'imputation de l'exécution des six Inspecteurs des Centres Sociaux Educatifs à la mémoire desquels les élèves de France avaient respecté une minute de silence.

Nous en voulons pour preuve notre dernière découverte.

54. Procès-verbal d'interrogatoire du capitaine Jean-Marie Curutchet le 2 mars 1964 à 14 heures, devant André Braunschweig juge d'instruction à la Cour de Sécurité de l'Etat. In *O.A.S. parle*, op. cit., p. 221 et le procès de J.-M. Curutchet, Compte rendu sténographique des débats. Nouvelles Editions latines, 1965, p. 23.

Un dossier d'action publique « O.A.S. », dont la partie versante est le ministère de l'Intérieur contient les archives du crime de Château-Royal.

A notre étonnement, on n'y trouve que les rapports techniques de la police, sans grand intérêt, alors que les dépositions des témoins n'y figurent pas. Or, à notre connaissance, trois témoins ont déposé devant la police, en particulier le témoin numéro 1 qui a reconnu Degueldre sur les documents anthropométriques que lui ont présentés trois policiers de la Mission « C ». Toute identification des assassins est rendue impossible : le dossier d'action publique aurait-il été expurgé ?

Nous avons interrogé le commissaire divisionnaire Pierre Ceugnard, qui avait en charge la Mission « C » en mars 1962, placée sous les ordres du ministre de l'Intérieur :

« Je me souviens parfaitement de cette pénible affaire... »

Les archives de la Mission C ont été ramenées par moi-même le 1^{er} juillet 1962 et mises à la disposition de M. le Directeur général de la Sûreté Nationale.

*« ... Si les assassins ont été identifiés et arrêtés par la suite à l'occasion d'autres affaires, mes archives contiennent leurs dossiers »... »*⁵⁵

Or Degueldre a été identifié, arrêté et son dossier criminel ne fait pas référence au crime de Château-Royal. Où sont donc les témoignages ? Un acte de forfaiture aurait-il été commis ? Quelle « raison d'Etat » aurait motivé l'absence d'enquête et la disparition des dépositions de témoins ?

C'est seulement à ce point de notre enquête que nous comprenons mieux le sens de la déposition du directeur de la Sûreté nationale en Algérie, à l'audience du 17 mai 1962 du procès Salan : « Le grand écrivain Feraoun ne figurait pas sur la liste noire des personnes à abattre... Une erreur d'orthographe ou de prononciation l'a fait mettre sur la liste après. »

S'agissant du plus haut responsable de la police en Algérie, cette déposition mérite notre attention. Au début de nos investigations, nous avons pensé que la police disposait d'éléments d'informations privilégiées tant les détails fournis par son chef étaient précis. Mais notre propre reconstitution des faits démentait chacune des affirmations prononcées à l'audience.

Ensuite, nous avons eu le sentiment que le directeur de la Sûreté nationale tentait de minimiser le crime du 15 mars, comme l'avait fait l'Avocat général dans son acte d'accusation. Cette déposition visait ainsi à faire croire que l'O.A.S. n'avait pas voulu délibérément assassiner un « grand écrivain », ce qui réduisait la gravité des accusations formulées contre Salan afin de sauver sa tête. (Les cinq autres victimes de Château-Royal ne comptaient pas).

55. Document privé. Ont participé à la Mission « C » anti-O.A.S. les commissaires Chavalor, Pedousseau et Briessel.

Ce haut fonctionnaire du Rocher Noir ⁵⁶ avait déjà manifesté sa sympathie à l'égard de l'O.A.S. au cours d'une des deux réunions plénières de l'Exécutif Provisoire organisée en avril 1962 en vue de mettre au point la passation des pouvoirs :

« ... l'exposé de M. le Préfet Jannin sur l'ordre public fut très pénible. Tout le monde était consterné, y compris M. Tricot. D'après M. Jannin, tout allait bien. Il fut vite rappelé en France. » ⁵⁷

En avril 1962, l'activité meurtrière de l'O.A.S. restait soutenue : 32 morts et 40 blessés à Alger les 23 et 24 avril ; tout allait bien pour le chef de la Police !

Il est évident que la déclaration du 17 mai au cours du procès Salan, procès vedette s'il en fut, n'est pas le résultat d'un témoignage improvisé de la part d'un Préfet ému et maladroit.

Le choix du crime de Château-Royal pour tenter de « moraliser » l'O.A.S. est un choix délibéré parce que ce crime-là gênait à la fois l'O.A.S. et la Police : il fallait donc « couvrir », et cela nous le comprenons bien au terme de cette enquête.

Ces affirmations s'inscrivent dans le droit fil du simulacre d'enquête parce qu'elles conduisent à penser que si la police a appris de tels détails, et qu'elle n'hésite pas à les rendre publics, c'est qu'elle les a appris grâce à sa diligence. Or nous savons que l'enquête officielle fut inexistante.

Ces affirmations poursuivent le même but que la disparition des témoignages, dont elles sont un complément, parce qu'elles égarent les recherches – et les responsabilités – vers des criminels analphabètes ne sachant ni écrire ni lire le nom de Feraoun. Or ni Susini, ni Perez, ni le capitaine C., ni Degueldre ni leurs fournisseurs de fiches de renseignements sont analphabètes...

Cette déposition apporte sa contribution à la dissimulation de la vérité. Elle a été faite sous serment, par le chef de la Sûreté nationale en Algérie.

Le crime de Château-Royal conduit au bout de la honte et du déshonneur ⁵⁸.

56. René-Pierre Jannin est né en Corse, à Ajaccio, le 16-9-1914. Préfet du Gers le 1-12-59, Préfet du Loir-et-Cher le 1^{er} mai 1962.

57. Abderrahmane Fares, *La cruelle vérité*, Plon. 1982, p. 101.

58. On ne peut s'empêcher d'évoquer à nouveau la similitude existant entre le crime commis contre les six Inspecteurs des C.S.E. et celui commis contre les six prêtres de l'université de San Salvador. De même que les C.S.E. étaient un objectif F.L.N. que l'armée voulait détruire, de même le colonel Benavides avait signifié à ses hommes qu'ils allaient accomplir « une opération » contre la guérilla communiste. De même que l'armée française gardait le contact avec ceux des siens qui se rangeaient sous la bannière de l'O.A.S., de même existait au Salvador une structure parallèle à l'état-major, connue de lui, certains officiers appartenant d'ailleurs aux deux, qui aurait conçu le crime. Enfin, si le dossier d'archives du crime de Château-Royal est vide des témoignages qui permettaient l'identification des coupables, les preuves permettant d'identifier les militaires du bataillon d'élite Atlacal ont été brûlées sur l'ordre du major Carlos Hernandez, ministre de l'Académie militaire. La France avait devancé le Salvador sur le chemin de la forfaiture.

CONCLUSION

Six décrets comportant soixante articles confèrent l'impunité à tous les instigateurs et à tous les exécutants du crime contre les six Inspecteurs des Centres Sociaux Educatifs.

La préoccupation de chaque gouvernement a été d'effacer le moindre préjudice que pourraient éventuellement supporter ceux qui avaient transgressé les lois, voulu renverser la République et avaient assassiné ceux qui la servaient.

C'est ainsi que pendant la législature du général de Gaulle :

– La loi du 64-1-1269 prit effet deux jours avant Noël, le 23-12-64. Cette délicate attention permettait aux 173 bénéficiaires de passer cette fête en famille. A-t-on pensé à la joie des fêtes des familles à jamais privées d'un être cher par l'action de ceux auxquels l'Etat témoignait sa minutieuse bienveillance ?

– La loi 66-396 du 17-6-66 témoignait du même souci : son article 3 était spécialement rédigé pour obtenir uniquement un non-lieu dans l'unique affaire de tortures dans laquelle des officiers étaient en situation juridique difficile : l'affaire Audin.

– Sous la pression des événements de mai 1968, le général de Gaulle part à Baden-Baden obtenir du général Massu l'appui de l'armée. A peine 17 jours plus tard on connaissait le prix à payer :

« Le 14-6-68, il remet en liberté les hommes du putsch d'Alger et de l'O.A.S. » ¹

Deux mois plus tard la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968 accorde l'amnistie générale à toutes les infractions commises en relation avec les événements d'Algérie :

1. Jean Planchais, *Revue mensuelle l'Histoire*, n° 134, juin 1990, p. 22.

« Un pardon forcé et une secrète humiliation. L'année suivante, dans sa décision de quitter le pouvoir, entre peut-être l'amertume d'avoir dû sa survie politique aux généraux. »²

Maître Isorni accusa Giscard d'Estaing, ministre du général de Gaulle d'avoir transmis à l'O.A.S. les compte rendus des conseils des ministres : « (La lumière) eut été faite enfin à propos de ce ministre qui agissait de telle sorte que les comptes rendus de conseils ministériels étaient transmis au général Salan. Ce ministre, c'est vous Monsieur le Ministre. »³

Sous son septennat, on légiféra plus subtilement : la loi du 3 janvier 1979, en interdisant l'accès aux Archives pendant soixante ans, aboutissait à une amnistie par l'oubli. On tuait la mémoire des crimes.

C'est avec une grande obstination que le Président Mitterrand, en 1982, imposa à une Assemblée rétive la loi 82-1021.

« François Mitterrand ébranle la citadelle gaulliste et vous offre, si vous lui faites confiance le 19-12-1965 les deux plus beaux cadeaux que vous puissiez désirer : l'amnistie et l'indemnisation » écrivait le journal « Le pied-noir ». Ce « cadeau », promis dès 1965, fut accordé par la loi du 3-11-1982 qui offre aux militaires qui se mirent délibérément hors-la-loi en désertant, en ordonnant et en pratiquant le terrorisme et l'assassinat, des avantages tout à fait exorbitants : ces activités criminelles sont en effet homologuées comme services normaux, prises en compte pour l'avancement dans la carrière et le calcul des annuités de retraite.

A la réhabilitation, on ajoute la récompense !

Ce qui signifie, pour ce qui concerne notre recherche, que le temps consacré par le capitaine C. et le sous-lieutenant L. et les autres, à concevoir et à mettre au point les modalités de l'assassinat des six fonctionnaires de l'enseignement, ainsi que les moments passés tant dans la « planque d'attente » qu'à Château-Royal, sont assimilés à des activités normales de la profession militaire ; ces activités criminelles ainsi normalisées sont prises en compte pour calculer la retraite, la promotion dans le grade, le titre et les décorations⁴.

2. Id.

3. Lettre du 4 décembre 1962, adressée par Jacques Isorni à Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances, et rendue publique, J. Isorni, *op. cit.*, p. 64.

4. Le récent avis de décès d'un officier ne précisait pas qu'il s'agissait d'un déserteur de l'O.A.S., passé de capitaine à lieutenant-colonel et de Chevalier à Commandeur de la légion d'honneur.

Tous les citoyens, bien entendu, participent au financement de ces avantages ainsi offerts par l'amnistie. Ce qui est plus révoltant encore pour les familles des victimes de l'O.A.S. dont une part des impôts sert à payer la retraite, servie au taux le plus élevé, aux assassins intouchables d'un des leurs !

Le législateur de 1982 faisait preuve d'un scrupuleux souci de n'oublier personne puisque la loi 82-1021 stipule ; « elles (dispositions) s'appliquent en outre aux militaires ayant servi à titre étranger ».

Bénito Beloghi, italien d'origine sarde, Dietmar Meyer et Schliedermann, d'origine allemande, ne sont pas oubliés, en application du « principe constitutionnel d'égalité ».

Le champ d'application de l'amnistie n'a pas été limité puisque même les coupables de crimes crapuleux furent pardonnés, le second procès de certains membres de l'O.A.S. d'El-Biar est un exemple. Reconnaissons toutefois au ministre de la Justice Robert Badinter le mérite d'avoir amorcé une amélioration des possibilités de réparation des victimes. Il demeure le seul à y avoir contribué. Le comportement des gouvernants a donc une constante : se servir de l'amnistie au mieux de leurs desseins, toujours en faveur des coupables, sans jamais une seule mesure de compensation à l'égard des victimes⁵.

Pour prévenir toute analogie avec l'Algérie et pour empêcher de qualifier de « crime contre l'humanité » les massacres commis par l'armée française, la Cour de cassation a établi une subtile distinction par la loi 90-615 du 13-7-1990 ; aux termes de l'article 13 de son Titre II portant « modifications de la loi du 29 juillet 1881 », les mêmes faits doivent être qualifiés différemment selon la « nature » du régime au nom duquel ils ont été commis.

Mais par sa « nature » le crime de Château-Royal est un crime contre l'humanité que rien ne différencie, par exemple, des exécutions d'hommes au fusil-mitrailleur, dans l'une des granges d'Oradour-sur-Glane, qualifiées elles, du fait de leur « nature », de crime contre l'humanité.

Écoutons le témoignage d'un des quatre rescapés d'une exécution d'Oradour⁶ : « Dans la grange, il y a un copain, alsacien, Joseph qui dit :

5. Cette complaisance de l'État au bénéfice de soldats qui tiennent à son égard des propos de ce genre provoque l'écœurement :

« Ce qu'on fait ici, on le fera en France. Ton Duclos et ton Mitterrand on leur fera ce qu'on te fait, et ta putain de République, on la fouta en l'air aussi... » hurlait le lieutenant Erulin à Henri Alleg qu'il torturait. Henri Alleg, *La Question*, Ed. de Minuit, 1986, p. 36.

6. F.R.3. Limoges, Oradour, Première Partie, Les voix de la douleur, Michel Follin et Marc Wilrant, 20-6-1989.

Le 10-6-1944, la division allemande S.S. « Das Reich », en marche vers les zones du débarquement allié en Normandie, se livre au massacre de 643 habitants du village.

– Attention, ils vont nous tuer !

Et nous, on n'y a pas cru.

– Mais si, mais si, j'ai entendu.

Ce n'était pas possible. Ce n'était pas pensable.

J'ai les allemands en face de moi, là, qui étaient CALMES. Un qui mangeait des bouts de sucre, qu'il prenait de sa poche. J'ai des souvenirs précis à ce moment-là, dans cette grange, c'est quand même assez remarquable.

Il y a un moment où ils apportent une mitrailleuse légère. Oui, ils ont apporté un FUSIL-MITRAILLEUR.

Le gars a ouvert son trépied, a balayé par terre, pour ne pas se salir et il s'est couché. IL S'EST COUCHÉ ! Il a mis la BANDE dans la mitrailleuse puis il a attendu.

A un moment, on a entendu un éclatement, un ORDRE dans la grange et ils ont tiré.

Alors là, les balles m'ont FAUCHÉ, j'ai plongé, tout le monde sur moi et ça tirait... et ça criait... et ça pleurait... et puis... c'était fini... plus de cris... plus de tirs...

Et ils sont venus sur nous, ils sont montés sur nous et au fusil ils ont achevé... ils ont achevé le copain sur moi... J'ai senti quand il est mort... et... excusez-moi (le témoin ne peut plus parler). »

Ce témoignage : « on n'y a pas cru... ce n'était pas possible, ce n'était pas pensable » répond aux interrogations que pose le vécu des derniers instants des martyrs de Château-Royal ; il établit une analogie parfaite entre les mots prononcés par ce rescapé des S.S. allemands et les phrases recueillies auprès des témoins de Ben-Aknoun : « calmes », « fusil-mitrailleur », « couché », « bandes », « fauché », parce qu'en juin 1944 et en mars 1962 les crimes sont les mêmes que ceux définis par la loi n° 10 du 20 décembre 1945, sous la signature du général Koeltz, représentant le général français Koenig, définissant les crimes contre l'humanité. La seule différence entre les soldats de la division d'élite « Das Reich » et les soldats d'élite de la 10^e D.P. est que les premiers appartenaient à un « Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique », alors que les seconds, mercenaires au premier régiment étranger de parachutistes, fusillaient au nom de l'Algérie française.

Nous ne voyons aucune différence de « nature » entre le crime du S.S. qui tire au fusil-mitrailleur sur un groupe de villageois et le crime des légionnaires Beloghi, Meyer et Schliedermann, qui tirent aux fusils-mitrailleurs et à la mitrailleuse sur un groupe d'Inspecteurs de l'enseignement, agissant sous les ordres du lieutenant Degueldre, ancien S.S. de la division « Wallonie ».

D'autant que la mise à nue du fonctionnement de l'O.A.S. apporte un démenti irréfutable à la thèse de la défense de l'Algérie française dont se prévalent ses membres. Que reste-t-il en effet derrière l'O.R.O. et le B.A.O., derrière le Bureau d'Appui et l'Organisation des Masses ou l'Action Politique et Propagande du fasciste Susini, sinon la mise en place d'un système totalitaire à partir des instructions de son chef suprême, le général Salan et imposé en : « créant un véritable climat de terreur... sur tous les adversaires de l'Algérie française » ?

Terreur semée par des terroristes, utilisés par la France, tel Watin, tortionnaire et assassin dès 1956 à la « villa des Sources » qui expose sa théorie dans une récente émission de télévision⁸ : « Le problème de l'Algérie est tout simple. Ils sont douze millions et nous sommes un million. Que chacun en tue douze et il n'y aura plus de problème d'Algérie. »

La solution « finale », façon O.A.S., nous est calmement développée par un membre de cette Organisation qui tentait d'imposer une domination totalitaire.

Aux Etats-Unis, le sénateur Robert Humphrey, leader adjoint de la majorité démocrate, condamnait sans appel dans une déclaration au Sénat le 8 mai 1962 : « Les actions bestiales et l'incroyable inhumanité » (de l'O.A.S.).

A un journaliste qui lui demandait s'il ne croyait pas qu'une condamnation de l'action terroriste de l'O.A.S., venant de lui, pourrait contribuer à améliorer la situation en Algérie, M. Thant, secrétaire général provisoire des Nations Unies répondit le 6 juin 1962 que personnellement il ne pouvait pas : « trouver de mots pour condamner des crimes bestiaux et inhumains commis par l'O.A.S. en Algérie ».

La France réagit différemment. En plus des quatre lois d'amnistie et de leurs soixante articles, en plus de la loi habilement formulée par la Cour de cassation, il y a l'obstacle idéologique qui empêche la société française, parce qu'elle appartient au pays des droits de l'homme, de voir la France telle qu'elle a été : démocratique dans ses frontières mais hégémonique et raciste dans ses colonies. Décréter que les crimes commis par tel ou tel pays ne sont pas définis comme des crimes contre l'Humanité, au seul motif que leur auteur est chez lui démocratique est un sophisme inacceptable⁹. La caution juridique de la Cour de cassation n'enlève rien à l'inhumanité du crime de

7. Directive n° V de l'O.A.S.

8. F.R.3, avril 1991.

9. Même s'il remonte à l'Antiquité où la République d'Athènes était déjà impérialiste et hégémonique.

Château-Royal. Fortes de ces appuis, des associations de rapatriés d'Algérie demandent la réhabilitation de Degueldre pour le trentième anniversaire de sa mort. On ne peut que rappeler les propos toujours actuels de Jean de Beer dans *Le Monde* du 4-4-62 : « Ces messieurs de l'O.A.S. qui ne s'embarassent guère, pour consommer leur forfait, de formes légales de la justice, ont la veulerie de réclamer quand il s'agit d'en répondre. »

Quant à l'historiographie de l'inhumanité, elle est consacrée aux seuls crimes commis sous Hitler. Il s'établit ainsi une insoutenable discrimination entre des crimes de première catégorie, qui sont condamnables, et des crimes de deuxième classe qui le sont moins. Chacun apporte ainsi sa pierre à l'édification du mur intellectuel du silence sur les crimes de la France en Algérie ¹⁰.

Quelques grands esprits font exception à cette « irrecevabilité » intellectuelle ; parmi eux Germaine Tillion :

« Qu'il existe des " races " féroces ou des " races " perverses m'a toujours paru absurde, même en 1945 — quand je dis " races ", j'entends des cultures voisines — mais il est vrai que certaines sociétés admettent certaines férocités et, entre 1939 et 1945, j'ai cédé comme beaucoup à la tentation de formuler des différences, des mises à part : " ils " ont fait ceci, " nous " ne le ferions pas... Aujourd'hui, je n'en pense plus un mot, et je suis convaincu au contraire qu'il n'existe pas un peuple qui soit à l'abri du désastre moral collectif. » ¹¹

**

Les enfants des écoles des lycées et des collèges de France, qui avaient respecté le lundi 19 mars 1962 à onze heures une minute de silence à la mémoire de six de leurs maîtres assassinés dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement, sont aujourd'hui des hommes ; combien se souviennent encore de ce crime dont chacun des aspects soulève l'indignation.

L'aspect criminel : tuerie lucidement planifiée, qui associait dans son exécution la duperie la plus cynique à la brutalité la plus raffinée, contre six

10. La série « A tout lire », classiques Hachette, 1985, publie des extraits du *Fils du pauvre*, suivis d'une notice biographique sur Mouloud Feraoun : « ... assassiné à El-Biar près d'Alger avec cinq de ses compagnons ». (p. 165). Pas d'autre précision sur les auteurs du crime collectif, alors qu'on n'omet jamais de préciser que Federico Garcia Lorca a été assassiné par les franquistes ou par les fascistes.

11. Germaine Tillion, *Ravensbrück*, Seuil, 1988, p. 104.

hommes choisis pour les symboles de paix et de fraternité qu'ils représentaient et les valeurs les plus élevées qu'ils défendaient.

L'aspect policier : les commanditaires et les exécutants du forfait étaient déjà connus pour des activités criminelles remontant au début de la guerre d'Algérie, inspirées par des motifs méprisables : « ... on va vous la faire payer cher (votre indépendance). Vous allez tous y passer... Et le peuple algérien laissera deux à trois millions de morts sur le carreau... » ¹²

Les linéaments du crime de Château-Royal apparaissent dès 1957 lorsque son personnel subit arrestations, séquestrations et tortures, sans qu'aucune charge légale ne soit retenue contre lui. Il est désormais fiché par les contre-terroristes qui formeront l'O.A.S. quelques années plus tard.

La révélation de la personnalité de René Petitbon, le septième de la liste des condamnés à mort, en relations troubles avec l'O.A.S. dans le cadre d'activités spéciales qui posent une terrible question : les services de renseignements ont-ils recueilli une information sur la prochaine réalisation d'une attaque de l'O.A.S. contre les C.S.E. ?

Quel commentaire mérite l'aspect « crime d'état » ? L'absence de toute procédure — et de police et de justice — la disparition des témoignages recueillis et les mensonges du chef de la police en Algérie sont autant d'ingrédients qui transforment le crime de Château-Royal en « AFFAIRE » des CENTRES SOCIAUX EDUCATIFS.

Il y a cette complicité de fait entre l'Etat et l'O.A.S. : celle-ci supprime les vies humaines tandis que celui-là supprime toute possibilité de punir les assassins. En Algérie, il y eut des disparus sans cadavres ; il y avait sur le carreau mouillé de la morgue d'Alger, six cadavres sans meurtriers.

Il y a le silence de la mémoire imposé par un arsenal de lois impressionnant qui musèle les victimes et ne donne le droit à la parole (et à l'image) qu'aux seuls meurtriers ¹³.

(12) Propos tenus par l'inspecteur de la D.S.T. d'Alger Joseph Loffredo, au cours de l'une des douze séances de tortures subies par le leader nationaliste algérien. Rabah Bitat, futur Président de l'Assemblée nationale algérienne.

Cité par Robert Barrat, *Les maquis de la liberté*, Ed. du Témoignage Chrétien, 1988, p. 39.

(13) Nous avons recensé neuf émissions de télévision consacrées à l'O.A.S. Pas une seule ne donnait la parole aux victimes.

Au cours d'un entretien avec Max-Pol Fouchet André Malraux dit :

*« Vous ne pouvez pas rencontrer le Monde
sans rencontrer l'Homme.*

*Vous ne pouvez pas rencontrer l'Homme
sans rencontrer le Mal.*

Vous pouvez écarter les Dieux mais vous ne pouvez pas écarter les Morts.»

Robert	AIMARD
Marcel	BASSET
Mouloud	FERAOUN
Ali	HAMMOUTENE
Max	MARCHAND
Salah	OULD AOUDIA

fonctionnaires de l'Education nationale, membres des Centres Sociaux Educatifs, ont rencontré, en ce matin tragique du jeudi 15 mars 1962, des hommes faisant le « MAL ».

ANNEXES

1

Discours prononcé par M. Lucien Paye, ministre de l'Education nationale aux obsèques des six dirigeants des Centres Sociaux Educatifs le dimanche 18 mars 1962 au cimetière d'El-Alia en présence de MM. Pierre Guillaumat, ministre délégué chargé de la Fonction publique et Jean Morin délégué général.

Devant ces six cercueils alignés, la douleur nous étreint mais aussi la colère et la honte. Qu'un tel crime puisse avoir été inspiré, décidé et commis par des hommes qui se réclament de la France nous eût semblé naguère impossible. Ses auteurs se sont mis au ban de la conscience humaine. Le châtement doit suivre un forfait qui s'ajoute à cette longue suite d'attentats et de meurtres qui, depuis sept années, font de cette terre martyre un des hauts lieux de la souffrance humaine.

Mais que cet acte, ignoble en soi, ait eu pour victimes, désarmées et impuissantes, des hommes qui s'étaient voués à l'éducation et à la promotion de la jeunesse musulmane, à la recherche généreuse de ce qui unit au-delà de ce qui divise, à la préparation d'un avenir pacifique par-delà le douloureux présent ; que ces hommes soient tombés au champ d'honneur de leur travail, surpris par trahison pendant qu'ils délibéraient de problèmes d'enseignement et d'action sociale ; que la lâcheté des tueurs se soit attaquée à l'œuvre la plus sacrée, et que ces tueurs se réclament d'une organisation qui se dit française, c'est là ce qui nous accable de honte.

Je connaissais quelques-uns de ces six hommes que nous pleurons et que notre ferveur unit comme ils furent unis dans leur action et dans l'ultime

sacrifice. Notre deuil ne saurait séparer leurs noms. Qu'ils fussent venus d'une province de notre France ou des montagnes kabyles, ils furent de la jeunesse d'Algérie, des éducateurs au service de l'idéal le plus pur, le plus largement et le plus profondément humain. Comme leurs collègues tombés en si grand nombre, hélas ! depuis 1954, sous des balles fratricides, comme ceux aussi qu'on a menacés ou tenté d'assassiner, ils furent de bons et vaillants compagnons de l'œuvre scolaire en Algérie.

Que le sanglant holocauste de jeudi ait privé de son chef et de cinq de ses inspecteurs le service des centres sociaux d'Algérie accroît encore notre indignation et avive notre mépris. Car est-il œuvre au monde plus désintéressée, plus généreuse, plus féconde que celle-là ? Se consacrant à une tâche fraternelle d'éducation et d'action sociale en faveur de la jeunesse déshéritée des villes et des campagnes, conscients d'apporter une contribution décisive à l'amélioration des conditions de vie du peuple et à la préparation du destin de l'Algérie, fidèles aux traditions les plus nobles de l'enseignement républicain et soucieux d'une adaptation toujours plus efficace et plus éclairée aux conditions économiques et sociales, les maîtres des centres sociaux méritent la gratitude des populations d'Algérie et de l'université française. Pourquoi faut-il que ce soit-là, précisément la raison de la haine que leur vouent les tenants d'une subversion insensée et aveugle que le crime de jeudi marque du sceau de l'infamie ?

J'apporte aux enseignants d'Algérie le témoignage de l'intime solidarité de l'université française tout entière. Vous devinez tous le chagrin de M. Capdecombe, directeur général de l'enseignement supérieur, ancien recteur de l'Académie d'Alger, qui est en communion profonde avec nous à cette heure, dans le souvenir d'amis dont il me louait avec émotion le dévouement et la pureté. Je donne, au nom du gouvernement de la République, aux familles de nos six martyrs l'assurance de notre profonde sympathie dans l'affreux deuil qui les frappe. Qu'elles sachent que le soutien fraternel des enseignants français, que l'aide de la nation française ne leur feront pas défaut dans leur épreuve. Demain, dans tous les établissements scolaires, de l'université de Paris à la plus humble école de hameau, la jeunesse de France et ses maîtres se recueilleront silencieusement à l'appel de noms qui sont inscrits désormais au long martyrologe de la souffrance et de l'honneur français.

Maxime MARCHAND, Mouloud FERAOUN, Robert AIMARD, Marcel BASSET, Ali HAMMOUTENE, Salah OULD AOUDIA, votre œuvre sera poursuivie. La France flétrit vos meurtres et vous adresse un suprême et douloureux adieu.

Dès le 16 mars, le ministre avait rédigé le message suivant dont il a prescrit la lecture lundi 19 mars au matin dans tous les établissements scolaires :

L'Université française tout entière s'associe au deuil qui, une fois encore, frappe si douloureusement l'Académie d'Alger.

Hier matin un groupe de tueurs de l'O.A.S. a lâchement assassiné à El-Biar six de nos collègues dont les noms doivent être cités à la jeunesse de France :

Maxime MARCHAND, inspecteur d'Académie, chef du Service des centres sociaux d'Algérie ;

Mouloud FERAOUN, adjoint au chef du Service des centres sociaux ;

Robert AIMARD, inspecteur des centres sociaux, chef du bureau d'études ;

Marcel BASSET, inspecteur, chef du centre de formation du personnel des centres sociaux ;

Ali HAMMOUTENE, inspecteur des centres sociaux pour la région d'Alger ;

Salah OULD AOUDIA, inspecteur des centres sociaux pour la région d'Alger.

Surpris au milieu d'une réunion de travail, ils ont été alignés devant un mur et sauvagement mitraillés.

Unis dans le sacrifice comme ils l'étaient dans leur œuvre d'éducation, ils doivent le demeurer dans notre souvenir.

Leurs noms s'ajoutent à la longue liste des maîtres qui, en Algérie, sont tombés au service des valeurs spirituelles et morales qu'enseigne l'université française et dont les centres sociaux d'Algérie, expression et moyen de coopération dans l'éducation intellectuelle et l'action sociale, sont l'émouvant symbole.

En assassinant ces hommes, c'est à ces valeurs morales que l'O.A.S. a voulu s'attaquer.

Après avoir entendu le message du ministre, les élèves ont été invités à observer une minute de silence.

LE SIECLE DU GALOP

Quelques extraits du poème de Djamal Amrani, écrivain et poète algérien, « à la mémoire de Salah Ould Aoudia qui m'apprit les premiers vocables de l'abécédaire ».

Tout ce qui naît de la terre
exalte mon amour populaire.
Ould Aoudia, mon instituteur, dort toujours
avec nos martyrs et nos autres martyrs
et toujours nos martyrs.
Ses yeux brûlent comme un feu de bengale
dans un halo de paix.
Tout ce qui naît de la terre
exalte mon amour populaire.

...
La Paix sera,
la mer escaladera le soleil et la paix sera.

...
Mon instituteur Ould Aoudia a été tué.
Entendez le hurlement de la démence
quand les sirènes mordent frénétiquement
ma blessure.
Tout au fond de moi, je caresse son image.
Birmandreis incendiée.
Ils ont assassiné Feraoun, le maître d'école,
Ould Aoudia, mon instituteur.

Notre patience contre des couteaux,
notre justice contre des sanctuaires,
notre porte-plume contre un fusil.

Je te vois dans la crique aux étoiles
plus vivant qu'hier,

je te vois affleurant à la surface de mon enfance
et ta première pierre de force se pose sur mon papier.

On apprenait « la Mort du loup »
et nous lisions « les Misérables ».

Il faisait clair dans tes yeux
et tu épelais la misère dans les nôtres,
un siècle de honte, un temps de servitudes.

Et ils ont tué mon INSTITUTEUR entre autres instituteurs.

Je me souviens de lui à chaque battement de mon cœur,
nous pleurions Jeanne d'Arc au bûcher,
Jean Valjean au bagne ;
nous pleurions le 8 mai 45, en langage sonore,
le 8 mai né sur les lèvres innocentes.
Des hommes respiraient dans chacune de nos strophes,
un langage hérissé éclatait dans ta voix
et nous pleurions, pleurions.

...
Tu nous as enseigné les premières consonnes,
les premières syllabes de l'Événement ;
Naître !

Tu nais d'un ciel en chair,
en meurtre,
dévoré,
saccagé,
parsemé de tessons
à l'heure de la généalogie des morts.

...
Mon INSTITUTEUR Ould Aoudia a été tué,
fusillé dans le jour originel de l'abstinence ;
son sang et ses muscles ont gardé le jugement
de toute conspiration,
de toute conjuration,
de toute constellation.

...

Les meilleures sources sont dans l'intensité
des regards d'orphelins
chacun de nous prend gîte dans le cœur du voisin
chaque amour embellit le monde
chaque amour efface les cheveux blancs

...

on tue les Arabes
non ! on les immortalise.

L'instituteur est mort,
le fils du pauvre est mort,
Aimard le roumi-raton est mort.
Ils apprenaient à lire aux enfants de midi
Quels sont ces hommes que la nuit intronise ?

...

Le jour ajoute au dépouillement
de l'arbre calciné, sous lequel
sont tombés, en hommage à ma terre,
Ould Aoudia, Feraoun, Robert Aimard et d'autres...
alors que celui qui les tua
parvient à se délivrer de son crime.

Jusqu'à ce jour je relis mes cahiers d'écolier.
La leçon de morale apprise les yeux fermés,
est toujours bien assise sur mes feuillets racornis.

Je sors de ce monde où ton affection
m'impose le silence.
Je rentre dans l'arène
qui fait place à mes sanglots,
jusqu'au jour où le soleil baillonnera les polygones.
Dans mes mains d'adolescents,
la paume chaude serre le premier bon point,
le billet de satisfaction, le billet d'honneur,
le droit d'écrire un mot clément ;
je serre le beau visage de mon instituteur
qui rendait joyeux le poliomyélitique
et le fils du pauvre,
qui rendait lucide le langage des yeux,

lucide d'infortune

la naissance de l'affection familiale
le couscous aux raisins secs.

...

La solitude ne m'accable plus, ni le soleil,
il a la blancheur du lait bien cuit.
J'ai quitté l'école communale depuis longtemps
mais avant d'en sortir, je savais qu'on ne tuait pas
le langage de l'amour l'idée de la justice.

MON INSTITUTEUR N'EST PAS MORT :

il nous revient à chaque syllabe
à chaque bonté
à chaque amitié partagée.

Il nous revient avec les fleurs du Destin
qui ont nourri de sang
les
hampes
matinales.

Djamal Amrani.
Oujda 1962 (avril)
Etat-major de l'A.L.N.

3

QUELQUES DATES

1830

14 juin : débarquement français en Algérie. Début de la conquête.

1847

23 décembre : reddition d'Abd-el-Kader.

1850

Insurrection dans les Aurès.

1851

Insurrection en Kabylie.

1852

Insurrection à Laghouat.

1857

Fin de la conquête.

1864

Insurrection à Relizane.

1870

24 octobre : les juifs d'Algérie sont naturalisés français (Décrets Crémieux).

1871

Insurrection en Kabylie. Confiscation de 500 000 hectares des meilleures terres.

1881

Soulèvement à Relizane.

1889

Naturalisation française automatique de tous les fils d'étrangers. Les algériens en sont exclus.

1914-1918

25 000 soldats musulmans sont morts pour la France. 119 000 travailleurs sont envoyés en France.

1940

7 octobre : abrogation du décret Crémieux par Pétain.

1945

8 mai : manifestation nationaliste à Sétif. La police tire sur la foule. Des musulmans massacrent alors 103 européens. La troupe, les chars et l'aviation répriment : 45 000 morts algériens environ.

1950

80 musulmans portent plainte auprès du Procureur Général pour faits de tortures.

1954

20 juillet : fin de la guerre d'Indochine.

30 juillet : Pierre Mendès-France, président du Conseil, promet l'autonomie interne à la Tunisie.

1^{er} novembre : début de l'insurrection armée pour obtenir l'indépendance de l'Algérie.

5 novembre : arrestations et tortures à Alger.

1955

13 mai : télégramme secret autorisant le commandement de Constantine à appliquer « la responsabilité collective » contre les populations civiles.

20-21 août : émeutes dans le Constantinois. 71 morts européens, 1 325 morts musulmans.

Octobre : l'affaire algérienne à l'ordre du jour de l'O.N.U. entraînant le départ de la délégation française.

1956

14 février : le pétrole jaillit en Algérie.

2 mars : indépendance du Maroc.

20 mars : indépendance de la Tunisie.

10 août : première bombe européenne dans la Casbah. 60 morts algériens dont sept enfants.

20 août : Congrès F.L.N. de la Soummam durcissant l'action.

30 septembre : premières bombes F.L.N. au Milk bar et à la Cafétéria. 2 morts et 44 blessés.

20 octobre : détournement par la chasse française d'un avion marocain transportant 5 leaders indépendantistes algériens. Premier acte mondial de piraterie aérienne.

1957

2 juillet : J.-F. Kennedy se prononce, dans un discours, en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

31 décembre : le pétrole d'Algérie arrive à Marseille.

1958

8 février : l'aviation française bombarde le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef dont un hôpital du Croissant Rouge. 69 morts et 130 blessés civils.

13 mai : émeutes européennes à Alger. Le général Massu, président du comité de salut public fait appel au général de Gaulle pour prendre le pouvoir.

Novembre : tous les pays d'Afrique appartenant à la Communauté deviennent des Républiques autonomes à l'exception de la Guinée qui choisit l'indépendance.

1959

16 septembre : le général de Gaulle proclame le droit des algériens à l'autodétermination après pacification.

1960

Juin : tous les pays membres de la Communauté deviennent indépendants [Cameroun, Côte-d'Ivoire, Dahomey (Benin), Madagascar, Mali, Niger, Tchad, Togo].

5 septembre - 1^{er} octobre : procès du réseau Jeanson d'aide au F.L.N. Quinze condamnations à 10 ans de prison.

3 novembre : procès des « barricades ». Mise en liberté provisoire de tous les inculpés détenus, certains s'enfuient en Espagne.

19 décembre : l'Assemblée Générale de l'O.N.U. reconnaît le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance.

1961

25 janvier : assassinat de Maître Popie, première victime civile de l'O.A.S.

25 février : bombe au plastic au domicile de la veuve d'Ali Boumendjel. Coups de feu contre les deux femmes et les cinq enfants qui sortaient des ruines.

3 mars : verdict du procès des « barricades », acquittement général.

20 mai : ouverture de la conférence d'Evian.

17 octobre : manifestation pacifique d'algériens à Paris. Répression policière conduite par le Préfet Papon : plusieurs centaines de morts (on parlera de N.P.B. pour noyés par balle, dans la Seine).

Novembre : l'O.N.U. invite la France à reprendre les conversations avec le G.P.R.A.

1962

11 février : rencontre des Rousses.

5 mars : reprise des négociations à Evian. 130 plastics à Alger.

18 mars : signature des accords d'Evian.

19 mars : cessez le feu.

25 mars : arrestation des chefs O.A.S. d'Oran : le général Jouhaud, le commandant Camelin, l'aspirant Jourdin ; et le lendemain le lieutenant de vaisseau Guillaume.

7 avril : 1^{re} réunion de l'Exécutif Provisoire. Arrestation de Degueldre.

20 avril : 2^e réunion de l'Exécutif Provisoire. Arrestation du général Salan.

2 mai : voiture piégée devant le centre d'embauche des dockers d'Alger : 60 morts et 150 blessés.

6 juin : opération « Terre brûlée » décidée par Pérez.

7 juin : incendie de la bibliothèque de l'université : 600 000 livres brûlent.

1^{er} juillet : référendum en Algérie. 5 993 754 Oui, contre 16 478 Non à l'indépendance.

BIBLIOGRAPHIE

- AIT AHMED Hocine, *L'affaire Mécili*, La Découverte, 1989.
- ALLEG Henri, *La question*, Editions de Minuit, 1986.
- ALLEG Henri, *Prisonniers de guerre*, Editions de Minuit, 1961.
- AMRANI Djamel, *Le témoin*, Editions de Minuit, 1960.
- Annuaire du ministère de la France d'Outre-Mer et du ministère des relations avec les Etats Associés, 1954 à 1962.
- BARRAT Robert, *Les maquis de la liberté*, Editions du Témoignage Chrétien, 1988.
- BENABDALLAH Ahmed, OUSSEDIK Mourad, VERGES Jacques, *Nuremberg pour l'Algérie*, I et II, Maspero, 1961.
- BERNERT Philippe, *S.D.E.C.E. Service 7*, Presses de la Cité, 1980.
- BITTERLIN Lucien, *Nous étions tous des terroristes*, Editions du Témoignage Chrétien, 1983.
- BOTTIN Administratif, 1960, 1961, 1962.
- BOUKORT Benali, *Le souffle du Dahra*, Editions nationales du livre, Alger, 1986.
- BROMBERGER Merry et Serge, *Les 13 complots du 13 mai*, Fayard, 1959.
- BUCHARD Robert, *O.A.S.*, Albin Michel, 1963.
- BUONO Christian, *L'olivier de Makouda*, Editions Tirésias, Michel Reynaud, 1991.
- BURON Robert, *Carnets politiques de la guerre d'Algérie*, Plon.
- CASAMAYOR, *La police*, Gallimard, 1973.
- CHAIROFF Patrice, *B... comme Barbouzes*, Alain Moreau, 1975.
- CHEZE Marie-Hélène, *Mouloud Feraoun. La voix et le silence*, Seuil, 1982.
- COURRIERE Yves, *La guerre d'Algérie*, Robert Laffont, 1990.
- CROS Vitalis, *Le temps de la violence*, Presses de la cité, 1971.

- DE BOLLARDIERE, *Bataille d'Alger, bataille de l'homme*, Desclée de Brouwer, 1972.
- DE CHARBONNIERES Louis, *Toujours et quand même*, Yves Michelet, 1987.
- DE LA GORCE Paul-Marie, *Histoire de l'O.A.S. en Algérie*, La Nef, numéro spécial, Cahiers n° 12-13, Julliard, 1963.
- DELARUE Jacques, *L'O.A.S. contre de Gaulle*, Fayard, 1981.
- DELARUE Jacques et RUDELLE Odile, *L'attentat du Petit-Clamart*, La documentation française, 1990.
- DUBOIS A.-L. et SERGENT Pierre, *Le malentendu algérien*, Fayard.
- Encyclopédie permanente de l'Administration française, 1956 à 1962.
- EVENO Patrick et PLANCHAIS Jean, *La guerre d'Algérie*, La Découverte, 1989.
- FARES Abderahmane, *La cruelle vérité*, Plon, 1982.
- FERAOUN Mouloud, *Journal*, Seuil, 1962.
- FERRANDI Jean, *600 jours avec Salan et l'O.A.S.*, Fayard, 1969.
- GAUCHON Pascal et BUISSON Patrick, *O.A.S.*, Jeune Pied-noir, 1984.
- GIACOMONI Pierre-Dominique, *J'ai tué pour rien*, Fayard, Paris, 1974.
- GLEYZE Jack, *Mouloud Feraoun*, L'Harmattan, 1990.
- GODARD Yves, *Les paras dans la ville*, Fayard, 1972.
- GROSSARD Serge, *L'Algérie des adieux*, Plon, 1972.
- HAMMOUTENE Ali, *Réflexions sur la guerre d'Algérie*, Publisud, 1982.
- HENNISSART Paul, *Les combattants du crépuscule*, Grasset, 1970.
- HEYDECKER Joe J. et LEEB Johannes, *Le procès de Nuremberg*, Buchet/Chastel, 1959.
- HORNE Alistair, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1987.
- ISORNI Jacques, *Les procès de l'Algérie française et l'O.A.S.*, Laffont, 1988.
- ISRAEL Gérard, *Le dernier jour de l'Algérie française*, Laffont.
- JAFFRE Yves-Frédéric, *Les tribunaux d'exception*, Nouvelles éditions latines, 1963.
- JOUHAUD Edmond, *Ce que je n'ai pas dit*, Fayard, 1977.
- JOUIN Serge, *Le destin tragique de Maxime Marchand... et de l'Algérie*, 1986.
- JOURNAUX D'ALGÉRIE, Gilbert Perez, Cassis.
- JULIEN Charles-André, *Une pensée anticoloniale*, Sinbad, 1979.
- KAUFFER Rémi, *L'O.A.S.*, Fayard, 1986.
- LACOUTURE Jean, *de Gaulle* ; tome 2 : *Le Politique* ; tome 3 : *Le Souverain*, Seuil.
- LANCELOT Marie-Thérèse, *L'O.A.S.*, Centre d'étude de la vie politique française, Paris, juin 1963.
- LAPIERRE Nicole, *Le silence de la mémoire*, Plon, 1989.

Le destin tragique de l'Algérie française, Editions Crémille, 1971.

LE GOYET Pierre, *La guerre d'Algérie*, Perrin, 1989.

Le Procès de Raoul Salan, Albin Michel, 1962.

LOESCH Anne, *La valise et le cercueil*, Plon, 1963.

MASSU Jacques, *La vraie bataille d'Alger*, Plon, 1971.

MAURIAC François, *Le bloc-notes*, 1961-1968, Flammarion.

MELNIK Constantin, *1 000 jours à Matignon*, Grasset, 1988.

MELNIK Constantin, *Des Services « très » secrets*, de Fallois, 1989.

MOATTI Nin, *Les roses d'Alger*, Fayard, 1991.

MONTAGNON Pierre, *La guerre d'Algérie*, Watelet.

MONTEIL Vincent, *Soldat de fortune*, Grasset, 1966.

MORLAND, BARANGE, MARTINEZ, *L'O.A.S.*, Julliard, 1964.

NICOL Axel, *La bataille de l'O.A.S.*, Les sept couleurs, 1962.

O.A.S. parle, Julliard, 1964.

PAILLAT Claude, *Dossier secret de l'Algérie*, 1954-1958; Presses de la Cité, 1962.

RIOUX Jean-Pierre, *La guerre d'Algérie et les français*, Fayard, 1990.

ROY Jules, *J'accuse le général Massu*, Seuil, 1972.

SERGEANT Pierre, *Je ne regrette rien*, Fayard, 1987.

Sténographies des procès des généraux et officiers de l'O.A.S., Nouvelles éditions latines, 1962 à 1965.

SIGG Bernard W., *Le silence et la honte, névroses de la guerre d'Algérie*, Messidor, 1989.

STEPHANE Roger, *Tout est bien*, Quai Voltaire, 1989.

STORA Benjamin, *Histoire de l'Algérie coloniale*, 1830-1954, La Découverte, Paris, 1991.

STORA Benjamin, *La Gangrène et l'Oubli*, La Découverte, 1991.

SUDREAU Pierre, *Au-delà de toutes les frontières*, Odile Jacob, 1991.

SUSINI Jean-Jacques, *Histoire de l'O.A.S.*, Fayard, 1964.

SUSINI Micheline, *De soleil et de larmes*, Laffont, 1982.

TENNE Claude, *Mais le diable marche avec nous*, La Table Ronde, 1968.

THEOLLEYRE Jean-Marc, *Ces procès qui ébranlèrent la France*, Grasset, 1966.

TILLION Germaine, *L'Algérie en 1957*, Les Editions de Minuit, 1957.

TILLION Germaine, *Les ennemis complémentaires*, Les Editions de Minuit, 1958.

TILLION Germaine, *Ravensbrück*, Seuil, 1988.

TOURNOUX Jean-Raymond, *Jamais dit*, Plon, 1971.

TRICOT Bernard, *Les sentiers de la paix*, Plon, 1989.

Usage de l'oubli, ouvrage collectif du colloque de Royaumont, Seuil, 1988.

VIDAL-NAQUET Pierre, *Face à la raison d'Etat*, La Découverte, 1989.

VIDAL-NAQUET Pierre, *L'affaire Audin*, Editions de Minuit, 1989.

VIDAL-NAQUET Pierre, *La torture dans la république*, Maspero, 1983.

VIDAL-NAQUET Pierre, *Les assassins de la mémoire*, La Découverte, 1987.

VIDAL-NAQUET Pierre, *Les crimes de l'armée française*, Maspero, 1982.

YOUSFI M'Hamed, *L'O.A.S. et la fin de la guerre d'Algérie*, Alger, Entreprise nationale du livre, 1985.

ZERARI Rabah dit Si Azzedine, *Et Alger ne brûla pas*, Stock, 1980.

Je tiens à remercier les témoins algériens et français qui, par la précision de leurs témoignages, m'ont permis de découvrir l'histoire de ce crime.

Je remercie toutes les personnalités qui m'ont aidé, sans compter leur temps, me confiant leurs souvenirs ou m'ouvrant leurs archives.

Je remercie Jacques Delarue pour l'intérêt qu'il a porté à ma recherche, et qui fut capital ainsi que Lucien Bitterlin.

Je remercie les membres de l'Association « Les Amis de Max Marchand et ses compagnons » dont la fidélité dans le souvenir est exemplaire.

L'auteur

Noyautage communiste des centres sociaux d'Algérie

Il y a trois mois, M. Aguessé avait été éliminé de la direction des centres sociaux d'Algérie. Certaines menées antinationales des cadres de cet organisme n'étaient pas contestables. C'est M. Lesné, arrivé récemment du Maroc sur la demande de M. Capdecombe, qui a pris la succession, cependant que M. Aguessé était envoyé à M. Herzog, au Commissariat de la jeunesse et des sports. Les changements intervenus dans la direction n'ont guère modifié les fâcheuses tendances manifestées par certains cadres. Il apparaît même qu'elles ont été renforcées par l'accession à un poste important de M. K...

Cet ex-professeur au lycée Ben Aknoun ne se gêne pas pour tenir des propos pro-F.L.N. et il est notoire qu'à l'occasion de congrès et de réunions tenus à l'étranger, à Budapest, Bucarest, le Caire, notamment, il a fait des exposés et émis des jugements inadmissibles à l'égard de la France.

Un certain M. M..., récemment sorti de prison après avoir subi une peine motivée par des fournitures de médicaments au F.L.N., vient également d'être affecté à un poste de direction aux centres sociaux. D'autres personnages ayant fait des stages dans des établissements pénitenciers ont également été affectés aux centres mais y occupent des positions mineures.

Ainsi, cependant que l'armée et ses équipes sociales s'acharnent à poursuivre l'œuvre de pacification des esprits entreprise, on a l'impression que certains éléments peuvent procéder systématiquement au noyautage des services publics au profit du F.L.N.

La conjuration des képis étoilés

L'article publié par un quotidien, sous la signature du maréchal Juin, et fort honnêtement de l'Elysée, a vivement étonné, sans trop le surprendre, les algériens. Je l'attendais, dit-il. L'entrepreneur Weygand et lui-même, lors de la séance de l'Académie française. Il était fidèle et savait qu'il n'existe pas de nous sortir de l'impasse. Il a subi l'influence de la politique des relents du passé. Le Président de la République, de la situation, de la situation. Son crédit était nul. Ses jeunes officiers, tremplin pour une carrière, puis, mélancolique. Bien sûr, l'armée. Mais M. Louis Valrom... de remarquer : Le destin du général de Gaulle sera toujours un maréchal sur son chemin... En tout cas, mercredi soir, le général décidait d'aller au maréchal par « l'appel à l'armée ».

aux écoutés

Echo d'Alger - 2 novembre 1959

différents aspects des attaques de la presse contre les C.S.E

Tentatives de subversion dans les centres sociaux ?

L'hebdomadaire, parisien « Aux Écoutes » révèle, dans son dernier numéro, des faits très graves : des cadres des centres sociaux d'Algérie se seraient rendus coupables de menées antinationales. En attendant de connaître les résultats de l'enquête qui ne peut manquer d'être ouverte, nous portons à la connaissance de nos lecteurs les indications données par notre confrère :

Il y a trois mois, M. Aguessé avait été éliminé de la direction des centres sociaux d'Algérie. Certaines menées antinationales des cadres de cet organisme n'étaient pas contestables. C'est M. Lesné, arrivé récemment du Maroc sur la demande de M. Capdecombe, qui a pris la succession, cependant que M. Aguessé était envoyé à M. Herzog, au Commissariat de la jeunesse et des sports. Les changements intervenus dans la direction n'ont guère modifié les fâcheuses tendances manifestées par certains cadres. Il apparaît même qu'elles ont été renforcées par l'accession à un poste important de M. K...

Cet ex-professeur au lycée Ben Aknoun ne se gêne pas pour tenir des propos pro-F.L.N. et il est notoire qu'à l'occasion de congrès et de réunions tenus à l'étranger, à Budapest, Bucarest, le Caire, notamment, il a fait des exposés et émis des jugements inadmissibles à l'égard de la France.

Un certain M. M..., récemment sorti de prison après avoir subi une peine motivée par des fournitures de médicaments au F.L.N., vient également d'être affecté à un poste de direction aux centres sociaux. D'autres personnages ayant fait des stages dans des établissements pénitenciers ont également été affectés aux centres, mais y occupent des positions mineures.

Ainsi, cependant que l'armée et ses équipes sociales s'acharnent à poursuivre l'œuvre de pacification des esprits entreprise, on a l'impression que certains éléments peuvent procéder systématiquement au noyautage des services publics au profit du F.L.N.

« L'Algérie française ne peut être à la merci d'une loterie électorale »

Le Mouvement pour l'instauration de l'ordre corporatif communautaire : La campagne officielle pour donner à l'expression « Algérie française » un sens nouveau vient de s'ouvrir à grands renforts de discours, de radio et de presse. L'on s'efforce, suivant la plus pure technique subversive, d'accrocher à notre cri de guerre le concept d'élections dans l'espoir que l'expression conservée nous ferait accepter la chose. Les apaisements inquiètent d'autant plus qu'ils sont donnés par ceux-là mêmes qui érigent le mensonge en institution, considèrent que toutes les nouvelles promesses annulent les précédentes. L'on peut, en effet, difficilement accorder du crédit aux paroles actuelles de ceux qui, naguère, avaient proclamé solennellement que les Algériens deviendraient à jamais Français pourvu qu'ils en manifestassent la volonté lors du référendum de 1958.

Les menaces voilées à l'encontre des patriotes soi-disant abusés et abusés ne sauraient excuser le parjure ni éluder les responsabilités de ceux qui disposent de l'Algérie comme de biens propres et la mettent aux enchères.

Pour nous, l'Algérie française ne peut être un devenir à la merci d'une loterie électorale, tout simplement parce que l'Algérie française est.

Signé : Docteur LEFEVRE.

Centres sociaux ? Non Cocos

LES centres sociaux sont des officines éminemment utiles. La promotion sociale, l'émancipation de la masse musulmane, l'encadrement de populations trop longtemps laissées à l'abandon, n'est-ce pas là un projet, le France ? Eh oui ! Seulement, les autorités, tant civiles que militaires, qui, pourtant, n'ont pas manqué d'avertissements de tous ordres, se sont aperçues avec quel retard que ces Centres sociaux servaient en fait de laboratoires, non pas pour les victimes de la sous-administration, mais pour les fellagha du maquis. Et d'arrêter, tout d'un coup, plus de trente stagiaires et chefs de centres qui, aux frais de l'Etat, fabriquaient de fausses cartes d'identité, de faux papiers, ronéotypaient des tracts, servaient de boîte à lettres, de pharmacies, etc.

Le directeur des Centres sociaux, un M. Aguessé, de qui la presse dite « ultra » avait, depuis longtemps, dénoncé les activités coupables, ce directeur fut, non pas emprisonné, ni même révoqué, mais muté à Paris. Ce qui, dans n'importe quel domaine de l'administration peut être considéré comme un avancement. Non ? Il y retrouvait le colonel Barberot, ménéstrel d'illustre mémoire, et trop d'autres. Nous avons attendu quelque temps avant de dénoncer plus en détails ce scandale permanent des Centres sociaux, et nous nous proposons, dans le prochain « Alger-Université », de montrer à quel point les pouvoirs spéciaux sévissent bizarrement et latéralement, en Algérie.

Les tragiques événements d'Alger et d'Oran ont marqué la trentième audience

Révélation du colonel Gardes qui dénonce les manœuvres de libérations de F.L.N. et le pourrissement des centres sociaux

Le pourrissement des centres sociaux

Les centres sociaux, c'est un organisme qui était chargé de prolonger sur certains plans l'action de l'instruction publique, dans certains milieux, en particulier ceux qui n'atteignaient pas l'instruction publique.

Ses objectifs ont quelquefois varié suivant les personnes qui les ont dirigés.

Mais ces centres sociaux disposaient d'un budget très important : je pense qu'il est de l'ordre d'un milliard. Le chiffre pourra être vérifié, mais je crois que c'est celui-là.

Ces centres sociaux étaient rattachés à M. Capdecornet, directeur de l'Enseignement.

Ils ont été, un temps, dirigés par M. Aguesse puis, après la venue de M. Delouvrier, fin 1958, je crois, au courant 1959, on a découvert qu'il se passait à l'intérieur de ces centres sociaux des choses curieuses.

Une enquête assez brève a été menée, à la suite de laquelle M. Aguesse, directeur de ces centres sociaux, a été déplacé et muté en métropole où il a reçu un nouveau poste.

Je ne pense pas que M. Aguesse porte une lourde responsabilité dans cette affaire des centres sociaux. Je ne le crois pas. Il a probablement été manœuvré par en-dessous ou par en-dessus. Enfin, il est en métropole, et il est hors de ce que je veux dire réellement.

Après le départ de M. Aguesse, M. Capdecornet a fait appel à un homme qui venait du Maroc, qu'il avait connu je crois au Maroc. Et si mon souvenir est exact — car je n'ai pas fait de recherches, mais ce serait très facile à retrouver — je crois qu'il s'appelait M. Lesne.

Or, dans les temps qui ont suivi la prise de direction des services sociaux par M. Lesne, nous avons vu ces services sociaux truffés d'agents que nous connaissions parfaitement pour être des hommes du F.L.N. et, parmi eux, même des responsables assez importants du F.L.N.

Cela nous a surpris à tel point que naturellement les services de renseignements se sont émus. Ils se sont émus à un point tel que le colonel Ruyssen, chargé de l'ensemble des renseignements à la Délégation générale, a fait faire une enquête sur le recrutement du personnel de ces centres sociaux.

Cette enquête a été suffisamment probante pour qu'il prenne le dossier, le porte chez M. Maffart, adjoint de M. Delouvrier, et lui demande d'intervenir de tout urgence.

Le colonel Ruyssen, que je voyais fréquemment, m'a parlé de cette affaire. Il en a également parlé aux Renseignements généraux. Les Renseignements généraux, devant les premiers éléments recueillis par le colonel Ruyssen sur cette infiltration, sur cette mise en place à l'intérieur des centres sociaux, a désigné un commissaire de police — ou un inspecteur : je ne me rappelle plus son nom — pour prolonger l'enquête et voir ce qui se passait réellement là-dedans.

Les recherches ont duré. Le dossier ne sortait pas.

Et le colonel Ruyssen en a été si fâché, si furieux, qu'il a demandé son déplacement et qu'il est rentré en France.

J'affirme qu'un des éléments, un des facteurs essentiels, pour ne pas dire le facteur principal qui a poussé le colonel Ruyssen à demander son départ d'Alger et son retour en métropole est le fait que l'on n'a pas traité cette affaire des centres sociaux où une infiltration F.L.N. était connue de tous les services de renseignements.

Cette infiltration F.L.N. se faisait d'une manière très simple, que vous ayez découvert au travers de la troisième partie de ce dont je veux parler.

Ce sont les centres d'internement.

On a beaucoup parlé des centres d'internement, de ce drame d'Algérie que sont les centres d'internement.

Ces centres d'internement, ce sont les endroits où sont placés les gens considérés comme dangereux, dans le cadre des gens du F.L.N. ou des agents du F.L.N.

Ces centres d'internement, bien entendu, on n'y laisse pas en permanence les gens qui y sont. Certains sont des agents mineurs, et il n'est pas question de les laisser là dedans des années. D'autres, par contre, sont très importants : ces hommes sont dangereux à remettre dans la foule.

Parmi les gens qui étaient recrutés dans les Centres sociaux, d'après ce que m'a dit le colonel Ruyssen, sur quatre-vingt personnes qui avaient été parmi les derniers recrutés les centres sociaux, je crois qu'il y en avait vingt-sept qui sortaient des centres d'internement, c'est-à-dire qui étaient des agents plus ou moins importants du F.L.N., compte tenu, bien entendu, du fait que les autres, parmi les quatre-vingts pouvaient également fort bien être des hommes plus ou moins dangereux.

Mais, tout de même, remettre dans un système comme les centres sociaux (dont on pourra — car je peux amener si c'est nécessaire des gens à cette barre — vous dire ce qu'ils étaient : c'était un des éléments de contacts importants avec la population musulmane) donc y mettre d'une manière délibérée des gens sortant des centres d'internement, cela a conduit un homme comme le colonel Ruyssen à demander sa mutation en métropole.

Le colonel Ruyssen est en France actuellement. M. le Président, il pourra être cité à cette barre si vous le désirez, et vous apporterez pleine confirmation de ce que je viens de dire.

Je reviens, aux centres d'internement. Ces centres d'internement constituent pour l'Algérie, pour l'administration comme pour l'armée, un drame, car les hommes qui sont là dedans, ne sont pas seulement des hommes dont on a à s'occuper comme de tous les hommes, quelle que soit leur idéologie, quelles que soient leurs tendances. Ce sont aussi des hommes qui, du fait qu'ils sont dans ces centres, du fait de la façon dont cela a été conduit, se trouvent dans une véritable « bouillie de culture F.L.N. ».

Ces centres d'internement sont très dangereux. Monsieur le Président, c'est une affaire qui n'a jamais été bien traitée ni par l'administration, ni par l'armée.

OR, A PARTIR D'UNE CERTAINE ÉPOQUE, JE DIS QUE CES CENTRES D'INTERNEMENT ONT ÉTÉ VIDÉS DANS DES CONDITIONS OU IL FAUT DIRE QU'IL Y A AU MOINS PEU DE DISCRÉTION.

On a sorti de là des gens extrêmement dangereux, et parfois, pour certains d'entre eux, je crois, en toute connaissance de cause.

C'est une commission qui, sur

des listes établies par l'administration ou par l'armée, désigne les gens à sortir de ces centres d'internement.

Je sais que, certains jours, il a eu de très graves difficultés avec les membres de ces commissions.

Quel qu'il en soit, il est sorti de ces centres d'internement beaucoup de monde. Et quand je dis beaucoup de monde, cela signifie qu'on a poussé à ce qu'il y ait beaucoup de monde.

Il y a une personne (et cette personne n'est plus, comme je vous le sais tout à l'heure, Monsieur le Président, un comparse : c'est une autre chose). Il y a une personne qui a poussé très fort à ce que des hommes dangereux sortent des centres d'internement. Cette personne, c'est M. Westphal, de la légation générale, un des conseillers directs de M. Delouvrier, qui amené avec lui lorsqu'il a quitté Luxembourg et lorsqu'il a pris la Délégation générale.

Je n'aurais pas l'intention, Monsieur le Président, de vous dire ceci, car ce sont des affaires qui sont graves pour la France. Je n'ai pas l'intention de vous parler tout cela. Je voulais le garder dans mon cœur. Mais aujourd'hui, à des morts de nouveau, et à une surprise pour beaucoup de gens, sans descendant dans la rue, me certains le souhaitent, crier « vive l'Algérie algérienne ».

vive le général de Gaulle » en grand nombre crié : « Vive l'Algérie algérienne ». « Vive l'indépendance » et ils ont sauté et ils ont sauté.

Parmi eux, je suis sûr — les enquêtes le démontreront — que il y a la population musulmane dont les sentiments profonds ne se sont pas ceux qui se sont manifestés, les derniers jours, il y a de très brèves personnes qui ont été libérées d'une façon un peu trop rapide.

Le colonel Gardes n'a certes voulu mettre en accusation les agents de l'autorité qui ont délibérément introduit des agents F.L.N. dans la population. Il a voulu montrer la légèreté de certains de ces agents qui croyaient recruter dans les camps des libérateurs d'une future « troisième force ».

Ses révélations, écoutées dans un plus profond silence, éclairant au moins d'un jour nouveau les événements qui viennent de bouillir à Alger et qui pourraient sembler incompréhensibles à beaucoup, reconstitution des O.P.A., voilà, définitive, ce qu'a permis l'audience politique de libérations contrôlées dénoncée par le colonel Gardes. Pouvait-on les inviter à ce côté ? Stabiliser les responsabilités ? Rien de moins.

En tout cas, le ministère ne réagit pas — alors que les flics luges ont pris de très brèves notes — et l'on introduit témoin Charles Gachignard, officier de police de la Sécurité nationale à Alger.

LES CENTRES D'INTERNEMENT : Un « bouillon de culture F.L.N. »

audience dominée par les événements d'Alger

rares révélations

du colonel Gardes : 'centres sociaux' étaient noyautés par le F.L.N.

L'audience de lundi

Les débats ont repris hier dans une atmosphère lourde et angoissée. Ce procès a-t-il encore un sens ? Le nouveau drame qui se joue en Algérie lui donne, c'est certain, un caractère désolatoire. En attendant l'ouverture de l'audience, journalistes et avocats se communiquent les dernières nouvelles : ils parlent beaucoup plus, en ce début d'après-midi, de Maison-Carrée que du 24 janvier.

Voici cependant les accusés qui pénètrent dans le box et les juges qui gagnent leur place. On devrait commencer par une confrontation entre M. Deugnier, ancien préfet d'Alger, et M. Alain de Sérigny,

qui interrompt son séjour à la clinique pour participer aux débats. Malheureusement, M. Deugnier n'a pu s'éloigner de la préfecture de la Vienne. On le reverra plus tard, dans le courant de cette semaine probablement.

M. de Sérigny et le colonel Gardes : Des manœuvres ont brisé la fraternité du 13 mai

La voix étranglée par l'émotion, l'ancien directeur de l'« Echo d'Alger » fait une courte déclaration :

Je souhaite d'autant plus vivement, dit-il, le retour de M. le préfet Deugnier à cette barre que, dans les heures tragiques où nous vivons, le tribunal doit connaître la vérité, rien que la vérité, mais toute la vérité. Les réponses de M. le préfet Deugnier aideront, je pense, à la manifestation de cette vérité.

NOUS SUIVONS AUJOURD'HUI, LE CŒUR BOULEVERSE, LES ÉVÉNEMENTS D'ALGERIE. TOUS CEUX QUI SE TROUVENT DANS CE BOX SAVAIENT, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, QU'IL N'Y AVAIT QU'UNE POLITIQUE POSSIBLE, CELLE QUI EST NÉE DES JOURNÉES INOUBLIABLES DE MAI 1958, C'EST-À-DIRE LA RAISON POUR LAQUELLE, LORSQUE VOUS M'INTERROGIEZ SUR MON ACTUEL CRIME CONTRE LA PATRIE, JE VOUS DIRAIS QUE MA PREOCCUPATION MAJEURE ÉTAIT D'ÉVITER TOUTE EFFUSION DE SANG EN ALGERIE : IL NE FALLAIT PAS OPPOSER LES COLLECTIVITÉS QUI S'ÉTAIENT FRATERNELLEMENT UNIES DANS CES JOURNÉES DE MAI.

Mais le colonel Gardes, dont la déclaration sera considérée par tous comme la plus importante de cette audience, intervient à son tour. Il s'exprime en ces termes :

M. le Président, ce que vient de dire M. de Sérigny, bien entendu, me bouleverse, car j'éprouve exactement les mêmes sentiments que lui.

Je vous ai parlé, l'autre jour, à l'occasion des anciens combattants,

d'une manœuvre qui avait été effectuée, manœuvre qui avait conduit pratiquement à briser chez les anciens combattants cette chaîne de l'amitié qui s'était créée le 13 mai.

CETTE MANŒUVRE, JE VOUS AI DIT QU'ELLE AVAIT SON ORIGINE CHEZ DES HOMMES DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE.

Je ne vous ai pas donné les noms, car j'estime que ce sont des comparses.

Je vous avais dit au début de mon exposé, ou dans le cours de mon audition, M. le Président, que j'intendais mener ici, dans ce box, les différents responsables d'une situation en Algérie dont vous voyez le drame se nouer ces derniers jours.

Les deux noms que je vais vous donner concernant les anciens combattants, sont portés par deux hommes qui ont brisé cette chaîne de l'amitié. Je le dis, ce ne sont que des comparses, et ils ne méritent pas de venir dans ce box.

Celui qui a mené l'affaire à la Délégation générale, c'est M. Leygue, du cabinet militaire de la Délégation générale. Il a pris comme agent d'exécution, M. Jaffi.

Ensuite, M. le Président, j'ai une deuxième chose à dire, car ces manœuvres sont multiples, et je veux vous en citer deux autres aujourd'hui.

J'en aurais encore d'autres par la suite à vous exposer, de manière à bien faire comprendre ce climat qui s'était créé à Alger avant les barrières. Ce climat, qui, avec encore plus d'intensité, est celui de toute l'Algérie aujourd'hui.

Voici deux autres manœuvres, parmi d'autres que je vous dirai peu à peu à cette barre.

IL Y A EU UNE MANŒUVRE DES CENTRES SOCIAUX.



Dans Combat (17-18 mars), un certain Jean-Yves Alquier publia un article intitulé : "Moulou Feraoun était mon ami".

Ce titre est une escroquerie. Voici, en effet, la conclusion de l'article :

"Devant [cette mort], nous condamnons une fois encore ces meurtres qui endeuillent depuis tant d'années les milles des deux communes d'Algérie. Mais tout tant et sans recours, la politique folle qui les provoque déchaîne les violences, transforme en justiciers des hommes qui n'avaient d'autre ambition que de vivre en paix et, semant la haine et l'amertume, apporte au pays un germe empoisonné de guerre civile."

Autrement dit, les assassins de l'ami de ce monsieur sont considérés par lui comme des justiciers, des pères Tranquilles qu'on ne peut pas critiquer.

On croirait lire le Parisien. Ce journal qui, pour parler du massacre d'El Biar, se contente de Massu insultante pour les victimes.

Voilà bien des années que je relis ponctuellement Les Misérables ; et chaque fois, l'apparition de Jean Valjean dans la forêt de Montfermeil m'émeut comme au premier jour. Je reviens enfant ; je ris d'amitié, je ris de complicité et de trahison. On croirait lire le Parisien. Ce journal qui, pour parler du massacre d'El Biar, se contente de Massu insultante pour les victimes.

Réels ? Certes, ils sont bien réels. Et pourtant, regardez-les bien : leur substance est chimérique. Ils ont beau hurler, massacrer, brandir la bombe et le couteau, ils ne sont jamais qu'un passé aboli, une projection d'anciens cauchemars. Cette forêt épouvantable qui nous cerne, il suffirait de notre lucidité pour en rire et de notre volonté pour l'abattre. Aujourd'hui, comme hier, le salut ne viendra pas des dirigeants, des notables, de ceux qui ont plus ou moins partie liée avec les fantômes — voyez, ici et là, leurs misérables complaisances pour l'O.A.S. — mais de nous. De nous seuls. Du peuple que Victor Hugo incarnait, il y a un siècle, dans cet Hercule-forçat.

Alger : écoles, lycées et Université fermés jusqu'à lundi en signe de deuil

après la tuerie du centre social d'El Biar

(De notre envoyé spécial.)

ALGER, 16 mars (par fil spécial)

ÉCOLES, lycées et Université, resteront fermés jusqu'à lundi matin à Alger. Cette décision a été prise par le recteur de l'Académie d'Alger, M. Mayer, en signe de deuil après l'assassinat à El-Biar des six inspecteurs des centres sociaux parmi les quels deux inspecteurs d'académie, MM. Marchand et Basset, M. Lucien Paye, le ministre de l'Éducation nationale, a envoyé au recteur Mayer un télégramme exprimant « sa profonde indignation devant le lâche et horrible attentat ».

L'Université d'Alger était déjà fermée lorsqu'a été perpétré le massacre d'El-Biar. Elle avait clos ses portes en effet pour 48 heures après l'assassinat mercredi dernier de deux de ses employés musulmans. L'Association Générale des Étudiants d'Algérie avait imputé le double meurtre au F. L. N.

La peur gagne, peu à peu l'Université. Depuis 20 jours déjà, lycéens et étudiants musulmans ont déserté les lycées et les facultés d'Alger, exactement depuis les attentats de la fin du mois de février au cours desquels cinq facteurs furent abattus en plein centre d'Alger et 19 musulmans en plein quartier de Bab el Oued.

La peur sans mot d'ordre

Ce retrait s'est fait sans manifestation, ni prise de position collective et publique. La peur n'a pas besoin de mots d'ordre.

Là où les étudiants musulmans sont en minorité, à Oran, à Alger (13 % de la population universitaire), on n'en voit plus un seul sur les bancs des facultés et des centres d'études. Au contraire, à Constantine, 50 % des 108 étudiants sont musulmans. Dans la ville elle-même ils sont une majorité écrasante, aussi n'éprouvent-ils pas le besoin de rester chez eux.

Le recteur d'Alger, M. Meyer, affirme que, depuis un an et demi, il a réussi à obtenir la neutralité politique à l'intérieur des murs des facultés et des lycées, au moins de la part du personnel enseignant.

Il est exact que, troupes de choc de l'agitation dès qu'ils se retrouvent dans la rue, lycéens et étudiants algérois n'ont pas cherché, lors des manifestations d'octobre dernier, à transformer en places fortes, les facultés.

Mais il est impossible d'éviter, surtout dans les grandes classes des lycées, les discussions et les heurts.

Le lycée d'El Biar, sur les hauteurs d'Alger (2.000 élèves dont 1.070 internes, les quatre cinquièmes musulmans), fut fermé vendredi quinze jours à la suite d'altercations très violentes entre potaches des deux communautés échauffées par des maladroites administratives puis par l'assassinat en ville dans la même journée d'un maître d'internat et d'un professeur d'éducation physique.

Ce jour-là on dut faire filer les jeunes Européens par une sortie secondaire. Le lycée a rouvert ses portes mardi dernier. Mais pendant les quinze jours de fermeture, certains locaux du lycée ont été réquisitionnés pour abriter une compagnie de G.R.S. L'Association des parents d'élèves, comprenant des musulmans et des Européens, s'est déclarée très satisfaite de ce voisinage.

Alger : écoles, lycées et Université fermés jusqu'à lundi

Obsèques des 6 victimes de l'attentat de Ben-Aknoun demain

Une minute de silence
sera observée lundi dans
les établissements de
France

L'assassinat, jeudi matin, de six membres, les plus en vue des Centres Sociaux Educatifs, à proximité de Ben-Aknoun, a provoqué une très forte émotion au sein de tous les milieux enseignants de Métropole et d'Algérie.

Dans un communiqué publié, hier en début d'après-midi, le Ministre de l'Education Nationale a associé « l'Université française au deuil qui frappe, une fois encore, si douloureusement l'Académie d'Alger ». Il évoque aussi le sacrifice des « maîtres qui, en Algérie, sont tombés au service des valeurs spirituelles et morales qu'enseigne l'Université française... ».

Dans son communiqué, le Ministre de l'Education Nationale demande que « dans tous les établissements scolaires de France, au début de la première classe de lundi, une minute de silence soit observée en hommage à la mémoire de ces martyrs ».

Officiellement, il a été annoncé que les obsèques des six victimes de l'attentat de jeudi auront lieu, demain matin à 9 heures, à l'hôpital de Mustapha. Bien qu'aucune précision officielle n'ait été fournie à ce propos, il se pourrait que M. Lucien Paye, ministre de l'Education Nationale, assiste à cette cérémonie.

De son côté, M. Jean de Beer, secrétaire du « Pen Club International » a annoncé, hier, que le Centre français et la Section algérienne du Pen Club International rendront un hommage fraternel à l'écrivain Mouloud Feraoun, mercredi 21 mars, à 18 heures, à la Maison Internationale, 66, rue Pierre-Charbon à Paris.

Après le massacre d'El-Biar

UNE MINUTE DE SILENCE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DE FRANCE

Le message du ministre de l'éducation nationale à la jeunesse de France a été lu lundi matin dans les établissements scolaires, et une minute de silence a été observée en hommage aux six dirigeants des centres sociaux d'Algérie assassinés par l'O.A.S.

A Paris dix-huit élèves sur vingt et un d'une classe du collège Stahislas qui suivent au lycée Saint-Louis les cours de préparation à Saint-Cyr ont refusé de s'associer à la minute de silence. Le ministre de l'Éducation nationale a décidé de les remettre à leurs correspondants et de les traduire, dès demain devant le conseil de discipline de leur établissement. M. Paye a pris une mesure analogue et pour le même motif contre deux élèves du lycée de Tarbes.

Au lycée Janson-de-Sailly, à Paris, cette lecture a provoqué un incident parmi les élèves d'une classe de philosophie.

Dans quelques établissements ce message ne sera lu qu'en fin de matinée ou dans l'après-midi, la reproduction du texte n'ayant pu être réalisée samedi après-midi.

« Vous êtes condamnés à mort »

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Alger, 15 mars. — Indépendamment de la fusillade d'Hussein-Dey, un commando de l'O.A.S. a commis jeudi matin, à Alger, un crime particulièrement atroce. Trois hommes armés de l'organisation clandestine ont fait irruption, vers 11 heures, dans un local d'El-Biar, sur la route de Ben-Aknoun, où se tenait une réunion des centres sociaux. Dix-huit personnes étaient présentes.

Les assassins leur ont annoncé

**Fusillade
contre un centre social**
D'autre part, au cours de la matinée, un commando O.A.S. s'est introduit dans un local, situé entre El-Biar et Ben-Aknoun, où se tenait une réunion régionale des services des centres sociaux. Dix-huit personnes y assistaient.
« Six d'entre vous ont été condamnés à mort par l'O.A.S. », a déclaré l'un des hommes du commando. Il a fait sortir trois Européens et trois musulmans, sur lesquels les agresseurs ont tiré. Les trois Européens ont été tués sur le coup, ainsi que deux musulmans. Le troisième musulman a survécu à ses blessures.

que certaines d'entre elles étaient « condamnées à mort ». Ils ont ensuite appelé les noms de sept personnes dont la première, M. Petitbon, commissaire à la jeunesse, était absente. Les six autres personnes ont été conduites dans la cour et assassinées par de nombreuses rafales de mitraillettes (on a compté qu'une centaine de balles avaient été tirées).

Les morts sont MM. Marchand, inspecteur d'académie, chef du service des centres sociaux; Basset, inspecteur d'académie, chef des centres de formation du personnel des centres sociaux; Robert Eymard, Ould Aoudia et Hammoutène, tous les trois inspecteurs des centres sociaux, et l'écrivain Mouloud Feraoun.

Sitôt leur forfait accompli, les trois hommes de l'O.A.S. se sont enfuis dans la voiture où ils étaient venus.

Le Monde - 16 mars 1962

ANGOISSE

UN homme descend d'une voiture et, froidement, ouvre le feu à pleins chargeurs sur des musulmans qui attendent l'autobus. Peu après un commando fait sortir d'une salle de réunion de fonctionnaires six inspecteurs des centres sociaux et les fusillent. C'est l'affreuse matinée d'hier à Alger.

D'abord, quel autre sentiment exprimer que l'horreur ?

La honte aussi. La honte, quelle que soit la cause dont ils se réclament, que des Français aient fait cela.

Et le F.L.N., dira-t-on ?

Certes le F.L.N. a commis depuis sept ans bien d'autres atrocités. Ses tueurs ont sauvagement assassiné, mutilé, torturé des femmes et des enfants et ils continuent.

Mais ce ne sont pas des hommes de notre sang, de notre civilisation. Ce sont des gens qui, au contraire, ont renié la France, et ce que représente la France.

Celui d'Hussein-Dey et ceux d'El Biar, hélas...

Quelle triste page de notre histoire... Et comment suivre sans angoisse le déroulement des événements d'Algérie ?

Robert BONY.

APRÈS L'ASSASSINAT DE SIX ENSEIGNANTS A EL-BIAR

Une minute de silence sera observée dans toutes les écoles de France

Le ministre de l'éducation nationale a adressé à la jeunesse de France le message suivant que nous avons publié dans nos dernières éditions de vendredi :

« L'Université française tout entière s'associe au deuil qui, une fois encore, frappe si douloureusement l'académie d'Alger.

» Jeudi matin, un groupe de tueurs de l'O.A.S. a lâchement assassiné à El-Biar six de nos collègues, dont les noms doivent être cités à la jeunesse de France : MM. Maurice Marchand, inspecteur d'académie, chef du service des centres sociaux d'Alger ; Mouloud Feraoun, adjoint au chef du service des centres sociaux ; Robert Aïmar, inspecteur des centres sociaux, chef du bureau d'études ; Marcel Dasset, inspecteur, chef du centre de formation des personnels des centres sociaux ; Ali Hammoutène et Salah Ould Aoudia, tous deux inspecteurs des centres sociaux pour la région d'Alger, surpris au milieu d'une réunion de travail, ont été alignés devant un mur et sauvagement mitraillés.

» Unis dans le sacrifice comme ils l'étaient dans leur œuvre d'éducation, ils doivent le demeurer dans notre souvenir. Leurs noms s'ajoutent à la longue liste des maîtres, qui en Algérie sont tombés au service des valeurs spirituelles et morales qu'enseigne

l'Université française, et dont les centres sociaux d'Algérie, expression et moyen de la coopération dans l'éducation intellectuelle et l'action sociale, sont l'émouvant symbole.

» En assassinant ces hommes, c'est à ces valeurs spirituelles et morales que l'O.A.S. a voulu s'attaquer.

» Les obsèques des victimes auront lieu dimanche. » Partageant la douleur des familles, je demande que dans tous les établissements scolaires de France, au début des premières classes de lundi, lecture de ce message soit donnée par les maîtres, et qu'une minute de silence soit observée en hommage à la mémoire de nos martyrs. »

La Fédération de l'éducation nationale a publié de son côté un communiqué où elle demande également « à tous les universitaires et enseignants d'observer une minute de silence au cours de la première classe du lundi 19 mars. Dans l'hommage qu'ils rendront ainsi aux six camarades lâchement assassinés à Alger le 15 mars, ils associeront les trop nombreux enseignants qui ont payé de leur vie leur attachement total à la mission pédagogique de l'Université ».

Le syndicat général de l'éducation nationale (G.E.T.C.) a lancé un appel analogue.

M. Michel Massenet : rien ne console de la mort d'un poète

M. Michel Massenet, maître des requêtes au Conseil d'Etat, membre du cabinet de M. Soustelle en juillet 1958, délégué à l'aide sociale des Français musulmans d'Algérie en métropole, auteur du livre *Contre-poison ou Morale en Algérie*, nous adresse le texte suivant :

« Lorsque, dans nos cœurs recrus de tristesse, la pitié commence à se laisser, surgit comme un signe terrible la mort d'un poète. De Chénier à Brasillach, de Garcia Lorca à Feraoun, elle vient sceller ce moment où une communauté d'hommes est menacée par l'inhumain.

» Rien de plus grand, quoique rien de plus silencieux, que le témoignage grave qui a été, aux heures de la violence, la marque de Feraoun. Refusant, quand tous souffraient en Algérie, la tentation du jacobinisme comme celle des honneurs, refusant de prêter avec des hommes qu'il aimait les « durs serments de la violence », il a voulu rester, au milieu des enfants, ce maître d'école dont Alain-Fournier aurait aimé la conscience exigeante, la probité intacte, le bon sens. Maître des enfants, il était aussi maître du langage. Accroché à sa terre tandis que la secouait la tempête, il a su demeurer jusqu'au bout l'homme de ses deux fidélités : fidèle à l'Algérie, sa vie, et à la France, source de cette autre vie qu'était pour cet écrivain une langue merveilleusement maîtrisée.

» Feraoun est allé rejoindre le long cortège des innocents immolés depuis sept ans, et qui sont morts sans rien comprendre à l'injustice qui les arrachait à la vie. » Tandis que certains s'acharnent à briser les « hommes-charnières » de l'Algérie pour ne

plus laisser en présence que des hommes de sang, un poème de Mohamed Dib revient en mémoire :

Hommes
que rien ne tuera jamais
Hommes qui endurent tout,
Ouverts,
Vos faces rayonnent,
Un jour nouveau compense

» Mais rien ne console de la mort d'un poète, même pas la poésie. »

PAROLES D'OUTRE-TOMBE

M. Ali Hammoutène, inspecteur de l'enseignement du premier degré et directeur adjoint des centres sociaux en Algérie, qui a été assassiné jeudi à El-Biar par un commando O.A.S. avait effectué la semaine dernière un séjour à Paris. De retour à Alger il avait adressé à des amis la lettre suivante :

« Mes chers amis,
» Bientôt arrivé, mon premier mot est pour vous. Je voudrais pouvoir très laconiquement exprimer mon amitié, mes espoirs et tout le reconfort rapporté de Paris, malgré l'atmosphère d'angoisse et d'inquiétude qui étreint au contact du sol algérien. Le soir même j'ai pu joindre mes enfants en Kabylie, où règnent l'apaisement et l'amitié.

» HAMMOUTÈNE. »

LA COOPÉRATION FRANCO-ALGÉRIENNE

Dans un rapport consacré aux « problèmes des centres sociaux en Algérie », récemment rédigé, M. Ali Hammoutène relevait notamment : « Les efforts consentis dans le domaine de la socialisation permettent les plus beaux espoirs et, parallèlement, les centres sociaux exercent une action globale heureuse sur les populations algériennes qui en ont le plus besoin ; ces organismes originaux et polyvalents ne méritent pas moins d'attention que l'école. L'action coordonnée et profonde de ces deux institutions doit pouvoir assurer une évolution rapide et la promotion humaine et sociale dans un pays en pleine transformation et qui a beaucoup souffert de la guerre. L'ensemble cohérent école-centre social doit pouvoir constituer le fondement indispensable et nécessaire à une collaboration étroite entre la France et l'Algérie... »

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Directeur : H. DEUVE-MARTY
H. NEMIN, Imp.
Impr. spéciale du « Monde », 5, r. des Italiens, Paris

BVP
Ann d'éliminer de nos rubriques de publicité les annonces douteuses qui auraient pu s'y glisser malgré le soin que nous apportons à ce sujet, nous prions nos lecteurs qui auraient des réclamations à formuler d'adresser au Bureau de Vérification de la Publicité (B.V.P.), 27 bis, avenue de Villiers, Paris (17), auquel nous adhérons comme membre actif.

Nombreuses condamnations des crimes de l'O.A.S. en Algérie

A la suite de l'assassinat des six chefs de centres sociaux à Alger, le groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, qui rassemble une cinquantaine d'organisations, déclare que « ces hommes ont été exécutés parce qu'ils préparaient un avenir de réconciliation pour la France et pour l'Algérie », que « les conditions dans lesquelles a pu s'accomplir cet acte criminel indiquent que les victimes n'ont pu être protégées efficacement », et demande au gouvernement de réprimer « avec une rigueur accrue les forfaits de l'O.A.S. »

L'Union démocratique des anciens d'Algérie félicite le recteur de l'université d'Alger « pour sa courageuse initiative » et l'assure de son « entière solidarité ».

L'Union des écrivains pour la vérité exprime son émotion profonde devant l'assassinat de Mouloud Feraoun.

Le Bureau confédéral de la C.F.T.C. fait appel « à la lucidité et au sang-froid de ses adhérents d'Algérie » ; il « exprime son fer-

me espoir que les travailleurs d'Algérie sauront accueillir dans le calme l'annonce du cessez-le-feu et se désolidariser des violences criminelles comme celles qui ont ensanglanté Hussein-Dey et El-Biar jeudi dernier... »

Le conseil municipal de Clermont-Ferrand, réuni en session extraordinaire, a voté à l'unanimité une motion dans laquelle, d'une part, il proteste contre tous les attentats, en particulier contre celui d'Isly-les-Moulineaux et contre l'assassinat des six responsables des centres sociaux d'El-Biar... »

« DANS LA HAUTE-VIENNE, LA FÉDÉRATION SOCIALISTE fêtera l'ignoble assassinat d'El-Biar », crine monstrueux, a qui ressuscite les atroces exploits des gégéurs du P.L.N. ». De leur côté, réunis au sein des « Amitiés judéo-chrétiennes » du Limousin, des représentants des confessions catholique, protestante et irradité déclarent que « les criminelles convulsions de désespoir des fanatiques ne peuvent que retarder une réconciliation et une coopération, indispensables à l'avenir de l'Algérie ».

EFFROYABLES TUERIES O. A. S. A ALGER SIX INSPECTEURS de l'Enseignement " exécutés " le dos au mur devant

des enfants musulmans

Ils étaient réunis
au Centre
des services
sociaux

• UNE FILE
d'attente
de Musul-
mans mi-
traillée :

six morts
et treize blessés

(Lire page 5)

La porte vitrée derrière laquelle le témoin n° 1 vit Degueldre tirer au fusil-mitrailleur les impacts au bas du mur.

Ouest France - 16 mars 1962



Une Musulmane passe devant le mur du Centre Social de Ben-Aknoun, à El-Biar où les six inspecteurs de l'enseignement ont été abattus

(A. P.)

Six inspecteurs dont un écrivain célèbre

LES six personnalités algériennes, élues à l'occasion des élections municipales de 1990, ont été officiellement investies, hier, à l'Assemblée nationale, par le président de la République, le général **LIANE**. Elles ont été reçues par le chef de l'Etat, accompagné de son épouse, à l'Eliseo, à Paris, à 10 heures.

Le premier à être introduit par le président de la République est le député **ABDELMAJID BOUABDELMAJID** (56 ans), inspecteur d'académie et chef des centres sociaux à Alger.

Le second est le député **ABDELMAJID BOUABDELMAJID** (56 ans), inspecteur d'académie et chef des centres sociaux à Alger.

Le troisième est le député **ABDELMAJID BOUABDELMAJID** (56 ans), inspecteur d'académie et chef des centres sociaux à Alger.

Le quatrième est le député **ABDELMAJID BOUABDELMAJID** (56 ans), inspecteur d'académie et chef des centres sociaux à Alger.

Le cinquième est le député **ABDELMAJID BOUABDELMAJID** (56 ans), inspecteur d'académie et chef des centres sociaux à Alger.

Le sixième est le député **ABDELMAJID BOUABDELMAJID** (56 ans), inspecteur d'académie et chef des centres sociaux à Alger.

[illegible][illegible]

P. 1

NEUF CHEFS DE GROUPE O.A.S. ARRÊTÉS A ALGER

[illegible]

Ouest France - 16 mars 1962

[illegible]

La population musulmane en effervescence

deux mètres de long
 et tombent
 me des quilles
 la voiture, un homme des-
 cend à la hâte, et le
 de l'autre main, le pistolet
 qui se passe, et les ré-
 gence, pure, l'homme,
 et l'autre, à moins de
 peut être, le feu est
 gens tombent en face
 de la buvette, des
 à l'air, des hommes
 d'entre eux dans
 aux filles. Mais ce
 courtait, on faisait
 d'argent, ça change, on
 d'été cadavre, d'au-
 tures d'autouche.
 d'ore à minute,
 pistolet, mitrailleur à

et d'arrivances, c'est rui-
 les maudites pour la po-
 ramables dans la Bay-
 diant certains de la popu-
 et certains de la bour-
 partie des Musulmans
 qui passent. Des policiers
 lancés sur les papiers des
 et même mais brisant les
 et enfonçant les tôles des voi-
 tures.
 Les hommes et service d'ordre
 per la foule, ont rapidement di-
 rafais l'intimidation.
 Mais le mouvement
 s'est ramené à l'ordre.
 Grand et soudain.
 Vers 11 heures, on attendait
 vers 11 h 30, un fin de matinée,
 présence. Que quelques
 de la foule, des hommes
 avaient été rassemblés là, au
 village.
 par les miliciens, les corps
 forcés à la porte
 l'intérieur de la porte
 de policiers, ils déposent
 ont été rapidement et les
 d'ont disparu et sans loci.
 la famille de manifestants
 pour le

et
 et
 en s
 A la
 du
 de l'en-
 docteur
 GRAND)
 le recteur
 quel qu'en
 établissements
 de tous les
 fermé

« Six d'entre vous sont condamnés à mort. Suivez-nous »

Et les six L.

[illegible][illegible][illegible]

Tous les établissements scolaires fermés
en signe de deuil

A la suite de l'attentat d'El Biar, au cours duquel six inspecteurs de l'Enseignement dont l'inspecteur d'Académie MARGAND ont trouvé la mort, le recteur d'Académie a décidé qu'en signe de deuil les établissements d'enseignement de tous les degrés resteraient fermés jusqu'à lundi matin dans l'ensemble du Grand Alger.

Le recteur a
dans lequel le ministre
l'Education Nationale ex-
prime son indignation et sa
sympathie aux familles et sa
confiance dans la Fédération
de l'Education Nationale a pu
être communiqué à l'uni-
versité.
Le gouvernement décla-
re qu'il ne peut ni assurer
l'efficacité des enseignements
qu'il leur sont con-
cédés. Les
enseignements
communs du crime et
de la violence d'après le
droit, de l'homme, auront
les leurs, auront
un cours.

...cultures et les
tribut, depuis de
à un terrorisme
et stupide
...six respon-
centres sociaux ont
souverainement par
de l'O.A.S. et sans
historiquement que
il est ainsi melle
trois Européens
...qu'unia-
la vie, un idéal
Etat et de fra-

n'avait été ord-
 (ANT) si une des
 à le courant du
 à se totalement
 avait été ajour-
 u 15 jours. Les
 assignés sur la
 rance...
 n'a été que
 les règles a
 signation des
 nita à payer
 ronnalité de
 n'ont pas
 S. S. transfo-
 rmalité des
 accepteur sur
 et psycho-
 lon terro-

[illegible]

12d.
 13d.
 14d.
 15d.
 16d.

Les tueurs de l'OAS ont tiré 109 balles sur leurs 6 «condamnés»

Les corps des six
algérois ont été littéralement
(De nos envoyés spéciaux J. PARVILLE et M. CROCE-SPINELLI.)

Les rafales visent d'abord les jambes

Derrière les vitres des différents bureaux, des hommes, des femmes, les employés du centre, terrorisés, que les ténueurs ont enfermés à clé, cherchent à s'élever au-dessus de la situation, à fuir, à se tirer d'entre une vitre les autres à se tapir au fond des placards.

Les ténueurs du centre, raconte-t-on, de ces ténueurs, avouent, en arrivant, campés à M. Hagmann à Westfield. Ils avaient pu se procurer l'adresse du conseil municipal pour se procurer.

— Ça y est ! crie l'un des ténueurs.

C'est le signal. Les autres commencent à se réveiller. Elles viennent d'abord les jambes. Une fois les jambes réveillées, les ténueurs se continuent. Il faut se réveiller dans le ventre, le torse, le tibia. Il les bache.

Aux rafales succèdent quelques détonations isolées : les coups de grêle. Les tours ont achevé leur œuvre.

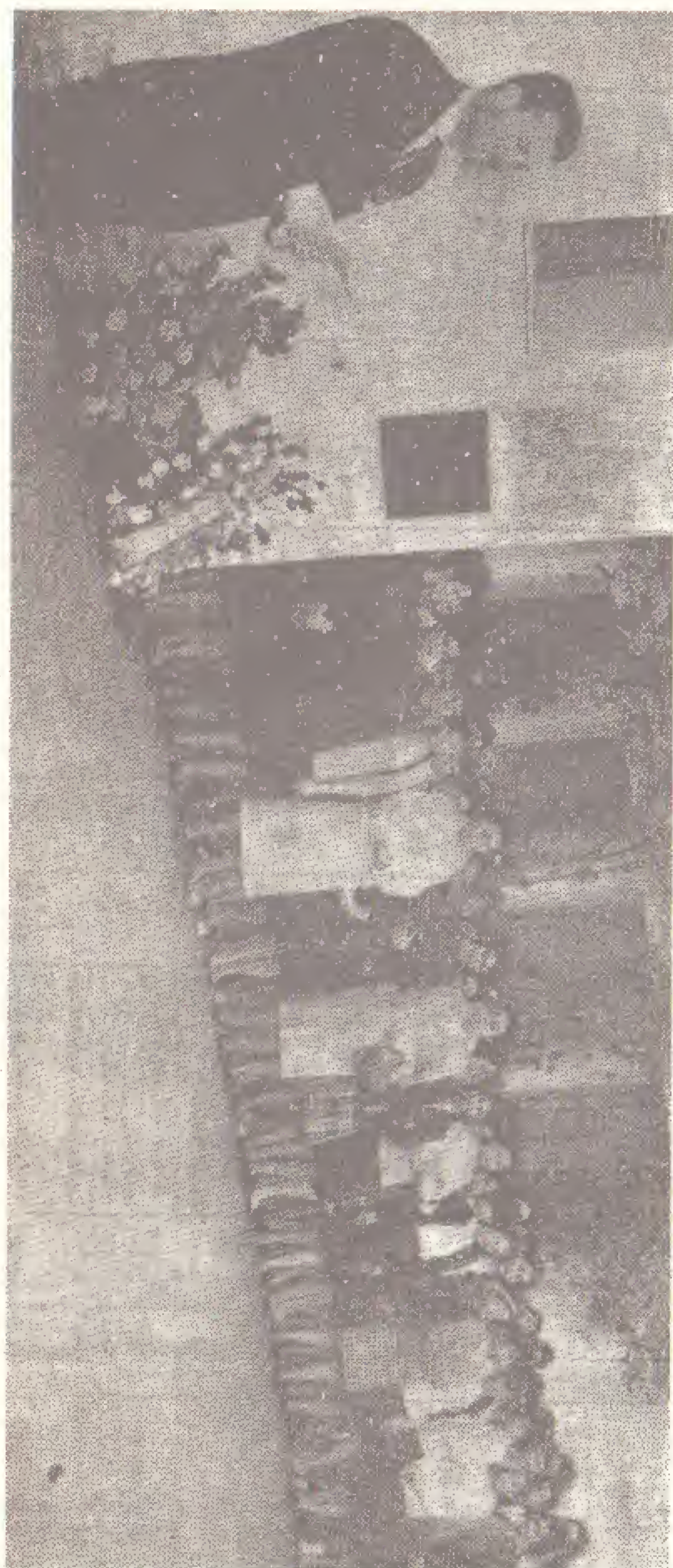
Une jeune, moins de 20 ans, semble-t-il. Tira d'enfer une d'après l'un des témoins, avouant la peine maladroite prononcée. D'un œil portait une casquette noire, le autre avait un pantalon noir et les chaussures jaunes.

Les témoins portait un pantalon beige, une chemise blanche et une casquette d'uniforme kaki.

But des Centres sociaux : donner aux musulmans une éducation de base

Les Centres sociaux, créés en 1956, avaient pour objet de donner une éducation de base, une formation professionnelle et de dispenser des soins aux populations algériennes des bidonvilles et des campagnes.

Au cours du « procès des barricades », en décembre 1960, l'un des inculpés, le colonel Gardes (il ne devait perdre son grade qu'après le putsch d'avril 1961) avait déclaré que ces centres s'étaient peu à peu « truffés d'agents du F.L.N. ». Le recteur de l'Académie d'Alger avait alors publié une mise au point certifiant que, depuis la 1^{re} octobre 1959, aucun agent contractuel de ces centres sociaux n'avait été recruté « sans que soient observées les précautions réglementaires ».



Hommage franco-algérien à la mémoire des six victimes.

SAMEDI 16 MARS 1963

La Dépêche d'Algérie

Hier après-midi, au Château Royal

Emouvante cérémonie du souvenir à la mémoire de six inspecteurs des services sociaux dont l'écrivain FERAOUN

Sur l'initiative du ministère de la Jeunesse et des Sports, une émouvante cérémonie s'est déroulée, hier, à 17 h. 30, au Château Royal, à la mémoire de six inspecteurs des Centres sociaux éducatifs, MM. Max Marchand, Mouloud Feraoun, Ali Hammoutène, Marcel Basset, Robert Aimard et Salah Ould Aoudia, tombés le 15 mars 1962 sous les balles de l'O.A.S.

Une imposante assistance vint se recueillir devant la stèle commémorant le martyre de ces hommes. On remarquait notamment la présence de MM. Rigaud, président de l'A.P. I.F.A. ; Savignol, de cette même association ; Reichert, président de l'A.S.P.E.S. ; Faucher, président de l'A.P. Technique, et Dugas, de l'A.P. Supérieur ; M. Bellahsene, inspecteur primaire, représentant le S. A.E. ; M. Grand, directeur de l'Office universitaire et culturel français (M. Esnault, directeur adjoint, grand ami de M. Marchand, s'était fait excuser pour raisons de santé) ; M. Follié, inspecteur d'Académie ; Mme Doumenc, directrice de l'Ecole Normale de jeunes filles, et M. Dini, directeur de l'E.N. de garçons, ainsi que des professeurs et d'imposantes délégations d'élèves ; M. Roze, attaché culturel ; M. Iguebouchen, personnalité bien connue du monde musical, ainsi que de nombreux membres de l'Enseignement et des amis des disparus. Toutes ces personnes manifestèrent leur sympathie à Mme Abtroun, fille de M. Mouloud Feraoun, ainsi qu'au fils de celui-ci.

Prenant la parole, M. Rigaud, président de l'Association professionnelle des instituteurs français en

Algérie, rappela les circonstances de l'assassinat des six inspecteurs, tombés victimes de leur devoir. « Ils savaient, dit-il, de quelle haine implacable l'œuvre émancipatrice à laquelle ils se donnaient tout entier, était l'objet ; ils savaient qu'on n'hésiterait pas à viser l'œuvre à travers les hommes. Ils préfiguraient trop bien un avenir pacifique de coopération culturelle et d'émancipation humaine.

« L'œuvre et l'idée demeurent et le souvenir de leur martyre commun est une flamme qui éclaire l'avenir tel qu'ils l'avaient préparé. »

Mme Doumenc s'adressa également à ses jeunes élèves et leur demanda de venir chaque année à la même date se recueillir devant la plaque commémorative.

Après le dépôt de trois magnifiques gerbes de fleurs, une minute de silence fut observée par l'assistance.

Cérémonie à la mémoire de Max Marchand à Oran

Oran (d.n.c.p.). — Le 15 mars 1962, à El-Biar, six membres de l'enseignement étaient exécutés sommairement par un commando de l'O.A.S. L'une des victimes était l'inspecteur Max Marchand, chef du Service des Centres sociaux éducatifs, bien connu à Oran où il avait effectué une partie de sa carrière.

Hier matin, à 11 heures, une cérémonie s'est déroulée à l'entrée du bâtiment de la Ligue de l'enseignement d'Oran dont M. Marchand avait été président. Une plaque commémorative a été découverte en présence des autorités locales, du consul général de France, M. Claude Chayet, et de très nombreux enseignants algériens et français.

Plusieurs allocutions ont été prononcées évoquant la carrière de l'ancien président et dégagant le sens de cet attentat collectif dont les victimes sont tombées au service de l'Algérie indépendante.

le Monde
17-3-62

APRÈS LE MASSACRE A EL-BIAR-BEN-AKNOUN
DE SIX ANIMATEURS DES CENTRES SOCIAUX

La bêtise qui froidement assassine

Par GERMAINE TILLION

Mouloud Feraoun était un écrivain de grande race, un homme fier et modeste à la fois, mais quand je pense à lui, le premier mot qui me vient aux lèvres c'est le mot : bonté...

C'était un vieil ami qui ne passait jamais à Paris sans venir me voir. J'aimais sa conversation passionnante, pleine d'humour, d'images, toujours au plus près du réel, — mais à l'intérieur de chaque événement décrit il y avait toujours comme une petite lampe qui brillait tout doucement : son amour de la vie, des êtres, son refus de croire à la totale méchanceté des hommes et du destin.

Certes, il souffrait plus que quiconque de cette guerre fratricide, certes, il était inquiet pour ses six enfants, — mais, dans les jours les plus noirs, il continuait à espérer que le bon sens serait finalement plus fort que la bêtise...

Et la bêtise, la féroce bêtise, l'a tué. Non pas tué : assassiné. Froidement, délibérément...

Cet honnête homme, cet homme bon, cet homme qui n'avait jamais fait de tort à quiconque, qui avait dévoué sa vie au bien public, qui était l'un des plus grands écrivains de l'Algérie, a été assassiné... Non pas par hasard, non pas par erreur, mais appelé par son nom, tué par préférence, et cet homme qui croyait à l'humanité a gémi et agonisé quatre heures, — non pas par la faute d'un microbe, d'un frein qui casse, d'un des mille accidents qui guettent nos vies, mais parce que cela entraînait dans les calculs imbéciles des singes sanglants qui font la loi à Alger...

Entre l'écrivain Mouloud Feraoun,

né en Grande-Kabylie; Max Marchand, Oranais d'adoption et docteur en lettres; Marcel Basset, qui venait du Pas-de-Calais (exactement : de Fousquières-lès-Lens); Robert Eyraud, originaire de la Drôme; le catholique pratiquant Salah Ould Aoudia et le musulman Ali Hammoutène il y avait une passion commune : le sauvetage de l'enfance algérienne, — car c'était cela leur objectif, l'objectif des centres sociaux : permettre à un pays dans son ensemble, et grâce à sa jeunesse, de rattraper les retards techniques qu'on appelle « sous-développement ». Dans un langage plus simple cela veut dire : vivre.

Apprendre à lire et à écrire à des enfants, donner un métier à des adultes, soigner des malades, — ce sont des choses si utiles qu'elles en paraissent banales ; on fait cela partout, ou, à tout le moins, on a envie de le faire.

Dans les centres sociaux on rendait ce programme efficace grâce à quelques ambitions particulières : tout d'abord on ne scolarisait pas « des enfants », on avait calculé comment scolariser, vite, tous les enfants, filles et garçons ; ensuite on voulait coordonner le programme de cette scolarisation trop élémentaire, trop hâtive, avec ceux de l'école primaire, afin que tous les enfants doués puissent accéder en masse à la complexe hiérarchie de l'enseignement. On voulait aussi que l'enfant instruit ne soit pas un phénomène étranger dans sa famille, et pour cela on avait mis au point des formules d'éduca-

tion globale (dite « de base ») ; enfin on y cherchait à augmenter le niveau général de la santé, les activités (donc les ressources) de chaque communauté villageoise où s'était implanté un centre social...

Et c'était de quoi s'entretenaient ces six hommes, à 10 heures du matin, le 15 mars 1962...

[Les centres sociaux ont été créés en octobre 1955 par Germaine Tillion, ses cadres étant recrutés non seulement parmi les milieux français, mais aussi algériens, musulmans ou autres. Cette particularité alerta les divers services de la sûreté, civile et militaire, qui ne ménagèrent pas ce service de l'éducation nationale, voué à la lutte contre l'analphabétisme, mais refusant de participer à la « mise en condition » de la population musulmane.

Une première arrestation eut lieu en 1956 : celle d'une jeune femme de nationalité suisse, dont l'activité politique se situait de toute évidence hors du service.

En juillet 1957, au plus fort de la bataille d'Alger, seize membres des centres sociaux passèrent devant le tribunal militaire d'Alger : deux furent condamnés avec sursis, un jeune musulman fut frappé d'une peine d'un an de prison, treize acquittements furent prononcés. Au cours de cette première affaire, un jeune musulman, nommé Saïd Ayadi, disparut dans les locaux de l'armée et n'a plus été revu.

L'émotion soulevée dans les milieux touchant à l'éducation nationale incita certains fonctionnaires à porter plainte. Il s'ensuivit une campagne d'intimidation, au cours de laquelle une jeune garçon, enlevé par deux hommes habillés en parachutistes, disparut à son tour.

En mai et juin 1959, une vingtaine de personnes, appartenant au service des centres sociaux, furent arrêtées et six écrouées. Le 19 décembre 1959, le tribunal correctionnel d'Alger prononça deux condamnations à trois mois de prison, et deux autres à huit mois (il s'agissait de deux moniteurs et de deux membres du personnel occasionnel.)

le Monde
25-26 mars 1962

UN HOMMAGE AUX VICTIMES D'EL-BIAR

Le Groupement d'études et de recherches des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (G.E.R.O.J.E.P.) organisait vendredi soir au Théâtre Récamier une séance à la mémoire des six responsables des centres sociaux assassinés à Alger par l'O.A.S. le 15 mars dernier.

Devant une centaine d'auditeurs, la personnalité, les écrits, les témoignages de Maxime Marchand, Mouloud Feraoun, Robert Aimard, Marcel Basset, Ali Hammoutène et Salah Ould Aoudia, furent évoqués en termes sobres et douloureux.

M. Dujardin, président du G.E.R.O.J.E.P., excusa MM. Jean Amrouche et Emmanuel Robles, retenus pour des raisons de santé ; ils avaient fait parvenir des messages saluant « ces hommes qui refusaient la haine... Ces justes qui condamnaient les violences d'où qu'elles viennent ».

« Je suis venu, je suis des vôtres, je le serai toujours », devait déclarer M. Jules Roy, qui affirma que rien ne pouvait arrêter « la vérité qui est la tolérance, la foi dans la liberté de l'homme ». C'est vers Mouloud Feraoun que l'auteur de la Guerre d'Algérie devait se tourner ensuite : « Il était ferme et bon, et il est mort de cela, et c'est pour cela qu'il a été condamné à mort. »

Mme Germaine Tillion retraça avec une confiance teintée de mélancolie les buts et les épreuves des centres sociaux qu'elle créa en 1955, épreuves qui connurent leur dénouement le plus affreux dans cette semaine du 15 mars.

Cet émouvant hommage se termina sur un discours de M. Jean Guehenno, qui définissait ainsi la colonisation : « Un affrontement d'une volonté de puissance et d'une volonté de lumière. » « Les six victimes d'El-Biar, devait-il conclure, ont été les martyrs et les témoins de cette volonté de lumière qui ne peut manquer de triompher. »

Double crime O.A.S. pour empêcher la réconciliation entre les communautés

Alger, 15 mars.
(De notre envoyé spécial.)
ANDIS qu'on palabre à
Évian, nouveau surant de
violence à Alger.
eux raids de commandos
S. ont fait, ce matin, dans la
che banlieue, dix-sept morts et
blessés. Trois des tués sont
personnalités, européennes.
tes les autres victimes sont
musulmans.

L'aube, vers 6 h. 30, des
ars activistes en voiture ou-
ent le feu sur un groupe de
ulmans qui attendaient l'au-
s à Hussein-Dey : onze morts
uit blessés.

« Casser » les accords

« deux attentats hors série, »
namment la très grave affaire
Blar, constituent sans doute
but d'une série de sanglantes
ocations qui annoncent l'inten-
ion de la guerre révolution-
O.A.S.
Le mouvement seditieux
emble prêt à tout pour tenter
« casser » — avant même
u'ils soient signés — les ac-
ords attendus. Son plan est
ible : d'une part, déclencher
s musulmans en les poussant
bout ; d'autre part de « faire

Quelques heures plus tard, vers
dix heures, un autre commando
de l'organisation subversive abat-
tait sauvagement, à El-Biar, six
fonctionnaires des centres so-
ciaux : trois Européens et trois
musulmans. Parmi les personnes
assassinées figurent deux inspec-
teurs d'académie et l'écritain al-
gérien Mouloud Feraoun.

Cette tuerie a causé une très
vive émotion à Alger, notamment
dans les milieux universitaires. Le
recteur, M. Gilbert Mayer, a dé-
claté, en signe de deuil et de pro-
testation, la fermeture jusqu'à
lundi de tous les établissements
d'enseignement primaire, second-
aire, supérieur et technique.

réfléchir », par des actions
aussi meurtrières que specta-
culaires ceux des Européens
qui pourraient commencer à
se laisser séduire par les per-
spectives de la politique de co-
opération qu'on s'efforce — si
péniblement — de mettre sur
pied.

Il s'agit, en frappant de façon
exemplaire celles qui ont déjà
« glissé », d'intimider les élites
libérales ou qui risquent de le
devenir.

— Tout le monde les mains en
l'air ! orlonnent les hommes du
commando O.A.S.
Les dix-huit fonctionnaires
s'exécutent. Ils n'ont pas le choix.
Un des terroristes sort alors un
papier de sa poche. C'est une
liste. Il fait l'appel des noms, un
par un. Six des personnes pré-
sentes — trois Européens et trois
musulmans — sont personnelle-
ment désignées. Une septième,
M. Petitbon, commissaire général
à la Jeunesse et aux Sports à
la Délégation générale, figure sur
la liste. Mais M. Petitbon n'est
pas là.

Sous la menace de leurs pisto-
lets mitrailleurs, les membres du
commando les contraignent à
sortir.
— Laissez votre serviette, leur
dit-on. Et suivez-nous. Vous êtes
condamnés à mort par l'armée
secrète. Le jugement est immé-
diatement exécutoire.

C'est sur le pas de la porte,
devant le groupe des fonction-
naires médusés et horrifiés, que
la « sentence » est lue d'une voix
froide par le tueur activiste.

Alignés contre un mur

malheureux sont entraînés
s, dans la cour. Les Euro-
sont alignés d'un côté, les
mans de l'autre. Et là,
un mur, presque à bout
it, les terroristes de l'O.A.S.
nt froidement, lâchement,
x hommes en leur tirant
rafales de pistolet mitrail-
à hauteur du bas-ventre.
as des corps sont presque
: en deux par les salves,
avait retrouver une cen-
de douilles de 9 mm. sur
ux du massacre.
colègues des fonction-
assassinés ont assisté, im-
nts, muets d'horreur et
irement, à la scène. Deux
justiciers », les tenaient en
t sous la menace de leurs
L'odieuse exécution n'avait
que quelques secondes. De-
l faisait soleil...
tueurs sont repartis tran-
tant dans les deux voitures
; avaient amenés, une 403

noire et une 403 beige. Le service
d'ordre stationnant dans les en-
vironn n'a rien vu, rien entendu.
C'est la première fois que les
hommes de l'O.A.S. en uniforme
tentent et réussissent impuné-
ment à Alger une exécution « of-
ficielle » de cette importance et
de cette gravité.

Les répercussions de cette af-
faire sur l'opinion peuvent être
encore plus grandes que ne le
laisse prévoir le communiqué du
recteur de l'Université d'Alger.

Les trois Européens et deux
des musulmans ont été tués sur
le coup. Le troisième musulman,
Mouloud Feraoun a été grave-
ment blessé. Il devait succomber
au début de l'après-midi à l'hôpi-
tal civil.

L'O.A.S. C'étaient des éléments
jugés dangereux dans la me-
sure où ils affichaient un es-
prit libéral, où ils pouvaient
être des artisans de la réconci-
liation. L'O.A.S. a décidé de
supprimer tous les cadres qui
peuvent assumer la coopéra-
tion entre l'Algérie de demain
et la France.

Ami d'Albert Camus

Voici la liste des victimes de
cette tuerie :

M. Maxime Marchand, 50 ans,
inspecteur d'académie, chef du
service des centres sociaux
(avant de s'installer à Alger, M.
Marchand avait séjourné à Bône
où l'O.A.S. l'avait plastiqué).

M. Marcel Bassot, 40 ans, éga-
lement inspecteur d'académie,
chef du centre de formation du
personnel des centres sociaux.

M. Aymard, inspecteur des
mêmes services, chef du bureau
d'études. M. Eymard s'occupait
particulièrement des questions de
jeunesse.

MM. Hammoutène et Salah
Ould Aoudia, tous deux inspec-
teurs des centres sociaux pour
la région d'Alger. M. Aoudia était
le cousin de l'avocat assassiné
à Alger en 1958.

Enfin, M. Mouloud Feraoun,
romancier, lauréat du Grand prix
littéraire d'Algérie. M. Feraoun
était l'adjoint de M. Maxime Mar-
chand. Il dirigeait l'action sociale
dans les milieux ruraux. Il fut
l'ami intime d'Albert Camus.

Les centres sociaux furent
créés en 1955 par Germaine Til-
lon, à l'époque où Jacques Sou-
stelle était gouverneur général de
l'Algérie. Ils ont pour tâche de
mener une action sociale et édu-
cative auprès des musulmans.
Leur équipe anime notamment
des cours du soir, des centres
de préformation professionnelle
et d'enseignement ménager, des
ateliers pour les jeunes, etc. Ils
accomplissent également une
portante tâche sanitaire, se
chant entre autres sur les
bièmes de protection mat-
et infantile et la lutte con-
maladies sociales.

Le personnel des cer-
ciaux fut assez vite ac-
tueliser des relations
F.L.N. Il eut à plusieurs
des ennuis avec l'ar-
L'un de ses dirigeants
arrêté.

Mais les fonc-
ont été sau-
ce matin ne
faire de poli-
ruissant et
côté ni de l'
abattus par

L'ensemble des lycéens et élèves
des classes préparatoires aux gran-
des écoles — quatre-vingts environ
— qui ont été exclus de leur éta-
blissement à la suite de leur éta-
blissement de s'associer à la minute de
silence à la mémoire des victimes
du massacre d'El-Biar bénéficie-
raient prochainement d'une « me-
sure de clémence » du ministre de
l'éducation nationale. Ils seraient
autorisés à réintégrer leurs classes
après les vacances de Pâques. Rap-
pelons qu'une telle mesure a déjà
été prise jeudi en faveur des cin-
quante-trois élèves exclus de l'école
préparatoire Stanislas.

Le Monde - 7-8-9 avril 1962

Figaro - 16 mars 1962

L'O.A.S. ne leur a pas par-
donné de vouloir maintenir des
liens entre les deux communau-
tés, de vouloir jeter des ponts
qui demeurent solides quelle que
soit l'évolution politique du pays.
L'accusation de trahison F.L.N.
ou communiste est une accusation
facile.

Fidèle à sa tradition fami-
liale, Ould Aoudia, était un ca-
tholique, pratiquant et mili-
tant. Des gens qui se procla-
ment défenseurs de la civilisa-
tion chrétienne l'ont tué.

Sept ans et demi de guerre, c'est
la stupidité dopée, fanatisée par
des conspirateurs, des
roies déshonorés, ex-général et colons de la plus cynique
de la plus basse espèce. Ce sont les lâches attentats, ses crimes inex-
« putsch ». C'est l'O.A.S., ses lâches attentats, ses crimes inex-
piables toujours recommencés. Ce sont les barricades ("sic") et le
les rafales dans le dos, au hasard ou par préférence. C'est l'auto-Blancs-Monts, le nom de
ivre de haine infectée à son tour. C'est, à peine lavé le vin par l'O.A.S. le 15 mars
C'est la métropole infectée de ses cinq compagnons. C'est le grouille-blaque sera d'autre part
sang des Moulins, l'affreuse mitraille d'El Biar, la mort à El Biar.
du bon Mouloud Feraoun et de ses cinq compagnons. C'est le grouille-blaque sera d'autre part
ce qui continue à Bab-el-Oued et dans Alger. C'est le grouille-blaque sera d'autre part
ment de complicités gluantes et de provocations que l'on devine dimanche
derrière tout cela. Et ce n'est pas tout. guerre, c'est demain aussi — et ced, ancien élève de
Sept ans et que demain nous

Mesure de clémence en faveur
des lycéens exclus de leurs
établissements.

Alger, 9 avril (A.F.P., U.P.I.).
L'ex-lieutenant Degueudre, chef
des commandos Delta, a été arrêté
samedi vers 18 heures par les gen-
darmes dans la cage d'escalier
d'un immeuble situé vers les hauts
d'Alger, apprend-on de source bien
informée.

Il n'a opposé aucune résistance
et a reconnu presque immédiate-
ment son identité, ajoutant qu'il
n'avait aucune illusion sur son
sort.

Il était seul, sans arme, les che-
veux teints en blond, et possédait
pour tout papier une carte d'iden-
tité d'inspecteur d'académie.

A 23 h. 15, samedi soir encore,
la préfecture de police publiait le
bref communiqué suivant : « L'ex-
lieutenant Degueudre a été arrêté
le 7 avril 1962, et aussitôt trans-
féré en métropole ».

Mais aucune indication officielle
n'était donnée sur les circonstan-
ces qui avaient permis l'arresta-
tion. Celle-ci a été opérée par sur-

prise. On croit seulement avoir
que des légionnaires déserteurs
arrêtés dans l'Ouarsenis ap-
l'échec du commando Gardon ou
fourni de précieux renseigne-
ments.

La fouille de l'appartement
était réfugié l'ex-lieutenant a pu
mis de saisir quelques documen-
et un armement léger. Peu
vard, Degueudre a été condu-
après un bref interrogatoire ve-
l'avion qui l'a transporté en m-
tropole

Roger Degueudre, transféré à E-
ris dans la nuit de samedi à
manche, a été écroué le 8 avril
4 heures du matin au dépôt.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

La Vie Catholique de Joseph Folliet



C'est ce que déclarait l'écritain
kabyile Mouloud Feraoun. Des
Français qui se croient patrio-
tes l'ont assassiné, avec ses col-
lègues des « centres sociaux ».

L'un d'entre eux s'appelait
Ould Aoudia. J'ai naguère
connu un membre de sa fami-
le — une famille chrétienne,
venant de Kabylie, convertie
par les Pères Blancs de Lavi-
gerie.

Fidèle à sa tradition fami-
liale, Ould Aoudia, était un ca-
tholique, pratiquant et mili-
tant. Des gens qui se procla-
ment défenseurs de la civilisa-
tion chrétienne l'ont tué.

Sept ans et demi de guerre, c'est
la stupidité dopée, fanatisée par
des conspirateurs, des
roies déshonorés, ex-général et colons de la plus cynique
de la plus basse espèce. Ce sont les lâches attentats, ses crimes inex-
« putsch ». C'est l'O.A.S., ses lâches attentats, ses crimes inex-
piables toujours recommencés. Ce sont les barricades ("sic") et le
les rafales dans le dos, au hasard ou par préférence. C'est l'auto-Blancs-Monts, le nom de
ivre de haine infectée à son tour. C'est, à peine lavé le vin par l'O.A.S. le 15 mars
C'est la métropole infectée de ses cinq compagnons. C'est le grouille-blaque sera d'autre part
sang des Moulins, l'affreuse mitraille d'El Biar, la mort à El Biar.
du bon Mouloud Feraoun et de ses cinq compagnons. C'est le grouille-blaque sera d'autre part
ce qui continue à Bab-el-Oued et dans Alger. C'est le grouille-blaque sera d'autre part
ment de complicités gluantes et de provocations que l'on devine dimanche
derrière tout cela. Et ce n'est pas tout. guerre, c'est demain aussi — et ced, ancien élève de
Sept ans et que demain nous

Alger, 9 avril (A.F.P., U.P.I.).
L'ex-lieutenant Degueudre, chef
des commandos Delta, a été arrêté
samedi vers 18 heures par les gen-
darmes dans la cage d'escalier
d'un immeuble situé vers les hauts
d'Alger, apprend-on de source bien
informée.

Il n'a opposé aucune résistance
et a reconnu presque immédiate-
ment son identité, ajoutant qu'il
n'avait aucune illusion sur son
sort.

Il était seul, sans arme, les che-
veux teints en blond, et possédait
pour tout papier une carte d'iden-
tité d'inspecteur d'académie.

A 23 h. 15, samedi soir encore,
la préfecture de police publiait le
bref communiqué suivant : « L'ex-
lieutenant Degueudre a été arrêté
le 7 avril 1962, et aussitôt trans-
féré en métropole ».

Mais aucune indication officielle
n'était donnée sur les circonstan-
ces qui avaient permis l'arresta-
tion. Celle-ci a été opérée par sur-

prise. On croit seulement avoir
que des légionnaires déserteurs
arrêtés dans l'Ouarsenis ap-
l'échec du commando Gardon ou
fourni de précieux renseigne-
ments.

La fouille de l'appartement
était réfugié l'ex-lieutenant a pu
mis de saisir quelques documen-
et un armement léger. Peu
vard, Degueudre a été condu-
après un bref interrogatoire ve-
l'avion qui l'a transporté en m-
tropole

Roger Degueudre, transféré à E-
ris dans la nuit de samedi à
manche, a été écroué le 8 avril
4 heures du matin au dépôt.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

— UN PROFESSEUR ET UN MAI-
TRE AUXILIAIRE, du lycée de Lo-
rient qui avaient refusé de s'asso-
cier à la lecture du message du
ministre, rendant hommage aux vic-
times du massacre d'El-Biar, se sont
vu infliger une peine de répri-
mande par le ministère de l'Edu-
cation nationale.

Figaro - 28 mars 1962

Le nom de Maxime Marchand
— assassiné à El Biar
donné à un groupe scolaire
d'Arras

Sur proposition de M. Gu-
mollet, ancien président du
Conseil, député-maire d'Arras, le
conseil municipal a décidé à
l'unanimité de donner au second
groupe scolaire du quartier des
Auto-Blancs-Monts, le nom de
Maxime Marchand, qui fut lâchement
assassiné par l'O.A.S. le 15 mars

La fouille de l'appartement
était réfugié l'ex-lieutenant a pu
mis de saisir quelques documen-
et un armement léger. Peu
vard, Degueudre a été condu-
après un bref interrogatoire ve-
l'avion qui l'a transporté en m-
tropole

Roger Degueudre, transféré à E-
ris dans la nuit de samedi à
manche, a été écroué le 8 avril
4 heures du matin au dépôt.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

Après que le mandat d'arrêt
Juge d'instruction lui eut été
gnifié, Roger Degueudre fut tra-
féré à 11 heures à la prison de
Santé, où il a été incarcéré.

La Vie Catholique de Joseph Folliet

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Figaro - 16 mars 1962

Les constructeurs assassinés

La Vie Catholique

PARMI les atrocités sanglantes et les criminelles stupidités du conflit algérien, l'assassinat, par l'O.A.S., des dirigeants des « Centres sociaux », est l'une des plus navrantes.

Ces jeunes hommes, Moghrébins ou Européens, parmi lesquels se trouvait un grand romancier kabyle de langue française, Mouloud Feraoun, maintenaient, en pleine guerre, quelque chose de la paix et de son esprit. Par leur présence et leur action, ils allégeaient le malheur du jour et préparaient les collaborations futures.

Ils étaient des pacifiques, des constructeurs, des bâtisseurs de ponts : c'est ce qui leur a valu de tomber sous les rafales des mitraillettes. Leur existence portait un défi à la haine. La haine les a tués.

Destin symbolique. Combien de constructeurs la guerre d'Algérie a-t-elle assassinés déjà, depuis — et c'est un autre symbole — le meurtre d'un instituteur français au premier jour de l'insurrection ?

J'ai vu quelques-uns des colons, les plus purs et les plus fraternels tués par les insurgés. J'ai vu un Père blanc, un petit frère de Jésus trouver la mort au cours d'attentats. J'ai vu le F.L.N. et le M.N.A., dans leur impitoyable rivalité, éliminer des militants qui portaient en eux l'espoir de l'Algérie. J'ai vu l'O.A.S. appliquer sa théorie du meurtre sélectif à « des libéraux » dont le seul crime était de refuser les folies collectives.

Si, du moins, ces morts pouvaient n'être point vaines ! Au moment même où j'écris, un journal du soir annonce, en lettres énormes, le cessez-le-feu. Est-ce vraiment la fin ? La fin finale ? Les absurdités et les atrocités vont-elles disparaître ? La dernière page va-t-elle être tournée de cet effroyable roman noir que nous sommes en train de vivre ou plutôt dont nous sommes en train de mourir, d'une mort corporelle pour les uns, d'une mort spirituelle pour presque tous ? La haine va-t-elle cesser de brûler et le sang de couler ?

Si, après un trop long combat les adversaires enfin réconciliés pouvaient s'adonner ensemble aux reconstructions nécessaires, la mort des constructeurs aurait du moins servi une grande cause et il resterait d'eux non seulement un souvenir, mais un exemple. Leur sang répandu cimenterait l'édifice qu'il faut bâtir en commun.

Je le sais bien, ces considérations ne satisferont point ceux qui s'abandonnent à l'esprit de vengeance — et il n'y en a que trop, même chez les chrétiens. Ils ressemblent à ces dieux païens qui avaient soif de sang.

Mais notre Dieu, le Dieu des chrétiens, s'il accepte et bénit les sacrifices, n'a soif que ~~de l'union des hommes~~.

Joseph FOLLLET.

La Vie Catholique

Le rapport au président de la République

Décret de renvoi de l'accusé devant le Haut Tribunal militaire

A PRES la reddition de l'ex-général Challe, mettant fin à la rébellion militaire d'avril 1961, dont il était lui-même l'un des chefs, l'ex-général d'armée Salan Raoul résolu de poursuivre le mouvement insurrectionnel.

Il se réfugia donc dans la clandestinité dès le 26 avril 1961 et devint le chef de l'Organisation de l'Armée secrète (O.A.S.) qu'il avait déjà créée en février 1961 à Madrid avec Lagailarde.

Les buts visés par l'O.A.S. sont révélés non seulement par son action violente mais également par des documents émanant de Salan. Il s'agit purement et simplement de détruire le régime constitutionnel et de se substituer aux autorités légitimes.

C'est ainsi que le 10 mai 1961 Salan proclamait la nécessité « d'abattre la République » et que le 13 mars 1962 un « Conseil national de la résistance française en Algérie », après avoir déclaré déchus le Président de la République et le gouvernement, confiait à Salan la mission de constituer un pouvoir central provisoire qui devait assurer l'exercice de la souveraineté nationale. Le lendemain, par une ordonnance du 14 mars 1962, Salan institua une « commission de gouvernement et de défense nationale » présidée par lui-même et représentant prochainement ce pouvoir central provisoire.

Dès septembre 1961, Salan rédigea des notes dans lesquelles il manifestait sa volonté d'imposer son autorité aux conjurés appartenant à divers réseaux. En novembre 1961, il recevait l'allégeance des chefs du groupement dit « de Madrid » (Argoud, Bouyer, Lachéroy, Lagailarde et Ortis).

Sous la direction de Salan, l'O.A.S., dont les réseaux recouvraient l'ensemble du territoire, comprenait deux branches :

1° L'O.A.S. Algérie-Sahara, dont les chefs étaient l'ex-général Jouhaud, affecté au secteur d'Oran ; l'ex-général Gardy, chef d'état-major ; le docteur Perez, l'ex-colonel Gardes et Susini, chargés respectivement des renseignements, de l'organisation des masses et de l'agitation-propagande.

2° L'O.A.S. Métropole, avec un délégué général et un état-major. Pour tenter de parvenir au but qu'il se proposait, le mouvement subversif à la disposition de Salan devait se procurer des ressources, du matériel et des hommes.

Les ressources furent tirées de collectes, d'impositions et de nombreux vols à main armée commis notamment dans des banques.

Les liaisons et les refuges nécessaires à cette activité clandestine. Depuis mai 1961, ce mouvement révolutionnaire se livra en Algérie et en métropole à un ensemble d'actes approuvés et même préconisés par Salan, selon sa note du 2 février 1962, qui ont eu pour but d'empêcher, par tous les moyens allant de la menace et de l'intimidation à la violence et à l'assassinat, le fonctionnement des institutions de la République.

Des ordres de grève tendant à créer « une situation anarchique » furent diffusés : des émissions radiophoniques et des tracts clandestins propagèrent des consignes interdisant, par exemple, sous menace de mort, aux Européens, de quitter le territoire algérien.

Des tribunaux, chargés de réprimer la désobéissance aux injonctions de toute nature de l'O.A.S., prononcèrent de très nombreuses condamnations à mort suivies d'exécutions par les « sections spéciales ».

Le 31 décembre 1961, l'ex-général Salan, ayant décidé la mobilisation de tous les Algériens, fit afficher en Algérie, sous son nom, un ordre à cet effet :

Les groupes de l'O.A.S. entreprirent non seulement une véritable guerre contre les forces de l'ordre, mais encore des agressions contre des éléments civils, faisant de nombreux morts et blessés.

Attentats et assassinats

Pour se limiter à la ville d'Alger, sous le contrôle direct et immédiat de Salan, on peut mentionner à cet égard des tirs au bazooka et au mortier sur le Palais d'été, sur la place du Gouvernement, sur la caserne de gendarmerie des Tagarins, sur le quartier Belcourt et la Casbah ; le mitraillage de la clinique Beaufrasier ; la destruction de la tour de contrôle de l'aéroport de Maison-Blanche et l'attaque d'un véhicule transportant des militaires du contingent.

De même, de nombreux assassinats furent soumis par des membres de l'O.A.S., sur des gardes mobiles, des éléments des compagnies républicaines de sécurité, des fonctionnaires de police, en particulier les commissaires Gavoury, Goldenberg, Joubert, Pelissier, sur des officiers tels que les commandants Poste, Grain et Boulogne, sur des personnalités, notamment M^{re} Popie, avocat à Alger, et son successeur, M^{re} Garrigues, M^{re} Fraychineaud, M. Ab-

doussalam, directeur général de l'Administration civile des Finances à Alger, sur des médecins et des commerçants.

Le 15 mars 1962, six personnes parmi les cent délégués assistant à une conférence au Centre d'action sociale à El-Biar, furent tuées, et, le 18 mars 1962, neuf employés de pharmacie subirent le même sort.

Le procureur général près le tribunal d'appel d'Oran, M. Lemerle, devait être victime d'une tentative d'assassinat, de même qu'un Parisien dans la banlieue, M^{re} Yves Le Tac et le commandant Orsini.

Enfin, de multiples tentatives par explosifs furent perpétrées contre des édifices publics ou privés, des installations d'utilité publique et des moyens de transport. Selon les statistiques établies par les services de police de gendarmerie, leur nombre s'élève à 2.600 pour l'Algérie et à 415 pour la région parisienne causant la mort de 415 personnes et en blessant 1.145 autres.

Une telle action entreprise par l'ex-général Salan mettait en péril l'autorité de l'Etat dans ses institutions et caractérisait les crimes commis en vue d'exciter les citoyens à s'armer les uns contre les autres, faits de guerre civile réprimés par l'article 86 du Code pénal.

Salan, en tant que chef de l'Organisation qui les a exécutés, assume la responsabilité de tous les crimes commis sur les personnes ou les biens des particuliers.

Placé à la tête d'un groupement révolutionnaire armé lui-même à force ouverte contre les institutions de la République tendant à faire échec à l'application des lois de l'Etat, l'ex-général Salan doit également répondre du crime prévu et réprimé par l'article 95 du Code pénal.

Des faits d'une telle gravité justifient la traduction de l'ex-général Salan devant le haut tribunal militaire.

Tel est l'objet du présent décret.

Figaro - 16 mai 1962

Un commando fait irruption dans une réunion sociale : « SIX D'ENTRE VOUS SONT CON-
GÉR : ABAT SIX FON-
O.A.S.

SALAN DEVRA RÉPONDRE A UNE ACCUSATION MASSIVE

Près de 3 000 attentats : 500 morts et 1 500 blessés

L'EX-GENERAL SALAN — qui, chef de l'O.A.S., se faisait appeler « SOLEIL » — verra demain, on le sait, s'ouvrir son procès devant le Haut-Tribunal Militaire. Dans tout procès criminel, quelle que soit la juridiction qui doit en connaître — Cour d'assises, Tribunal Permanent des Forces Armées, Haut-Tribunal Militaire ou Tribunal Militaire Spécial — les arguments de l'accusation exposés dans l'arrêt de renvoi (ou, en ce qui concerne le Haut-Tribunal Militaire, dans le rapport du procureur général au président de la République) demeurent secrets jusqu'à la lecture à l'audience. Aussi ne connaîtra-t-on que mardi la position exacte du ministère public vis-à-vis de l'ex-général Raoul SALAN.

Encore le texte (habituellement assez bref) du procureur général ne souligne-t-il que les grandes lignes, laissant à l'avocat général qui soutient l'accusation, à l'audience, le soin de retenir à charge les réquisitions écrites.

C'est ainsi que, pour JOUHAUD, par exemple, le rapport n'évoquait pas l'assassinat du colonel RANCON que l'avocat général Raphaël a retenu cependant à l'audience avec une particulière fermeté.

Il en sera de même pour SALAN : « Celui-ci a tant de fois révéndiqué par tracts, émissions-pirates, interviews données à des journaux ou à des postes étrangers la charge et l'honneur d'être le chef de l'O.A.S. qu'il paraît logique que l'accusation lui impute personnellement à crime toutes les exactions de cet organisme subversif qu'est l'O.A.S. »

L'affaire du putsch : une simple entrée en matière

Pour l'accusation, l'affaire du putsch ne sera qu'une entrée en matière, si l'on peut dire. Car SALAN n'a rallié les généraux insurgés que le second jour du coup de force et il a affirmé, sans qu'on puisse solidement démontrer le contraire, qu'il n'avait pas participé à sa préparation.

Sans doute, en Espagne, complotait-il avec LAGAILLARDE, BUSINI et autres contre la République en vue d'un mouvement en Algérie, mais ce n'était pas celui dont CHALLE a dit : « J'ai suivi comme on prend un train en marche. » Pourtant, en raison de ces faits, SALAN a été condamné à mort par contumace le 11 juillet dernier. Mais CHALLE et ZELLER — qui s'étaient rendus pour éviter toute effusion de sang, dirent-ils — ont été condamnés, eux, à 15 ans de détention criminelle, encore qu'ils aient encouru la peine capitale. Leur attitude repentante leur a valu le bénéfice des circonstances atténuantes.

Un terrible dossier d'accusation

Des kilos et des kilos de documents, en revanche, accablent SALAN en sa qualité de chef de l'O.A.S. Et il est bien certain que leur lecture intégrale à l'audience durera des jours et des jours.

Voici les grandes lignes de l'accusation telles qu'on peut les reconstituer en se reportant aux faits :

- Près de 3.000 attentats : quelque 500 morts et environ 1.500 blessés, tant dans la métropole qu'en Algérie.

- Les meurtres des commissaires CAVOURY, GOLDENBERG, de M. POPIE, GARRIGUES, l'odieux massacre des six membres délégués au Centre d'action social, parmi lesquels se trouvait le poète algérien MOULOUD FERRAOUN; le 15 mars dernier, l'attentat aussi qui a failli coûter la vie au procureur général d'Oran, M. LE MERLE, et qui avait été porté également à la charge de l'ex-général JOUHAUD lors de son procès.

- Il est vraisemblable aussi que l'on retiendra contre SALAN des attentats dans la métropole, et en particulier celui qui visait à achever M. Yves LE TAO, déjà blessé gravement par l'O.A.S. et qui se trouvait en traitement à l'hôpital militaire du Val de Grâce. (On se souvient que le général LEGROS — qui protégeait la chambre de M. LE TAO — fut tué lors de cette agression.)

SALAN et JOUHAUD transférés à Fresnes

LES ex-généraux SALAN et JOUHAUD ont été transférés samedi à l'aube de la prison de la SANTE — où ils étaient détenus l'un et l'autre — à la prison de FRESNES.

Le transfert s'est effectué dans la plus grande discrétion et la nouvelle n'en a été connue que tardivement. Les deux ex-généraux ont été logés dans un même corps de bâtiment et séparés l'un de l'autre par deux cellules vides.

C'est par mesure de sécurité — à l'heure où va s'ouvrir le procès de SALAN — que ce transfert a été opéré.

- Il sera sans doute aussi question des « tribunaux O.A.S. » qui déclaraient la « condamnation » de tel ou tel Algérien ou Algérois dont la conduite n'était pas conforme aux vues de l'organisation subversive.

- On évoquera enfin sans au-

cun doute une ordonnance du « Comité National de la Résistance » à Alger, proclamant la déchéance du président de la République et du gouvernement français et chargeant SALAN de constituer un pouvoir central provisoire. Dans ce même document, ordre était donné aux cadres de l'armée de ne plus obéir aux ordres du gouvernement légal, sous peine d'être considérés comme « étrangers ».

Demain à la mémoire de
Mouloud Feraoun et ses
compagnons

CEREMONIE DU CORPS ENSEIGNANT AU CHATEAU ROYAL A BEN AKNOUN

Il y a deux ans, dans la matinée du 15 mars 1962, à Ben-Aknoun, des Inspecteurs des Centres Sociaux participaient à une séance de travail dans l'un des baraquements du domaine où l'on avait installé la direction de ce service.

A 10 heures 40 des hommes armés pénétrèrent dans la salle, ordonnèrent aux assistants de se placer, bras levés, le long des murs. La fouille achevée, ils appelèrent six noms :

ROBERT EYMART.
MARCEL BASSET.
ALI HAMMOUTENE.
MOULOUD FERRAOUN.
MAXIME MARCHAND.
SALAH OULD-AOUDIA.

D'un ton plein d'aisance, le chef des assassins assura qu'il ne leur serait fait aucun mal, qu'il s'agissait simplement d'enregistrer une déclaration au magnétophone. On entendit une « émission-pilot » de

En file indienne, les six furent conduites jusqu'à l'un des deux bâtiments où attendaient des individus en armes. Ces derniers retirèrent leurs papiers d'identité. Un fusil-mitrailleur fut insensiblement trépidé à la gauche des spectateurs de l'Enseignement. Puis ce fut le massacre. 10 heures 45.

Pour commémorer le souvenir de ces six victimes, une cérémonie aura lieu dimanche 15 mars à 14 heures au Château-Royal, à Ben-Aknoun, en présence des représentants du corps enseignant en Algérie.

Il y a...

- Dans le cadre de l'amitié entre notre pays et la République Populaire de Chine, 50.000 couvertures, ont été remises aujourd'hui jeudi 14 mars 1963, à notre gouvernement.

- A l'Assemblée Nationale, toutes les commissions se sont réunies pour étudier chacune en ce qui la concerne, le projet de budget d'équipement de l'année 1963.

- L'écrivain français Emmanuel Roblès est arrivé à Alger. Il doit donner des conférences sur Mouloud Feraoun. On se souvient dans quelles circonstances tragiques notre grand écrivain a été assassiné le 15 mars 1962, à Ben Aknoun, par les activistes français.

- Deux hélicoptères fran-

çais stationnés à Blida se sont téléscopés en plein vol à proximité de leur lieu. Ils sont tombés au sol et ont pris feu. Les deux pilotes et une secrétaire ont été tués.

- Un grave accident est venu endeuiller la grande famille de « Al Chaâb ». Deux ouvriers typographes, qui se rendaient en « Vespa » à Dar-El Beida, ont été renversés par une voiture. Le frère Mustapha Labib est mort sur le coup et son passager blessé.

- La conférence sur le désarmement général a fêté son premier anniversaire. Une conférence s'est ouverte ce jour au Palais des Nations pour examiner le désarmement général et l'arrêt des essais nucléaires.

...un an

Six dirigeants des centres sociaux - dont Mouloud Feraoun - étaient assassinés à Alger par l'O.A.S.

Le 15 mars 1962, dans la matinée, un des commandos « Delta » de l'O.A.S. chargés des « opérations ponctuelles » pénètre dans les locaux du service central des centres sociaux à El-Biar, sur les hauteurs d'Alger, où dix-huit dirigeants sont réunis pour une séance de travail. Six d'entre eux sont appelés (« Vous êtes condamnés à mort... »), se lèvent, sont alignés dans la cour contre un mur et tombent sous les rafales de mitraillettes. Parmi eux trois Français — Max Marchand, inspecteur d'académie et chef du service des centres sociaux; Robert Eymard, chef du bureau d'étude; Marcel Basset, chef du centre de formation du personnel, et trois Algériens, Mouloud Feraoun, adjoint au chef du service des centres; Ali Hammoutène et Henri Ould-Aoudia, inspecteurs pour la région d'Alger.

Entre ces six hommes, écrira le lendemain Mme Germaine Tillion, créatrice des centres sociaux en 1955, « il y avait une passion commune : le sauvetage de l'enfance algérienne ». Lutter contre l'analphabétisme, développer la formation professionnelle, améliorer la situation sociale et sanitaire des plus déshérités : telle était effectivement

la mission de ces hommes de bonne volonté. Ils étaient aussi les militants généreux et passionnés d'une cause qui semblait alors désespérée : la réconciliation entre les communautés; « des hommes de paix », dira Emmanuel Roblès.

L'un d'entre eux était en outre un écrivain de valeur : le poète kabyle de langue française Mouloud Feraoun, l'un des représentants les plus authentiques de la culture originale qui s'était développée outre-Méditerranée. « Sacrifié à l'Algérie nouvelle », dira Jean Amrouche au lendemain de sa mort, il entendait témoigner, par son œuvre et son action sociale, qu'au-delà des déchirements de la guerre et contre tous les extrémismes, des liens linguistiques, culturels, affectifs aussi, pouvaient être préservés. C'est sans doute ce symbole que l'O.A.S. a voulu assassiner ce jeudi 15 mars 1962. Trois jours plus tard, les accords d'Evian mettaient fin à la guerre d'Algérie... — Ph. H.

★ Un hommage est rendu, ce mercredi 15 mars, à 18 heures, à la mémoire de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons, au Centre pédagogique de la librairie Hachette, 79, boulevard Saint-Germain.

TABLE DES MATIÈRES

Lettre de Pierre Vidal-Naquet	9
Texte de Germaine Tillion	13
Préface d'Emmanuel Roblès	17
Chapitre I. — L'Exécution	21
Chapitre II. — Les réactions	47
Chapitre III. — La persécution	61
Chapitre IV. — Le septième nom	89
Chapitre V. — Les hommes du commando	107
Chapitre VI. — Vous avez dit « Secrète » ?	135
Chapitre VII. — Arrestation et Procès O.A.S.	151
Conclusion	173
Annexes	181